This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

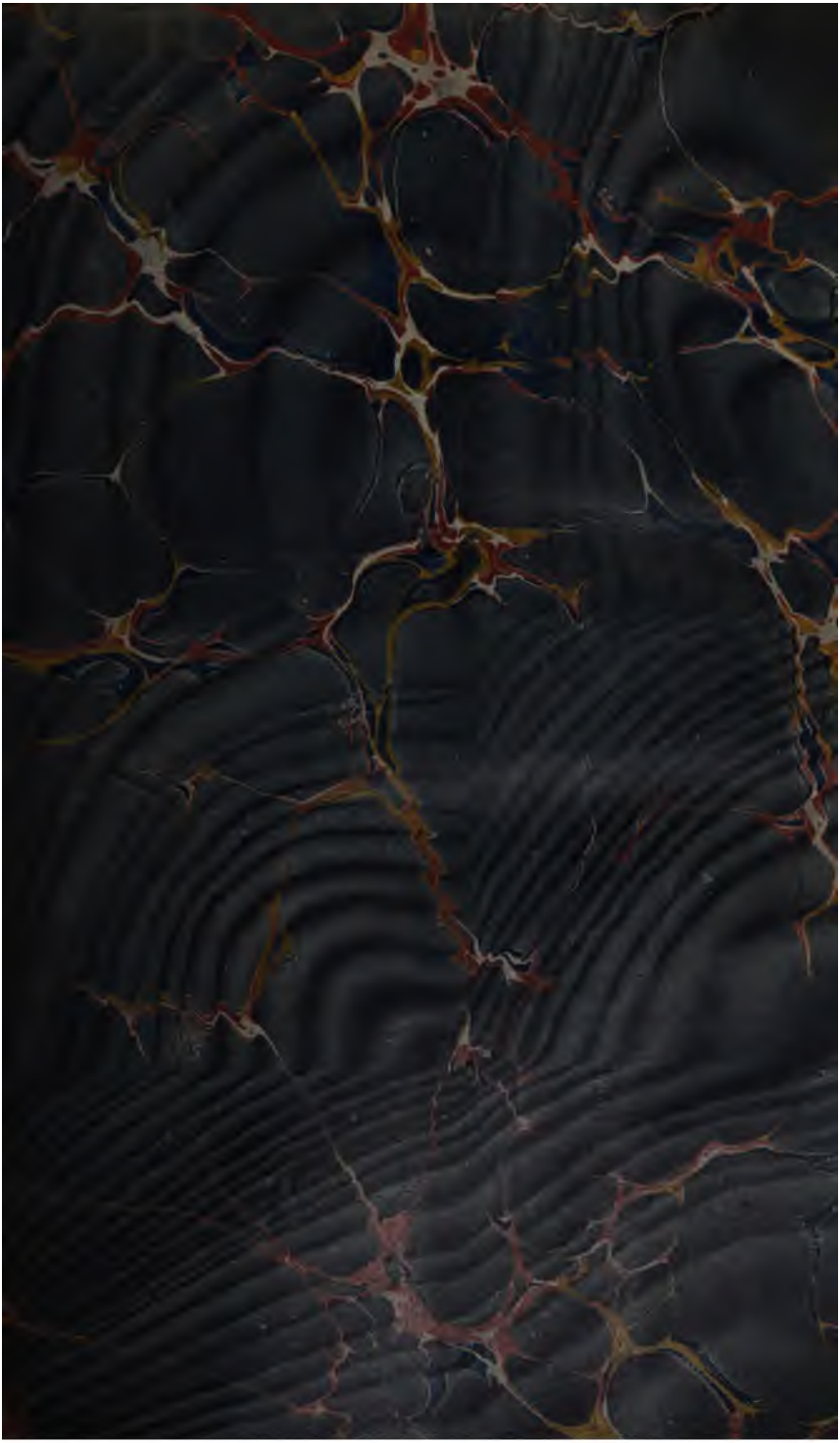
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

a39015 01808857 8b

1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



UC
20
.B78
v.9

MÉMOIRES CONTEMPORAINS.

MÉMOIRES

DE M.

DE BOURRIENNE.

TOME IX.

Se trouve également

CHEZ DUFEY, LIBRAIRE,

RUE DES ARTS, N. 14.

PARIS, IMPRIMERIE DE A. BARBIER,

RUE DES MARAIS S.-G., N. 17.

MÉMOIRES

DE M.

DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT,

SUR

NAPOLÉON,

LE DIRECTOIRE, LE CONSULAT, L'EMPIRE ET LA RESTAURATION.

..... « Eh bien, Bourrienne, vous serez aussi immortel, vous.
— Et pourquoi, général? — N'êtes-vous pas mon secrétaire?
— Dites-moi le nom de celui d'Alexandre? . . . . »

TOME NEUVIÈME.

A PARIS,

CHEZ LADVOCAT, LIBRAIRE
DE S. A. R. LE DUC DE CHARTRES,
QUAI VOLTAIRE ET PALAIS ROYAL.

MDCCCXXIX.

Libr.
Thorp
6-12-25
11634

MÉMOIRES

DE M.

DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER.

Les grandeurs déchues et les grandeurs vivantes. — Retard de mon départ pour Hambourg.—M. de Czernischeff. — Bonaparte anti-pacifique. — Conduite de Napoléon envers M. de Czernischeff.—La guerre, élément de la puissance impériale.—Conduite antérieure de M. de Czernischeff. — Surveillance de la police. — Le professeur espion. — Dissimulation de Napoléon. — Le département de la Lippe. — Situation réciproque de Napoléon et d'Alexandre. — Tact de Joséphine. — Juste prévision relativement aux affaires d'Espagne. — Mes visites à la Malmaison. — Le premier ami et la première femme de Napoléon. — Douleurs de Joséphine, et son amour pour les chiffons. — Les larmes et la toilette.

Me voilà à la dernière partie de mes Mémoires, et j'ai encore bien des choses à dire, des choses plus

délicates peut-être que celles que j'ai eu à raconter précédemment, puisque, ayant eu à parler des fautes commises par une grandeur déchue, j'aurai à m'occuper de grandeurs vivantes et d'intrigues dont le foyer, que j'ai vu allumer, n'est pas encore éteint. Comme dans les huit premiers volumes de mes mémoires, je dirai la vérité : elle seule a été mon but lorsque je me suis déterminé à révéler au public tout ce dont j'ai été témoin. Cependant, cette réflexion préparatoire ne peut pas encore s'appliquer à ce que j'ai à dire d'abord, n'ayant quitté le lecteur qu'au printemps de l'année 1811, époque à laquelle je me disposais à me rendre à Hambourg pour y chercher ma famille. Quelques affaires retardèrent mon départ jusqu'au mois de mai, de sorte que je me trouvais encore à Paris lors de la naissance du roi de Rome.

Depuis mon arrivée, j'avais beaucoup entendu parler des intrigues d'un aide-de-camp de l'empereur de Russie, M. de Czernischeff, qui, sous le prétexte de venir fréquemment complimenter Napoléon de la part de l'empereur Alexandre, ne remplissait en effet que des missions de haut espionnage ; avant de raconter ce que j'ai su des sourdes menées de M. de Czernischeff, je me permettrai un rapprochement qui ne me semble

pas sans importance et qui, au contraire, me paraît capable de jeter un grand jour sur les événemens qui suivront bientôt. Les fanatiques admirateurs de Napoléon ont voulu faire de ce grand homme de guerre un prince pacifique, amoureux de la tranquillité et de l'ordre général de l'Europe; si vous les écoutez, ils vous diront que l'empereur n'a jamais fait que se défendre; moi, qui sais à quoi m'en tenir, du moins pour le temps de sa carrière où j'ai été auprès de lui, j'ai dit, et je crois avoir prouvé, qu'alors même que les premiers coups de canon étaient tirés contre lui, il n'en était pas moins l'auteur de la guerre, puisque le grand art de sa politique consistait à forcer les autres puissances à l'attaquer, par une suite continuelle d'empiètemens de territoire ou d'insultes envers les souverains étrangers.

Ce qui me frappa alors fut la conduite de Napoléon à l'égard de M. de Czernischeff, lorsque surtout je la rapprochai des renseignemens certains qu'avant mon départ de Hambourg j'avais transmis à l'empereur sur le mécontentement de la Russie et ses dispositions hostiles. Il est donc hors de doute pour moi que Bonaparte savait à quoi s'en tenir sur l'objet véritable de la mission de l'aide-de-camp d'Alexandre, et que s'il eut l'air de croire

à des protestations d'amitié sans cesse renouvelées, c'est qu'il voulait encore, comme il l'avait toujours voulu précédemment, que la Russie s'enferrât si bien vis-à-vis lui qu'il aurait un nouveau prétexte pour entamer une nouvelle campagne dans le Nord. Voilà ce qui ressort des faits et plus encore d'une juste appréciation du caractère de Napoléon. Combien de fois ne m'avait-il pas dit que la guerre était son élément, qu'il fallait la guerre à l'affermissement de sa puissance! Et ensuite, comment concilierez-vous cette volonté avouée de rendre sa dynastie la plus ancienne des dynasties souveraines de l'Europe, avec cette longanimité qui l'aurait toujours retenu sur la défensive? Cela est impossible.

M. de Czernischeff était venu pour la première fois à Paris, peu après l'entrevue d'Erfurth, et depuis cette époque on le voyait presque continuellement sur la route de Paris à Saint-Pétersbourg, de telle sorte que l'on a calculé que dans l'espace de moins de quatre ans il a fait plus de dix mille lieues. Long-temps des allées et venues si fréquentes n'avaient excité aucun soupçon; mais ce fut précisément pendant mon séjour à Paris que Savary conçut des doutes, et rien ne lui fut plus facile que de savoir à quoi s'en tenir,

tant l'état-major de l'espionnage était encore formidable, malgré la précaution qu'avait prise Fouché de taire à son successeur le nom de ses espions les plus distingués. On sut que M. de Czernischeff cherchait un professeur de mathématiques, sans doute pour donner le change sur les motifs réels de son séjour à Paris, en le voilant sous le désir simulé d'étudier les sciences. Le confident intime d'Alexandre eut donc un professeur affilié au grand bureau de l'observation publique, et dès-lors toutes les démarches de M. de Czernischeff furent connues de la police. On sut qu'il questionnait moins son instituteur sur les équations d'un degré quelconque ou l'élimination des *inconnues*, que sur les connaissances que celui-ci pouvait avoir dans les divers ministères, et notamment dans les bureaux de la guerre. Il se trouva précisément que le professeur connaissait quelques employés dans ces bureaux, qui lui remirent quelques états particuliers dont il fit la remise à M. de Czernischeff, non sans avoir fait une station à l'hôtel de la police, où, selon l'usage, au lieu de couper court à cette menée, on la protégea pour qu'elle pût avoir tout son développement. Napoléon en fut informé, et, en cette occasion, il trouva à donner une nouvelle preuve de sa profonde dissimulation;

car au lieu de donner à M. de Czernischeff aucun témoignage de mécontentement, il continua à l'accueillir avec la même distinction dont il l'avait environné pendant ses divers séjours à Paris. Cependant, voulant l'en éloigner sans lui occasionner aucun soupçon de ce que ses allures clandestines étaient découvertes, il le chargea d'une lettre de bonne amitié pour son frère de Russie; mais il advint qu'Alexandre fut si pressé de répondre à la missive obligeante de son frère de France que M. de Czernischeff fut de retour à Paris, n'ayant fait que toucher barres à Saint-Pétersbourg, avant qu'on eût pu apprendre son arrivée à la cour d'Alexandre. Et l'on voudrait que Napoléon, instruit de tout, eût continué à environner l'aide-de-camp de l'empereur de Russie de la même faveur que par le passé, sans que cette faveur eût été l'objet d'un calcul qui devait amener des chances de guerre! Ce serait Napoléon, au milieu de sa gloire, à l'apogée de sa puissance, qui, par un esprit de modération, par amour pour la paix, aurait renoncé à son irascibilité naturelle, lui qui s'y était laissé emporter avec tant de violence, je puis dire avec tant d'étourderie, lors de sa fameuse allocution au lord Withworth, à une époque où il n'exerçait

encore que le pouvoir douteux de premier consul ! De pareilles suppositions sont inadmissibles pour quiconque a connu Bonaparte.

Lors des intrigues de M. de Czernischeff, l'état des affaires de l'empereur était si brillant, l'orgueil de sa domination était monté à un si haut point que l'on ne pourrait admettre non plus la crainte de choquer l'empereur de Russie, puisque, n'ignorant pas le mécontentement que ce prince avait témoigné de l'envahissement des pays Anséatiques, il répondait au moment même à ces mécontentemens en y annexant un nouveau département composé des territoires de Reez, de Munster et de Newhausen, et qui reçut le nom de département de la Lippe. Je dis à Duroc ce que je pensais à cet égard; je le priai, je le suppliai, dans l'intérêt de l'empereur, de lui faire connaître quelle folie c'était que d'irriter encore la Russie par de nouveaux griefs; mais Duroc ne pouvait que gémir avec moi des suites d'une ambition sans frein, sur laquelle il avait enfin ouvert les yeux, et dont il devait être une des plus regrettables victimes. Je ne crois donc pas avoir eu tort de supposer que, dans l'intimité de sa pensée, Napoléon n'était pas fâché de voir dans les intrigues de M. de Czernischeff une assu-

rance que la Russie l'attaquerait ; et quoiqu'il ait pu dire à ses confidens d'alors, que croire d'un homme qui avait fondé le camp de Boulogne sans avoir aucun projet de tenter une descente en Angleterre, et qui avait joué le monde entier dans cette grande circonstance, sans mettre personne dans sa confidence? Et l'on doit se rappeler qu'il ne me confia son secret que parce que je l'avais deviné, et en général on ne savait guère de lui que ce que l'on devinait ou ce qui lui échappait dans ses momens de causeries indiscrètes.

Pendant cette époque de mon séjour à Paris, on était toujours fort occupé de la guerre d'Espagne et de Portugal, et c'était une entreprise sur laquelle le tact de Joséphine ne l'avait point trompée. Elle se mêlait ordinairement peu des affaires politiques, d'abord parce qu'elle n'aurait pas été bien venue de le faire en présence de Napoléon, ensuite parce que sa légèreté l'entraînait à des idées frivoles; mais elle était douée, je puis le dire, d'un instinct tellement perfectionné, que rarement elle s'est trompée sur les choses qui devaient tourner ou à bien ou à mal pour la fortune de son mari, et je me rappelle qu'elle me dit alors que quand elle avait appris l'intention de l'empereur de donner le trône d'Espagne à

Joseph, elle avait été saisie d'une frayeur dont il lui avait été impossible de se rendre compte. Je ne sais comment définir ce sens instinctif qui fait que l'on voit l'avenir dans des pressentimens; mais ce qu'il y a de certain, c'est que Joséphine en était douée plus que toute autre personne que j'aie jamais connue, et c'était pour elle un don bien funeste, car elle était à la fois malheureuse du présent et de l'avenir.

J'allais la voir assez souvent à la Malmaison, car Duroc me donna plusieurs fois l'assurance que l'empereur ne le trouvait pas mauvais, pourtant il aurait pu penser que dans nos conversations, seul à seul avec Josephine, ce n'était pas toujours son éloge qui sortait de notre bouche, et en vérité son premier ami et sa première femme étaient bien excusables quand ils échangeaient leurs plaintes.

Bien que plus d'un an se fût passé depuis le divorce, la douleur en était toujours nouvelle dans le cœur de Joséphine, et tout contribuait à l'augmenter. « Concevez-vous, mon ami, me disait-« elle souvent, tout ce qu'il m'a fallu endurer de « tourmens depuis le jour fatal dont je vous ai « parlé; je ne conçois pas que je n'y aie pas suc-« combé? pouvez-vous vous figurer quel supplice

« ç'a été pour moi de voir partout des descriptions « de fêtes? Et la première fois qu'il est venu me « voir après son mariage, quelle entrevue! et « combien de larmes il m'a fait répandre. Les jours « où il vient sont pour moi des jours de supplice, « car il ne me ménage pas. Avec quelle cruauté il « me parle de l'enfant qu'il va avoir! Comprenez- « vous, Bourrienne, tout ce que cela a d'odieux « pour moi. Mieux vaudrait être exilée à mille « lieues d'ici; cependant, ajoutait Joséphine, « quelques amis me sont restés fidèles; et c'est au- « jourd'hui ma seule consolation, quand il m'est « possible d'en goûter quelques instans. » La vérité est qu'elle était bien malheureuse et qu'il n'y avait encore alors d'autre consolation à lui donner que de la plaindre autant qu'elle se plaignait elle-même. Cependant, tel était encore l'empire des chiffons sur Joséphine, qu'après avoir pleuré pendant un quart-d'heure, on la voyait oublier ses larmes pour donner audience à des marchandes de modes et à des inventeurs de parures nouvelles. A l'aspect d'un chapeau Joséphine n'était plus qu'une femme. Un jour, je me rappelle que profitant d'un instant de calme où l'avait mise une ample fourniture de ces brillans colifichets, je ne pus m'empêcher de la féliciter sur l'heureuse in-

fluence qu'ils exerçaient sur elle : « Que voulez-« vous, mon ami, me dit-elle, tout cela devrait « m'être bien égal, mais c'est une habitude. » Joséphine aurait pu ajouter : et une occupation ; et il n'y aurait point d'exagération à dire que, si l'on retranchait de la vie de Joséphine le temps qu'elle a passé à pleurer et à sa toilette, la durée en serait considérablement diminuée.

CHAPITRE II.

Immense étendue de l'empire, et le serment de Bonaparte au Sénat. — Cas de conscience. — Déplacement de mœurs, lois et usages en Europe. — Nouvelles d'Italie. — Liste de morts et de proscrits en Piémont. — Le caractère italien et le caractère allemand. — Mot d'Alfieri sur l'Espagne. — Livres ouverts sur le bureau de Bonaparte. — Avantages en Espagne. — Échec de Masséna en Portugal. — Caractère et position de Masséna. — Dépenses faites par les Anglais. — Bertrand en Illyrie, et Marmont en Portugal. — Mauvaise situation de l'armée, et belle conduite de Marmont. — Gloire inutile recueillie en Espagne. — Assemblée des Cortès. — Renseignemens que me donne Duroc. — Obstination de Napoléon pour le système continental. — Oubli involontaire réparé. — Paroles adressées par moi à Savary, en 1811. — L'Europe entière victime du système continental. — Rencontre de Murat aux Champs-Élysées. — Caractère de Murat. — Épanchement confidentiel. — Sujets de mécontentement de Murat. — Murat devinant les plans de Bonaparte sur l'Italie. — Discrétion de ma part.

Tant que j'étais resté à Hambourg, les affaires du nord de l'Allemagne et quelques correspon-

dances absorbaient tout mon temps. Rendu à la vie privée par suite de la réunion des villes Anséatiques à l'empire, je pus me mettre plus au courant des affaires du midi de la France ou de l'Europe, ce qui était devenu à peu près la même chose depuis que la France comptait le département du Tibre au nombre de ses départemens. C'était après dix ans seulement de l'exercice d'un pouvoir envahissant que l'on pouvait, sans quitter le territoire français, parcourir l'immense distance qui sépare les bouches de l'Elbe du port d'Ostie; et six ans s'étaient à peine écoulés depuis que Bonaparte, en recevant du sénat la couronne impériale, avait si solennellement déclaré qu'il ne voulait faire aucun agrandissement au territoire de *la République*. Si au surplus Bonaparte avait été homme à s'en faire un cas de conscience, il aurait trouvé sans peine parmi ses théologiens un casuiste qui l'aurait facilement rassuré en lui assurant avec beaucoup de bonne foi, que ce n'était point le territoire de la république qu'il augmentait puisqu'il n'y avait plus de république, et que par conséquent il tenait religieusement sa promesse.

Le vaste empire offrait un spectacle qui rappelait plutôt la domination des Romains et les conquêtes de Charlemagne que les habitudes et

les oscillations politiques de l'Europe moderne. En effet depuis près de deux siècles, il n'était point survenu, jusqu'à l'époque de la révolution et surtout jusqu'à l'avénement de Napoléon, de notables changemens dans les délimitations des états de l'Europe, si ce n'est le partage de la Pologne où deux des copartageans firent une si grande faute en accoutumant la Russie à jeter les yeux vers l'Occident. Tout sous Napoléon avait été déplacé avec tant de rapidité! les usages, les mœurs, les lois, remplacés par des lois, des mœurs et des usages nouveaux, imposés par la force, tout cela formait une masse hétérogène qui devait évidemment se rompre quand cette force perdrait de son action. A Paris, je voyais encore quelques enthousiastes; mais qu'ils auraient rabattu de leur admiration, si, quittant le centre du cercle, ils se fussent dirigés sur l'un de ses rayons! L'Italie était tellement accablée que j'appris alors par une personne digne de foi, que si le corps d'armée du prince Eugène, au lieu d'être vainqueur eût été battu à la Piava, une révolte, sourdement organisée, devait éclater à la fois dans le Piémont et dans le royaume d'Italie même, où pourtant la masse des habitans rendait justice aux excellentes qualités d'Eugène. J'ai su également d'une manière

positive que des listes avaient déjà été dressées pour désigner ceux des Français à égorger *a finirsi*, et ceux qui, ayant tempéré la rigueur des ordres du gouvernement impérial, seraient seulement bannis hors des frontières. Je crus sans peine tout ce que l'on me dit sur cette disposition où étaient les Italiens, car je n'avais pas assez oublié le caractère des Italiens pour ne pas savoir que les causes de mécontentement que j'avais observées en Allemagne étant partout les mêmes, elles produiraient des effets dont la manifestation serait nécessairement soumise à la différence des caractères, et la révolte était aussi naturelle aux Italiens que la résignation à mes bons Allemands et que l'acharnement du désespoir au peuple espagnol. A ce propos je me rappelle un mot d'Alfieri : dans un de ses ouvrages imprimé quinze ans avant la guerre d'Espagne, jetant un coup d'œil sur les différens peuples de l'Europe, il ne voit plus « que le peuple espagnol à qui il reste encore « assez d'énergie pour lutter contre une domination « étrangère. » Si j'avais encore été auprès de Napoléon, il est bien certain qu'ayant recours à une ruse innocente que j'ai employée plusieurs fois avec succès, je n'aurais pas manqué de poser sur son bureau le livre d'Alfieri ouvert à la page que

j'aurais voulu lui faire lire. Quelquefois il ne faisait pas attention au volume, mais quand il l'ouvrait à l'endroit indiqué, il était rare qu'il ne discutât pas une pensée qui se trouvait en analogie avec celles qui dominaient alors dans son esprit.

Quoi qu'il en soit, le jugement d'Alfieri sur le peuple espagnol ne fut que trop bien justifié, et j'avoue que je ne puis penser sans frémir aux torrens de sang qui ont inondé la péninsule; pourquoi faire? pour faire de Joseph Bonaparte un roi.

L'année 1811 avait commencé d'une manière assez favorable aux armes françaises en Espagne; le premier jour même de cette année le maréchal Suchet s'empara de la ville de Tortose, et nous obtenions presque en même temps des avantages marqués en Portugal où Porto et Olivenza tombèrent dans le courant de janvier au pouvoir des Français commandés par le général Girard; nous eûmes encore quelques autres avantages tels que la prise de Pardaleras et la bataille de Gebora livrée par le duc de Dalmatie. Mais au commencement de mars, la fortune changea. Le duc de Bellune ne put, malgré la valeur de ses troupes, conjurer son inconstance à la journée de Chiclana, et depuis ce jour l'armée française ne put

plus rien entreprendre contre l'armée Anglo-Portugaise. Masséna lui-même, malgré le titre de prince d'Eslingen qu'il avait reçu sous les murs de Vienne, dans la dernière bataille, n'était plus l'enfant chéri de la victoire comme à Zurich.

Puisque j'ai parlé de Masséna, je suis bien aise de saisir l'occasion de dire qu'il n'avait point été un des partisans du changement apporté dans la forme du gouvernement, lors de la fondation de l'empire. Masséna aimait beaucoup deux choses : la gloire et l'argent; mais, quant à ce que l'on appelle des honneurs, il ne se souciait guère que de ceux qui résultent du commandement d'une armée; et ses souvenirs se rattachaient encore à la république, parce que la république lui rappelait les époques les plus glorieuses de sa brillante carrière militaire. Il était d'ailleurs du nombre des maréchaux qui auraient voulu voir un terme à l'ambition de Bonaparte, et certes, il avait assez fait depuis le commencement des guerres de la république, pour qu'il lui fût permis de souhaiter du repos; d'ailleurs, sa santé en exigeait alors. Que pouvait-il contre les Anglais en Portugal? Les forces combinées des Anglais et des Portugais augmentaient chaque jour et les nôtres diminuaient. Rien ne coûtait à l'Angleterre pour s'as-

surer des avantages dans la grande lutte qui s'était engagée, et comme elle prodiguait l'or avec profusion, son armée, payant bien partout, était abondamment pourvue de vivres et de munitions, ce qui, pour ne pas jeter les habitans dans le parti anglais, contraignait l'armée française à payer aussi ses approvisionnemens; et elle était loin de posséder les mêmes ressources. Cela même n'empêcha pas de nombreuses insurrections partielles d'éclater sur divers points, ce qui rendait les communications avec la France extrêmement difficiles; des bandes armées enlevaient continuellement nos soldats dispersés, et la présence des troupes anglaises appuyées par l'argent qu'elles répandaient dans le pays, excitait contre nous l'esprit des habitans, car il ne pourra venir à l'idée de personne que sans l'appui de l'Angleterre, le Portugal eût pu tenir un instant contre la France. Mais les combats, la mauvaise saison, les privations, la misère même, avaient exténué l'armée française, et il fallait bien lui permettre du repos quand ses entreprises ne pouvaient qu'être sans résultats; dans cet état de choses, Masséna fut rappelé, parce que sa santé s'était tellement détériorée qu'il lui était physiquement impossible de déployer assez d'activité

pour remettre l'armée sur un pied respectable.

Ce fut dans ces circonstances que Napoléon envoya Bertrand en Illyrie à la place de Marmont, et que Marmont vint de son côté remplacer Masséna en Portugal. En prenant le commandement des troupes, Marmont les trouva dans un état pitoyable. La difficulté de se procurer des vivres était extrême, et les moyens employés pour s'en procurer ajoutaient à ce que la situation de l'armée avait d'effrayant; en même temps la confusion et l'indiscipline étaient portées à un point qu'il serait aussi affligeant que difficile de peindre. Marmont eut le bonheur, par sa conduite, de rétablir les affaires, et il se vit bientôt à la tête d'une assez bonne armée de trente mille hommes d'infanterie, avec quarante pièces d'artillerie; mais il ne put réunir que très-peu de cavalerie, encore était-elle très-mal montée.

Ce qui se passait en Espagne, au commencement de l'année 1811, ne différait pas beaucoup de ce qui se passait en Portugal; d'abord des succès partout, mais si chèrement achetés qu'il aurait été facile de prévoir l'issue définitive de cette lutte, car dès qu'un peuple est engagé à combattre chez lui pour son indépendance, toujours les armées assaillantes diminuent, et, en même temps, les po-

pulations armées, enhardies par des succès, se grossissent dans une progression encore plus marquée. On ne remplace point à l'improviste un régiment détruit, tandis qu'un village brûlé, chez un peuple énergique, met les armes à la main aux habitans de toute une province. Vainement Soult et Suchet se couvrirent de gloire, eux et leur armée, à Tortose, à Olivenza, à Gebora; à Badajoz, cette gloire teinte du sang espagnol devait être inutile; l'insurrection était devenue pour les Espagnols un devoir saint et sacré auquel la récente réunion des Cortès, assemblées dans l'île de Léon, donnait un caractère pour ainsi dire avoué, puisque l'Espagne retrouvait dans le souvenir de ses vieilles franchises au moins l'ombre d'un gouvernement, un centre autour duquel pouvaient graviter les défenseurs du sol de la péninsule.

A Paris, la guerre d'Espagne était le texte de la plupart des conversations; mais on vivait dans le doute, car on sait assez que les nouvelles officielles n'étaient pas toutes paroles d'Évangile; je savais par Duroc que la guerre d'Espagne avait contribué à le désenchanter; je me rappelle qu'il me dit un jour : « Les bonnes nouvelles que nous recevons « de l'Espagne m'effraient presque autant que les « mauvaises nouvelles; ce pays finira par devenir

« fatal à l'empereur. » Duroc m'assura en même temps que l'empereur lui avait, plus d'une fois, manifesté le regret de se voir engagé dans cette guerre; mais depuis qu'il y avait des Anglais à combattre, aucune considération n'aurait pu le déterminer à abandonner la partie, d'autant plus que tout ce qu'il faisait alors était pour défendre l'honneur de son système continental. Je m'exprimai sur ce sujet avec Duroc, comme je le faisais avec toutes les personnes qui m'en parlaient, comme je le fis mainte et mainte fois alors avec le duc de Rovigo, comme je l'ai fait dans mes Mémoires.

A l'occasion de ce déplorable système continental, je me rappelle même en ce moment une circonstance que j'ai omise involontairement, en racontant les conférences que j'eus avec Savary, et à la suite desquelles je me chargeai d'engager M. Lafitte à venir voir le ministre. J'ai retrouvé, dans une note que je croyais égarée, un fait relatif à notre conversation avec Savary, et le paragraphe qui suit en est fidèlement extrait.

« En parlant à Savary du système continental, je lui ai toujours dit tout le mal que j'en pensais. Hier[1] je l'ai engagé à voir M. Lafitte, le voyant

[1] Ma note n'étant qu'un brouillon sans date, je ne sais à

presque convaincu de tout l'odieux, de tout le ridicule, qui s'attachent au système continental.» Savary m'a répondu : « Tu as raison, je crois que je ferai bien de voir M. Lafitte, mais l'empereur ne l'aime pas; ses principes politiques ne lui conviennent point; on fait souvent contre lui des rapports que je cherche à combattre. » J'ai répondu au ministre : « Mais remarque bien que je ne « te parle, ni d'amitié, ni d'institutions, ni de poli- « tique; je te parle d'argent. M. Lafitte peut « avoir tort dans des choses qui ne sont pas posi- « tives, mais je t'assure qu'en finances, il en sait « plus que ton patron, et il ne peut y avoir qu'une « voix sur ses connaissances en finances et sur sa « probité. Tu sais que je t'ai dit souvent que l'em- « pereur n'entendait rien au crédit public, au « cours des effets, aux mouvemens de place sur « place; entends M. Lafitte et tu ne peux qu'y « gagner. » Ceci, je le répète, est extrait d'une note que j'écrivis le lendemain de cette conversation, et ce fut alors que je fus chargé par Savary de prier M. Lafitte de venir chez lui, et que nous eumes tous les trois la longue conférence dont j'ai

quel jour se rapporte cet *hier*, mais ce doit être à un jour du mois de février 1811.

donné les détails et raconté les résultats dans le volume précédent.

Comment pourrait-on nier que cet horrible système eût été la cause, si non de la chute éventuelle, au moins de la rapidité de la chute de Napoléon, si l'on veut considérer un moment la brillante situation de l'empire en 1811, et l'action que ce système allait produire presque simultanément dans toute l'Europe en creusant un abîme sous le trône le plus fort qui ait existé, mais qui au milieu de sa force et de sa splendeur n'avait plus que trois ans à se tenir debout!

J'ai dit que c'était le système continental que Napoléon défendait en Espagne, et sur cela il n'y a pas de doute, puisqu'on était parvenu à lui persuader que ce système, strictement exécuté, frapperait à mort le commerce de l'Angleterre; et d'ailleurs j'ai su par Duroc une chose qui est d'un grand poids dans cette question : Napoléon lui dit un jour : « Je ne tiens plus à ce que Joseph soit « roi d'Espagne, et lui-même ne s'en soucie guère. « J'y mettrais le premier venu, s'il pouvait fermer « ses ports aux Anglais. » Qui, d'un autre côté, avait embarrassé l'empire de la possession de la Hollande? La volonté opiniâtre de l'empereur à faire supporter aux Hollandais les désastres atta-

chés à son fatal système. Pourquoi la réunion des villes Anséatiques à l'empire, et par là ces semences de mécontentement qui allaient germer et se propager dans toute l'Allemagne? encore pour la même cause. Quelle rage impolitique pouvait pousser Napoléon à s'emparer du duché d'Oldenbourg, sans considérer que le grand duc d'Oldenbourg était beau-frère de l'empereur Alexandre? toujours la stricte observation du système continental. Ici, je ne me dissimule point que les liens du sang sont bien fragiles en politique, et Napoléon en a fait plus tard l'expérience, mais ils offrent d'heureux prétextes à ceux qui, sous la couleur de les faire respecter, n'obéissent en effet qu'au besoin de leur politique; et celle de la Russie, de la Suède, du Danemarck, de la Prusse, était alors d'échapper aux insatiables exigences de Napoléon.

Et d'ailleurs ces liens du sang qui donnaient une apparence honorable aux armemens de la Russie, comment Bonaparte les avait-il respectés envers son frère Louis? On l'a vu; et comment voulait-il les respecter avec Murat, qu'il n'avait pas d'abord trouvé assez bien né pour devenir le beau-frère du premier consul et qu'il avait fait roi de Naples? Il voulait aussi lui imposer le joug de son odieux

système continental, et le contraindre à le faire peser de tout son poids sur les sujets qu'il l'avait appelé à gouverner.

Murat était venu pour assister aux couches de l'impératrice; pendant son séjour à Paris, je le vis plusieurs fois, car nous avions toujours été ensemble dans la meilleure intelligence, et il faut lui rendre cette justice qu'il ne faisait le roi qu'avec ses serviteurs et les personnes qui ne l'avaient connu que comme roi. Huit ou dix jours après la naissance du roi de Rome, événement dont j'aurai à parler plus tard, mais dont je n'aurai que peu de choses à dire, je passais un matin vers neuf heures dans une des allées des Champs-Élysées, qui longent les jardins du faubourg Saint-Honoré, lorsque je fus accosté par Murat que je ne voyais pas. Il était seul et vêtu d'une longue redingote bleue. Nous étions précisément en face des jardins de sa belle-sœur la princesse Borghèze : « Eh « bien, Bourrienne, me dit Murat, après un pre« mier échange de politesses usuelles, eh bien, « que faites-vous maintenant ? » Je racontai à Murat, comment j'avais été joué par Napoléon, qui, pour que je ne fusse pas présent à Hambourg, lors de l'arrivée du décret de réunion, m'avait fait appeler à Paris, sous des dehors de

confiance. Je vois encore la belle et mobile figure de Joachim, lorsque, l'ayant traité de Sire et de Majesté, il me dit : « Allons donc, mon cher « Bourrienne, est-ce que nous ne sommes pas « toujours d'anciens camarades! L'empereur est in- « juste envers vous! Et, envers qui ne l'est-il pas? « Sa disgrâce vaut mieux que sa faveur, tant il la « fait payer cher! Il dit qu'il nous a faits rois! mais « n'est-ce pas nous qui l'avons fait empereur! Te- « nez, mon ami, à vous que je connais bien et « depuis long-temps, je puis faire ma profession « de foi : Mon épée, mon sang, ma vie, sont à « l'empereur; qu'il m'appelle sur un champ de « bataille pour combattre ses ennemis et les en- « nemis de la France, je ne suis plus roi, je rede- « viens maréchal de l'empire; mais qu'il n'en de- « mande pas plus. A Naples, je veux être roi de « Naples, et je ne prétends pas sacrifier à ses faux « calculs, la vie, le bien être, les intérêts de mes « sujets. Et qu'il ne croie pas me traiter comme il « a traité Louis! Car je suis prêt à défendre, s'il le « faut, contre lui-même les droits du peuple dont « il m'a donné le gouvernement. Suis-je donc un « roi d'avant-garde!..» Ce dernier mot de Murat me parut particulièrement remarquable dans sa bouche, lui qui toujours avait été à l'avant-garde

de nos armées, et qui exprimait, selon moi, d'une manière très-heureuse, l'analogie qu'il y avait entre lui roi et lui soldat.

Je me promenai avec Murat environ pendant une demi-heure. Il ne me laissa point ignorer durant cette conversation que le plus grand de ses griefs contre l'empereur était de l'avoir mis en avant et de l'avoir ensuite abandonné. « Quand « j'arrivai à Naples, me dit-il encore, on m'avait « annoncé que je serais assassiné. Qu'ai-je fait? j'ai « fait mon entrée à Naples, seul, en plein jour, dans « une calèche découverte, et j'aurais mieux aimé « être assassiné le premier jour que de vivre sans « cesse avec la crainte de l'être. J'ai tout de suite « tenté une expédition contre l'île d'Ischia, elle a « réussi. J'en ai tenté une contre la Sicile, et j'au- « rais réussi de même, j'en suis sûr, si l'empereur, « comme il me l'avait promis, avait envoyé la « flotte de Toulon pour seconder mes opérations; « mais il a donné contre-ordre : *Il a fait le Mazarin « et a voulu me traiter comme l'aventureux duc de « Guise.* Actuellement je vois bien ce qu'il veut. « Depuis qu'il a un fils, qu'il lui a donné le titre « de roi de Rome, il prétend dans ses arrière- « pensées, que la couronne de Naples ne soit qu'en « dépôt sur ma tête. Il ne regarde Naples que

« comme une annexe future au royaume de Rome « dans lequel son projet, que j'entrevois, est d'en- « glober toute l'Italie; mais, s'il me pousse à bout, « ou je l'en empêcherai, ou je succomberai, les « armes à la main. »

J'eus la prudence, ou, tout au moins la discrétion de ne pas dire à Murat, combien il avait deviné juste les plans de l'empereur et ses projets sur l'Italie, tels que je les ai rapportés précédemment; mais quand il en vint au système continental, que l'on appellera, si l'on veut, mon grand cheval de bataille, ou mon *dada*, comme dit Sterne, je lui parlai comme je l'avais fait au prince royal de Suède, et je vis qu'il était plus que disposé à suivre mes conseils, ce que l'expérience a suffisamment prouvé. C'est en effet le système continental qui a séparé la cause de Murat de la cause de l'empereur, et qui a contraint le nouveau roi de Naples à chercher des alliances parmi les princes en guerre contre la France. On a porté à cet égard des jugemens divers: pour moi, je pourrais les résumer ainsi: le maréchal de l'empire a eu tort; mais le roi de Naples a eu raison.

CHAPITRE III.

Les nouveaux titres et les anciens noms. — Empire de l'habitude. — Dédain de Fouché pour son titre de duc. — Fouché absent de Paris. — Poésies commandées par Fouché pour le mariage de Napoléon. — Bonnes intentions de Savary en faveur des gens de lettres. — Verve des poètes courtisans. — Distribution de gratifications à la police. — Les poètes louangeurs et quelques exceptions. — M. de Châteaubriand et M. Lemercier. — Mort de Chénier et son remplaçant. — Sujet de conversation dans tout Paris. — Conjectures générales sur la nomination et le discours de M. de Châteaubriand. — L'éloge d'un régicide impossible. — Discours jugé par une commission. — Deux partis dans l'Académie. — Le discours de M. de Châteaubriand lu par Napoléon. — Indignation et paroles menaçantes. — Anciens griefs renouvelés et cause de la suppression du Mercure. — Bonaparte comparé à Néron. — Mon opinion à ce sujet. — Différence entre les paroles et les actions. — Souvenir antérieur. — Deux places vacantes à l'Institut. — MM. Lemercier et Esménard. — Double présentation à l'empereur. — Bizarrerie et colère.

Je demande pardon aux princes et ducs de

l'empire, si, souvent, en parlant d'eux, je les appelle par leurs noms républicains; ce n'est pas de ma part une affectation à leur refuser des titres que la plupart ont mérités, et que quelques-uns ont payés de leur sang sur les champs de bataille; c'est seulement un effet de l'habitude. C'est ainsi que par habitude, quand avec Joséphine nous parlions de l'empereur, nous disions toujours Bonaparte. Je ne saurais trop dire pourquoi je fais ici cette réflexion: je la fais, parce qu'elle m'est venue; et celles que je laisse inopinément se glisser dans mes récits, n'ont point d'autre origine qu'une spontanéité contre laquelle je ne cherche même pas à me tenir en garde. Sur ce point, les maréchaux tenaient beaucoup moins à leurs titres nobiliaires que les ducs et les comtes sortis de l'ordre civil. De tous les enfans de la république, Regnault de Saint-Jean-d'Angely était le plus satisfait d'être comte; et de tous les pères de la révolution, aucun ne portait avec autant de dédain que Fouché son titre de duc d'Otrante: il ne s'en réjouit qu'une seule fois, mais ce fut après la chute de l'empire, et ce serait trop empiéter sur la suite de mes Mémoires que de dire ici en quelles circonstances.

J'ai dit que je n'aimais pas Fouché, et l'on a vu

pourquoi ; je ne pouvais souffrir en lui le besoin qu'il avait de faire de la police un gouvernement dans le gouvernement. Il n'était plus à Paris quand j'y revins, mais j'eus plus d'une fois l'occasion de parler de ce trop fameux personnage avec Savary, que, par la raison que j'ai dite tout à l'heure, je n'appellé pas toujours le duc de Rovigo. Savary avait été plus qu'un autre à même de connaître ses moyens fallacieux d'administration, puisqu'il lui avait succédé. Fouché, sous le prétexte d'encourager les gens de lettres, quoiqu'il sût bien que l'empereur ne les aimait pas, ainsi que j'ai eu plus d'une fois l'occasion d'en fournir la preuve, ne tendait à rien moins qu'à les déshonorer en leur faisant faire des vers de commande. On a pu remarquer aussi que, de ce que Bonaparte nourrissait une profonde inimitié pour cette classe distinguée de toutes les sociétés, il n'en fallait pas conclure qu'il voulait que le public fût confident de son inimitié. Ceux d'ailleurs qui consacraient leur plume à vanter exclusivement sa gloire et sa grandeur, étaient sûrs d'être les bien-venus, et l'on sait assez qu'il n'en manquait pas. Comme, d'un autre côté, Charlemagne et Louis XIV avaient dû une partie de la splendeur de leur règne à l'éclat que les lettres avaient réflété sur

eux, il voulait paraître les encourager, pourvu que les auteurs ne soulevassent jamais les questions de haute philosophie, d'indépendance de l'homme, et de droits civils et politiques. Quant aux savans, c'était autre chose, il les estimait réellement, mais les gens de lettres proprement dits n'étaient considérés par lui que comme un fleuron de sa couronne impériale.

Le mariage de l'empereur avec une archiduchesse d'Autriche avait mis en verve tous les poètes courtisans, et dans cette lutte de louanges et de flagorneries, il faut convenir que les faux dieux furent vaincus par le vrai Dieu; car, malgré leurs vers admiratifs, aucun des disciples d'Apollon ne put atteindre en exagération les mandemens des évêques. Dans cette circonstance, Savary, qui aimait tant l'empereur qu'il aurait voulu faire partager à tous les échos de sa gloire l'amour qu'il avait pour lui, s'occupa spécialement des gens de lettres. Il m'assura que la plupart des vers qui inondèrent Paris, lors du mariage, avaient été commandés par son prédécesseur, et je le crus facilement : le duc de Rovigo se trouva donc chargé de distribuer aux auteurs de tant de productions apologétiques des preuves de la munificence du souverain. Ils auraient dû

réfléchir que le titre seul de son ministère devenait une flétrissure pour eux.

On a vu que je n'étais pas à Paris lors du mariage de Napoléon avec Marie-Louise; mais j'y étais lors de la naissance du roi de Rome, et je pus juger, par la fertilité des poètes louangeurs en cette circonstance, ce qu'elle avait été l'année précédente. Ce n'est pas que je blâme un gouvernement de donner des pensions et des gratifications à des auteurs, mais je voudrais que ce fût toujours le prix d'un ouvrage utile, et non la récompense d'un encens brûlé en faveur du souverain; mais la flatterie est une maladie de l'esprit humain, qui a commencé avec le monde, et qui ne finira qu'avec lui. Dans ces temps, où le besoin de parvenir, le désir de se mettre en évidence s'emparent de quelques esprits, il existe quelque chose de délicat dans l'estime publique qui s'attache aux hommes d'un esprit supérieur, dont la plume reste indépendante au milieu de la corruption générale. Tel fut Lemercier, tel était M. de Châteaubriand. Je me trouvais précisément à Paris au printemps de 1811, au moment où, Chénier étant mort, les nombreux amis que M. de Châteaubriand comptait dans la seconde classe de l'Institut pensèrent à le donner pour successeur à Ché-

nier. C'était plus qu'un événement littéraire, car la haute réputation de M. de Châteaubriand, non-seulement dominait déjà les plus belles réputations littéraires, mais le souvenir de sa belle conduite, lors de la mort du duc d'Enghien, était encore présent à tous les esprits, et d'ailleurs personne ne pouvait ignorer l'incommensurable différence d'opinion qui séparait Chénier de M. de Châteaubriand. J'eus l'occasion d'en parler alors à M. de Fontanes qui s'intéressait beaucoup à ce que ce choix eût lieu, et si je ne me trompe, ce fut lui qui décida M. de Châteaubriand à se présenter, formule indispensable et fort ridicule, selon moi, mais enfin sans laquelle la dignité académique croirait déroger en allant de son plein gré au-devant d'un homme de génie. Je dois ajouter que j'en parlai avec Savary, et que je le vis dans les meilleures dispositions pour que l'empereur ne fût point contraire à ce choix, et je me rappelle qu'il regarda comme un triomphe de n'avoir point éprouvé trop de difficultés.

M. de Châteaubriand s'étant donc présenté pour remplacer Chénier, il obtint la grande majorité des suffrages et fut élu membre de l'Institut. Dès-lors le champ des conjectures fut ouvert dans Paris; on cherchait à deviner comment l'auteur

du Génie du Christianisme, le fidèle défenseur des Bourbons pourrait plier son éloquence jusqu'à prononcer l'éloge d'un régicide, et toutes les personnes qui ont encore cette époque présente à la mémoire, doivent se rappeler que ce fut l'objet obligé de toutes les conversations. L'époque de la réception du nouveau membre de l'Institut arriva; mais il avait osé parler dans son discours, dont quelques copies circulèrent dans Paris, et que je lus alors[1], de la mort de Louis XVI, et s'élever contre les régicides. Ceci n'était pas ce qui pouvait déplaire à Bonaparte; mais M. de Châteaubriand y faisait aussi une profession de foi en faveur de la liberté, qui, disait-il, se réfugie parmi les gens de lettres, quand elle est bannie du corps politique. Tout cela était d'une grande hardiesse pour le temps, car si Bonaparte était en secret satisfait de voir une plume héroïque flétrir les juges de Louis XVI, ceux-ci occupaient partout les hauts emplois du gouvernement. Cambacérès était à la seconde place de l'empire, quoique rejeté bien loin de la première; Merlin de Douay était tout puissant; on sait à quel point la liberté était étouffée et recouverte de ce prestige trom-

[1] J'ai su depuis que ces copies étaient inexactes.

peur et éblouissant que l'on appelle de la gloire.

Je donne ici ces détails, dont quelques-uns ne sont venus à ma connaissance qu'après mon retour du voyage que j'étais sur le point de faire à Hambourg; car ce fut le 29 d'avril que l'on nomma une commission chargée d'examiner le discours de M. de Châteaubriand, et je partis de Paris trois ou quatre jours après. Je déjeunais, je crois, chez le duc de Rovigo, où j'allais trois ou quatre fois par semaine, le jour où la commission fut nommée. MM. Suard, de Ségur, de Fontanes, et deux ou trois autres membres de la même classe de l'Institut, dont le nom m'échappe en ce moment, furent d'avis que le discours pouvait être prononcé; mais la majorité s'y opposa. Lorsque Napoléon fut informé de ce qui s'était passé, il demanda à voir le discours qui lui fut porté par M. Daru. Après l'avoir lu : « Si ce discours avait « été prononcé, s'écria-t-il, j'aurais fait murer « les portes de l'Institut, et jeter M. de Château- « briand dans un cul-de-basse-fosse pour le reste « de sa vie. » A l'aménité de cette exclamation, qui me fut rapportée plus tard, et confirmée par Duroc, je reconnus bien la violence naturelle de Bonaparte, surtout dans le premier mouvement de sa colère. L'orage gronda long-temps; enfin

on en vint à chercher des moyens conciliatoires. L'empereur exigea que M. de Châteaubriand fît un autre discours, mais celui-ci s'y refusa constamment en bravant toutes les menaces. Des personnes obligeantes s'entre-mêlèrent de cette affaire : madame Gay s'adressa à madame Regnault de Saint-Jean-d'Angely, qui intéressa son mari en faveur de l'auteur du Génie du Christianisme. M. de Montalivet et Savary agirent aussi dans cette occasion de la manière la plus honorable, et parvinrent à calmer les premiers emportemens de l'empereur; mais le nom de M. de Châteaubriand lui rappelait sans cesse les circonstances où il avait donné sa démission, et d'ailleurs Napoléon, depuis cette époque, avait eu contre lui un autre grief. M. de Châteaubriand avait publié dans le Mercure un article sur un voyage que venait de faire M. Alexandre de Laborde, et cet article, que tout le monde s'arracha dans Paris, fit supprimer le Mercure. Ce fut dans cet article que l'on remarqua la phrase fameuse si souvent répétée depuis : « C'est en vain que Néron triomphe, « Tacite est déjà né dans l'empire. » A l'occasion de cette citation que me rappelle ma mémoire, je ne puis m'empêcher de répéter ce que je crois avoir déjà dit, c'est qu'il y avait une excessive

exagération à comparer Bonaparte à Néron : son ambition a pu lui fermer les yeux sur des crimes politiques, mais, dans la vie privée, jamais homme n'a été moins cruel et moins sanguinaire, et malgré la haute admiration que je professe pour le talent et le caractère de M. de Châteaubriand, aucune puissance humaine ne me ferait approuver une semblable comparaison ; mais tout en la blâmant, j'admire le courage qu'il y avait à la faire pendant la toute-puissance de Napoléon. Et la preuve qu'il ne ressemblait pas à Néron, c'est qu'en cette circonstance encore sa colère ne s'était manifestée que par des paroles contre l'auteur de l'article. « Eh quoi ! s'était-il écrié, Châ-« teaubriand croit-il que je suis un imbécile, et « que je ne le comprends pas? S'il continue, je le « ferai sabrer sur les marches des Tuileries. » Je reconnais parfaitement Bonaparte à ce langage ; mais ce qu'il disait dans sa colère, Néron l'aurait fait, et il y a bien en pareil cas quelque différence de l'action aux paroles.

Le discours de M. de Châteaubriand était venu raviver les souvenirs de Napoléon et sa violente inimitié contre lui : il reçut l'ordre de s'éloigner de Paris. M. Daru rendit à l'auteur, à Saint-Cloud, le manuscrit qui avait été entre les

mains de Bonaparte, qui l'avait lui-même lacéré et biffé au crayon dans quelques parties, manuscrit que probablement il a dû conserver; sans connaître ce manuscrit, j'oserais assurer que la phrase sur la liberté n'est pas une de celles que le crayon impérial aura épargnées. Quoi qu'il en soit, on fit circuler des copies à la main du discours dont le texte était altéré et tronqué, on m'a même assuré qu'il en avait paru une édition imprimée, mais je n'en ai jamais vu d'exemplaires, et comme je n'ai pas trouvé ce discours dans les œuvres de M. de Châteaubriand, j'ai lieu de penser que l'auteur n'a pas encore voulu le rendre public.

Telles furent les principales circonstances de la nomination de M. de Châteaubriand à l'Institut; je puis maintenant en rapporter quelques autres qui se rattachent à celle d'un ancien et fidèle habitué de la Malmaison, à la nomination de M. Lemercier; on y verra une de ces bizarreries qui émanaient si fréquemment du caractère de Bonaparte.

Depuis la fondation de l'empire, M. Lemercier avait cessé de venir, soit aux Tuileries, soit à Saint-Cloud, soit à la Malmaison, où nous nous étions vus souvent dans le salon de madame Bonaparte

quand elle espérait encore ne pas devenir reine. Deux places s'étaient trouvées vacantes en même temps à la seconde classe de l'Institut, où il y avait encore un parti de la liberté. Ce parti, dans l'impossibilité d'élire deux membres, se contenta d'en nommer un à la condition mutuelle qu'il favoriserait le candidat du gouvernement, et que le parti du gouvernement ne s'opposerait pas au choix de la liberté. Les hommes libres de l'Institut jetèrent les yeux sur M. Lemercier, mais comme on savait son ancienne liaison et sa rupture avec Bonaparte, on voulut d'abord s'assurer qu'il ne ferait rien qui pût compromettre leur choix. Ce même Chénier que M. de Châteaubriand remplaça quelque temps après, fut chargé de porter la parole à M. Lemercier pour s'assurer qu'il ne se refuserait pas à venir aux Tuileries quand l'Institut s'y rendrait en corps, et notamment lorsque lui, nouvel élu, serait, conformément à l'usage, présenté à l'empereur. M. Lemercier assura qu'il ne ferait jamais rien de contraire à ce qu'exigeaient l'usage et les convenances du corps auquel il appartiendrait : il fut donc élu. Le candidat du gouvernement était M. Esménard, l'auteur du poème de la Navigation, dont Savary me parla souvent, dans ce temps, avec les plus grands éloges ; il fut

aussi élu. Les deux nouveaux académiciens furent présentés le même jour à l'empereur, et j'ai su que ce jour-là il y avait plus de quatre cents personnes présentes dans le salon où avait lieu cette double présentation; et c'est de l'une d'elles que je tiens ces détails. Dès que l'empereur eut aperçu M. Lemercier, pour lequel il avait feint long-temps d'avoir beaucoup d'amitié, il s'approcha de lui et lui dit d'une manière toute affectueuse : « Eh bien, « Lemercier, vous voilà donc assis sur le fauteuil ! » Sans répondre un seul mot, M. Lemercier fit alors à l'empereur une profonde révérence. Indigné de ce silence, ce fut sur Esménard, enfin sur l'élu qui devait lui plaire le plus, qu'il fit retomber tout le poids de son indignation avec autant de brutalité que d'injustice. S'étant retourné de son côté avec la rapidité de l'éclair : « Eh bien, Esmé- « nard, lui dit-il, avez-vous toujours votre place « à la police? » Napoléon prononça ces mots d'un ton tellement élevé que toutes les personnes présentes purent les entendre, et c'est sans doute ce mot terrible et mal commenté qui a fourni aux ennemis d'Esménard des armes pour attaquer sa réputation d'homme d'honneur, et répandre sur les fonctions avouables qu'il remplissait avec talent

et esprit une teinte de réprobation, que j'ai toujours regardée comme injuste. Mais, parmi les personnes qui ont bien connu le caractère de Bonaparte, qui ne le reconnaît là tout entier?

CHAPITRE IV.

Triomphe présumé de mes ennemis. — Naissance du roi de Rome. — Calomnies répandues. — Assurances que me donne Corvisart. — Sincérité de l'enthousiasme à la naissance du fils de Napoléon.—État de la France en 1811. — Cinquante-sept millions d'hommes soumis à Napoléon. — Mon départ pour Hambourg. — Réflexions en route, et arrivée.—Triste situation des pays Anséatiques. — Davoust, et abus de la force. — Commission de gouvernement à Hambourg. — Un parent éloigné de Joséphine. — M. de Chaban. — Son histoire, et anecdote singulière à Rochambeau. — Ambition d'être sénateur non satisfaite. — Fardeaux imposés aux villes Anséatiques.—Deux cent mille hommes de passage et habillés. —Événemens remarquables pendant mon séjour à Hambourg. — Querelles de Napoléon avec le pape. — Députations inutiles auprès du Saint-Père.—Le cardinal Fesch prononcé en faveur du pape. — Mot qu'on lui attribue. — Convocation d'un concile. — Prompte dissolution, et les évêques à Vincennes. — Nouveau voyage de Napoléon en Hollande. — Le langage des flatteurs et la vérité.

Lorsqu'au commencement de 1811 je quittai

Paris, où j'étais venu, comme on l'a vu, avec des droits aux félicitations de l'empereur et des espérances que j'avais dû croire fondées, je commençai à ne plus me faire illusion sur la carrière que j'avais vu s'ouvrir si brillante devant moi au temps du consulat. Je vis bien que, puisque Bonaparte au lieu de m'accueillir comme je m'y étais attendu, avait refusé de me voir, les calomnies de mes ennemis l'emporteraient, et qu'il n'y avait pas d'espoir de retour à attendre d'un maître absolu que ses injustices mêmes rendaient encore plus injuste. Il possédait ce qu'il avait si long-temps et si ardemment souhaité, un enfant de son sang, un héritier de son nom, de son pouvoir, et de sa couronne. Ici je dois dire, parce que c'est la vérité, que les bruits que la malveillance répandit alors sur la naissance du roi de Rome, étaient sans fondement et de la plus insigne fausseté. Mon ami Corvisart qui n'avait pas quitté un seul instant Marie-Louise pendant le long et douloureux travail de l'enfantement, ne m'a laissé aucun doute à cet égard, et il est aussi vrai que le jeune prince tenu sur les fonts de baptême par l'empereur d'Autriche est le fils de Napoléon et de l'archiduchesse Marie-Louise, qu'il était faux que Napoléon fût le père de l'aîné des enfans d'Hor-

tense. Il est encore un fait que je ne dois point passer sous silence, car mes affections et mes espérances froissées comme elles l'étaient alors, ne sauraient me rendre injuste. L'arrivée au monde du fils de Napoléon fut saluée par un enthousiasme général; on crut à la stabilité d'un gouvernement qui n'était plus sans avenir, à la perpétuité d'une dynastie nouvelle qui n'était plus sans postérité, et jamais enfant ne vit le jour, environné d'une aussi brillante auréole de gloire.

En effet l'empereur fut à l'apogée de sa puissance, depuis la naissance de son fils jusqu'aux premiers revers qui l'attendaient au delà de la Moskowa. L'empire, en y comprenant les états possédés par la famille impériale, comptait près de cinquante-sept millions d'habitans [1], mais le

[1] Les peuples soumis à la domination, soit directe, soit indirecte de Napoléon, étaient:

La France, qui avec les augmentations des départemens réunis, de la Hollande, des villes Anséatiques, du Piémont, de Gênes, du Valais, des états de Parme et de Plaisance, de la Toscane, et de l'état Romain, offrait, en cent trente départemens une population de	42,365,434
Les provinces Illyriennes, qui, divisées en onze parties, donnaient une population de . .	1,531,000

moment approchait où cette puissance inouie dans les temps modernes, allait décroître et bientôt s'affaisser sur elle-même. En voyageant sur la route de Paris à Hambourg, mes idées n'étaient pas gaies, et j'eus tout le temps de réfléchir sur ces grandes variations de la fortune, que je prévoyais depuis long-temps; et tout en reconnaissant ce qu'il y avait de vrai dans l'enthousiasme des Français, à la naissance d'un héritier de la couronne, je ne pouvais m'aveugler sur le malheur de tant de populations dont j'avais été si

Le royaume d'Italie, qui, divisé en vingt-quatre départemens, présentait	6,662,331
La république de Saint-Marin	7,000
Le royaume de Naples, qui, divisé en quatorze provinces, donnait	5,990,000
Les principautés de Lucques et de Piombino	179,000
La principauté de Bénévent	20,000
Ponte-Corvo	6,000
Total. . . .	56,760,765

Nota. Je ne comprends point dans cette énumération, les dix millions et demi d'habitans, que comptait alors l'Espagne, quoiqu'on les fît figurer dans le dénombrement des vassaux de l'empire.

long-temps témoin, et dont j'allais revoir le triste tableau encore rembruni par des vexations inimaginables.

On a dû voir par tout ce que j'ai dit précédemment sur mon séjour en Allemagne, combien j'aimais Hambourg et ses habitans; mais dans quel état je trouvai cette malheureuse ville! Comme je prenais le plus vif intérêt à tout ce qui concernait les villes Anséatiques, mon premier soin en arrivant fut de me faire donner par les personnes les plus recommandables, des renseignemens sur les chefs les plus influens du nouveau gouvernement. Davoust, comme l'on sait, en était le chef. Connaissant bien les projets envahissans et les intentions de son maître, dès son arrivée il avait établi dans le duché de Mecklembourg, dans la Poméranie suédoise, et à Stralsund, capitale de cette province, des postes militaires et des postes de douaniers, et cela en pleine paix avec ces pays, sans aucune déclaration préalable. La toute-puissance de Napoléon et la terreur qu'inspirait le nom de Davoust, levèrent tous les obstacles que l'on aurait pu opposer à l'iniquité de ces envahissemens. Il fallut, comme cela arrive toujours, que le faible cédât au fort.

A Hambourg on forma une commission de gou-

vernement, composée du maréchal prince d'Eckmühl, président; du comte de Chaban, conseiller d'état, remplissant les fonctions d'intendant de l'intérieur et des finances; de M. Faure, conseiller d'état, chargé de l'organisation des cours et des tribunaux,

J'avais déjà vu quelquefois à la Malmaison M. de Chaban, parent éloigné de Joséphine. Il était autrefois officier aux gardes françaises, et avait été contraint d'émigrer, ayant été en butte à toutes sortes de persécutions pendant la révolution; et je me rappelle à son égard une anecdote qui ne peint que trop bien ces temps désastreux. Obligé, pour traverser la France pendant la terreur, d'avoir recours à un déguisement, il avait acheté la blouse et le costume d'un charretier, sa charrette, ses chevaux, et une charge de sacs de blé. Il conduisait sa voiture de résidence en résidence pour tâcher de gagner les frontières. Un jour, passant à Rochambeau dans le Vendomois, il s'y arrêta et fut reconnu par le maréchal de Rochambeau qui dans la crainte de le compromettre vis-à-vis de ses gens, le traita en simple charretier et lui dit seulement : « *Tu dîneras à la cuisine.* » Quoi qu'il en soit, M. de Chaban était rentré un des premiers, lorsque le 18 brumaire eut ouvert les portes de la

France à un grand nombre d'émigrés qui, comme lui, aspiraient à revoir leur patrie. Sa parenté ne lui valut d'abord que la place de sous-préfet à Vendôme; mais lors de la réunion de la Toscane à la France, Napoléon le nomma membre de la Junte, chargée d'organiser le pays. Depuis, il fut préfet de Coblentz et de Bruxelles, comte, de la fabrique de Bonaparte, et enfin appelé aux fonctions que j'ai énoncées plus haut. M. de Chaban, dont la mort donna lieu à des circonstances singulières, comme on le verra plus tard, était un honnête homme qui, dans ses diverses fonctions, avait su se concilier l'estime et l'attachement de ses administrés. Toute son ambition consistait à être nommé sénateur pour récompense de ses travaux, mais Napoléon le refusa constamment, et il ne put obtenir que d'être nommé membre de la légion-d'honneur,

Les villes Anséatiques, réunies, pour leur prétendu bonheur, au grand empire, ressentirent bientôt les bienfaits de la nouvelle organisation d'un gouvernement régénérateur. On leur fit présent tout-à-coup de l'impôt du timbre, de l'enregistrement, de la loterie, des droits réunis, de l'impôt pour les cartes, de l'octroi. Cette prodigalité de présens excita, comme on n'en doute

pas, la plus vive reconnaissance. On frappa une imposition de logemens militaires et de fournitures de guerre. Cette imposition ne garantissait pas des logemens personnels, non-seulement pour les officiers et les soldats, mais pour tous les chefs d'administrations et leurs employés. Les raffineries, les brasseries, les fabriques de toute espèce furent supprimées. On s'empara des caisses de l'amirauté, de celles des maisons de charité, des fabriques, d'économie et de réserve pour les ouvriers, des fonds des prisons, des secours destinés aux infirmes, des caisses des hospices, des enfans et des orphelins, et de celle des hôpitaux.

Plus de deux cent mille hommes, soldats italiens, hollandais et français, y vinrent alternativement séjourner, mais seulement pour se faire chausser et habiller, et ils repartaient vêtus à neuf de la tête aux pieds. Pour ne rien laisser à désirer on verra plus tard que Davoust, en partant en 1812, établit des commissions militaires dans toute la trente-deuxième division militaire, avant de se rendre à l'armée de Russie; et, pour mettre le comble à toutes ces mesures oppressives, il installa, en même temps, la haute cour prévôtale des douanes. C'est à cette occasion que M. Eudes, directeur des douanes ordinaires, homme sévère,

mais juste, disait, *le régime des douanes ordinaires sera regretté*; *jusqu'à présent on n'a vu que des roses*. Les prétendus jugemens de cette cour étaient sans appel et exécutés sans délai. On peut juger par ce que je viens de dire, de la situation du nord de l'Allemagne et de sa misère, et du mécontentement qui en était la suite.

Pendant mon séjour à Hambourg, qui ne fut pas cette fois de longue durée, mais j'y retournai encore une autre fois sous l'empire, deux choses occupaient plus particulièrement Napoléon, l'une extérieure, l'autre devenue intérieure : la campagne de Portugal et ses discussions avec le pape. J'ai dit comment, non-content de s'être emparé de la Marche d'Ancône pour l'ajouter à son royaume d'Italie, Bonaparte avait réuni l'état Romain à l'empire, pour en faire la dotation de son fils, et comment le pape avait été enlevé de Rome pendant la dernière campagne d'Autriche. Depuis ce temps, le pape, après avoir été promené de ville en ville, habitait Savone, où il vivait dans la plus grande simplicité; j'ai même appris d'une manière positive que ce vieillard refusait de recevoir le million que l'empereur avait voulu lui infliger. Pour cacher ce refus on envoyait toujours le million à Savone, et comme on avait nommé

César Berthier intendant de la maison que l'on avait formée au pape malgré lui, on était bien sûr qu'il serait dépensé par cet homme prodigue.

On ne redoutait pas beaucoup à cette époque les foudres de Rome, cependant on avait multiplié les précautions pour que l'excommunication lancée par Pie VII contre Napoléon restât ensevelie dans l'ombre du secret; mais, malgré toutes ces précautions, le bruit en transpira et le pape ne tarda pas à avoir un parti dans le clergé et surtout parmi les dévots. Ces dissentions entre le trône et l'Église causaient à l'empereur des inquiétudes vagues dont il ne pouvait se défendre, car le pape s'obstinait à ne vouloir écouter aucune proposition d'arrangement avant d'être rétabli à Rome dans l'exercice de ses droits spirituels et temporels. Dans le désir de déterminer Pie VII à se relâcher de cette prétention, Napoléon, qui pour rien au monde n'aurait fait une pareille concession, députa à Savone les archevêques de Nantes, de Bourges, de Trèves et de Tours, pour tenter encore des voies d'accommodement. Mais toutes leurs tentatives furent inutiles, et après un mois de séjour à Savone ils revinrent à Paris sans avoir rien obtenu. Ce premier échec n'ayant point

découragé Napoléon, il envoya peu après une seconde députation qui éprouva le même sort que la première. Le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, s'était déclaré en faveur du pape, c'est un fait que je puis garantir; mais je ne pourrais garantir de même l'authenticité d'une réponse que, m'a-t-on dit, il aurait faite à l'empereur. On m'a raconté qu'un jour Napoléon s'entretenant avec son oncle de l'obstination du pape, le cardinal lui fit des observations sur sa propre conduite avec le Saint-Père qui était venu le sacrer à Paris; Napoléon furieux s'emporta, lui dit que le pape et lui étaient de vieux fous, ajoutant : « C'est un vieil entêté, « qui ne veut entendre à rien ! non, certes, je « ne lui rendrai pas Rome !... Il ne veut pas rester « à Savone?... Eh bien ! où veut-il donc que je « l'envoie?... — Au ciel, apparemment. » Comme je l'ai dit, je ne garantis pas l'exactitude de cette réponse, mais, si elle est vraie, elle fait honneur au cardinal.

La vérité est que l'empereur était horriblement irrité contre Pie VII; voyant d'un mauvais œil les tracasseries, les différens et le trouble que toutes ces discussions enfantaient, il voulut savoir à quoi s'en tenir. Le pape ne voulait entendre à aucune des propositions qu'on lui faisait, et il justifiait son

entêtement sur ce qu'il n'était pas entouré des personnes qui pouvaient l'aider de leurs conseils. Tout cela se passa pendant l'été de 1811. Napoléon se décida à convoquer un concile, qui, après six ou sept cents autres conciles, tenus depuis les premiers âges de l'Église, devait peut-être enfin décider quelque chose de stable et ramener la paix dans l'Église. Ce concile fut assemblé à Paris. Il y avait beaucoup d'évêques italiens.

Le pape insistait toujours pour que l'on discutât les intérêts du temporel avec les affaires du spirituel. On lui répondait que l'on voulait le contraire. Ce n'était pas le moyen de s'entendre. On espéra avec un concile se passer de sa sainteté.

Quelque disposé que fût un certain nombre de prélats, surtout les prélats italiens, à séparer ces deux points de discussion, l'influence de l'Église et des intrigues assez bien ourdies donnèrent peu à peu de la prépondérance aux intentions du pape. L'empereur se fatigua, et voulut en finir. Ayant découvert que des instructions secrètes étaient envoyées par des évêques et archevêques siégeant au concile, il prit le parti d'en frapper quelques-uns; et ceux de Gand, de Troyes, de Tournay et de Toulouse furent arrêtés et conduits à Vincennes; il les fit remplacer après avoir exigé leurs dé-

missions. Il résolut de dissoudre le concile qui n'avançait à rien, et dans la crainte qu'il ne se permît quelque acte contre sa suprême volonté, chaque membre de ce concile fit isolément une déclaration par laquelle il avouait conformes aux lois de l'Église les propositions des changemens désirés. On a assuré, dans le temps, qu'ils furent unanimes dans cette déclaration individuelle: il est certain cependant que, dans les séances du concile, les opinions étaient divisées, et beaucoup opinaient pour le contraire de ce qu'ils signèrent ensuite, sans doute par *accommodement*. Je ne sais comment le pape regarda ces opinions écrites comparées aux opinions prononcées; toujours est-il que, quoique toujours captif à Savone, il refusa d'adhérer aux concessions de ceux qui avaient opiné en secret. Nous le verrons bientôt à Fontainebleau.

Après toutes ces querelles avec le pape, l'empereur fit encore un voyage en Hollande : il alla jusqu'à Amsterdam. Il y avait long-temps sans doute que je ne l'avais accompagné dans ses voyages, mais comme j'avais été si souvent à même de comparer la manière dont les choses se passaient aux relations que l'on en publiait, et cela dans un temps où, laissant espérer à la France un

gouvernement sage et modéré, il était l'objet réel de tous les vœux, je savais à quoi m'en tenir sur les fastueux récits recueillis par de fanatiques louangeurs ou des historiens *gobe-mouches*. Ainsi donc, malgré l'assurance que l'on nous donne des acclamations excitées par la présence de Napoléon, pendant son second voyage en Hollande, j'ose garantir qu'aucun Hollandais ne le vit avec plaisir. Il faut être fou pour croire à l'enthousiasme d'un peuple opprimé, dépouillé et ruiné, pour l'homme qui le ruine, le dépouille et l'opprime, pour l'homme qui accable un peuple d'impôts, lui enlève périodiquement sa jeunesse dans une progression toujours ascendante, et qui, insultant ce peuple par son faste et l'orgueil de sa puissance, lui dit : « Vous viviez du com-« merce?... eh bien, vous ne commercerez plus!» et qui, joignant une cruelle ironie à l'abus de la force, fait publier dans le Moniteur que c'est pour son plus grand bien. Tout ce que j'ai su, soit verbalement, soit par mes nombreuses correspondances, tant à Hambourg que depuis, tout a concouru à me prouver que ces acclamations n'ont existé que dans l'imagination des flatteurs de Napoléon.

CHAPITRE V.

Chances alternatives de succès et de revers en Espagne. — Bataille d'Albuféra. — Fêtes pour la naissance du roi de Rome. — Napoléon certain d'une guerre avec la Russie. — Envoi de Lauriston à Saint-Pétersbourg. — Inutilité de la diplomatie. — Impossibilité de maintenir la paix. — Obstacle causé par le système continental. — La guerre d'Espagne négligée. — Les soldats de tous les peuples, et un seul homme. — Mes visites chez Savary. — Origine de notre liaison. — Mes correspondances, et avis donnés au duc de Rovigo.—Pressentimens partagés. — Sacrifices maladroitement refusés. — Les Kalmoucks à Paris. — Préparatifs immenses. — Les ornemens du sacre et le bagage impérial. — Levées des gardes nationales. — Traité de garanties mutuelles de territoire avec la Prusse et l'Autriche. — Stipulations en faveur de la Porte Ottomane. — Capitulations renouvelées avec les Suisses. — M. de Czernischeff et le général Mélas.

Pendant l'été de l'année 1811, il ne se passa rien de bien décisif en Espagne: tantôt des succès achetés horriblement cher, tantôt des défaites,

et toujours du sang répandu sans résultats. Dans ce chaos de sang et de malheurs, où l'Espagne se trouvait plongée par la guerre la plus inique que l'on ait jamais entreprise, quelques brillantes affaires attestèrent la bravoure de nos troupes et l'habileté de nos généraux : telles furent la bataille d'Albuféra et la prise de Tarragone par le maréchal Suchet, tandis que Wellington était contraint à lever le siége de Badajoz. Ces avantages, qui ne produisirent que de la gloire, chatouillaient cependant l'espoir de Napoléon de triompher de la Péninsule, et le faisaient jouir avec plus de sécurité des brillantes fêtes dont Paris fut témoin durant l'été pour célébrer dignement la naissance du roi de Rome. On sait assez le dégoût que m'ont toujours inspiré ces fastidieuses splendeurs, pour que l'on n'ait pas à redouter que j'en donne ici une description, et d'ailleurs je m'en suis constamment tenu éloigné. Ces fêtes avaient eu lieu avant le voyage de Napoléon dont j'ai parlé tout à l'heure, voyage qu'il prolongea jusque vers la fin d'octobre, époque à laquelle il revint à Saint-Cloud.

Ce fut en revenant de la Hollande que Napoléon commença à ne plus avoir de doutes sur une prochaine et inévitable rupture avec la Rus-

sie. Vainement il envoya Lauriston en qualité d'ambassadeur, pour remplacer à Saint-Pétersbourg Caulaincourt, qui ne voulait plus y rester; et que pouvait en effet toute la diplomatie, toute l'habileté imaginable dans un négociateur, auprès d'un gouvernement qui avait son dessein arrêté, d'un gouvernement fort, mais que les prestiges répandus par Napoléon semblaient avoir réduit à ignorer sa puissance ! On s'entendait déjà d'un point de l'Europe à l'autre; tous les cabinets souhaitaient ardemment le renversement de la puissance de Napoléon, comme les peuples souhaitaient avec une ardeur au moins égale un ordre de choses moins étouffant pour leur commerce et leur industrie; et c'est ici le cas de le dire, la force réelle ne se trouve que là où les peuples sont d'accord, et pour ainsi dire en communauté avec leur gouvernement. Personne, dans l'état extrême où l'Europe était réduite, ne pouvait donc combattre avec avantage le désir que la Russie et ses alliés avaient de faire la guerre à la France, pas plus Lauriston que Caulaincourt. Plusieurs auteurs ont prétendu que Napoléon voulait la paix; j'ai déjà dit et expliqué pourquoi il ne la voulut jamais : la paix était contraire à son penchant, à ses vœux, à ses inté-

rêts, à son ambition démesurée; bien plus, elle était contraire à son organisation morale. Mais en supposant même qu'il l'eût désirée, était-elle possible, malgré la terreur que son nom inspirait? En effet, à côté de cette terreur, de l'étendue territoriale toujours croissante de la France, se trouvait ce damnable système continental qui tranchait la question; il fallait se battre ou succomber; et les soldats de Cortès, quand cet intrépide aventurier eut brûlé ses vaisseaux, n'eurent pas un besoin plus impérieux de s'approprier la terre d'Amérique, que les peuples du Nord de briser le joug de plomb qui faisait de la douane le premier agent des gouvernemens de l'Europe. Il n'y avait qu'une voix pour se liguer contre Bonaparte, moins encore pour se prémunir contre ses envahissemens de territoire, qu'afin de se soustraire à ce ruineux système. Si l'empereur avait compté sur les stipulations des traités par lesquels les puissances se soumettaient à y obéir, ce n'était que pour la forme. La bonne foi est une vertu civile qui n'existe pas dans la politique.

Quoi qu'il en soit, cette guerre imminente à laquelle il fallut se préparer força Napoléon à négliger l'Espagne et à laisser les choses dans un état de danger réel. Cette occupation de l'Espagne et

la volonté bien connue de s'y maintenir étaient encore des motifs qui engageaient les puissances à faire la guerre, parce que les forces de Napoléon étaient divisées.

Tout à coup les troupes qui étaient en Italie ou dans le nord de l'Allemagne, se portèrent sur les frontières de l'empire russe.

Dès le mois de mars 1811, l'empereur avait presque toutes les forces militaires de l'Europe à sa disposition. On s'étonne de cette réunion de peuples, de mœurs, de langage, de religion, d'intérêts divers, près de se battre pour un seul homme, contre une puissance qui ne leur avait rien fait. La Prusse elle-même, qui ne pouvait lui pardonner ses malheurs, entra aussi dans son alliance, mais très-naturellement avec la volonté de la rompre à la première occasion.

Je ne doutais déjà pas des dispositions hostiles de la Russie, lorsque j'étais encore ministre plénipotentiaire de France à Hambourg, et l'on a vu comment je fus récompensé d'en avoir donné les premiers indices à l'empereur; tout ce que j'appris pendant mon second séjour dans cette ville me prouva combien les renseignemens que j'avais eus étaient fondés. A mon retour, je continuai, comme par le passé, à voir souvent le ministre de

la police, le duc de Rovigo. Je le connaissais depuis la journée de Marengo. L'appui qu'il me donna auprès de l'empereur contre mes ennemis, sa conversation amicale et franche, et toute sa conduite à mon égard m'avaient inspiré pour lui un véritable attachement. Entré jeune dans la carrière militaire, il fut vivement frappé des grandes actions d'un homme dont Desaix s'entretenait souvent [1]. Attaché, en 1800, à Napoléon, comme aide-de-camp, sa reconnaissance et son dévouement furent sans bornes. Ce qu'on lui reproche, il faut l'attribuer à ces deux sentimens. S'il a fait le mal, c'est par erreur ou dévouement; mais il ne l'a jamais conseillé. Je dois dire qu'il saisissait avec empressement tout ce que je lui communiquais sur nos affaires, et lorsqu'il était convaincu, il agissait, autant que le pouvaient permettre le caractère et les plans de l'empereur.

Lorsqu'en 1811, on parlait déjà de la guerre contre la Russie, nous en causions très-souvent. Je lui faisais part de tout ce que je recevais du dehors, sur cette vaste entreprise. Le duc de Rovigo partageait mes pressentimens et ceux de mes correspondans, et si l'on n'avait écouté que lui,

[1] Savary était aide-de-camp de Desaix.

ou que ceux qui pensaient comme lui, la guerre n'aurait probablement pas eu lieu. Je connaissais par lui les personnes qui poussaient à cette invasion. Leur insatiable ambition les portait à la guerre; des vice-royautés, des duchés, des starosties, des dotations, ne leur permettaient pas de voir les cosaques à Paris. Le duc de Rovigo, qui recevait de toute part des avis importans sur tout ce qui se passait en Europe, prêchait toujours la paix; je le dis parce que cela est vrai. Il n'y a que la plus délirante ambition, un complet aveuglement et des adulations intéressées et journalières qui aient pu faire prendre les armes en 1812; et empêcher de les déposer plus tard à Dresde. Sans doute, il fallait faire des sacrifices, mais ceux que les alliés exigeaient pendant les conférences de Prague n'étaient que justes. Le Rhin pour limites et tout ce qu'on laissait en outre à la France, n'était-ce pas assez pour elle? Qu'avons-nous aujourd'hui moins qu'en 1788? et nous avons vu les Kalmoucks à Paris et le Carrousel servir de bivouac aux Cosaques.

La détermination une fois prise de donner cours à la gigantesque entreprise, dans laquelle Napoléon allait se jeter en aveugle, on fit des préparatifs tellement immenses que l'on aurait dit qu'il

s'agissait de la conquête du monde, et, pour la première fois, afin sans doute de faire une entrée triomphale dans la plus vieille des deux capitales de la Russie, quelques-uns de ces ustensiles brillans qui avaient servi de décors aux pompes du sacre, firent partie du bagage impérial; on sait quelle fut leur destinée, et que la voiture du sacre, trophée insolent, devint plus tard l'objet d'une spéculation à Londres. Avant de partir, Napoléon, emmenant toutes les troupes disponibles, avait fait rendre un sénatus-consulte pour lever les gardes nationales qui furent divisées en trois bans. La garde nationale! milice citoyenne dont la convocation seule était une aberration dans le système absolu du gouvernement de l'empereur! Il mit aussi ordre à ses affaires diplomatiques, en concluant au mois de février 1812 un traité d'alliance offensive et défensive avec la Prusse, traité en vertu duquel les deux puissances contractantes se garantissaient l'intégralité de leurs possessions actuelles; et par ampliation, garantissaient les possessions de la Porte Ottomane en Europe parce qu'elle était alors en guerre avec la Russie; un traité semblable fut conclu vers le commencement de mars avec l'Autriche, et, vers la fin du même mois, Napoléon renouvela la capitulation

de la France et de la Suisse. Enfin, au mois d'avril, on eut la preuve évidente du succès qu'avait obtenu M. de Czernischeff dans ses intrigues à Paris. On sut qu'un employé de la guerre, nommé Michel, lui avait communiqué la situation des forces de la France en Allemagne, et le malheureux fut condamné à mort. Ce n'était plus le temps où Bonaparte, premier consul, sûr de lui, de son génie et de sa fortune, communiquait ses plans à l'espion émérite du général Mélas, dont j'ai parlé lors de la campagne de Marengo.

CHAPITRE VI.

Crainte et nécessité de parler de moi. — Acharnement de mes ennemis.—Le mal fait consolant d'une vice-royauté. — Parti pris contre les dénonciations. — Mémoire que j'adresse directement à l'empereur. — Ogier de la Saussaye. — La cassette mystérieuse. — Secret connu du public. — Ancien pamplhet et dénonciation renouvelée. — Conviction et silence de Napoléon.— Demande d'être mis en jugement. — Les dénonciateurs non découragés et méprisés par Napoléon. — Conseils de Duroc. — Ordre mis par Bonaparte aux affaires intérieures. — Craintes inspirées par le séjour du pape à Savone. — Translation du pape à Fontainebleau. — M. Denon placé auprès de Pie VII. — Amitié du pape pour M. Denon.— Singulière anecdote. — Antiquités égyptiennes, la Genèse et excommunication involontaire. — Opinion du pape sur sa position.— Départ de Napoléon et de Marie-Louise pour Dresde. — Les monarques courtisans, et le salon des Rois. — Différence entre Dresde et Erfurth. — L'ami devenu ennemi. — Fâcheuse situation des affaires d'Espagne et de Portugal.

J'ai lieu d'espérer que si mes lecteurs ont quelques reproches à me faire, du moins ils n'auront pas

à me reprocher de les avoir trop souvent entretenus de moi; je m'efface, autant que je le puis, derrière les personnages beaucoup plus importans que j'ai vus de près, et que je tâche de leur faire connaître. Cependant il est quelques circonstances qui me sont personnelles et que je ne crois pas devoir omettre : telles sont les infâmes calomnies dont je n'ai pas cessé d'être poursuivi, avec un acharnement implacable, depuis le moment où mes fonctions durent cesser à Hambourg, par suite, comme on l'a vu, de la réunion des pays Anséatiques à la grande métropole du Continent. Ce que j'ai déjà dit sur ce sujet n'a pas, je le pense, laissé de doute sur le lieu d'où partaient toutes ces calomnies, et il arriva, ce qui arrive presque toujours, que l'intérêt servit de second à l'irritation d'un homme puissant et ambitieux, dont j'avais offensé l'amour-propre en disant au premier consul la vérité sur son compte. Je crois que le mal que me fit Davoust, le consola de n'être pas vice-roi de Pologne.

Il ne l'était encore qu'en espérance, lorsque, au mois de mars 1812, quand je voyais qu'une guerre prochaine allait nécessairement entraîner Napoléon hors de la France, et fatigué d'ailleurs des persécutions continuelles que j'éprouvais, des

menaces dont j'étais chaque jour l'objet, je résolus de mettre un terme, si cela était possible, à ces criailleries soldées. Je pris alors mon parti, j'écrivis directement à l'empereur, et je lui envoyai, sur toute ma conduite, un mémoire que je n'appellerai point justificatif, parce que je n'avais pas à me justifier, mais un mémoire explicatif, dans lequel je lui démontrai la sottise et la gratuite méchanceté de mes accusateurs. Parmi eux se trouvait, entre autres, un certain Ogier de la Saussaye, qui avait adressé contre moi un rapport à l'empereur. Il me fut facile de signaler tout ce qu'il y avait de calomnieux dans les délations de cet homme. Mais pour ne point ennuyer trop long-temps le lecteur de ces fastidieux démêlés, je me contenterai de rapporter seulement quel était le principal chef d'accusation dirigé contre moi, et l'explication que je crus devoir en donner.

La délation d'Ogier de la Saussaye se terminait ainsi : « Je joins à mon rapport les interrogatoires suivans; savoir de MM. Westphalen, Osy, Chapeau-Rouge, [1] Aukscher, Thierry et Gum-

[1] Celui, par l'intermédiaire duquel Bonaparte, premier consul, avait reçu les cinq millions qui adoucirent sa colère, dans l'affaire de Napper-Tandy, et qui, comme on

precht-Mares. L'interrogatoire de ce dernier portait principalement sur *une certaine cassette mystérieuse*, et l'homme interrogé ajoutait : *On ne peut « pas éclaircir ce mystère que l'on est porté à croire « enréalité.* » Ce sont ses expressions.

Le lecteur, Dieu merci ! sait aujourd'hui à quoi s'en tenir sur la cassette mystérieuse; il s'agissait tout simplement de mes papiers que j'avais placés dans une cassette, et que j'avais enfouis, comme je l'ai dit précédemment, dans la crainte qu'ils ne me fussent dérobés, précaution sans laquelle je n'aurais pas pu faire connaître les pièces autographes restées entre mes mains, et qui forment, du moins je me le figure, la partie la plus essentielle de mes Mémoires.

Au surplus voici de quelle manière je terminai ma réclamation à l'empereur, en faisant allusion à la phrase perfide qu'on a lue tout à l'heure : « Voilà, Sire, la phrase la plus perfide et la plus « atroce du rapport du sieur Ogier. Gumprecht, « interrogé sur ce point, répond que le dénoncia- « teur a probablement lu cela comme lui, dans « une brochure infâme, qui a paru il y a sept ou « huit ans, intitulée, je crois : *Le secret du cabinet*

l'a vu, ne figurèrent point dans les coffres du gouvernement.

« *des Tuileries*, et qui a dû probablement, dans « le temps, être dénoncée à Votre Majesté par sa « police. C'est en effet dans ce libelle, où je suis « traité d'une manière horrible, qu'il est dit que, « *lorsque je quittai le premier consul, j'emportai une « cassette remplie de papiers importans; que je fus « mis au Temple pour ce fait; que votre frère Joseph « vint m'y trouver de votre part, et me proposa ma « liberté et un million si je voulais rendre ces papiers, « et que je refusai...* et mille autres sottises et ex- « travagances de ce genre. Ogier, au lieu de cher- « cher ce libelle à Hambourg où je l'ai lu, a l'im- « pudence d'ajouter foi au dénonciateur, malgré « la désignation formelle de l'interrogé et son as- « sertion qu'il était possible de vérifier sur-le- « champ. Et cependant, Ogier ajoute : *Ce secret « que l'on est porté à croire en réalité.* Votre Majesté « sait, si j'ai jamais été mis au Temple, et, si Jo- « seph m'a jamais fait une pareille ouverture. « Comment, Sire, pourrais-je voir de sang-froid, « que c'est à de pareils individus qu'est confiée la « destinée des familles! Comment n'être pas in- « digné qu'on ose, sans preuves, sans indices au- « cuns, accuser la fidélité d'un homme, auquel il « reste la douce et consolante certitude, que Votre « Majesté m'a plusieurs fois réitérée, qu'elle ren-

« dait justice à ma fidélité et à ma discrétion. Vous « jugerez, Sire, que ce rapport n'est qu'un tissu « de mensonges; une œuvre de lâcheté et de « sottise.

Je termine, Sire, par le fastidieux et dou- « loureux examen de mon accusation. Le rapport « inique du sieur Ogier de la Saussaye, ne suffira « pas pour effacer quatorze années de loyaux ser- « vices, et pour faire prononcer contre moi un « anathème qui pourrait s'étendre sur toute ma fa- « mille.

« Voyez, Sire, quelle est ma position. Les pla- « ces que j'ai occupées, le rang que j'ai eu dans le « monde, la confiance dont vous m'avez honoré « pendant tant d'années, mes travaux, tout semblait « devoir m'ouvrir la carrière des honneurs et des « distinctions, et loin de cela, je suis réduit à sol- « liciter, au milieu de bien des tourmens, l'examen « d'une affaire qui ne se termine pas. Je suis « obligé de combattre contre des ennemis lâches « et cruels qui me frappent dans l'ombre, et dont « je ne connais les traits empoisonnés qu'en payant « la main même qui les a lancés.

« Je supplie Votre Majesté de faire cesser cet « état de choses qui mine ma vie, de me faire ju- « ger, si je suis coupable, ou de me déclarer in-

« nocent, si la preuve de mon innocence vous est « acquise. »

Ce fut en vain que j'insistai, pour que l'empereur m'accordât la *faveur* de me faire mettre en jugement, car bien certainement j'aurais regardé cela comme une faveur, plutôt que de rester, comme j'étais, en butte à des accusations vagues; mais toutes mes sollicitations à cet égard demeurèrent inutiles. Ma lettre à l'empereur resta sans réponse; mais les dénonciations furent encore sans effet, ce qui, comme on le verra plus tard, ne découragea pas les hommes acharnés à me poursuivre.

Au surplus, si Bonaparte ne crut pas devoir donner quelques instans à répondre à un ancien ami, je sus par Duroc le mépris que lui inspirèrent mes dénonciateurs secondaires. Duroc me dit de me tenir tranquille, et que, selon toute probabilité, après la nouvelle campagne qu'il allait entreprendre, l'empereur reviendrait des préventions qu'on lui avait inspirées contre moi, et je dois dire que s'il n'en est pas revenu, cela n'a tenu ni à Duroc, ni à Savary, qui savaient, ce dernier surtout, à quoi s'en tenir sur le fond de ces misérables intrigues.

Décidé enfin à reculer les bornes de son empire,

ou plutôt à aller venger en Russie les injures faites à son système continental, Napoléon, comme il en avait pris l'habitude dès le temps où il n'était que général en chef de l'armée d'Italie, toutes les fois qu'il changeait de résidence, voulut mettre ordre aux affaires courantes, et c'est dans ces momens-là, que l'immensité et la multiplicité de ses idées paraissaient sous un jour vraiment miraculeux. Au milieu de toutes celles qui occupaient son esprit, avant de partir pour l'Allemagne, il en était une qui l'avait long-temps fatigué, et qui dominait les autres. Il pensait souvent à l'inflexibilité du pape à se soumettre à aucun arrangement, et la résidence de Savone ne lui paraissait plus assez sûre pour garder un tel prisonnier; il craignit que, toutes ses forces étant portées vers le Niémen, les Anglais ne tentassent un enlèvement, ou bien que les Italiens, excités par le clergé, dont le mécontentement était général en Italie, ne se livrassent à des troubles religieux, troubles toujours funestes et difficiles à apaiser. Voulant donc s'assurer que le pape resterait toujours à sa disposition, il le fit venir à Fontainebleau, après avoir eu l'idée de le faire résider à Paris même. Notre aimable compagnon de la campagne d'Égypte, M. Denon, fut placé par Napoléon auprès

du Saint-Père, et je me souviens à cette occasion d'une anecdote assez curieuse que M. Denon lui-même m'a racontée depuis.

Le pape avait pris M. Denon en grande amitié, et je dois reconnaître qu'au milieu des vexations dont Pie VII était l'objet, c'était une attention de Napoléon d'avoir placé auprès de son illustre prisonnier un homme d'aussi bonnes manières, et capable de toutes les délicatesses de conduite que sa position exigeait. « Le pape avait pris l'habitude de me tutoyer, me dit M. Denon; il m'appelait toujours : Mon fils; et il paraissait se plaire beaucoup à ma conversation, surtout lorsque je lui parlais de notre expédition d'Égypte, sur laquelle il me questionnait souvent. Un jour il me demanda de lui donner à lire l'ouvrage que j'ai publié sur les antiquités égyptiennes, et, comme tout n'y est pas fort orthodoxe et d'accord entre certaines explications et l'époque de la création du monde selon la Genèse, j'hésitai d'abord; mais il insista, et je me rendis à son désir. Le Saint-Père me dit que la lecture de mon livre l'avait beaucoup intéressé, et je cherchais à esquiver les points délicats: « C'est égal, me dit-il à plusieurs reprises, c'est « égal, mon fils; tout cela est extrêmement cu- « rieux; en vérité je ne le savais pas. » Alors, pour-

suivit M. Denon, je crus pouvoir dire à sa sainteté quel avait été le motif de mon hésitation à lui prêter cet ouvrage; je lui avouai qu'il l'avait excommunié aussi bien que son auteur. « Excom-« munié! toi, mon fils, reprit le pape avec la plus « touchante bonté, je t'ai excommunié! j'en suis « bien fâché; je t'assure que je ne m'en doutais « pas. » M. Denon, en me racontant cette anecdote avec tout le piquant qu'il savait mettre à ses récits, m'assura qu'il avait été constamment touché, pendant son séjour à Fontainebleau, des vertus et de la résignation du Saint-Père; mais qu'il aurait malgré cela été plus aisé d'en faire un martyr que de le faire céder sur aucun point, avant qu'on lui eût rendu la souveraineté temporelle de Rome; il s'en regardait comme dépositaire, et ne voulait pas qu'on pût lui reprocher que le dépot eût été perdu de son consentement.

Tranquille sur le lieu de la résidence du pape, Napoléon partit enfin pour Dresde, emmenant avec lui l'impératrice Marie-Louise, qui lui avait témoigné le désir de revoir son père. A cette époque il y avait assez long-temps que je n'avais pu voir Joséphine, parce qu'alors elle résidait à la belle terre de Navarre, près d'Évreux.

Le séjour de Napoléon à Dresde ne fut pas,

comme on l'a dit souvent, le plus beau temps de sa gloire, mais ce fut le temps le plus éclatant de cette gloriole impériale qui se manifesta alors avec une hauteur telle de sa part qu'il y eut, dans le palais qu'il habita, *le salon des rois*, comme il y avait aux Tuileries le salon des princes et des maréchaux. Mais, pour quiconque voudra scruter le fond de la pensée de tant de princes et de monarques, travestis par la destinée en courtisans d'un soldat de la république française, cette réunion, quelle qu'ait été sa splendeur, ne présentait pas Napoléon dans une position comparable à celle qu'il avait eue à l'entrevue d'Erfurth. Quelle différence entre les raisons politiques qui réunirent une cour de rois dans la capitale de la Saxe, et l'épanchement d'une amitié solennelle, dont le besoin avait attiré à Erfurth ce noble ami de Tilsitt, qui alors se disposait à mesurer ses armes contre celles de Napoléon ! Cette gigantesque entreprise, la plus vaste peut-être qu'ait conçue le génie d'un homme, depuis la conquête des Indes par Alexandre, attirait tous les regards, absorbait toutes les idées et épouvantait les calculs de la raison. On ne pensait plus au Mançanarès, mais à ce Niémen, déjà si célèbre par le radeau de Tilsitt. C'était vers ce point, que, comme vers un centre unique, des hommes,

des chevaux, des charrois, des approvisionnemens, des bagages de toute nature, étaient dirigés de tous les points du continent européen. L'armée de Napoléon ne se composait pas seulement de Français, ni de troupes tirées des pays soumis à son influence immédiate, comme l'Espagne, l'Italie, la Suisse et la Confédération du Rhin. Ni la Prusse ni l'Autriche, n'eurent le courage, ou plutôt la possibilité d'être neutres. La Prusse dut fournir un contingent de quinze mille hommes, commandés par le général Yorck, et l'Autriche un corps d'armée de trente mille hommes, sous les ordres du prince de Schwartzenberg, qui n'en conserva pas moins son rang d'ambassadeur auprès de Napoléon.

Aussitôt tous les regards du public, toutes les ambitions des généraux, toutes les espérances des officiers, toutes les craintes des hommes sages, furent dirigés vers la Russie. La guerre d'Espagne, qui devenait de plus en plus malheureuse, n'excitait plus qu'un faible intérêt; et les hommes les plus distingués dans l'art de la guerre regardaient comme une disgrâce d'être envoyés ou retenus dans la Péninsule. Il ne fallait pas d'ailleurs être doué d'une bien grande perspicacité pour entrevoir d'avance l'époque où les Français seraient

contraints de repasser les Pyrénées. Pour moi, j'abrège, autant que je le puis, les notes que j'ai recueillies sur cette guerre ingrate, dont les détails sont devenus fastidieux pour quiconque n'a pas fait une étude spéciale de l'art militaire. L'ennemi prenait toujours l'offensive; il avait soixante mille hommes, et nous n'en avions guère plus de la moitié à lui opposer ; encore nos troupes étaient-elles disséminées en petites divisions soumises à des impulsions différentes; car, bien que Joseph fût retourné à Madrid, pas un de nos généraux ne se croyait sous ses ordres. L'ennemi était abondamment pourvu de vivres, parce qu'il était reçu comme un libérateur, et qu'il payait largement toutes les fournitures, tandis que nous manquions de tout, parce que nous étions les objets de la haine de la nation espagnole, et qu'alors nos soldats n'avaient d'autre ressource pour vivre que le pillage, ce qui portait encore à un plus haut degré l'exaspération des habitans contre les Français.

Je puis assurer que si l'on cachait souvent la vérité à l'empereur sur une foule d'objets, on ne la lui cacha pas sur la situation de l'Espagne au printemps de 1812, c'est-à-dire peu de temps avant son départ pour Dresde. Dès le mois de février,

le duc de Raguse la lui avait dite avec franchise ; il ne lui avait pas dissimulé que les armées de Portugal et d'Espagne ne pouvaient pas, sans des renforts considérables d'hommes et d'argent, espérer d'avantages importans, puisque déjà Ciudad-Rodrigo et Badajoz étaient tombées au pouvoir des Anglais.

CHAPITRE VII.

Campagne de Russie et la relation de M. Philippe de Ségur. — Junot accusé par Napoléon. — Voyage de Napoléon à Dantzig. — Détails que me donne Rapp. — Bonté de caractère et franchise de Rapp. — Excellent jugement de Rapp sur les Russes. — Crainte de la mauvaise humeur de l'empereur. — Prédiction de Rapp à Napoléon. — — Murat devançant l'empereur à Dantzig. — Le roi de Naples une *poule mouillée*. — Conversation de Rapp avec Bonaparte. — Franchise de l'aide-de-camp, et mauvaise humeur du maître. — Murat changé aux yeux de Napoléon. — Maladie et chagrin. — Plaintes réciproques entre Bonaparte et Murat. — Souper entre l'empereur, Murat, Berthier et Rapp. — Opinion de Napoléon sur son alliance avec la Prusse et l'Autriche. — Le mal fait aux alliés. — Rapp, seul interlocuteur de Napoléon. — Approbation sans imitation.

Pendant que les affaires prenaient une mauvaise tournure en Espagne, Napoléon, qui avait quitté Dresde, d'où l'impératrice était revenue à Paris, s'élançait vers Smolensk. Je n'entrerai point dans les détails que tout le monde connaît

sur la campagne et les désastres dont elle fut suivie; il n'est personne qui n'en ait lu la relation dans l'excellent ouvrage de M. Philippe de Ségur. On sait d'ailleurs que cette affaire de Smolensk n'eut pas tout le succès que l'on en espérait. Napoléon accusa Junot de n'avoir pas coupé la retraite à l'ennemi battu sous les murs de cette place, parce qu'il n'avait pas passé le fleuve qui baigne les murs de cette ville, ce qui l'aurait mis à même de couper la retraite aux Russes, en se trouvant avant eux sur la route de Moskow. Quoi qu'il en soit de cette faute de Junot, ce n'est pas ce qui influa beaucoup sur l'issue de cette campagne. Cependant le succès nous était demeuré, mais à l'époque même de ce succès, qui n'était pas de nature à produire de grands résultats, nous perdions en Espagne la bataille de Salamanque, et Wellington entrait à Madrid.

Avant de commencer ses grandes opérations sur le Niémen et sur le Volga, Napoléon avait fait une pointe jusqu'à Dantzig, et je parlerai de cette circonstance, parce que Rapp, qui était alors gouverneur de cette ville, me donna, sur la visite que lui fit l'empereur, des détails fort curieux. Éloigné de la cour, où il n'avait fait que figurer lors du mariage de Napoléon avec Marie-Louise,

Rapp n'était pas devenu courtisan ; il continuait à dire la vérité à Bonaparte, et il lui parlait toujours avec la même franchise que par le passé, parce que, l'ayant plus vu dans les camps qu'à sa cour, il continuait à voir plus en lui le général dont il était l'aide-de-camp que le souverain ; mais malgré cette distinction, que Rapp ne faisait peut-être pas lui-même, rien n'égalait son dévouement, et il le prouvait, non pas par des flatteries, mais toutes les fois qu'il s'agissait de payer de sa personne. Rapp a pleuré la chute de Napoléon ; on sait qu'il a pleuré sa mort devant Louis XVIII ; mais, ce que tout le monde ne sait pas, c'est que si ses conseils avaient été écoutés, s'ils avaient été appuyés par des hommes placés plus haut que lui, Bonaparte n'aurait pas usé les chances de la guerre, jusqu'à ce qu'elles tournassent contre lui. Rapp me disait en me parlant des Russes : « Ces b.... là en sauront bientôt autant que nous ! chaque fois que nous leur faisons la guerre, nous leur enseignons à nous battre. » Ces paroles de Rapp me frappèrent tant elles étaient simples et vraies ; elles étaient aussi neuves, alors, mais on les a souvent répétées depuis.

« En quittant Dresde, me dit Rapp, Napoléon vint à Dantzig ; je comptais bien sur un *savon* de sa

part (je me sers de la propre expression dont se servit Rapp), car, s'il faut te dire la vérité, j'ai traité assez cavalièrement sa douane et tous ses douaniers, qui faisaient à la France autant d'ennemis qu'il y avait d'habitans dans mon gouvernement. J'ai même mis en prison un directeur de la douane qui voulait faire le récalcitrant avec moi; il s'est plaint; on m'a dénoncé à l'empereur; mais, malgré la justice qu'il m'a rendue, je pensais qu'il serait de mauvaise humeur, car il devait savoir que je n'avais pas fait exécuter bien scrupuleusement ses ordres relatifs à l'introduction des marchandises anglaises et des denrées coloniales; je voyais tout ce pauvre monde si misérable que je ne pouvais pas avoir le cœur de le traiter rigoureusement. D'un autre côté, je l'avais prévenu dans un de mes rapports sur ce qui se passait en Russie, de tout ce qui est arrivé depuis, et je t'assure que je ne croyais pas être aussi bon prophète; je lui écrivais, dès le commencement de 1812 : « Si Votre Majesté éprouvait des revers, « elle peut être assurée que Russes et Allemands se « lèveraient en masse pour secouer le joug : ce « serait une croisade; tous vos alliés vous abandon- « neraient. Le roi de Bavière, sur lequel vous « comptez tant, se joindrait lui-même à la coali-

Rapp n'était pas devenu courtisan ; il continuait à dire la vérité à Bonaparte, et il lui parlait toujours avec la même franchise que par le passé, parce que, l'ayant plus vu dans les camps qu'à sa cour, il continuait à voir plus en lui le général dont il était l'aide-de-camp que le souverain ; mais malgré cette distinction, que Rapp ne faisait peut-être pas lui-même, rien n'égalait son dévouement, et il le prouvait, non pas par des flatteries, mais toutes les fois qu'il s'agissait de payer de sa personne. Rapp a pleuré la chute de Napoléon ; on sait qu'il a pleuré sa mort devant Louis XVIII ; mais, ce que tout le monde ne sait pas, c'est que si ses conseils avaient été écoutés, s'ils avaient été appuyés par des hommes placés plus haut que lui, Bonaparte n'aurait pas usé les chances de la guerre, jusqu'à ce qu'elles tournassent contre lui. Rapp me disait en me parlant des Russes : « Ces b.... là en sauront bientôt autant que nous ! chaque fois que nous leur faisons la guerre, nous leur enseignons à nous battre. » Ces paroles de Rapp me frappèrent tant elles étaient simples et vraies ; elles étaient aussi neuves, alors, mais on les a souvent répétées depuis.

« En quittant Dresde, me dit Rapp, Napoléon vint à Dantzig ; je comptais bien sur un *savon* de sa

part (je me sers de la propre expression dont se servit Rapp), car, s'il faut te dire la vérité, j'ai traité assez cavalièrement sa douane et tous ses douaniers, qui faisaient à la France autant d'ennemis qu'il y avait d'habitans dans mon gouvernement. J'ai même mis en prison un directeur de la douane qui voulait faire le récalcitrant avec moi; il s'est plaint; on m'a dénoncé à l'empereur; mais, malgré la justice qu'il m'a rendue, je pensais qu'il serait de mauvaise humeur, car il devait savoir que je n'avais pas fait exécuter bien scrupuleusement ses ordres relatifs à l'introduction des marchandises anglaises et des denrées coloniales; je voyais tout ce pauvre monde si misérable que je ne pouvais pas avoir le cœur de le traiter rigoureusement. D'un autre côté, je l'avais prévenu dans un de mes rapports sur ce qui se passait en Russie, de tout ce qui est arrivé depuis, et je t'assure que je ne croyais pas être aussi bon prophète; je lui écrivais, dès le commencement de 1812 : « Si Votre Majesté éprouvait des revers, « elle peut être assurée que Russes et Allemands se « lèveraient en masse pour secouer le joug : ce « serait une croisade; tous vos alliés vous abandon- « neraient. Le roi de Bavière, sur lequel vous « comptez tant, se joindrait lui-même à la coali-

l'habitude de le faire quand il n'était pas de très-bonne humeur. Après un court moment de silence, ne me tutoyant pas, il me dit : « Monsieur « le général, tout ceci n'est qu'un torrent qu'il « faut laisser passer; cela durera peu; il faut « d'abord que je sache si Alexandre veut définitivement la guerre. » Alors il changea tout-à-coup le sujet de la conversation, et me dit : « N'avez-vous pas trouvé à Murat quelque chose « d'extraordinaire; pour moi, je le trouve changé. « Est-ce qu'il est malade? — Sire, lui dis-je, « Murat n'est pas malade, mais il est triste. — « Triste! et pourquoi? N'est-il pas content d'être « roi? — Sire, Murat dit qu'il ne l'est pas. — C'est « sa faute! Pourquoi est-il Napolitain?.. Pourquoi « n'est-il pas Français?.. Quand il est dans son « royaume, il n'y fait que des sottises; il favorise « le commerce avec l'Angleterre; je ne veux pas « de cela. »

« Je croyais, ajouta Rapp, quand il parla de la faveur accordée, par Murat, au commerce des Napolitains avec l'Angleterre, que j'allais avoir mon tour, mais il n'en fut rien, et la conversation en resta là; et même lorsque je me retirai, l'empereur me dit comme au temps de sa plus grande bienveillance : « Rapp, ce soir tu souperas

« avec moi. » Je me trouvai donc le soir à souper avec l'empereur, qui avait aussi invité le roi de Naples et Berthier. Avant de nous mettre à table, la conversation roula sur la guerre avec la Russie, et comme j'avais dans mon salon un buste de la reine de Prusse, l'empereur m'en fit quelques reproches, mais je lui fis observer que lui-même venait de me dire que la Prusse était au nombre de ses alliés. Le lendemain, l'empereur visita la place, et rentré ensuite au palais du gouvernement, il y reçut les autorités civiles et militaires, et nous retint encore à souper, Murat, Berthier et moi. Ce second souper commença tristement, car l'empereur gardait le silence, et tu sais que Murat même, n'osait pas lui adresser la parole le premier. Il le rompit enfin, pour me demander combien il y avait de Cadix à Dantzig. Je lui répondis sans affectation : « Sire, il y a trop loin. » Alors plus de tutoiement de sa part : « Monsieur « le général, me dit-il, je vous comprends. Dans « quelques mois nous en serons pourtant encore « bien plus loin. — Tant-pis, Sire ! » Ici il y eut un nouveau moment de silence; ni Murat ni Berthier, dont l'empereur examinait la figure avec cet œil scrutateur que tu lui connais, ne proférèrent un seul mot, et ce fut encore lui qui reprit la parole,

mais sans l'adresser précisément à aucun de nous trois : « Messieurs, dit-il d'une voix grave mais peu « élevée, je vois bien que vous n'avez plus envie « de faire la guerre. Le roi de Naples voudrait ne « plus quitter le beau climat de son royaume; « Berthier désire chasser dans sa terre de Gros- « bois, et Rapp est impatient d'habiter son hôtel de « Paris. » A cette triple allocution, poursuivit Rapp, peux-tu concevoir que ni Murat ni Berthier ne répondirent un mot, et que ce fut encore à moi que revint la balle. Je lui dis tout franchement que cela était vrai, et ne voilà-t-il pas que le soir, le roi de Naples et le prince de Neufchâtel me firent compliment sur ma hardiesse, me dirent que j'avais eu mille fois raison, de lui répondre comme je l'avais fait : « Ma foi, leur dis-je alors, « puisque vous trouvez que j'ai si bien fait, pour- « quoi n'en avez-vous pas répondu autant, et « pourquoi m'avez-vous laissé parler seul? » Tu ne peux te faire une idée, ajouta Rapp, de l'air consterné qu'ils avaient tous les deux, et Murat plus encore que Berthier, dont la position était pourtant bien différente. Pourquoi, mon Dieu! pourquoi ne m'a-t-il pas écouté? »

Il y avait long-temps que Napoléon n'écoutait plus d'autres voix que celle de son ambition, qui

lui criait toujours : « En avant ! » Pour moi, je me rappelle bien que, soit à Paris, soit à Hambourg, où j'allai faire un second voyage pendant l'année 1812, au milieu des clameurs louangeuses, qui sortaient de toutes les bouches officielles, il me fut facile de distinguer partout quelque chose de morne et de consterné ; il semblait qu'un pressentiment funeste annonçait à tant de milliers de familles le deuil qui les attendait après la fatale campagne de Russie. Je vis partout des inquiétudes, que la prudence engageait vainement à dissimuler. Les idées les plus tristes occupaient les esprits ; plus de crédit, plus de commerce intérieur ou extérieur, chacun semblait dans l'attente pénible d'une grande catastrophe, et dans cet anéantissement général du commerce et de l'industrie, comme pour se jouer par un acte de dérision de la ruine des peuples, Napoléon venait d'ajouter, peu de temps auparavant, à ses nombreux ministères, un ministre du commerce et des manufactures.

CHAPITRE VIII.

Les négociations et les précautions oratoires. — Napoléon et Alexandre, et désir mutuel de la guerre. — Impossibilité d'un accommodement.—Adieux de M. de Czernischeff à Napoléon. — Inexplicable insouciance de l'empereur à l'égard de la Turquie. — Intérêt de la Turquie à faire cause commune avec la France.— Souvenirs de la négociation de Sébastiani.— La guerre déclarée en 1806, et la paix conclue en 1812. — Négligence incroyable du gouvernement français auprès de la Porte Ottomane.— Inquiétudes données au grand-seigneur. — La paix de Bucharest, et surcroît d'inquiétudes pour Napoléon. — Fausse politique de la Porte Ottomane.— Tentative de Napoléon pour détacher la Suède de son alliance avec la Russie. — Espoir donné à la Suède de recouvrer la Finlande. — But de Napoléon d'obliger Alexandre à retirer ses troupes du Nord. — Fidélité de Bernadotte à son alliance avec la Russie. — Entrevue d'Abo. — Le trône de France en perspective. — Examen et justification de la conduite du prince royal de Suède.

Les négociations que Napoléon fit entamer auprès d'Alexandre, quand il voulait encore paraître ne pas souhaiter la guerre, ressemblaient à ces

précautions oratoires qui n'empêchent point d'arriver à ce que l'on veut dire. Les deux empereurs voulaient également la guerre, l'un pour consolider sa puissance, l'autre pour se sonstraire au joug d'exigences insupportables qui dégénéraient en une sorte de vasselage; car c'en était un en effet que d'exiger d'une puissance comme la Russie qu'elle fermât ses ports au commerce de l'Angleterre, dans le seul intérêt de la France. Il n'y avait donc point d'accommodement possible, et j'ai déjà dit que dès l'année 1811, Napoléon désirait et prévoyait la guerre contre la Russie. La preuve en serait au besoin dans ces immenses préparatifs qui avaient lieu partout et depuis longtemps d'une manière si évidente, que lorsque M. de Czernischeff prit congé de l'empereur, il lui dit que ce qu'il aurait de plus agréable à annoncer à l'empereur de Russie, ce serait l'assurance qu'il ne lèverait pas de conscription. Deux puissances continentales seules, à cette époque, n'étaient pas entraînées dans le tourbillon de l'étoile de Napoléon : la Suède et la Turquie. L'empereur avait porté ses regards sur ces deux puissances voisines de la Russie. Auprès de la Suède, ses efforts avaient été vains, et quoique, de fait, la Turquie fût alors en guerre avec la Russie, le grand-seigneur n'é-

tait plus, comme après l'ambassade de Sébastiani, soumis à l'influence de la France. Toutefois, la vérité est que, au commencement de la campagne de Moscou, la guerre des Turcs contre les Russes donnait une certaine occupation à Alexandre dans le midi de son empire. S'il ne m'était démontré qu'à cette époque, Napoléon, ébloui de sa grandeur, était, pour ainsi dire, frappé d'une sorte de vertige, je ne comprendrais pas comment, lui, qui ordinairement savait si bien combiner toutes les chances qui pouvaient concourir au succès de ses entreprises, avant de s'aventurer dans une guerre lointaine et périlleuse, il ne prit aucune mesure efficace, pour s'assurer le concours des Turcs, ou tout au moins pour les détourner de conclure la paix avec la Russie.

Ce n'est pas seulement aujourd'hui que je fais cette réflexion, je l'ai faite dans le temps, devant toutes les personnes qui venaient chez moi, ou avec lesquelles je causais de ces grands intérêts qui occupaient tout le monde; et la négligence de Napoléon sur ce point me paraissait d'autant plus inconcevable, qu'il aurait été de l'intérêt de la Turquie de faire cause commune avec la France prête à se précipiter avec cinq cent mille hommes sur son plus dangereux et éternel ennemi. Plus

j'ai réfléchi sur ce fait, et plus il m'a été impossible de m'expliquer l'espèce d'insouciance que montra Napoléon, à s'assurer de la Turquie avant d'attaquer les Russes. Quelle différence, en effet, avec ces hautes prévisions qui l'avaient si souvent servi par le passé! Qu'il me soit permis d'en rappeler un exemple tout à fait analogue à la circonstance dont je parle.

En 1806, lors de la guerre de Prusse, et dès que Napoléon prévit que la Russie viendrait plus tard au secours de cette puissance, il avait, comme je le disais tout à l'heure, envoyé à Constantinople le général Sébastiani. Cet adroit négociateur s'y prit si habilement, qu'il détermina les Turcs, alors en paix avec la Russie, à lui déclarer la guerre, déclaration qui eut lieu en effet au mois de décembre 1806, et l'on sait quelle a été l'influence de ce succès diplomatique sur la conclusion du traité de Tilsitt.

En dix-huit cent douze, la partie était bien plus belle pour Napoléon, puisqu'il ne s'agissait pas d'entraîner la Porte Ottomane à une déclaration de guerre, la guerre existant déjà. Eh bien, non-seulement aucune démarche sérieuse n'eut lieu en 1811 ni en 1812, pour empêcher, ce qui eût été très-facile, la Turquie de conclure la paix, mais

le gouvernement français ne chercha même pas à détruire ou à combattre les préventions que les ennemis de la France avaient inspirées au grand-seigneur. On était parvenu à lui persuader que si la Russie succombait dans la lutte, Napoléon ferait avec elle la paix aux dépens de l'empire ottoman, comme il l'avait faite, en 1797, avec l'Autriche, aux dépens de la république de Venise. Le passé justifiait cette supposition. Lors de la guerre qui se termina par la paix de Tilsitt, la France était intervenue pour les Turcs auprès des Russes; mais elle avait abandonné les premiers après la paix : elle n'avait plus besoin d'eux.

Le grand-seigneur, prévenu contre la politique française, se tint sur ses gardes. Le général Andréossi, qui fut envoyé à Constantinople, ne fut point écouté favorablement; on ne témoigna aucune confiance dans les avances de Napoléon : elles succédaient trop brusquement à des années de négligence et d'oubli. Peut-être pourrait-on expliquer par une seule observation la différence qui eut lieu entre la politique de la France en 1806 et en 1812; c'est que, à la première de ces deux époques, M. de Talleyrand était ministre des affaires étrangères, et qu'à la seconde, le portefeuille de ce ministère était tombé dans les mains de M. Maret.

Quoi qu'il en soit, les Russes négocièrent de leur côté : ils firent quelques concessions qu'ils regardèrent comme nécessaires, et sur lesquelles ils avaient bien l'intention de revenir à la première occasion favorable. La fourberie, en politique, sera toujours de mode. On l'appelle habileté.

La paix, conclue à Bucharest, entre la Russie et la Turquie, augmenta les embarras de Napoléon qui ne s'attendait pas à ce résultat. La gauche de l'armée russe, assurée par la neutralité de la Turquie, fut renforcée par le corps de Bagration qui, revenu de la Moldavie, occupa plus tard la droite de la Bérésina, et détruisit jusqu'aux dernières espérances de sauver les débris de l'armée française, réduite à moitié.

On ne comprend pas comment la Porte Ottomane a pu, dans cette circonstance, céder à ses griefs contre la France et se déterminer à mettre fin aux hostilités contre la Russie, lorsque la France attaquait cette puissance avec des forces immenses. Les Turcs n'eurent jamais une plus belle occasion de se venger de la Russie, et pour le malheur de Napoléon, ils la laissèrent échapper. Nous allons voir s'il a été plus heureux dans le nord. Il va s'adresser à un prince français, allié de sa famille, dont il a fait la fortune, mais avec lequel il n'a,

à aucune époque, vécu en bonne intelligence.

L'empereur Alexandre avait en Finlande un corps considérable de troupes, destiné à protéger contre les Suédois ce pays dont Napoléon avait consenti l'occupation, pour avoir l'assentiment provisoire d'Alexandre à l'envahissement de l'Espagne. Ce fut pendant les réjouissances d'Erfurth qu'eut lieu cette double spoliation. Ce fut au milieu des fêtes, que l'on fit ce trafiç d'hommes. Napoléon permit à Alexandre de s'emparer de la Finlande, beaucoup plus importante pour l'empire russe, par sa position géographique, que par sa force et ses produits. Alexandre, à ce prix, promit de fermer les yeux sur l'occupation de l'Espagne.

Quelle fut la tactique de Napoléon, lorsqu'étant en guerre avec la Russie, il voulut détacher la Suède de son alliance avec Alexandre? Il fit observer à Bernadotte qu'il avait une occasion sûre de reprendre la Finlande, de plaire aux Suédois par une conquête qui contribuerait à sa gloire et qui lui attacherait ses nouveaux sujets. Napoléon voulait, par cette alliance, forcer Alexandre à laisser ses troupes dans le nord de son empire, et même à les augmenter sur ce point pour couvrir la Finlande et Saint-Pétersbourg. C'est ainsi que Napoléon cherchait à entraîner le prince royal

dans son parti. Il importait peu à Napoléon que Bernadotte réussît ou non. L'empereur Alexandre n'en eût pas moins été obligé de laisser et d'augmenter son corps de troupes en Finlande. C'était tout ce que Napoléon désirait. Dans la lutte gigantesque où se précipitaient la France et la Russie, la plus petite alliance n'était pas à négliger. Mais dès le mois de janvier 1812, Davoust avait envahi la Poméranie suédoise, sans aucune déclaration de guerre et sans motifs apparens. Cette inconcevable violation du territoire pouvait-elle disposer le prince royal de Suède à une alliance, lors même que l'intérêt de son pays ne s'y serait pas opposé? Cela était impossible, aussi Bernadotte prit-il le parti que l'on attendait de lui : il repoussa les offres de Napoléon et se prépara aux événemens.

De son côté, l'empereur Alexandre désirait pouvoir retirer le corps de troupes qui occupait la Finlande pour mieux résister à l'immense armée qui menaçait ses états. Ne voulant pas exposer la Finlande à une attaque de la Suède, il eut, le 28 août 1812, une entrevue à Abo avec le prince royal pour s'entendre avec lui et joindre leurs intérêts.

J'ai su que l'empereur de Russie promit à Bernadotte de le soustraire, dans tous les cas, au sort

des nouvelles dynasties, de lui garantir sa position, et de lui faire obtenir la Norwège en compensation de la Finlande. Il alla même jusqu'à lui faire entrevoir qu'il pourrait remplacer Napoléon, chose dont j'aurai à parler plus en détail lorsque nous serons arrivés à l'époque de l'occupation de Paris par les souverains alliés. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette démarche et ces promesses d'un grand souverain produisirent tout l'effet qu'il en devait attendre. Bernadotte adopta toutes les propositions d'Alexandre, et, dès ce moment, la Suède fit cause commune contre celui qu'on appelait, avec raison, l'ennemi commun, et donna le signal de cette défection générale que provoquait depuis long-temps une odieuse et tyrannique suprématie. Cette alliance et la paix des Russes avec les Turcs causèrent de grands désastres.

L'on a beaucoup blâmé la conduite du prince royal; mais ici la question est toute d'intérêt politique : Bernadotte, Suédois par adoption, pouvait-il préférer l'alliance d'un souverain ambitieux et jaloux, qui n'aurait pas manqué d'exercer des vengeances contre lui, qui avait approuvé la prise de la Finlande, à l'alliance d'un puissant monarque, son redoutable voisin, son protecteur en

Suède, et dont l'inimitié pouvait appuyer d'une manière efficace les droits héréditaires du jeune Gustave? La Suède, en s'unissant à la France, se déclarait, par ce fait même, ennemie de l'Angleterre; que devenait alors sa marine, son commerce, son existence?

Il n'y avait, comme on l'a prétendu, dans cette conduite du prince royal, ni haine contre Napoléon, ni envie de nuire à sa première patrie. Si cette alliance a nui, par la suite, à la France, il faut en accuser cette politique qui étouffe tout autre sentiment que celui de l'intérêt du pays. C'était l'intérêt du peuple suédois, que Bernadotte était appelé à gouverner, qui dicta sa résolution, et cet intérêt ne peut être contesté. Il était Suédois, et rien que Suédois; il n'y a eu de sa part aucune ingratitude, et d'ailleurs on peut dire que Bernadotte était dans une autre position que les rois de la création de Bonaparte, puisque l'empereur fut au moins étranger à son élévation au rang de prince royal; et c'est d'ailleurs bien mal juger les hommes et les choses que de voir dans la conduite du prince royal de Suède, de petites animosités et un esprit de vengeance personnelle. Il y a de l'ignorance et de la mauvaise foi à appeler *insensée*, comme on l'a fait, la marche qu'il a sui-

vie. Il eût au contraire commis une grande faute politique et fait une haute sottise d'agir autrement. Pour bien juger les actions d'un homme, il faut se supposer à sa place, se mettre dans sa position, et se demander ce que l'on aurait fait.

CHAPITRE IX.

Bonaparte et ses projets sur la Pologne. — Difficulté de lire dans la pensée de Napoléon. — Idées de Bonaparte au Caire, et souvenir de Sulkowski. — Le spoliateur se plaignant de spoliations. — Jugement de Napoléon sur la politique du Nord. — Notes que me dictait le premier consul sur la Pologne. — Insertions dans le Moniteur. — Souvenir de nos conversations du soir. — Singulier passage du protocole du congrès de Châtillon. — Examen de ce qu'a fait Napoléon, relativement à la Pologne. — Mes avertissemens de Hambourg. — La guerre souhaitée par les deux empereurs. — Entretiens avec Davoust. — Son enthousiasme pour la guerre. — Aveux publics. — Promesses de la vice-royauté de Pologne. — Le triomphe du sabre. — Idée fixe de Napoléon pour son droit d'aînesse monarchique. — Ce qu'aurait fait M. de Talleyrand. — Intrigues contre ce ministre. — M. de Pradt à Warsovie. — Espérances et désappointement des Polonais. — Difficultés qu'aurait éprouvées le rétablissement du royaume de Pologne.

Je consacrerai ce chapitre à l'examen d'une question et au souvenir de faits, dont ceux qui ont

été connus dans le temps ont donné lieu à de vives discussions. Voici la question : Bonaparte, avant de partir pour la dernière campagne de Russie, avait-il pris la résolution de rendre à la Pologne son indépendance? Quant aux faits ils découleront tout naturellement de l'examen même de la question. Bonaparte n'a jamais eu, comme empereur, la volonté forte et arrêtée de rétablir l'ancien royaume de Pologne dans son intégralité, mais il en a eu de fréquentes velléités et le vif désir, il a même senti, à une époque antérieure, la nécessité de ce rétablissement, mais ce ne fut pas en lui, surtout en 1812, une de ces volontés tellement *chevillées* que rien ne pouvait les arracher de son esprit. Bonaparte a pu dire qu'il allait rétablir la Pologne; je ne conteste point sur ce fait, mais on voudra bien permettre, que ce ne soit pas pour moi une raison de croire à ce que disait Napoléon. Il avait bien dit, et même juré, qu'il n'agrandirait jamais le territoire de l'empire !

Ce qui fait qu'en général, on s'égare si fréquemment, quand on veut pénétrer dans les secrets du génie de Napoléon, c'est que l'on perd de vue la seule lumière qui puisse servir de guide dans ce chaos mouvant. C'est cette mobilité même

des pensées, des plans, des projets de Bonaparte, qui les rend difficiles à saisir ; mais on commence à approcher de la vérité, quand on est frappé de cette idée, que tous les projets, toutes les conceptions de Napoléon, variaient selon les chances de sa fortune. Ainsi, il a pu très-bien, à une époque, regarder le rétablissement de la Pologne, comme une chose essentielle à la politique européenne, et plus tard, regarder ce même acte comme contraire au développement de son ambition. Qui oserait dire ce qui se passa dans le fond de sa pensée, lorsqu'à Dresde, il fut ébloui de sa gloire, et si alors, dans un de ses rêves, l'empire des Jagellons ne lui apparut pas comme un fleuron de plus à la couronne impériale !

La vérité est que, et l'on a dû le voir dans ces Mémoires, Bonaparte, général en chef de l'armée d'Egypte et premier consul, avait à cœur de venger les trois partages de la Pologne, et j'ai eu avec lui vingt conversations des plus intéressantes sur ce sujet. Nous étions à cet égard d'un accord parfait, car alors je désirais aussi ardemment que lui la réparation des odieuses spoliations dont la Pologne avait été la victime. Tel était le langage du général en chef, lorsque, nous promenant sur la terrasse du Caire, nous déplorions la

mort de Sulkowski, de ce jeune Polonais que Bonaparte regretta si sincèrement; mais les temps étaient bien changés! De quel front l'empereur aurait-il osé dire qu'il s'agissait de venger *d'odieuses spoliations*, lui qui ne cessait de dépouiller tous les souverains de l'Europe, et de prendre tous les pays qui se trouvaient à sa convenance! Et comment, encore, aurait-il pu alléguer la nécessité de ramener l'équilibre dans les affaires politiques de l'Europe, lui qui avait rompu tout équilibre. Ecoutez Bonaparte consul, il vous dira comme il me le disait alors : « La France est encore « humiliée d'avoir contemplé avec une lâche ti- « midité la destruction d'un royaume comme la « Pologne. Les Polonais ont toujours été amis de « la France, c'est à moi qu'il appartient de les « venger. Jamais il n'y aura de paix stable en « Europe, tant que le royaume de Pologne ne « sera pas rétabli sur ses anciennes bases, dans son « intégrité. Patience!... si je vis vingt ans, je for- « cerai bien, peut-être, la Russie, la Prusse et « l'Autriche à restituer les provinces que par « trois fois elles se sont partagées. La politique « des cours du nord fut odieuse! infame! spolia- « trice! » Alors, sans doute, le premier consul était de bonne foi, et il pensait ce qu'il disait, et

peut-être, si Sulkowski eût vécu, ces idées eussent-elles pris dans son esprit un caractère de solidité qui leur manquait, parce que personne n'en parlait plus à Napoléon, comme l'aurait fait, sans doute, son brave aide-de-camp polonais; dès lors, au milieu des gigantesques projets de Napoléon, le rétablissement de la Pologne ne fut plus qu'une affaire secondaire, qui n'entra pas dans les nécessités de sa politique.

Ce qui m'explique le refroidissement, je dirais presque l'indifférence de Napoléon, pour la résurrection de la Pologne, c'est que c'était surtout au commencement du consulat que cet objet occupait particulièrement sa pensée. Oh! alors, combien de fois ne s'en entretint-il pas avec moi, et avec beaucoup d'autres personnes, dont plusieurs peuvent encore s'en souvenir! C'était une des conversations qu'il aimait le plus, et dans laquelle il s'exprimait, comme on l'a vu, avec le plus de chaleur et d'entraînement. Si, même, l'on voulait parcourir le Moniteur du temps, je pourrais y indiquer plus d'une note sans signature, et sans caractère officiel, que me dicta Napoléon, et que d'ailleurs leur insertion dans ce journal, avec l'énergie de certaines expressions, annoncerait assez n'avoir pu émaner que de Bonaparte seul.

C'était le soir qu'il me faisait le plus habituellement de ces sortes de dictées. Alors, les affaires du jour étant terminées, il s'élançait dans l'avenir, et se livrait au besoin de rêver à ses vastes projets. Quelques-unes de ces notes étaient si peu mesurées, que souvent le premier consul les déchirait le lendemain, en riant de ses petites fureurs de la veille. D'autres fois, je prenais sur moi de ne pas les envoyer au Moniteur, dans la nuit même où il les avait dictées, et quoiqu'il en désirât vivement l'insertion, je lui donnais des raisons, tant bonnes que mauvaises, pour en justifier le retard. Il relisait alors la note en litige, et approuvait ma conduite, mais il lui arriva cependant plusieurs fois d'ajouter : « Il n'en est pas moins vrai, qu'avec un « royaume de Pologne indépendant, et cent cin- « quante mille hommes disponibles à l'Orient de « la France, je serais toujours maître de la Russie, « de la Prusse et de l'Autriche. — Général, lui « répondais-je, je suis tout-à-fait de votre avis; « mais pourquoi éveiller les soupçons des parties « intéressées? Attendez tout du temps et des évé- « nemens. » Que l'on me pardonne, si je ne néglige jamais de rappeler ces souvenirs du passé quand ils s'offrent à ma mémoire; j'accueille avec tant de plaisir tout ce qui me reporte à l'époque

du consulat, ne fût-ce que pour tâcher d'oublier l'empire!

On verra plus tard, et non peut-être sans quelque surprise, Napoléon faire insérer au protocole des séances du congrès de Châtillon, cette spoliation de la Pologne, par les trois principales puissances coalisées contre lui, comme un titre à une paix plus avantageuse, et à des indemnités territoriales pour la France. En bonne politique, il avait raison, mais le canon des étrangers faisait déjà trop de bruit pour que la meilleure raison n'eût pas tort.

Sans doute, lorsque les grands talens militaires de Napoléon, couronnés par d'éclatantes victoires, l'eurent rendu maître de l'empire des Jagellons, il aurait pu le rétablir. Voyons ce qu'il a fait.

Dès la fin de 1810, et je l'ai dit à cette époque, j'avais la conviction, qu'avant dix huit mois la guerre éclaterait de nouveau entre la France et la Russie. J'en informai l'empereur au mois d'octobre de cette même année, parce qu'il m'avait demandé mon opinion sur cet objet. Je dois avouer que je ne risquais pas de me tromper en lui annonçant cette guerre comme étant imminente, parce que, conformément aux ordres que j'avais reçus de lui, j'avais pris les renseignemens

les plus exacts, que me fournissaient sans peine ma position à Hambourg, et les nombreuses et importantes relations que j'entretenais dans tout le Nord. Mais un motif particulier me déterminait encore : c'était la certitude que j'avais que l'un et l'autre empereur provoquaient et souhaitaient ardemment la guerre, l'un pour soustraire ses peuples à la ruine dont les menaçait le système continental, et venger ses revers de 1805 et de 1807; et l'autre pour trouver l'occasion d'appuyer par la force ce même système, et de s'acheminer vers cette jouissance d'un droit d'aînesse monarchique qu'il ne perdait jamais de vue.

Après l'intempestive et inutile réunion des villes Anséatiques à la France, lorsque dès le printemps de 1811 je fis un premier voyage à Hambourg pour y chercher ma famille, je fus à même, par les nombreux amis que j'y avais laissés, de recueillir des renseignemens qui ne me laissèrent aucun doute sur la justesse de mes prévisions du mois d'octobre précédent, et je vis clairement que l'on s'occupait déjà dans la trente-deuxième division militaire, commandée par Davoust, des préparatifs d'une guerre qui ne devait pourtant éclater que l'année suivante. Obligé de voir Davoust, je m'entretins avec lui du projet de

faire la guerre à la Russie, et je ne lui cachai pas que cette guerre me paraissait inévitable; il ne chercha pas à nier ce projet de Napoléon, voyant à l'assurance avec laquelle je lui parlais que j'étais bien informé. Alors je ne lui dissimulai aucune des difficultés que cette grande entreprise me paraissait offrir, ni aucun des dangers qu'elle me faisait redouter. Je cherchais surtout à fixer son attention sur les dispositions plus que douteuses de l'Allemagne, de la Turquie et de la Suède. Je lui rappelai que l'exaspération était portée au plus haut degré chez les Allemands que nous avions méconnus, et souvent fort maltraités. Davoust me répondait toujours avec le ton d'un homme passionné pour la guerre à laquelle il devait, comme tant d'autres, sa brillante existence, sa subite fortune, et dont il espérait encore davantage; car le sang versé enrichissait toujours. Davoust ne doutait de rien : il s'enivrait d'avance du succès, persuadé que là où était Napoléon, ce succès n'était pas douteux. Le passé, je dois le dire, justifiait cette conviction intéressée que l'avenir a démentie.

Dans un de ces entretiens, je lui disais que si ses désirs et ses espérances se réalisaient et détruisaient mes tristes prévisions, j'espérais que nous

verrions renaître ce royaume de Pologne si indignement détruit et partagé. Davoust me répondit que ce que je désirais était probable, puisqu'il avait de Napoléon la promesse de la vice-royauté de ce royaume, et que plusieurs de ses camarades avaient la promesse de starosties. Davoust tenait ce propos à tant de personnes, que toute la ville de Hambourg et tout le nord de l'Allemagne en avaient connaissance : je ne fus pas fâché de l'avoir amené, par le désir que je lui témoignai de voir rétablir ce royaume, à m'avouer qu'il serait sous sa domination, ce que j'étais loin de souhaiter aux Polonais. Mais je vis dans cette promesse, la cause de cette grande passion pour l'invasion de la Moscovie. L'humeur que me causa cet aveu ne me permit pas de lui taire que si on rétablissait, comme il l'entendait, ce royaume de Pologne, les Polonais pourraient bien trouver extraordinaire qu'on leur donnât pour chef un étranger, et que l'on distribuât aussi à des étrangers les plus belles propriétés de leur pays. — *Eh! bon Dieu peu importent leurs plaintes*, me dit Davoust, *le sabre triomphe de tout et arrange tout; tant pis pour les vaincus*. Je n'augurai rien de bon de pareils projets et de pareils principes. Mes opinions et mes sévères observations augmentèrent l'aversion qu'il avait pour moi.

Malgré ces assurances de Davoust sur les intentions de Napoléon, je les regardais encore comme un encouragement éventuel. Je conservais l'espoir de voir Napoléon marquer ses premiers pas sous lesquels naissait toujours la victoire, par le rétablissement de la Sarmatie; j'espérais que dans le cas où le royaume de Pologne surgirait de ses ruines, il choisirait une personne d'une famille illustre, environnée de l'estime et de la considération générale; qu'il aimerait cette nation ressuscitée, ferait une alliance avec elle, et porterait avec plus de sûreté son armée dans la capitale de la Russie orientale. D'après la connaissance que j'avais de son caractère et de ses desseins, je pensais qu'il obtiendrait par là l'objet de ses désirs. Il devenait encore l'aîné du roi qu'il aurait établi en Pologne, et je tâchais de le voir arriver à la conclusion d'une paix avantageuse et baptiser le czar du titre d'*empereur de Moscovie*. D'après ses bizarres idées sur son droit d'aînesse, ce changement de titre l'aurait rendu encore l'aîné de ce souverain, comme il s'imaginait l'être de l'empereur François second, parce qu'il l'avait contraint à changer son vieux titre d'empereur d'Allemagne contre celui d'empereur d'Autriche, qui remplaçait l'archiduc. Si ce qui était bien arrêté dans sa

tête se fût réalisé, il ne serait plus resté que le roi d'Angleterre, dont la famille régnante, la plus nouvelle de l'Europe, avant la révolution, aurait été d'une race royale plus ancienne que la sienne. Dieu sait ce que Napoléon eût entrepris pour arriver à ce dernier dégré de son inconcevable délire; n'espérant jamais conquérir l'Angleterre par la force, et ne pouvant la vaincre par des *systèmes*, il aurait mis tout en œuvre pour opérer un changement de dynastie; et son but, d'après ses idées, aurait encore été atteint. Quelque bizarre et quelque extravagant que ce but puisse paraître, il faut pourtant l'envisager comme un fait positif. L'âge qui avançait, les facultés morales qui diminuaient, n'eussent probablement pas permis l'exécution de ce *dernier* projet de son idée fixe. Mais à part l'Angleterre, c'eût été pour Napoléon, officier d'artillerie destitué en 1795, le comble du bonheur que d'être en 1812 l'aîné des souverains de l'Europe continentale. Comment avec de telles idées, secondées par de si grands talens et un immense pouvoir, ne pas faire des choses prodigieuses? et dans quelle cabane n'eût-on pas prononcé son nom pendant des milliers de générations?

Mais que fait Napoléon pour relever la Polo-

gne et l'enlever à ses ravisseurs? rien du tout. On a bien publié qu'après la paix de Tilsitt, en juillet 1807, il eut l'intention d'imprimer un grand mouvement à la Pologne, que d'immenses préparatifs avaient été faits pour arriver à ce but, mais que ses ordres furent mal exécutés. Il est facile d'excuser ainsi, toutes les fautes d'un grand homme, auquel on n'en veut trouver aucune, quoiqu'il soit homme. Qui pouvait s'opposer à la ferme volonté de Napoléon? On n'a que trop servilement exécuté ses ordres, même les plus injustes. Que de malheurs n'eût-on pas épargnés, si, au lieu d'exécuter en séides fanatiques ces ordres lancés dans les accès d'un délire ambitieux, on eût laissé au temps son action bienfaisante. Le malheur est que l'on ne se souvient jamais assez de cette vérité : « Le temps adoucit toutes les résolutions de la colère. »

C'était dans cette Pologne régénérée, que Napoléon devait trouver les moyens de réussir dans la gigantesque entreprise qu'avait créée son ambition. Il aurait, en marchant sur Moskow, assuré ses derrières et ses approvisionnemens, et, disons-le, sa retraite, que des revers pouvaient rendre possible, malheur qui n'a été que trop réalisé! Napoléon pouvait alors compter sur une

nation généreuse et brave, qui lui aurait dû sa nouvelle existence.

Lors du départ de Napoléon pour la campagne de Moskow, M. de Talleyrand touchait au moment d'être rappelé au ministère. Il en fut éloigné par les moyens si ordinaires des coteries, de la calomnie et de l'intrigue. Son esprit droit et sa grande connaissance de l'Europe l'eussent déterminé, je n'en fais aucun doute, à renouveler et à entretenir ces anciens sentimens, si fortement prononcés dans l'âme du *premier consul*, et qui n'étaient pas tout-à-fait éteints dans celle de l'*empereur*. M. de Talleyrand eût contribué avec autant de satisfaction que d'empressement à affaiblir, par un grand acte réparateur, la Russie, la Prusse et l'Autriche. Ce grand acte politique eût eu l'approbation et l'assentiment de tout ce qu'il y a d'hommes généreux. Mais la flatterie et l'adulation restaient en permanence auprès de Napoléon, et l'appât d'un vaste et beau pays à se partager, l'emporta sur les vrais intérêts de la patrie. Ainsi vont les affaires du monde; on dépouillait ceux qui avaient spolié, mais on n'en rendait rien au propriétaire.

L'empereur ayant été detourné, par des intrigues jalouses, d'emmener M. de Talleyrand

avec lui à Warsovie, ne voulut pas cependant n'avoir avec lui que M. Maret pour négociateur, s'il y avait quelque chose à faire, pour le rétablissement de la Pologne. Il avait nommé son aumônier M. l'abbé de Pradt, ambassadeur à Warsovie. M. de Pradt fut depuis archevêque de Malines, grand chancelier de la légion-d'honneur à la restauration, et il est devenu célèbre depuis qu'il n'est plus rien.

Si je n'avais pas autant de fois, à une époque où il n'avait nul intérêt à déguiser sa pensée, entendu Bonaparte s'exprimer, comme il le faisait toujours, sur le projet de rétablir le royaume de la Pologne; si je n'avais été à même d'apprécier, depuis, la variabilité de ses idées selon sa position, circonstance sur laquelle j'ai insisté au commencement de ce chapitre, j'aurais cru, en voyant la conduite de Napoléon avec les Polonais, qu'il avait voulu seulement, par des bruits avant-coureurs, favorables à leur réintégration, leur jeter en avant de vaines espérances, pour se faire chez eux un grand quartier-général, et les tromper par de faux semblans; en voyant même les premières lettres que je reçus alors de quelques généraux, mes amis, qui se trouvèrent avec l'armée sur la Vistule, j'éprouvai des doutes, mais bientôt je fus

détrompé par des renseignemens plus exacts, comme le fut la diète de Warsovie, après avoir conçu des espérances, que d'abord elle avait cru fondées.

En effet, lors de l'arrivée de Napoléon en Pologne, convaincue comme elle devait nécessairement l'être des sentimens de l'empereur, la diète de Warsovie déclara le royaume libre et indépendant. Elle regarda comme nuls les différens traités de partage qui avaient eu lieu, et certes, la diète avait le droit d'en agir ainsi. Elle comptait sur la force: l'adresse de la diète à Napoléon, dans laquelle elle manifestait ces principes, fut mal reçue par lui. Il mit exprès, dans sa réponse, du doute et de l'indécision : le motif n'en pouvait être blâmé. Il venait, pour s'assurer l'alliance de l'Autriche contre la Russie, de garantir à son beau-père l'intégralité de ses domaines. Napoléon déclarait ne pouvoir prendre part à un mouvement quelconque, ni à une résolution qui pourrait troubler l'Autriche, dans la possession des provinces polonaises, qui faisaient partie de son empire. Ç'aurait été, disait-il, se détacher de son alliance avec l'Autriche, et la jeter dans les bras de la Russie. Quant aux provinces polono-russes, Napoléon déclarait qu'il verrait ce qu'il ferait, si la provi-

dence permettait le succès de leur bonne cause. Ces expressions, vagues et obscures, ne disaient pas même ce qu'il ferait pour les Polonais, si le succès couronnait ses vastes entreprises. Elles jetèrent la défiance chez les Polonais, et les choses n'eurent aucune suite.

Je terminerai ces réflexions sur l'affaire de la Pologne, par une courte observation, toute à l'excuse de Napoléon, et qui me paraît de quelque valeur. La Pologne, comme on le sait, fut partagée successivement entre trois puissances : la Russie, l'Autriche et la Prusse. Napoléon a été en guerre avec chacune de ces trois puissances, mais jamais avec ces trois puissances à la fois. En 1805, il combattait l'Autriche et la Russie, mais la Prusse était neutre; en 1806, il combattait la Prusse et la Russie, mais l'Autriche était neutre; en 1809, il combattait l'Autriche, mais la Prusse et la Russie étaient neutres, ou plutôt alliées; enfin, en 1812, il combattait la Russie, mais l'Autriche et la Prusse étaient ses alliées: donc, il n'a jamais pu profiter de ses victoires pour rétablir la Pologne, sans froisser les intérêts des neutres ou de ses alliés; donc je serais tenté de conclure que non-seulement il n'a pas eu la volonté

forte, qui aurait triomphé de tout, mais non plus la possibilité de réaliser les rêves et les projets de vengeance, dont sur les bords du Nil il voulait consoler la mémoire de Sulkowski.

CHAPITRE X.

Empire des illusions sur Bonaparte. — Les Russes et les Parthes. — Impatience du caractère de Napoléon. — L'emploi et la valeur du temps. — Vaine espérance de se voir demander la paix. — Propositions rejetées, et refus d'Alexandre d'entrer en négociations. — Décrets de Moskow sur le théâtre français. — Motifs de ces décrets. — Deuils nombreux dans Paris, et le canon des Invalides. — Désastres de l'armée. — Conspiration de Mallet. — Impossibilité de succès. — Commencement de réussite. — L'acte d'un fou. — Détails sur les intrigues des conjurés. — Le duc de Rovigo à la Force. — Je trouve au ministère Lahorie se faisant faire un habit de ministre. — Mallet chez le général Hulin. — Arrestation de Mallet. — Quatorze condamnés. — Approbation de Napoléon. — Inquiétudes impériales. — Destitution de Frochot pour un mot entendu. — Arrivée de la nouvelle à l'empereur à Smolensk. — Rapp présent, et détails qu'il me donne. — L'empereur mécontent. — Appréciation de son pouvoir. — Besoin de revoir Paris. — Véritables motifs du départ de Napoléon. — Fausses accusations. — Réflexions sur la tentative de Mallet. — Le vingt-neuvième bulletin.

Le caractère de Bonaparte offrait les plus inex-

plicables disparates; bien qu'il fût l'homme le plus positif qui ait peut-être jamais existé, je n'en ai point connu qui se laissât plus facilement entraîner au charme des illusions; en bien des circonstances, désirer et croire étaient pour lui une seule et même chose. Jamais il ne se fit plus d'illusions que dans les premiers temps de la campagne de Moskow, quoique cependant l'espèce de défense négative que firent d'abord les Russes en se retirant sans cesse devant la marche triomphante de notre armée, à la manière des anciens Parthes, eût dû lui ouvrir les yeux sur le résultat sinon certain, au moins possible, de ce mouvement rétrograde qui ne pouvait résulter que d'un calcul. L'incendie des villes et des villages dans les lieux abandonnés par les armées d'Alexandre semblait cependant prouver assez clairement que les Russes voulaient nous attirer dans le cœur de leur empire, et l'opinion de tous les hommes sages, avant même les désastres inouïs qui marquèrent la plus épouvantable retraite dont l'histoire ait à conserver le souvenir, fut unanime sur ce point que l'empereur aurait dû passer l'hiver de 1812 à 1813 en Pologne; y fonder, ne fût-ce que provisoirement, comme une grande succursale de son empire, afin de continuer au printemps sui-

vant le cours de sa vaste entreprise. Mais l'impatience de son caractère le poussait en avant, pour ainsi dire à son insu, comme s'il eût été soumis à l'influence d'un démon invisible plus fort encore que son génie. Ce démon était l'ambition. Lui qui connaissait si bien la valeur du temps, il ne savait pas assez quelle est sa puissance et ce que souvent l'on gagne à savoir attendre; il aurait pourtant dû voir dans les Commentaires de César, dont il faisait sa lecture favorite, que César ne fit pas en une seule campagne la conquête des Gaules.

Une autre illusion que se fit Napoléon pendant la campagne de Moskow, et à cet égard, je conviens que l'expérience du passé le rendait peut-être excusable, ce fut de croire que l'empereur Alexandre lui proposerait la paix, quand il le verrait à la tête de son armée sur le territoire russe; mais l'incendie de Moskow lui révéla que c'était une guerre à mort; et lui, habitué à recevoir les propositions de ses ennemis vaincus, il eut la douleur de voir les siennes rejetées pour la première fois. L'empereur Alexandre, en effet, ne voulut pas entendre parler de négociations. Selon moi, le séjour prolongé de Napoléon à Moskow, ne peut s'expliquer que par cette croyance illusoire que le cabinet russe changerait d'avis, et consen-

tirait enfin à traiter de la paix. Quant à ses réglemens sur la Comédie française, datés de Moskow, ce ne fut qu'une petite fourberie de sa politique, pour donner le change aux habitans de Paris sur le véritable état de sa situation dans l'ancienne capitale des Czars. Puisque l'empereur, devait-on dire, a le loisir de s'occuper des jeux de la scène, c'est que sa fortune lui est fidèle, c'est que tout va au gré de ses désirs; et une pareille croyance, ingénieusement répandue par les directeurs de l'esprit public, venait merveilleusement à l'appui des fictions dont il embellissait les bulletins de la grande armée. Ces bulletins, quoique mensongers sur beaucoup de points, étaient attendus avec une vive impatience; et quelle femme, quelle mère, ayant son mari ou un fils à l'armée, pouvait, sans un battement de cœur, rompre la bande du Moniteur! En effet, que de familles perdirent leur appui ou leur espérance dans cette série de revers! jamais plus de larmes ne furent versées; et que c'était un vain bruit que celui du canon des Invalides, annonçant une victoire, pour tous ceux qui, dans le silence de leur retraite, s'occupaient douloureusement à des préparatifs de deuil! On peut se le rappeler, pendant près de six mois la quantité des habits de deuil fut une chose frappante dans tout Paris.

Quoi qu'il en soit, après un séjour trop longtemps et inutilement prolongé à Moskow, Napoléon en partit dans le dessein d'aller après cette pointe sur une capitale en cendres prendre ses quartiers d'hiver en Pologne ; mais la destinée allait se déclarer contraire à Napoléon, et dans cette épouvantable retraite, la rigueur du climat se montra d'accord avec les Russes pour détruire les restes de l'armée la plus formidable que l'on ait jamais vu obéir à un seul chef; et pour trouver dans l'histoire une catastrophe comparable aux désastres de la Bérésina, il faudrait remonter jusqu'à la perte des légions de Varus.

Malgré la tristesse générale répandue dans Paris, malgré les inquiétudes fondées de tant de familles, et les prévisions de ceux qui, éclairés par l'expérience, lisaient dans l'avenir, la capitale était tranquille, lorsque, par un singulier effet du hasard, le jour même où Napoléon évacuait Moskow incendié, eut lieu à Paris l'inconcevable et extravagante entreprise de Mallet. Ce général, qui avait toujours professé des principes républicains, doué d'ailleurs d'un caractère assez élevé, après avoir été emprisonné, avait obtenu l'autorisation du gouvernement de vivre à Paris dans une maison de santé située près de la barrière du Trône.

Les causes de son arrestation avaient eu quelque chose de semblable à celles qui lui coûtèrent la vie ; on l'avait arrêté pour avoir manifesté de mauvaises intentions contre le gouvernement impérial, lorsqu'en 1807, Napoléon était occupé en Prusse, et se disposait à aller au-devant des Russes. Mallet était d'ailleurs un homme sans aucune importance politique, sans antécédens, sans partisans, privé de l'appui des corps constitués. Il était du nombre de ceux que Bonaparte appelait, alors même qu'il était encore consul, *les grognards de la république*. Cet aventurier s'imagina qu'il allait renverser la puissance de Napoléon, détruire l'empire, rétablir un gouvernement populaire ; et, pour ne point laisser de prise à ceux qui auraient été tentés de l'accuser d'ambition, il borna ses actes de folie à se nommer gouverneur de Paris.

C'était bien mal connaître l'esprit et les besoins de la France, que de vouloir, pour remplacer l'empire, malgré ses fautes, lui faire succéder un gouvernement populaire, le pire de tous les gouvernemens, sans en excepter le gouvernement absolu, dont, pourtant, on sait bien que je ne puis pas être partisan, tant j'ai appris à en connaître les funestes effets. Que pouvait Mallet ? ab-

solument rien, et si son gouvernement eût duré trois jours, il eût éprouvé une chance plus favorable que celle à laquelle il devait raisonnablement s'attendre. Il disait l'empereur mort ? mais une estafette arrivée de Russie, arrêtait tout, ressuscitait Napoléon ; et les proclamations dans lesquelles Mallet tuait Bonaparte, s'en allaient être couvertes de confusion, aussi bien que leur auteur. Son entreprise ne fut que l'acte d'un fou. On était trop las de troubles pour se jeter dans les bras d'un Mallet, d'un Laborie, qui avait figuré d'une manière si honteuse dans le procès de Moreau. Cependant, malgré l'évidente impossibilité du succès, il faut avouer que beaucoup de ruse et une grande adresse accompagnèrent le commencement d'exécution de ces ineptes conjurés. Personne n'étant dans leur confidence, ils ne pouvaient avoir aucun plan d'arrêté, et quels partisans, d'ailleurs, auraient pu trouver des hommes nuls, sans consistance, méprisés même, pour opérer un changement dans le gouvernement de la France!

Que fait Mallet ? Il rêve dans sa retraite ; dans ses rêveries il se persuade que si l'on peut accréditer le bruit de la mort de Napoléon, le succès de son entreprise est infaillible. Le monde est pour lui dans sa prison ; s'il devient libre, la

France va l'être! Dès-lors Napoléon a cessé de vivre le huit d'octobre. La nouvelle officielle en est arrivée à lui pauvre détenu, et aucun des chefs du gouvernement ne l'a reçue; mais il va agir par surprise. Le vingt-deux d'octobre il s'évade de sa maison de santé, il se rend chez le colonel Soulier qui commandait la dixième cohorte de la garde nationale. La caserne occupée par cette cohorte était située précisément derrière la maison de santé de Mallet. Jusqu'ici tout va bien.

Mallet s'était muni d'une foule de faux ordres, qu'il avait fabriqués et signés. Il s'annonça à Soulier sous le nom du général *La Motte*, disant qu'il venait de la part du général *Mallet*.

Le colonel Soulier, apprenant que l'on avait perdu l'empereur, fondit en larmes : il donna immédiatement l'ordre à l'adjudant de la cohorte de l'assembler et de se rendre aux ordres du général La Motte, auquel il eut même la bonhomie de demander pardon de ce que son état ne lui permettait pas de se lever. Il était alors deux heures du matin. On lut à la troupe, à la lumière, les pièces fabriquées sur la mort de l'empereur et sur la nouvelle forme du gouvernement. Mallet partit alors en toute hâte avec douze cents hommes.

Cela se passait au mois d'octobre. Mallet mar-

cha avec sa colonne à la Force; se fit ouvrir cette prison, et en retira les sieurs Guidal et Lahorie, qui y étaient détenus. Lahorie était arrêté par ordre de l'empereur, parce qu'il avait voulu se débarrasser, en l'envoyant en Amérique, de ce misérable agent de la conspiration Georges. Il allait être transporté à Nantes. Guidal avait été arrêté dans les environs de Marseille, comme soupçonné d'un vil espionnage pour l'amiral anglais qui se trouvait devant Toulon. On allait le transférer à Marseille, pour y être jugé; mais le hasard voulut qu'un retard involontaire dans l'exécution de l'ordre, le rendît le troisième acteur de cette échauffourée.

Après avoir embrassé Lahorie et Guidal, Mallet leur annonça la mort de l'empereur, le changement de gouvernement; leur communiqua ses ordres et leur donna rendez-vous à l'hôtel-de-ville. Par suite de ces ordres, le ministre et le préfet de police furent arrêtés dans leur hôtel.

J'étais alors à Courbevoie; j'en revenais ce jour-là, comme cela m'arrivait souvent, pour déjeuner chez le ministre de la police. On peut juger de ma surprise, lorsque le portier m'annonça et l'arrestation du duc de Rovigo, et sa translation dans la prison de la Force. Je pénétrai

dans les appartemens, et l'on m'informa, à mon grand étonnement, que le nouveau ministre éphémère était occupé à se faire prendre mesure de son nouvel habit. Un tel acte caractérisait si complètement le conspirateur, que je sus tout de suite à quoi m'en tenir.

Le ministre de la guerre allait être aussi arrêté. Mais Lahorie courut appeler le général Guidal qu'il avait d'abord chargé de cette opération, et l'atteignit avant qu'il ne fût arrivé à l'hôtel du ministre. On croit qu'il avait besoin du secours du détachement confié à Guidal, pour agir avec plus de sûreté et de succès contre le ministre de la police, le duc de Rovigo. Ainsi cette circonstance seule du besoin de la petite troupe au quai Malaquais, empêcha le ministre de la guerre d'aller faire un tour à la Force, comme son collègue.

Mallet, de son côté, se rendit chez le général Hulin qui commandait Paris. Il lui déclara qu'il était chargé par le ministre de la police de l'arrêter, et de mettre les scellés sur ses papiers. Hulin lui demanda d'exhiber son ordre. Hulin entra dans son cabinet où Malet le suivit, et, au moment où Hulin se retournait pour s'expliquer avec Mallet et examiner ses pièces, celui-ci lui

tira un coup de pistolet dans la figure. Hulin tomba; mais la balle entra dans la joue, sans le tuer. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que le capitaine, dont Mallet s'était fait suivre, et qui l'accompagnait chez Hulin, ne trouva rien dans tout cela que de fort ordinaire, qu'il ne bougea pas, et que Mallet se rendit fort tranquillement chez l'adjudant-général Doucet. Le hasard voulut qu'un inspecteur général de police fût venu pour des renseignemens à l'état-major général où se passaient ces scènes. Il reconnut Mallet, et l'interpella, comme un homme sous sa surveillance, en lui déclarant qu'il ne devait pas sortir de sa maison de santé, sans qu'il allât le chercher, ou l'envoyât chercher, et il donna l'ordre de l'arrêter provisoirement.

Mallet, voyant qu'il était perdu, voulut prendre dans sa poche un pistolet; mais on s'aperçut de son mouvement, et trois personnes, qui étaient avec lui, l'empoignèrent et le désarmèrent.

Ainsi finit cette conspiration, remarquable par son succès de quelques heures, et par une fin tragique plus rapide encore; conspiration qui, véritable folie, n'en coûta pas moins la vie à quatorze personnes. Excepté Mallet, Guidal et Laborie, les onze autres n'étaient que des machines

obéissantes et des dupes. On a dit, dans le temps, et répété depuis, que si l'empereur eût été à Paris, cette exécution n'eût pas été si considérable. On a ajouté qu'il fut alarmé du nombre des exécutions, et qu'il s'était écrié : « C'est un massacre, « c'est une fusillade!... Quelle impression cela « va-t-il faire dans Paris ? » Tout cela est inexact : il est certain que Napoléon apprit avec plaisir cette punition sévère et prompte d'un attentat à son pouvoir. Il avait autant d'humeur contre cette audacieuse entreprise, que de mépris pour la facilité avec laquelle elle s'exécuta; et, certes, la sévérité qui a succédé à l'imprévoyance et à la faiblesse, ne l'a pas trop dédommagé des inquiétudes que lui ont inspirées ces événemens. Il était toujours plus effrayé de l'intérieur que du dehors, et il savait bien que s'il avait des armes contre les rois, il n'avait aucun pouvoir contre l'opinion publique. Il a volé à plus d'une victoire, pour avoir un moyen de plus de réagir sur la France. Vainqueur au dehors, inquiet au dedans, tout rassemblement de peuple, toute assemblée puplique, le faisaient trembler. Que devait-ce être dans la crise où il se trouvait ?

On connaît le sort, qu'attirèrent sur l'estimable M. Frochot, préfet de la Seine, ces deux mots

qui lui furent adressés par un employé de la préfecture, qui le rencontra revenant à Paris : *Fuit imperator*. Victime d'une crédulité bien naturelle, car enfin l'empereur n'était pas immortel, il éprouva une destitution de colère, qui indigna tout le monde. L'opinion publique lui a rendu justice, et il en a reçu depuis un témoignage honorable de la part du conseil général du département de la Seine.

Telle fut la conspiration de Mallet, et tel fut le sort de ce fou et de ses complices. Cet événement ne produisit pas un très-grand effet dans Paris, au moment où il se passa, parce que l'on en apprit l'issue presque en même temps que la nouvelle; mais les oisifs se divertirent beaucoup de ce que le ministre et le préfet de la police avaient été mis en prison, par des hommes qui, la veille encore, étaient leurs prisonniers. Le lendemain, j'allai voir Savary, que je trouvai encore tout stupéfait de sa mésaventure. Il savait déjà que l'on se moquait de lui dans Paris à cause de son arrestation, quoiqu'elle n'eût duré qu'une demi-heure. C'était Guidal qui s'était présenté à son hôtel, accompagné de Lahorie, ils l'avaient saisi en chemise, l'ayant trouvé couché, et ne lui laissèrent qu'à grand-peine le temps de s'habiller;

toute défense de sa part aurait été inutile, et il fit en cette circonstance ce que tout autre aurait fait à sa place.

L'empereur ayant, comme je l'ai dit, quitté Moskow, le jour même de l'échauffourée de Mallet, c'est-à-dire le dix-neuf d'octobre, ce fut à Smolensk qu'il en apprit la nouvelle. Rapp, qui avait été blessé avant d'entrer à Moskow, mais dont les blessures à peu près guéries lui avaient permis de revenir avec Napoléon, était auprès de lui, quand on lui remit les dépêches qui contenaient le récit des événemens dont Paris venait d'être témoin. Rapp m'a assuré depuis que Napoléon fut très-agité en les lisant. Il s'emporta contre l'inutilité et l'impéritie de la police, accusa la négligence de Savary, et en cette circonstance il avait tort; si Savary n'avait pas découvert la conspiration de Mallet, cela prouvait seulement qu'il ne l'avait pas faite, car toutes les fois qu'une police quelconque vient dire à un souverain qu'elle a découvert une conspiration, il peut être sûr que cette police y était pour quelque chose. « Napoléon ne se contenta pas, me dit Rapp, de se plaindre de la négligence des agens de son autorité. « Voilà donc, me dit-il, à quoi tient mon « pouvoir? Quoi?... Il est donc bien aventuré s'il

« suffit d'un seul homme, d'un détenu, pour le « compromettre! Ma couronne est donc bien peu « affermie sur ma tête, si, dans ma capitale même, « un coup de main hardi de trois aventuriers « peut la faire chanceler! Rapp, un malheur n'ar- « rive pas seul; c'est le complément de ce qui se « passe ici. Je ne puis pas être partout, mais il « faut que je revoie ma capitale; ma présence y « est indispensable pour remonter l'opinion. Il me « faut des hommes et de l'argent; de grands suc- « cès, de grandes victoires répareront tout. Il faut « que je parte. »

Tels furent les motifs qui déterminèrent l'empereur à quitter le plus promptement possible son armée. Ce n'est pas sans indignation que j'ai vu des gens donner pour cause à son départ précipité la lâcheté, la faiblesse, la crainte. Lui, craindre! lui, lâche ou poltron! Eh! vraiment vous le connaissez bien! Il n'était jamais plus heureux que sur un champ de bataille, plus tranquille qu'au milieu des dangers; mais dites qu'il tremblait à la seule idée d'une phrase louche dans un pamphlet, et vous aurez raison. Au surplus, j'ai toujours conçu la vive inquiétude qui s'empara de lui en apprenant l'entreprise de Mallet; les réflexions qu'il fit devant Rapp, il comprit que le public pouvait les faire;

que l'effet moral d'une pareille tentative était à redouter puisqu'il tendrait à faire évanouir ces prestiges de force et de stabilité dont tous ses efforts avaient pour but d'entourer son gouvernement. Et qu'eût-ce été, si, moins précipité dans son aventureuse conspiration, Mallet l'eût retardée, si elle eût coïncidé avec l'arrivée à Paris de ce fameux vingt-neuvième bulletin, qui jeta dans la capitale une consternation telle que l'on n'en avait pas vue depuis son avènement au pouvoir; bulletin qu'il eut l'audace de terminer par cette assurance insolente: *l'empereur se porte bien !*

CHAPITRE XI.

Murat abandonnant l'armée. — Ney et Eugène. — Facilité des Italiens à supporter le froid. — Arrivée de Napoléon à Paris.—Fouché à Paris, et craintes du duc de Rovigo.— Suites de l'affaire Mallet, et destitution de M. Frochot.— Mépris des formes légales. — Besoin de Napoléon de réparer ses pertes. — Plaintes universelles. — Activité incroyable, et création d'une nouvelle armée.—Institution des gardes d'honneur. — Fausse position du roi de Prusse. — Défection du général Yorck, et condamnation simulée. — Inquiétudes de Napoléon. — Convocation d'un conseil privé. — Les sages avis rejetés, et la guerre résolue. — Situation de l'Espagne. — Faiblesse et rétractation du pape. — Le comte Louis de Narbonne à Vienne.— Négociations inutiles.— Second conseil privé. — La vieille étiquette. — La régence déférée à l'impératrice. — Marie-Louise et la reine Blanche.

Ce fut pour les causes que j'ai dites dans le chapitre précédent que Napoléon revint précipitamment à Paris, laissant d'ailleurs les débris de son armée aux soins des plus habiles généraux, de Murat, qui avait commandé la cavalerie avec tant

de gloire, mais qui abandonna l'armée pour retourner à Naples; de Ney, le héros encore plus que le prince de la Moskowa, dont le nom sera éternel dans les fastes de la gloire, et la mort éternelle aussi dans les vengeances de parti. Eugène, plus qu'aucun autre chef, sut maintenir une sorte de discipline parmi ses Italiens, au milieu du désordre général, et l'on a remarqué que les soldats du midi, engagés dans la cruelle campagne de Moskow, supportèrent mieux que les soldats nés sous des climats moins chands, la rigueur du froid, comme si la nature avait donné aux hommes habitués à une température extrême la faculté de supporter la fatigue d'une température opposée.

Napoléon arriva à Paris le 19 de décembre à huit heures du soir, accompagné de Caulaincourt, dont le frère avait été tué à la bataille de la Moskowa. Caulaincourt l'ayant accompagné, venait par conséquent de passer quinze jours en tête-à-tête avec lui. Je sus que l'empereur revenait fort mal disposé contre Savary, à cause de l'affaire de Mallet, et quoique Caulaincourt ait constamment cherché à le disculper, Napoléon n'en était pas moins prévenu contre son ministre, qui n'avait pas plus à se reprocher la conspiration de trois

fous, que Bonaparte le froid qui avait détruit son armée. Cependant, dans Paris, on croyait généralement à la destitution du duc de Rovigo, et la présence de Fouché à Paris contribuait à donner du poids à cette croyance. Il n'en fut rien, et, appréciant mieux les choses de près que de loin, Napoléon dit, entre autres choses, sur l'arrestation du ministre de la police, que lui-même était chaque jour à la merci du chef de bataillon qui commandait le poste de sa garde aux Tuileries. Napoléon, également prévenu contre M. Pasquier, préfet de police, n'usa d'aucune sévérité envers lui; toute sa colère tomba sur M. Frochot, pour qu'il y eût quelqu'un de destitué, et il le remplaça par M. de Chabrol, gendre de l'architrésorier, et alors préfet de Savone, où il avait su concilier les devoirs que lui imposaient ses fonctions avec ceux que lui inspiraient, comme homme, les vertus et les malheurs du pape, pendant sa longue résidence dans le chef-lieu du département de Montenotte. J'avais eu quelquefois l'occasion de voir M. de Chabrol, attaché en qualité d'ingénieur des ponts et chaussées, à l'expédition d'Égypte; je l'ai revu depuis, surtout à l'époque de la restauration, et je n'ai jamais eu qu'à me louer de mes relations avec lui.

Le retour de Napoléon à Paris ne ressembla pas

à ses retours précédens, après les deux campagnes de Vienne et la campagne de Tilsitt, quand il revenait chargé de lauriers, et rapportant la paix pour prix de ses triomphes. On ne manqua pas de remarquer que le premier grand désastre qu'il eût éprouvé avait accompagné la première entreprise qu'il eût tentée depuis son mariage avec Marie-Louise, et alors plus que jamais ce fut une croyance populaire que la présence de Joséphine lui avait porté bonheur, et, superstitieux comme il l'était quelquefois, je ne voudrais pas jurer qu'il n'accueillit jamais au fond de son âme ce préjugé répandu dans le peuple.

Ce fut à dater de cette époque que Napoléon ne garda plus même les apparences légales dans les actes de son gouvernement. Il se jeta dans l'arbitraire, pensant que les circonstances graves où il se trouvait excuseraient tout. Au milieu de ses revers, il avait vu avec une sorte de satisfaction les États-Unis d'Amérique déclarer la guerre à l'Angleterre, quoique ce fût une bien faible compensation aux pertes qu'il avait faites sur le Continent. Son activité naturelle, loin de l'abandonner, sembla prendre un accroissement nouveau dans la crise où il était engagé. La volonté forte de réparer ses revers, la nécessité d'user de grands

moyens, le besoin de détourner l'attention publique des désastres de l'armée française à la Bérésina, d'obliger le monde à s'entretenir des victoires nouvelles qui lui apparaissaient comme non douteuses dans un prochain avenir, le désir de faire cesser les plaintes qui s'élevaient de toutes parts comme un concert universel, toutes ces causes le déterminèrent à lever des impôts illégaux, pensant que la fin justifierait les moyens, et à recourir enfin à des mesures condamnables sous tous les gouvernemens.

Quelque inexplicables qu'aient été les moyens employés alors par l'empereur pour se procurer des ressources, il est juste, tout en le blâmant, de reconnaître que c'était une nécessité de son système de gouvernement, et qu'il donna une impulsion rapide et presque incroyable à tout ce qui pouvait réparer ses pertes et lui donner encore une attitude capable de résister à ses ennemis, et de ramener la victoire sous ses drapeaux. Tout marche de front : on crée une artillerie nouvelle ; des hommes sont appelés par masses, les plus grands sacrifices sont exigés, et, pour ainsi dire, arrachés par la puissance encore magique de Napoléon ; l'œil de l'empereur est partout.

On obéissait ; mais que de plaintes dans toute

l'étendue de l'empire! Je les entendis retentir à Paris, où tant de familles furent consternées par le rappel frauduleux d'un grand nombre de jeunes gens qui avaient satisfait aux exigences de la conscription. Tel d'entre eux avait payé un remplaçant jusqu'à la somme énorme de quinze mille francs, qui dut servir de sa personne, sous le titre de garde d'honneur ; car ce fut à cette époque que Napoléon créa les gardes d'honneur : création qui jeta une sorte de terreur dans les classes les plus élevées et les plus riches de la société, que cette mesure atteignait particulièrement. J'appris par les correspondans que j'avais conservés sur divers points de l'Europe, que cette levée d'un genre nouveau déplut surtout en Hollande, où un malheureux père offrit les sacrifices les plus considérables pour sauver son fils, sans pouvoir fléchir Napoléon, qui dès lors commença à croire que le dernier homme et le dernier écu étaient sa propriété.

Cependant, quelle que fût l'activité de Napoléon à pressurer la France et à organiser des corps nouveaux, les malheurs de la campagne de Russie s'appesantissaient de jour en jour sur sa cause, et la rendaient de plus en plus douteuse. Le roi de Prusse avait été contraint de jouer un

rôle qui ne convient qu'à la faiblesse en s'alliant à la France, au lieu de se déclarer ouvertement pour la cause de la Russie, qui était la sienne. Alors eut lieu la défection du général Yorck, qui, comme l'on sait, commandait le contingent prussien dans l'armée de Napoléon, et dont la division faisait partie du corps d'armée placé sous le commandement du maréchal Macdonald. Je n'oserais trop caractériser la conduite que tint le roi de Prusse lors de cette défection, qui donnait aux autres alliés de Napoléon un exemple que tous finirent par suivre. Le roi de Prusse, bien certainement satisfait intérieurement de la conduite du général Yorck, le fit juger et condamner comme ayant agi contre sa volonté, et, peu de temps après, ce prince commandait en personne ses armées tournées contre les nôtres.

La défection des Prussiens produisit surtout un fâcheux effet moral. Avec les innombrables levées d'hommes que l'on enrégimentait de toutes parts, quelques milliers d'hommes de plus dans les rangs ennemis n'avaient pas une grande importance matérielle. Mais c'était un signal, et ce signal ne laissait pas de doute en France sur les dispositions de nos alliés en Allemagne. On vit bien que cette défection en entraînerait d'autres. Napoléon, que

sa sagacité n'abandonnait jamais dans les plus grands embarras, comprit tout ce que cet événement portait de chances funestes pour l'avenir. Il assembla un conseil privé, composé des ministres, des ministres d'état, et de quelques grands officiers de sa maison. M. de Talleyrand, Cambacérès et le président du sénat y furent appelés. Napoléon leur demanda si, dans une conjoncture pareille, et qui compliquait les difficultés de notre position, il fallait entrer en négociation ou se préparer à une guerre nouvelle. Cambacérès et M. de Talleyrand se prononcèrent pour la paix que Napoléon, avec son caractère, ne pouvait pas vouloir après une défaite, aussi ne furent-ils point écoutés. Mais le duc de Feltre, sachant comment il fallait toucher la corde sensible dans l'âme de Bonaparte, osa dire qu'il regarderait l'empereur comme déshonoré s'il consentait à l'abandon du moindre village réuni à l'empire par un sénatus-consulte. Voilà ce qui s'appelle parler! aussi son opinion fut-elle adoptée, et la guerre continua. Ce n'est pas, je l'avoue, que, dans mon opinion personnelle, je blâme autant Napoléon d'avoir hésité à traiter alors que de ne l'avoir pas fait sérieusement et de bonne foi à Dresde, lorsque les journées de Lutzen et de Bautzen eurent réparé l'honneur de nos armes,

et prouvé qu'à la retraite de Moskow la rigueur du climat nous avait plus vaincus que les Russes.

Pendant les grands préparatifs de l'empereur pour la nouvelle campagne qu'il allait entreprendre, les affaires d'Espagne n'étaient signalées ni par de grands revers, ni par de grands succès. Le moment de l'évacuation de la Péninsule n'était pas encore arrivé. L'Espagne présentait le tableau d'un vaste incendie prêt à s'éteindre faute d'alimens.

Lors du retour de Napoléon à Paris, le pape était toujours à Fontainebleau. Il se détermina à accéder à un arrangement et à signer un acte, qui selon l'empereur devait mettre fin à leurs longs différens. Comme il avait été circonvenu par quelques membres du clergé, il voulut bientôt se rétracter, circonvenu de nouveau par ceux des cardinaux qui avaient précédemment encouru la disgrâce de l'empereur, et qu'on lui avait rendus. Il renia alors l'espèce de nouveau concordat auquel il avait accédé par faiblesse, et Napoléon, occupé alors d'affaires bien autrement importantes pour lui, envoya sans façon promener le Saint-Père, et fit publier l'acte consenti par le pape. Mais, dans la position où les chances malheureuses de la dernière guerre avaient placé

Bonaparte, il n'eut pas le loisir de faire une longue attention aux nouvelles difficultés que suscitait Pie VII. On peut dire qu'alors il était tout entier de l'autre côté du Rhin. Il était malheureux, et les puissances qui lui étaient le plus intimement alliées, se séparèrent de lui, comme il aurait dû s'y attendre, et l'Autriche ne fut pas la dernière à imiter l'exemple donné par la Prusse.

Dans ces circonstances difficiles, l'empereur, qui depuis quelque temps avait su apprécier l'esprit, l'adresse, la dextérité du comte Louis de Narbonne, l'envoya à Vienne, en remplacement de M. Otto. Napoléon savait que l'empereur d'Autriche, ayant vu l'armée prussienne se joindre aux armées russes qui s'avançaient vers la Bohême, se disposait à se joindre à ces armées combinées; il espérait encore prévenir un rapprochement si redoutable pour lui; mais M. de Narbonne ne fut point écouté dans ses propositions pacifiques. L'occasion de se venger sans danger, était trop belle, pour que l'Autriche la laissât échapper.

Alors Napoléon vit clairement, que puisque l'Autriche l'abandonnait, en refusant son contingent, bientôt elle allait prendre parti contre lui, et que, bientôt, il aurait l'Europe entière à combattre; mais son audace en fut étonnée sans en

être intimidée. Cependant une partie des princes de la confédération du Rhin lui demeurait encore fidèle, et lui, ses préparatifs étant terminés, il songea enfin à aller reprendre en personne le commandement de son armée, miraculeusement renouvelée. Mais cette fois, avant de partir, Napoléon, effrayé par le souvenir de la tentative de Mallet, et voulant s'assurer que de pareilles entreprises n'auraient pas lieu en son absence, ne déposa pas, comme il l'avait toujours fait précédemment, pendant ses absences, les rênes du gouvernement intérieur, entre les mains du conseil des ministres, présidé par l'archi-chancelier. Il confia la régence de l'empire à l'impératrice Marie-Louise, et l'entoura d'un conseil de régence. Or, comme jamais l'ancien régime n'a été plus vivace que sous l'empire, où tout se modelait sur la tradition des vieilles étiquettes, on se mit à compulser les chartes de l'ancienne monarchie, pour savoir ce qui avait eu lieu, aux différentes époques de l'histoire où le gouvernement de l'état avait été confié à des régentes. Ce beau travail, renouvelé des trois races des rois de France, étant terminé, Napoléon convoqua un nouveau conseil privé, où Marie-Louise fut reçue avec tout le cérémonial possible, et dans lequel l'empereur délégua son

pouvoir à la fille de l'empereur d'Autriche, comme Saint-Louis partant pour les croisades le déposait entre les mains de la reine Blanche. Mon successeur auprès de Napoléon, M. de Mennevalle, fut placé par lui, auprès de la régente, avec le titre de secrétaire des commandemens, et certes il ne pouvait faire un meilleur choix.

CHAPITRE XII.

Insurrections partielles.—Napoléon-Ville.— M. de Steuve, agent de la cour de Russie à Altona. — Mécontentement des habitans et excitations à la révolte. — Soulèvement de la populace à Hambourg. — Incendie des postes français. — Pillage de bâtimens chargés. — Les autorités françaises respectées. — Inaction des autorités. — Papiers emballés. — M. de Chaban et le général Carra-Saint-Cyr. — Commission militaire spéciale. — Révolte à Lubeck. — M. Humbert de Flogny. — Mauvaise conduite de quelques agens français. — Insurrections générales dans les campagnes. — Un sous-préfet sauvé de la fureur du peuple. — Le préfet de Hambourg, et aliénation mentale. — Faux bruit sur l'approche d'un corps d'armée russe. — Exécutions, horreur et indignation. — Dissolution de la commission militaire. — Les troupes françaises repliées sur Hambourg.—Évacuation de Hambourg par les autorités françaises.— Mécontentement de l'empereur. —Griefs contre le général Carra-Saint-Cyr. — Belle défense de Magdebourg par Lemarrois. — Intrigues couronnées de succès. — M. Leroy victime de sa bonne conduite.

Long-temps avant que Napoléon partît de Paris

pour rejoindre son armée, dont le gros était en Saxe, des insurrections partielles s'étaient manifestées sur plusieurs points. Quoiqu'il eût fait construire dans la Vendée une ville nouvelle, sous le nom de Napoléon-Ville, on parlait de troubles dans la Vendée, mais il ne s'agissait que de quelques rumeurs peu inquiétantes, et l'intérieur de l'ancienne France était encore dans un état de tranquillité satisfaisant. Mais il n'en était pas de même des provinces annexées par la force aux extrémités de l'Empire, surtout dans le nord, et particulièrement dans ces malheureux pays Anséatiques auxquels, depuis ma résidence à Hambourg, je n'ai jamais cessé de porter le plus vif intérêt. Non-seulement j'y fis, comme je l'ai dit, plusieurs voyages depuis l'époque où mes fonctions avaient dû cesser, mais j'y entretins des correspondances si intimes et si sûres, que je puis garantir comme si je l'avais vu, ce que j'ai encore à dire des événemens qui se passèrent dans ces provinces au commencement de 1813 et plus tard. Tous ces faits me furent encore confirmés, quand Louis XVIII me donna en 1815 une mission pour Hambourg.

M. de Steuve, agent de la cour de Russie, qui vivait à Altona, en apparence comme simple

particulier, profita de l'exaspération qu'avaient produite les mesures prises à Hambourg. Il travailla avec succès à tromper toutes les polices par sa prudence et sa sagacité; ses mesures furent si bien concertées, qu'il fut promptement informé de la déroute de la grande armée à Moskow et de l'approche des troupes alliées. Secondé par l'intelligence et l'activité d'un sieur Hanft de Hambourg, M. de Steuve profita du mécontentement et de l'indignation du peuple, si tyranniquement gouverné, et saisit avec habileté l'occasion qui se présenta d'y produire une explosion.

Le 24 février 1813, entre huit et neuf heures du matin, un événement particulier auquel le peuple prit part donna le signal de la révolte. Un individu rentrant à Hambourg par la porte qui regarde Altona, ayant refusé de se laisser fouiller par un douanier du poste, celui-ci le maltraita et lui fit même des blessures graves. En un instant la populace se souleva, chassa le poste et mit le feu au corps-de-garde. Cette populace, excitée et guidée par des agens secrets, surprit d'autres postes français où elle se livra aux mêmes excès et commit les mêmes désordres. Le bureau de la douane situé sur le port de Baum-Hauss fut le plus maltraité; cette

tourbe furieuse une fois déchaînée arrêta le départ de quelques navires et en pilla la cargaison. M. Pyonnier, qui avait succédé à M. Eudel dans les fonctions de directeur des douanes, s'étant présenté sur le lieu de cette scène pour tâcher de mettre un terme au tumulte, non-seulement ne put se faire entendre, mais il fut contraint de se retirer, non sans avoir couru les plus grands dangers, car il ne dût la vie qu'à la protection et au dévouement d'un habitant qui le cacha chez lui.

Enhardis par ces premiers exploits, les révoltés se répandirent bientôt dans toute la ville ; ils arrachèrent les aigles et les armoiries impériales placées au-dessus des portes des divers bureaux ; cependant il y avait alors comme une espèce d'ordre dans leur déchaînement contre les insignes françaises, car ils ne se livrèrent plus à aucun pillage et ne firent aucun dégat. Ils n'insultèrent aucune des maisons occupées par les autorités françaises. Surprises par une émeute aussi inopinée ces autorités rentrèrent à leur domicile, ce qu'elles purent faire sans empêchement. Tous les habitans honnêtes et étrangers au tumulte rentrèrent également chez eux et personne ne se montra au dehors.

Depuis le départ du prince d'Eckmuhl pour la campagne de Russie, le général Carra-Saint-Cyr commandait à Hambourg. Il s'occupa, au premier bruit de la révolte, à faire emballer ses papiers; et, de leur côté, le comte de Chaban, M. Konning, préfet de Hambourg, et M. Daubignosc, directeur de la police, en firent autant. M. de Chaban s'empressa d'envoyer chercher au trésor soixante mille francs qui lui étaient dus : mais on ne prit, dans le premier moment, aucune mesure de répression ni de sûreté. Après bien du temps perdu, le général Carra-Saint-Cyr envoya cependant demander du secours à Altona. Vers quatre heures du soir seulement, un détachement de hussards danois arriva à Hambourg; la populace fut bientôt dispersée, et, au moyen de nombreuses patrouilles qui parcoururent la ville pendant la nuit, on la préserva d'un pillage général, dont un plus long délai l'eût sans doute rendue victime. Tous les citoyens honnêtes et les propriétaires de toutes les classes s'assemblèrent le lendemain, ils pourvurent aux moyens d'assurer la tranquillité intérieure, et les troupes danoises purent retourner à Altona. Alors les autorités se mirent à la recherche des coupables, plusieurs individus furent arrêtés; on

nomma une commission militaire *ad hoc*, chargée de les juger, mais sa sévérité ne se fit sentir qu'à un seul Courlandais nommé Kupfer, lequel ayant été convaincu de s'être trouvé dans le groupe le plus ardent des révoltés, fut condamné à être fusillé et subit sa condamnation.

Le 26 février, une émeute pareille eut lieu à Lubeck. On voulut commettre des excès sur les autorités françaises; les bons citoyens se réunirent aussitôt, les préservèrent de tout outrage, et les escortèrent pour qu'elles pussent arriver en sûreté à Hambourg, où elles arrivèrent le 27. A leur tête se trouvait M. Humbert de Flogny, auditeur sous-préfet. Il s'était fait estimer à Lubeck, par la douceur et les formes de son administration. La populace de Lubeck en voulait spécialement à un commissaire de police, généralement méprisé à cause de sa conduite privée et de son administration arbitraire et insolente. La populace révoltée se porta aussi chez le directeur des postes Lejeune, que l'on accusait, à Lubeck, d'une extrême dureté dans sa gestion, et même de peu de délicatesse.

Le désordre et la précipitation de ces fuyards à se rendre à Hambourg, y répandirent d'abord l'alarme et la consternation. On crut le danger

plus grand, parce qu'ils s'étaient fait escorter par un corps de troupes imposant.

Là ne se borna pas la révolte pour se soustraire à la domination française qui était devenue insupportable : toute la rive gauche de l'Elbe vit en un instant ses campagnes insurgées. Les administrateurs, les commissaires de police, les douaniers, se réfugièrent à Hambourg. A Stade, petit port sur la gauche de l'Elbe, dépendant du Hanôvre, un auditeur sous-préfet, nommé David, fils, je crois, du peintre, dont l'administration n'avait apparemment rien de paternel, fut bien près d'être victime de cette révolte. La populace de Stade s'attroupa devant sa maison, et y plaça un grand clou pour en faire justice. Mais un honnête habitant, M. Wolf, eut le courage de le soustraire au sort qui l'attendait, en facilitant sa fuite.

Tout, pendant ces insurrections partielles, fut négligé : l'indécision, la faiblesse et la cupidité se montrèrent partout; au lieu de calmer les esprits, exaspérés depuis long-temps par la plus pesante tyrannie, on eut encore recours à la rigueur. Les prisons furent encombrées d'une foule de gens déclarés suspects, sur les seules indications des agens de la police. Dès le 3 mars,

la commission militaire spéciale dont j'ai parlé, enhardie par la présence de troupes plus nombreuses, qui étaient rentrées dans Hambourg, fit fusiller en grand appareil, sur les glacis de la place, six pères de famille, tant de la ville que des environs, sans autre cause que de s'être trouvés, par hasard ou par curiosité, sur une place publique, au moment de l'insurrection.

Cette sanglante exécution causa autant d'indignation et d'horreur que de terreur. On n'était pas accoutumé à voir de pareilles scènes. Chacun pensa à soi, et conçut une trop juste crainte de cette commission militaire. L'agitation et les murmures firent appréhender une nouvelle et générale explosion. Le maire, frappé des malheurs qui menaçaient la ville, se réunit aux anciens capitaines de la bourgeoisie qui étaient toujours choisis parmi les personnes les plus recommandables. Ils représentèrent, avec une grande énergie et une grande conviction, que si l'on ne mettait pas sur-le-champ un terme à ces boucheries, et aux tyranniques vexations qui pesaient sur les habitans, ils ne répondaient pas de prévenir les plus grands malheurs. Le général Carra-Saint Cyr fut obligé de faire proclamer la dissolution de la commission militaire.

La nouvelle de la marche des troupes russes et prussiennes qui descendaient l'Elbe augmentait l'effervescence qui régnait dans la Westphalie, le Hanôvre, le Mecklembourg et la Poméranie.

Tout le monde profitait de nos revers pour se prononcer contre un système d'oppression, organisé pour la ruine des peuples, et exécuté partout avec d'autant plus de dévoûment et d'empressement, que l'on savait plaire à l'arbitre des destinées de l'Europe continentale, et obtenir ses immenses faveurs. Dans ces circonstances, toutes les troupes françaises, cantonnées entre Berlin et Hambourg, y compris celles qui occupaient les côtes de la Baltique, replièrent sur Hambourg. Alors, le Danemarck, averti du danger qui le menaçait de voir sa neutralité violée, ou par les vainqueurs, ou par les vaincus, garnit de troupes toutes ses frontières au nord de Bergdorff et de Hambourg, sur la droite de l'Elbe et dans la direction de la Prusse.

Les trésors civils et militaires des Français, toutes les administrations, avec leurs papiers, furent expédiés à Haarbourg, sur la gauche de l'Elbe. Les membres de la cour prévôtale se rendirent à Altona. Les filles de M. de Chaban les y suivirent. Sa femme était partie pour la France,

avec mesdames Daubignosc et Gonse; la première, femme du directeur de la police, la seconde du directeur des postes.

Le général Carra-Saint-Cyr et le préfet baron de Konning se retiraient chaque soir à Altona. Celui-ci, fatigué de ces perpétuelles inquiétudes et de cette vie vagabonde, en perdit la tête. En rentrant le cinq mai à Hambourg, il voulut se couper la gorge avec un rasoir. Son valet de chambre lui sauva la vie, en se précipitant assez à temps, pour l'empêcher d'exécuter son projet. On dit partout qu'il avait eu un coup de sang; il fut transporté d'abord à Altona, puis à Itzchoe, où était mort le duc de Brunswick, blessé à Iéna. On parvint à rendre la santé et la raison à M. de Konning. C'était un Hollandais, très-honnête homme, mais sans caractère, et de peu de moyens.

Sur ces entrefaites, les rapports de tous les voyageurs, rapports dont plusieurs, comme cela arrive souvent, étaient exagérés, annoncèrent l'approche d'un corps russe. Aussitôt la retraite fut ordonnée et exécutée le douze mars. Le général Carra-Saint-Cyr, étant sans argent pour le service, se fit donner cent mille francs par la caisse municipale; il sortit de la ville à la tête des troupes

et des douaniers enrégimentés. Il fut escorté par la garde bourgeoise de la ville, qui le préserva des insultes de la populace. Jamais on ne se débarrassa de ses hôtes, avec tant de plaisir et d'empressement.

Tel est l'exposé véritable des faits, qui sont venus à ma connaissance. Cette retraite subite, qui probablement a préservé les Français jetés imprudemment dans le nord, d'une perte certaine, a indigné Napoléon. Il a accusé de pusillanimité le général Saint-Cyr, dans un article inséré dans le Moniteur et répété alors, et par son ordre, dans tous les journaux. Voici en abrégé les reproches que l'on fit à Saint-Cyr.

Le général Saint-Cyr a fait un acte inexcusable aux yeux de tous les observateurs impartiaux. Il aurait pu avoir, par des espions adroits, des données certaines sur la prétendue approche d'un corps de Russes montant à douze mille hommes. Il fut la dupe de ceux qui lui exagérèrent le danger. On voulait profiter des momens de troubles qu'excite toujours une alerte subite, pour brûler tous les papiers du conseil spécial, ceux de la commission de recouvrement, du comité d'expertise et ceux des archives de la police. Cet anéantissement prétendu forcé des procès-verbaux des saisies, des se-

questres, des confiscations, de leur quantité, de leur valeur, mettait les agens frauduleux à l'abri de toute enquête, de toute recherche et de toute vérification ultérieure, et les soustrayait à la responsabilité qu'ils devaient redouter.

Cette nuée d'agens intéressés à anéantir toutes les preuves de leurs dilapidations et exactions, entraîna le général Saint-Cyr, car il est notoire que, mieux informé et moins effrayé, il eût pu tenir à Hambourg, et éviter l'occupation momentanée de cette ville, dont il fallut faire le siège deux mois plus tard. Saint-Cyr avait trois mille hommes de troupes réglées et des douaniers en grand nombre. Le général Morand pouvait lui amener cinq mille hommes du Meklembourg. Non-seulement le général Saint-Cyr pouvait résister à Hambourg deux mois encore, mais jusqu'à la fin de la guerre, comme le fit le général Lemarrois à Magdebourg. Le général Saint-Cyr, en ne se pressant pas tant d'évacuer l'Elbe, aurait été promptement secouru, par le corps que le général Vandamme amena bientôt de Wesel, et ensuite par le corps avec lequel le maréchal Davoust entra dans Hambourg. Il fut donc très-facile de rejeter la faute de cette évacuation sur le général Saint-Cyr, dont les perfides et lâches con-

seillers l'égarèrent. Ils se justifièrent de cette évacuation à ses dépens, en alléguant l'obéissance qu'ils devaient à ses ordres. Aussi ce malheureux général fut seul sacrifié.

La jonction du corps de Saint-Cyr à celui du général Morand se fit sur la droite de l'Elbe au *Zollen-Spieker*. Ces deux corps passèrent l'Elbe; et harcelés sans cesse par les Cosaques, ils se retirèrent sur Bremen, où les rejoignirent Davoust et Vandamme avec tous les réfugiés de Hambourg. Quelques-uns de ces réfugiés se rendirent à Paris, entre autres M. de Chaban. Napoléon refusa de le recevoir, et lui fit donner l'ordre de retourner tout de suite à son poste. On ordonna, en même temps, de s'opposer au passage du Rhin de tout ce qui voudrait retourner en France. On prenait tous les moyens d'empêcher la vérité d'arriver à Paris.

Les intentions de l'empereur une fois bien connues, les auteurs de la retraite de Hambourg arrêtèrent les lettres destinées pour la France. Tous ceux qui, comme eux, n'avaient pas fui lâchement à Bremen, furent mal notés et dénoncés. Il fallait aux fuyards une seconde victime, et mettre plus en évidence leur méchanceté et leur fausseté. Le consul qui m'avait remplacé à Ham-

bourg était, comme on l'a vu, M. Leroy, honorablement connu par plus de quarante années de bons et loyaux services. Il n'avait pas suivi les fuyards; mais, après la retraite générale de Hambourg, il n'y pouvait rester seul. Il déposa les archives du consulat chez une personne sûre, et se retira dans le Holstein, à Itzchoë. Il voulait être plus près des événemens, afin de pouvoir en donner avis au gouvernement, et en profiter pour lui-même. Cette conduite aurait dû être imitée par les fuyards, qui avaient brûlé tous les papiers de l'administration, afin de sauver les dépouilles dont ils s'étaient enrichis. M. Leroy avait en outre le tort grave d'avoir constamment, dans le conseil spécial, arrêté ou adouci beaucoup de mesures injustes. Il avait déplu à Davoust et à ses sëïdes. Tous présentèrent sa conduite sous un faux jour. M. Leroy reçut l'ordre de se rendre à Bremen. Là, on lui signifia qu'il eût à suspendre ses fonctions. Il alla retirer les archives du consulat des mains de la personne à laquelle il les avait confiées, les expédia en France, et revint y gémir de l'injustice de Napoléon, et de l'iniquité qu'avaient appelée sur lui les hommes de sa confiance.

CHAPITRE XIII.

Politique fallacieuse de l'Autriche. — Duplicité du cabinet de Vienne, et aveuglement du cabinet des Tuileries. — Ma dernière conversation avec Duroc.— Douceur de son caractère. — Réponses habituelles de l'empereur aux partisans de la paix.—Froideur de Napoléon sur la mort de ses anciens compagnons d'armes. — Nouvelles de Hambourg. — Conséquences du départ des autorités françaises. — Les premiers Cosaques. — M. de Steuve agent secret de la Russie, et le colonel Tettenborn. — Bon accueil fait aux Russes. — Résurrection du Sénat de Hambourg.—Enthousiasme des habitans délivrés du joug de la France. — Exaltation populaire à Lubeck. — Manière d'agir des Cosaques, et les caves vides. — Confiscations des objets appartenant aux autorités françaises.— M. de Steuve, et plus d'incognito. — Dons volontaires et empressement général. — Levée d'hommes. — Les Cosaques de l'Elbe.— Témoignages de reconnaissance donnés à Tettenborn par le Sénat.—Recensement des étrangers. — Trente Français libres et trente déportés. — M. Bouvyer et sa noble conduite. — Le chapitre suivant.

Les événemens dont on vient de lire le récit

étaient accomplis avant que Napoléon quittât Paris, et l'on conçoit que de pareils soulèvemens étaient de nature à lui causer de vives inquiétudes puisqu'ils lui démontraient, quoique ses flatteurs aient eu constamment l'audace de lui assurer le contraire, que les peuples enchaînés au joug de la France n'y tenaient que par la force. La force cessant, il était facile de prévoir une dislocation générale : elle ne se fit pas attendre un an. Au mois d'août toute espèce de négociation fut rompue, quoique l'Autriche toujours fidèle à sa politique fallacieuse, n'eût cessé de protester de sa fidélité à la cause de l'empereur Napoléon, jusqu'au moment où ses préparatifs étant faits et son parti pris, M. de Narbonne fut accueilli à Vienne comme je l'ai dit précédemment. Ici, comme on le voit, je m'explique franchement sur la conduite de l'Autriche; mais s'il y eut duplicité dans le cabinet de Vienne, n'y eut-il pas niaiserie et aveuglement dans le cabinet des Tuileries? Pouvions-nous raisonnablement compter sur l'Autriche? Elle avait vu sans se plaindre l'armée russe passer la Vistule et s'avancer jusque sur la Saale. Alors un seul mouvement de ses troupes, une simple déclaration eût tout empêché, et puisqu'elle ne voulut rien

empêcher quand elle le pouvait à coup sûr, n'y a-t-il pas eu, dis-je, niaiserie et aveuglement dans un cabinet qui vit ces choses et agit comme s'il ne les eût pas comprises.

J'avais dîné chez Duroc peu de jours avant son départ pour la grande armée, car on donnait encore ce nom à l'armée que Napoléon commandait en personne. Duroc avait assez de la guerre; mais c'était moins pour son propre repos que dans l'intérêt de la France et de l'empereur, qu'il souhaitait la paix. Cet excellent ami s'en ouvrit à moi avec cette franchise pleine et entière que dans tous les temps, depuis le jour où nous nous sommes connus, nous avons toujours eue l'un avec l'autre. Marié à la fille de M. Hervas, il était devenu père, et Duroc aurait aimé sans doute à goûter un peu de ce bonheur domestique qui aurait convenu à la douceur de son caractère dans la vie privée. Pas une plainte cependant ne lui était personnelle, et il me disait, avec une peine profondément sentie, quand je le pressais d'engager l'empereur à conclure la paix, même aux dépens de quelques sacrifices : « Tu le pourrais, toi, si tu étais encore auprès de lui, parce que tu n'es pas militaire; mais nous, quand nous hasardons de bons conseils, il nous répond tou-

jours comme si nous ne pensions qu'à nous : « Voilà ce que c'est, nous dit-il, vous êtes las de « la guerre; vous voulez jouir à Paris de vos « belles fortunes; est-ce que je me repose, moi? » Que veux-tu, ajoutait Duroc, que l'on réponde à un pareil langage; il faut subir notre sort jusqu'au bout; nous nous sommes élevés avec lui; eh bien! s'il tombe, nous tomberons ensemble; mais ce qui m'afflige, je te l'avoue, c'est le peu de regret qu'il donne à nos anciens compagnons d'armes; il dit, d'un ton solennel : « Un tel est « mort en brave! » Et puis le moment d'après, il n'y pense plus. Quand je fis mes adieux à Duroc, qui aurait pu prévoir que le moment de sa mort approchait, et qu'il allait tomber avec Bessières comme Lannes et tant d'autres généraux que la guerre avait dévorés?

Cependant je continuais à recueillir les nouvelles exactes de tout ce qui se passa dans les villes Anséatiques, après la retraite des autorités françaises, sous les ordres de Carra-Saint-Cyr, ce dont on a vu que l'empereur avait été si mécontent. Je reprends donc l'esquisse des malheurs qui allaient encore accabler le nord de l'Allemagne, et notamment Hambourg.

A quinze lieues à l'est de Hambourg est situé un

village nommé Bergdorff, dépendant de son territoire. Ce fut dans ce village que l'on aperçut pour la première fois les Cosaques : ils y arrivèrent au nombre de douze à quinze cents, sous le commandement du colonel Tettenborn. Cet officier avait été détaché en avant du corps d'armée russe, qui était encore à trente lieues en arrière. La mission de Tettenborn avait pour objet d'éclairer le pays et de le soulever contre les Français, et d'appuyer d'autres détachemens qui suivaient le sien, commandés, l'un par le général Dornberg, et l'autre par ce même Czernischeff, qui avait rempli à Paris une de ces missions que l'on ne devrait jamais récompenser qu'avec de l'or. Sans la retraite des Français, qui pouvaient encore réunir trois mille hommes de troupes et un corps nombreux de douaniers, on n'aurait jamais osé faire une tentative sur Hambourg; mais le seul nom des Cosaques, alors si redouté, inspirait une terreur dont tout le monde se souvient. L'effroi se répandit dans Hambourg, qui, sans troupes, sans artillerie, sans défense, entourée de misérables fortifications en ruine, ne pouvait songer à se défendre. M. le sénateur Bartoh et le docteur Knoow prirent sur eux de se rendre à Bergdorff pour solliciter le commandant russe d'entrer à

Hambourg et d'occuper militairement la ville. Ils lui firent observer qu'ils ne doutaient pas de ses sentimens de modération, qu'il les devait à une cité amie, et qu'ils espéraient qu'il accorderait sûreté et protection à une ville qui avait avec la Russie d'immenses relations commerciales. Tettenborn n'osait se fier à ces propositions, parce qu'il ne pouvait concevoir l'évacuation si précipitée de la ville ; il les regarda comme un piége et refusa de les accepter. Mais un docteur Von Hess, Suédois, établi à Hambourg depuis quelques années, était connu de Tettenborn, qui le savait partisan déclaré de l'Angleterre et de la Russie. Ce docteur détermina Tettenborn à accéder au vœu des Hambourgeois. Mais il ne se rendit qu'aux conditions suivantes : que l'ancien gouvernement serait de suite rétabli ; qu'une députation de sénateurs, revêtus de leur antique costume, viendrait l'inviter à entrer dans leur ville, où il ne voulait paraître que comme dans une *ville libre et impériale anséatique ;* qu'autrement il ne verrait en elle qu'une ville française, et par conséquent ennemie. Malgré la satisfaction réelle avec laquelle les sénateurs ressuscités de Hambourg accueillirent ces propositions, ils étaient retenus par la crainte d'un revirement de fortune. Toutefois ils

se déterminèrent à les accepter ; pensant qu'en cas d'événement ils auraient la ressource d'alléguer à Napoléon que c'était la force qui les y avait contrains. On céda donc, et la nuit et le jour suivant furent employés à rassembler le sénat, dissous depuis long-temps, et à faire tous les préparatifs convenus avec Tettenborn.

Le 17 mars, un piquet de cosaques, fort seulement de quarante hommes, prit possession à quatre heures du soir d'une ville naguère florissante et peuplée de cent vingt mille âmes, actuellement ruinée et réduite à quatre-vingt mille habitans, par le récent bienfait de sa réunion à l'empire français.

Le lendemain 18 mars, le colonel Tettenborn fit son entrée dans Hambourg à la tête de mille Cosaques réguliers et de deux cents Cosaques irréguliers. On a vu quelle était le 12 mars la situation militaire de Hambourg, lorsqu'on l'évacua, et l'on conçoit alors quel fut l'extrême mécontentement de Napoléon.

On prodigua à Tettenborn, même avec exagération, tous les honneurs en usage pour un vainqueur. L'enthousiasme fut presque universel et porté à son comble. La populace se livra pendant plusieurs nuits à toutes sortes de réjouissances et

de folies. Ivre de joie et d'espérance, elle gorgea de nourriture et de boisson les Cosaques, émerveillés d'une réception si extraordinaire et à laquelle ils étaient si peu accoutumés. Je dois dire que pas un des Français paisibles restés à Hambourg ne fut inquiété, et n'éprouva la moindre insulte. Seulement quelques douaniers reconnus pour tels, quoique déguisés, furent saisis et livrés au corps-de-garde comme prisonniers. L'amour pour le système continental était si universel! il avait fait tant de bien!

Ce ne fut qu'au bout de trois à quatre jours, que l'on s'aperçut du petit nombre des troupes alliées. Il diminua tout à coup sensiblement. Dès le lendemain de l'entrée des Cosaques, un détachement fut dirigé sur Lubeck, où il entra et fut reçu avec les mêmes honneurs qui avaient été stipulés pour l'entrée dans Hambourg. L'exaltation populaire fut la même; d'autres détachemens furent dirigés sur différens endroits, et après quatre jours d'occupation, il ne resta plus à Hambourg que soixante-dix cosaques, des douze cents qui y étaient entrés le 18 mars.

Le premier soin de leur commandant fut de s'emparer du bureau de la poste aux lettres et des caisses de toutes les administrations françaises. Il

saisit et fit vendre toutes les propriétés mobiliaires du gouvernement français et de ses agens. Les officiers s'emparèrent des dépôts particuliers, d'une manière tout-à-fait cosaque. Les comtes de Huhn et de Bussenitz, Meklenbourgeois, et le Lunébourgeois, Venechtern, qui venaient de s'attacher à l'état-major de Tettenborn, se distinguèrent surtout pour la capture des effets de messieurs Pyonnier, directeur des douanes, et Gonse, directeur des postes; et, en vrais consommateurs de bons vins, ils ne laissèrent pas une bouteille pleine dans leurs caves : on ne fit qu'en rire. Mais Tettenborn s'empara aussi de plus de quatre mille louis en or, appartenant à M. Gonse et déposés chez M. Schwartz, banquier recommandable, à Hambourg, qui remplissait les fonctions de consul-général de Prusse. M. Schwartz, chez lequel on avait cru pouvoir déposer ces fonds avec sûreté, avait de riches écrins, appartenant à mesdames Carra-Saint-Cyr et Daubignosc. Tettenborn s'en empara aussi. M. Schwartz réclama, en sa qualité de consul-général de Prusse, allié de la Russie. On ne le considéra que comme banquier et il fut obligé de céder.

Tettenborn n'était qu'un homme d'exécution et de pillage, comme la plupart des chefs de Co-

saques; mais le véritable agent de la Russie était M. de Steuve dont j'ai déjà parlé. Après avoir secrètement inspiré ses sous-agens chargés des premières dispositions et de la direction de l'esprit public à Hambourg, ce personnage jusqu'alors mystérieux se dépouilla de son incognito; et comme Tettenborn était sans cesse auprès de lui à Altona pour prendre ses instructions, il fut facile de voir qu'il ne faisait rien que sous l'influence de M. de Steuve.

Le vainqueur ordonna promptement une levée de troupes volontaires, dites Anséatiques, tant d'infanterie que de cavalerie. Un nommé Hanft, ancien boucher, forma, seul, à ses frais, une compagnie de fantassins et une de lanciers à cheval, dont il fut commandant. Il dépensa cent trente mille francs. Qu'on juge par-là de l'amour que le gouvernement français avait inspiré aux Hambourgeois.

Après des hommes il fallut de l'argent. On imposa une forte contribution pour pourvoir à l'enrôlement d'une foule d'ouvriers sans travail et de jeunes gens sans aveu et sans fortune. On fit un appel de dons volontaires, et l'enthousiasme fut tel, que les servantes elles-mêmes apportèrent leurs bagues et leurs bijoux d'or et d'argent. Les

sommes provenant de ces ressources furent versées, sans contrôle, dans les caisses de l'état-major de Tettenborn, et la voix publique se prononça, à ce sujet, assez fortement contre un sieur Oswald, que l'on accusa de n'avoir pas agi avec cette délicatesse exquise que madame de Staël a donnée à son homonyme dans le roman de Corinne.

Alors, sans doute, il fut facile de juger dans quelle erreur Napoléon avait été entraîné, soit par son envahissante ambition, soit par l'ineptie de ses conseillers, quand il réunit les pays Anséatiques à l'Empire; si ces pays étaient demeurés libres, ils auraient été respectés par les alliés; mais ils étaient censés faire partie de la France, ils lui avaient appartenu; cela seul en faisait des ennemis. Qui le croirait? Dans cette population tellement diminuée depuis deux ans, on trouva le moyen de lever de huit à dix mille hommes tirés des villes et des campagnes. A mesure qu'une escouade de quelques centaines d'hommes était formée, on la dirigeait sur les armées alliées. Ces troupes levées à la hâte, sans discipline et prises dans les plus basses classes, tinrent une conduite si indigne et se livrèrent à tant de désordres, qu'on ne tarda pas à leur donner le surnom de

Cosaques de l'Elbe; et, certes, elles se montrèrent bien dignes de le porter. Levées par les Cosaques, ces troupes se montrèrent en tout point semblables à leurs patrons, et surtout par leur disposition au pillage.

La haine qu'avait inspirée le gouvernement français à Hambourg était telle, que, regardant l'occupation de Tettenborn comme un acte de délivrance, le Sénat voulut au départ de ce chef lui témoigner sa reconnaissance. On lui donna des lettres de bourgeoisie et une somme de cinq mille frédérics d'or[1], ce à quoi il fut probablement plus sensible qu'à l'honneur de voir son nom inscrit parmi ceux des habitans d'une cité libre.

Dès le premier jour de l'entrée des Russes, M. de Steuve avait fait faire, par l'intermédiaire de Tettenborn, un recensement de tous les étrangers qui se trouvaient à Hambourg; ils eurent l'ordre de se présenter à l'état-major, pour y justifier de leurs noms et qualités, et faire connaître les motifs de leur présence dans cette ville. L'ordre dirigé contre les *étrangers* n'avait, comme on le conçoit, que les Français pour objet. Soixante de nos compatriotes furent mis en état d'arres-

[1] Cent cinq mille francs d'argent de France.

tation chez eux, et gardés à vue. Ils n'éprouvèrent d'ailleurs aucune autre vexation ; et, au bout de très-peu de jours, la moitié de ce nombre fut rendue à la liberté. M. Bouvyer, qui avait rempli à Lubeck les fonctions de consul de France, redevint libre un des premiers : par sa noble conduite, il s'était concilié l'estime générale. Dès qu'on le sut consigné prisonnier dans son domicile, cinq des plus notables habitans de Hambourg s'empressèrent de se rendre chez Tettenborn, pour donner en sa faveur les témoignages les plus avantageux, et répondre de lui s'il le fallait. Le comte de Grote, ministre de Prusse, fit les mêmes démarches, tant il connaissait le caractère honorable de M. Bouvyer. Personne, au surplus, n'a pu le mieux connaître que moi qui l'avais eu long-temps sous mes ordres ; mais tels sont les malheurs attachés à la guerre, que le despotisme militaire peut frapper le plus honnête homme. Quant aux trente autres Français, que le commandant russe ne rendit pas à la liberté, ils furent déportés sur la rive hanovrienne de l'Elbe. C'était un ramas de gens sans aveu, de douaniers extraordinaires, chargés de s'assurer des persécutions de la douane contre les habitans, et d'agens de la police française. Là, se bornèrent

les persécutions et les vengeances exercées par des Cosaques; et il m'en coûte d'avoir à leur opposer, dans le chapitre suivant, le tableau des exactions incroyables et des fureurs dont Hambourg fut accablée lors de la rentrée des Français.

CHAPITRE XIV.

La nouvelle armée de Napoléon. — Conduite du ministre d'Angleterre à Hambourg. — Mort du général Morand. — Les Français redevenus maîtres de Hambourg.— Mot de Napoléon sur Vandamme. — Vandamme et Tettenborn. — Le général incendiaire. — Vengeance exercée sur deux conseillers. — Le nouvel Omar. — Le château de Lilienthal, Schroter, et instrumens d'astronomie donnés par Napoléon. — Augmentation des forces françaises sur l'Elbe. — Bonaparte et Gustave-Adolphe à Lutzen. — Jonction des corps de Davoust et de Vandamme. — Ordre de Napoléon de reprendre Hambourg. — Départ des Russes, et entrée des Français. — Mensonge officiel démenti. — M. de Serre et le nouveau préfet de Hambourg. — Le général Hogendorff, et mesures de rigueur. — Sage conduite du directeur des douanes. — Vexations et exactions. — Motifs du mensonge officiel. — Contribution de quarante-huit millions. — La population de Hambourg diminuée d'un tiers.—Bonaparte au Temple, et nouvelle liste d'otages. —Persécutions inouies. — Les petits Nérons.

La restauration du sénat de Hambourg ne fut pas de longue durée. On reconnut bientôt que

l'on s'était trop pressé de manifester sa haine contre le gouvernement français, et ce ne fut pas sans de vives inquiétudes que l'on apprit dans les villes Anséatiques les mesures immenses que prenait l'empereur pour fondre bientôt sur l'Allemagne, où ses lieutenans ne manqueraient pas d'exercer de cruelles vengeances sur les peuples qui auraient méconnu son autorité. En effet, avant de quitter Paris, le 15 d'avril, Napoléon avait fait rentrer sous les drapeaux de l'armée reconstituée cent quatre-vingt mille hommes, sans compter les gardes d'honneur, et on concevait qu'avec de pareilles ressources et son génie, il pouvait jouer encore une belle partie, et peut-être même la gagner. On connaissait le caractère de l'empereur, et ce n'était pas ce qui rassurait le plus les Hambourgeois : d'ailleurs une circonstance se présenta qui ne contribua pas peu à augmenter les inquiétudes sur le retour des Français : M. Cokburn, ministre d'Angleterre, anciennement accrédité auprès du sénat de Hambourg, était venu passer quelques jours dans cette ville, et comme il envoya à Heilgoland, petite île située à l'embouchure de l'Elbe, la défense à tous les navires anglais de remonter l'Elbe, on put juger quelles étaient les appréhensions de ce diplomate, qui, lui-même, ne tarda

pas à quitter Hambourg. Tout cela n'était pas rassurant pour l'avenir. Cependant le mois d'avril se passa sans événement important pour les pays Anséatiques; on y vécut entre la crainte et l'espérance; chaque jour des attaques avaient lieu entre les partis russes et les partis français, sur le territoire qui s'étend entre Lunebourg et Bremen. Plusieurs postes français pénétrèrent même jusqu'à Haarbourg, port situé sur la rive gauche de l'Elbe, vis-à-vis Hambourg, et à deux lieues de cette ville; mais jusque-là il n'y avait rien de décisif.

Ce fut dans une de ces rencontres, entre des corps français et russes, que le général Morand fut grièvement blessé. On le transporta à Lauenbourg. Son frère ayant été fait prisonnier dans la même affaire, Tettenborn, entre les mains duquel il était tombé, lui donna, sur parole, la permission d'aller donner des secours au général, mais il eut la douleur de n'arriver auprès de lui que pour le voir expirer. On a vu que le général Morand avait commandé à Hambourg avec beaucoup de justice, de douceur et de modération; aussi fut-il sincèrement regretté des Hambourgeois, parce que, surtout, le sachant dans le voisinage, ils regardaient comme une planche de salut de le voir reprendre son gouvernement,

s'ils avaient le malheur de retomber sous la domination française.

Les Français étant parvenus à Haarbourg s'établirent sur le plateau de Schwartzenberg qui domine cette petite ville, ainsi que le cours du fleuve et les îles considérables situées dans cette partie du fleuve, entre Haarbourg et Hambourg. Maîtres de ce point élevé, les Français commencèrent à menacer Hambourg, et à attaquer Haarbourg. Ces attaques étaient dirigées par Vandamme, de tous les généraux le plus redoutable aux pays conquis. Vandamme était né à Cassel, en Flandre, et il s'était fait une telle réputation d'inflexibilité, qu'à l'époque même où il attaquait Hambourg, Napoléon disait de lui, à Dresde : « Si je perdais Vandamme, je ne sais pas ce que « je ne donnerais pas pour le ravoir ; mais, si j'en « avais deux, je serais obligé d'en faire fusiller « un. » C'était bien assez d'un en effet.

Vandamme, dès son arrivée, envoya dire à Tettenborn de lui faire rendre sur-le-champ le frère et le beau-frère du général Morand qui, comme je l'ai dit plus haut, étaient ses prisonniers, ou que, sinon, il brûlerait Hambourg. Le commandant des forces russes lui fit répondre par son envoyé, que s'il se portait à cette extré-

mité, il les ferait pendre tous les deux au haut de la tour Saint-Michel [1], d'où il pourrait les voir tout à son aise. Cette réponse énergique contraignit Vandamme à concentrer sa colère, ou à la porter sur d'autres objets.

Ce fut, en effet, dans ce même temps que l'on vit fusiller les conseillers Berger et Finck, deux hommes distingués et fort considérés dans la ville de Varen, située dans le Oldenbourg. Le crime de ces deux conseillers était d'avoir prévenu le pillage, à l'arrivée d'un parti de Cosaques, par la sagesse et la prudence de leur conduite. Le beau village de Lilienthal, à deux lieues de Bremen, fut mis à feu, sur un simple rapport qu'on ne prit pas même la peine de faire vérifier, et que l'on sut depuis avoir été faux, mais dans lequel les dénonciateurs accusaient les habitans de ce village d'intelligences avec l'ennemi. Toutes ces inutiles cruautés étaient une application de cette sentence : « Il faut commencer par faire fusiller, sauf à entrer ensuite en explication. »

Mais quelle fut la cause de ces horreurs? Je ne recule point devant le devoir de la faire con-

[1] Cette tour a cent trente mètres de hauteur.

naître, parce que, ici, je n'annonce rien légèrement; ce fut le besoin d'une basse vengeance. Tout cela eut lieu sur la dénonciation d'un homme titré, chargé de fonctions d'un ordre élevé. Ruiné au jeu, depuis long-temps, et adonné à d'autres vices, il avait amené avec lui une femme, à laquelle il laissait prendre son nom, et qu'il voulait faire passer pour être réellement sa femme. Les dames de la ville, ayant la certitude du contraire, avaient refusé de la voir, et tel fut le noble motif de sa haine et de sa vengeance contre deux hommes estimés et innocens, comme l'étaient les conseillers de Varen dont je viens de parler.

On aurait dit que Vandamme prenait à tâche de marquer son pouvoir par les mesures les plus inconcevables. Le château de Lilienthal éprouva le même sort que le village de ce nom. Là, vivait tout entier à l'étude, le célèbre astronome Schröter; là, étaient ses livres, ses instrumens d'astronomie; Vandamme le savait; il savait aussi que ces instrumens avaient été donnés à Schröter, par Napoléon, comme un témoignage de sa bienveillance, comme un encouragement. Aucune considération n'arrêta Vandamme; il ne connaissait en effet d'autre science que celle du

sabre. Que l'on juge actuellement l'effet que devait produire dans le Nord le retour des Français commandés par des chefs qui ne s'avançaient que comme des dévastateurs! Tout le monde voyait avec douleur de semblables actes de barbarie, et certes, les plus chauds partisans de l'empereur devaient en gémir plus que d'autres; car, pour peu qu'ils eussent de bon sens, ils devaient y lire l'impossibilité de se rattacher jamais des populations que l'on traitait de la sorte. C'était pourtant une conséquence de l'heureux et brillant commencement de la campagne que Napoléon dirigeait en personne, et comment espérer d'un peuple qu'il aura assez de discernement, pour ne point attribuer à la volonté d'un maître absolu la barbarie de ses lieutenans?

Cependant les forces militaires françaises augmentaient chaque jour en nombre à Haarbourg. Vandamme, profitant de la négligence des nouveaux corps anséatiques, commis à la garde et à la défense des grandes Iles de l'Elbe, les attaqua pendant une nuit du mois de mai. Cette nuit fut précisément celle qui suivit la bataille de Lutzen à la suite de laquelle, chacun des deux partis s'attribuant l'avantage, un *Te Deum* fut chanté dans les deux camps. Le mouvement contraire des

deux armées, et la marche en avant, fit pencher la balance de l'opinion envers Napoléon, réellement vainqueur, sur un champ de bataille illustré près de deux siècles auparavant, par la victoire et la mort de Gustave Adolphe. Quoi qu'il en soit, les *Cosaques de l'Elbe* ne purent soutenir le choc des Français, Vandamme culbuta les troupes qui défendaient l'île de Wilhemsbourg, la plus grande des deux îles, et s'empara facilement de la seconde, l'île de Fidden, dont l'extrémité la plus rapprochée de la rive droite de l'Elbe n'est qu'à une demi-portée de canon de Hambourg. Ce fut alors que commença le siége de cette ville, et qu'on se figure quelle dut être la situation des habitants! Hélas! ils ne pouvaient pas redouter plus de malheurs qu'il ne leur en arriva en effet.

Le neuf de mai devait à plus d'un titre être un jour funeste aux Hambourgeois, car, ce jour-là précisément, Davoust fit sa jonction avec Vandamme, et le maréchal était à la tête d'un corps d'armée de quarante mille hommes, destiné à renforcer la grande armée de Napoléon. Mais, malgré la nécessité de recevoir promptement un renfort aussi considérable, Napoléon avait donné l'ordre au prince d'Eckmühl de ne pas laisser Hambourg derrière lui et de s'en emparer quoi qu'il en dût

coûter. Dès ce moment, le sort de Hambourg était décidé. Les Français, malgré une pluie épouvantable qui dura plusieurs jours sans discontinuer, parvinrent à établir des batteries sur la petite île de Fidden, et répandirent l'épouvante et la consternation dans la ville, où pendant plusieurs nuits ils lancèrent une grande quantité d'obus.

La place n'était pas tenable devant des forces aussi considérables que les forces françaises. Tettenborn avait, il est vrai, reçu un renfort de huit cents Prussiens et de deux mille Suédois, mais, qu'était cela pour résister aux quarante mille hommes de Davoust; aussi Tettenborn ne se dissimulait-il, ni la faiblesse des alliés sur ce point, ni le danger inutile auquel il aurait exposé Hambourg, en tâchant de défendre la place. Il céda aux instances et aux supplications des habitans, qui n'eurent pas de peine à lui persuader ce dont lui-même il était convaincu, qu'une plus longue résistance n'aurait pour résultat qu'une ruine complète. Il évacua donc Hambourg dans la nuit du 29 au 30 de mai, et emmena avec lui ces belles légions anséatiques, qui n'avaient pas tenu une heure dans les îles de l'Elbe, et le docteur suédois Von-Hess, le même dont les conseils irré-

fléchis avaient été une des premières causes de tous les maux qui accablèrent cette malheureuse cité.

Davoust s'était entendu, pour la retraite des Russes, avec quelques officiers danois de la garnison d'Altona. Et, à cette époque, on voyait avec une vive satisfaction dans le Holstein, le théâtre de la guerre s'éloigner des rives de l'Elbe.

Davoust était à Haarbourg, où il reçut avec une apparence de modération les députés de Hambourg, et par suite des conditions stipulées dans cette conférence, dans la matinée du 30 mai, un fort détachement de troupes danoises occupa la ville au nom de l'empereur. La présence de ces troupes était déjà nécessaire, car dès leur arrivée elles eurent à apaiser un mouvement populaire qu'excitait un couvreur en plomb, nommé Mattler-Kamp. Ce mouvement n'eut pas de suite et les Danois maintinrent le calme et la tranquillité.

Les Français firent leur entrée le même jour à huit heures du soir, et occupèrent immédiatement les postes avec le calme d'une garde montante, qui relève la garde de la veille. Les habitans silencieux, mornes et consternés, n'opposèrent pas une ombre de résistance. Il n'y eut pas une goutte de sang répandue, pas une insulte, pas même une menace.

Voilà la vérité dans toute son exactitude, mais Napoléon ne voulait pas que la vérité fût connue sur ce point, à moins qu'on ait osé la lui cacher à lui-même ; il fallait aux yeux du monde des prétextes aux vengeances ; alors on eut recours au grand moyen des bulletins, recueils de mensonges audacieux et d'impudentes forfanteries. Un bulletin donc apprit à la France et à l'Europe que *Hambourg avait été prise de vive force, avec une perte de quelques centaines d'hommes.* Sans cette résistance imaginaire, officiellement annoncée, comment aurait-on, en effet, justifié toutes les spoliations, toutes les exactions dont cette malheureuse ville devint le théâtre.

On vit d'abord arriver successivement les anciennes autorités, qui attendaient à Bremen que les Français eussent repris Hambourg, et l'ordre de choses, détruit, à peu près trois mois auparavant par un millier de Cosaques, fut promptement rétabli. A cette époque cependant, on ne vit pas le baron de Konning reprendre ses fonctions de préfet à Hambourg. J'ai dit comment sa tête avait été dérangée par la frayeur que lui causa sa position ; il était guéri de cette indisposition, mais Napoléon l'avait destitué et remplacé par un auditeur au conseil d'éta[illegible]e encore et

d'un zèle exalté, donna occasion de se faire bientôt apprécier. Voici ce que m'écrivit à son sujet un homme d'un jugement sain et posé, habitant alors Hambourg, et qui n'aurait pas été capable de parler légèrement de la conduite d'un homme.

« A la première visite que la haute cour impériale, substituée au sénat, et présidée par M. de « Serre, [1] a rendue au nouveau préfet, celui-ci « répondit en recommandant le dévouement et « l'amour pour l'empereur. Napoléon *avant tout* et « *par dessus tout*, dit-il; et ajouta, que quant à lui, « il l'aimait tant, qu'il était capable de tuer de sa « main quiconque il reconnaîtrait n'avoir pas les « mêmes sentimens. Les magistrats, stupéfaits et « épouvantés de cet excès d'amour, se retirèrent « en silence. L'auditeur avait remplacé son pré- « décesseur M. de Kœnning dans la maison où il « logeait aux frais de la ville, absolument vis-à-vis « de moi.

« Ce fut au sortir même de cette audience, et « revêtu de son costume de conseiller, que l'un « des juges que je connaissais, traversa la rue, « et vint chez moi, tout ébahi, me raconter ce fait.

[1] Le même qui fut depuis ministre de la justice, et ambassadeur à Naples.

« Ce préfet novice fit d'autorité augmenter avec « luxe le mobilier de son hôtel, et exigea une « ample provision de linge de table, de bougies, « de vins, etc., etc., et jusqu'à des bas de « soie. »

Le général hollandais Hogendorff remplaça, dans le gouvernement de Hambourg, Carra-Saint-Cyr, confiné à Osnabruck, depuis sa retraite trop précipitée. Le général Hogendorff avait été admis au nombre des aides-de-camp de l'empereur, mais ce n'était ni un Rapp, ni un Lauriston, ni un Duroc; il semblait au contraire suivre de tout autres modèles. Voici maintenant comment on traita Hambourg. On exigea de la ville le paiement de tout l'arriéré qui était dû aux diverses administrations françaises, pendant une absence de soixante-dix jours. On fit la même réquisition pour tout ce qui aurait été payé, pendant l'absence des Français, aux troupes de la garnison qui avaient vécu autre part. L'arriéré des logemens de guerre, pour des hommes qui étaient à cinquante lieues, fut également exigé. Tous ces actes de cupidité pouvaient-ils laisser du doute aux hommes sages et amis de la tranquillité, sous tous les gouvernemens de passage que crée et que détruit la force, sur le retour à des mesures qui avaient

favorisé et même provoqué l'insurrection contre les Français ? Cependant je dois dire, et c'est avec plaisir que je le fais, que quelques chefs d'administration, comprenant mieux la nouvelle position des Français à Hambourg, n'adoptèrent point dans leur département l'usage de ces mesures injustes, vexatoires et dangereuses. Les droits sur l'enregistrement furent mis plus à la portée des contribuables ; on permit aux Hambourgeois d'avoir mauvaise grâce sous le costume étranger à leurs usages, qu'on les avait forcés d'adopter, et on ne les en punit plus ; enfin, M. Pyonnier, directeur des douanes, homme plein de douceur et d'honnêteté, sentit ce que ses fonctions, surtout, avaient de délicat et de difficile dans une ville où la douane était en horreur ; il ne fit réoccuper les postes qu'avec ménagement et lenteur. Il comprit, ce que n'avaient pas fait les conseillers systématiques de Napoléon, que l'Angleterre, qui aurait pu entrer toute entière dans l'Elbe, pendant l'évacuation de ses deux rives et de la ville que baigne le fleuve à trente lieues de son embouchure, ne l'ayant pas fait, il était évident qu'elle n'aurait pas grand chose à gagner à un relâchement de sévérité. Les visites *corporelles*, aussi révoltantes qu'indécentes

à l'égard des femmes, furent supprimées; on ne les vit plus étendre sur de sales grabats, dans de dégoûtans corps-de-garde, pour les visiter plus à l'aise; mais ces adoucissemens ne vinrent point d'en haut, ils furent dus au caractère et au tact des agens qui pensèrent que si l'empire avait à s'écrouler, ce ne serait pas pour de légères infractions aux lois de proscription lancées contre le café et la rhubarbe.

Si, grâce à l'intelligence et à la probité de son directeur, l'administration des douanes devint moins vexatoire pour les habitans de Hambourg, et moins contraire à la morale, il n'en fut pas de même de l'administration des postes, qui se livra avec plus d'ardeur que jamais à ses anciennes manœuvres. L'ouverture des lettres se fit sans mystère, à tel point qu'on eut l'air de se faire un mérite de ce genre de fraude. On rappela dans les bureaux les anciens employés initiés à ces sortes de scandale. Comme les autres autorités, ils s'étaient retirés à Bremen, où ils n'avaient point trouvé, à cause du petit nombre des correspondances, à exercer leur honorable industrie. Eux revenus, on congédia tous les employés allemands convaincus d'avoir trop de moralité. On fit plus; on les força à restituer aux caisses de la poste

toutes les sommes que les Russes y avaient puisées, comme si la plume de quelques commis eût pu s'opposer au sabre d'un millier de cosaques. Aux deux exceptions près que j'ai citées, l'enregistrement et la douane, on rétablit partout ce régime inquisitorial qui avait si long-temps pesé sur les villes Anséatiques.... et les premiers délégués du gouvernement de dire : « Les Hambourgeois sont traîtres à Napoléon, puisque, pour tant de bienfaits, ils ne chantent pas avec le poète latin : *Deus nobis hæc otia fecit.*

Tout cela n'était encore que des roses : on continuait à s'intéresser au sort des pays Anséatiques, et, le 18 de juin, fut publié un décret impérial du 8 du même mois, en vertu duquel on allait enfin recueillir le prix du mensonge officiel consigné dans le bulletin dont j'ai parlé. Pour expier son crime de rébellion, la ville de Hambourg était frappée d'une contribution extraordinaire de quarante-huit millions de francs, et la ville de Lubeck d'une contribution de six millions. Cette somme énorme de quarante-huit millions, imposée à une ville ruinée, dont la population avait décru de près d'un tiers depuis trois ans, devait être acquittée en totalité dans le court espace d'un mois, en six paiemens égaux, soit en

argent, soit en traites sur de bonnes maisons de Paris. En cas de non paiement ou de retard, toutes les propriétés mobiliaires et immobiliaires devaient être vendues. Outre cela, le nouveau préfet de Hambourg fit une réquisition de toutes sortes de grains, de vivres de toute nature, de vins, de toiles à voile, de mâts, de goudron, de chanvre, de fer, de cuivre, d'acier, en un mot de tout ce qui pouvait être utile au service de la guerre et de la marine.

Voilà pour l'argent; voici maintenant pour les hommes : ce ne fut pas assez de ces inconcevables exigences, il fallut en venir aux individus, et les Hambourgeois ne furent plus en sûreté. A Hambourg, on en voulait à leurs biens; à Dresde, on en voulut à leur existence et à leur liberté. Le 15 de juin, Napoléon, aveuglé sans doute par la fausseté des rapports dictés par un esprit de vengeance, que l'on mit sous ses yeux, ordonna de dresser une liste des Hambourgeois absens de leur ville; il ne leur accordait que quinze jours pour rentrer dans leurs foyers, comme si ce court délai avait pu suffire, matériellement, pour revenir des lieux où ils avaient été chercher un asile. Ils pouvaient ne pas revenir. Il fallait pourtant des victimes! Alors, comment faire? Le moyen fut ainsi

eut l'avantage de jeter l'effroi dans toutes les familles. Non! ce n'est pas Bonaparte qui l'a voulu; j'en atteste sa conduite au Temple, lorsque, à l'aurore de sa gloire, il fit, de sa seule autorité, sortir du Temple les otages que le Directoire y avait entassés. Non, il n'imagina pas d'enlever à Hambourg des *otages solidaires* pour répondre des hommes absens par prudence. On en enleva pourtant, mais j'en décharge sa mémoire. On en enleva inopinément; on les déclara en même temps *otages solidaires* du paiement des quarante-huit millions exigés, et l'on choisit ces otages parmi les hommes les plus considérés et les plus riches de Hambourg. On vit parmi eux des octogénaires, et tous furent transportés dans le vieux château de Haarbourg, sur la rive gauche de l'Elbe. Là, ces hommes habitués aux commodités de la vie furent étendus pêle-mêle sur la paille des cachots, où ils restèrent privés des objets indispensables; et je n'ai pas le fouet de Juvénal pour flétrir à jamais de pareilles horreurs!! Quant aux otages de Lubeck, on les amena à Hambourg où ils furent jetés dans l'entrepont d'un vieux navire amarré dans le milieu du canal du port, digne imitation de l'infamie des pontons de l'Angleterre!

La route était tracée; elle était belle sans doute,

Il était là dans la belle capitale du seul des rois qu'il avait créés, qui demeura fidèle à la cause française, et à qui sa bonne foi coûta la moitié de ses états. L'empereur ne séjourna que dix jours à Dresde, après quoi, il se mit à la poursuite de l'armée russe, qu'il rencontra le dix-neuf à Bautzen. Cette bataille, suivie le lendemain et le surlendemain de celles de Wurtchen et de l'Ochkirchen, dura par conséquent trois jours, ce qui est dire assez qu'elle fut vivement disputée; enfin l'avantage resta à Napoléon. Mais Napoléon, et je puis dire la France, firent une grande perte; un boulet de canon tua le général Kirschner qui causait avec Duroc, auquel le même boulet emporta le ventre. Je ne m'arrête point ici sur la mort d'un homme de bien, que j'ai vivement aimé et sincèrement regretté. J'aurai bientôt à raconter d'une manière exacte les circonstances de cette mort, qui ne ressemblèrent en rien à l'amplification que Bonaparte fit mettre dans son bulletin officiel.

Le moment était venu pour l'Autriche de prouver si, comme elle en avait la prétention, malgré tant de preuves évidentes du contraire, elle voulait ne pas trahir tout-à-fait la cause de Napoléon. Toutes ses démonstrations amicales se

CHAPITRE XV.

Les deux séjours de Napoléon à Dresde. — La bataille de Bautzen. — Mort de Duroc. — Armistice de Plesswitz. — Assemblée d'un congrès à Prague. — Intervention de l'Autriche. — Possibilité de conclure la paix. — Obstination de Napoléon. — Les mauvais conseillers. — Bataille de Vittoria, et mauvaise position des Français en Espagne. — Influence des nouvelles d'Espagne sur le congrès de Prague. — Arrivée en Europe du général Moreau. — Fausses opinions sur les espérances de Moreau. — Souvenir des promesses d'Alexandre à Bernadotte. — Les véritables intentions de Moreau. — La cocarde verte, le général Willot, et noble pensée du duc de Berry. — Note importante et rectification d'une erreur. — Rupture des conférences de Prague. — Défection du général Jomini. — Batailles de Dresde et de Leipzig. — Un roi fidèle.

J'ai dit que Napoléon avait remporté, le deux de mai, la bataille de Lutzen; huit jours après il était à Dresde, non plus comme à son départ pour la campagne de Russie, semblable au souverain de l'occident de l'Europe, entouré de ses grands vassaux, mais comptant encore sur sa fortune.

les chefs des deux puissances devenues rivales, il n'y avait rien à attendre de ce congrès, où ceux qui y prenaient part ne le faisaient qu'à regret; aussi ai-je su dans le temps que les conférences furent très-peu conciliantes; et je ne fus nullement surpris quand j'appris la rupture des négociations.

On a dit à cette époque que les alliés redemandaient tout ce qu'ils avaient perdu depuis 1805, c'est-à-dire depuis la campagne d'Ulm. On y comprenait la Hollande et les villes Anséatiques devenues françaises. Mais dans ce cas, ne nous restait-il pas encore le Rhin, la Belgique, le Piémont, le comté de Nice et la Savoie? On ne conçoit vraiment pas comment on pouvait exiger autre chose. Mais ce qui était raisonnable n'était pas possible, car cela dépendait d'un homme, qui, pour rien au monde, n'aurait consenti à rétrograder ainsi. Cette funeste résolution était soutenue et encouragée par des hommes qui avaient sa confiance, et qui parlaient comme on a vu que parla Clarke dans une circonstance où il ne fallait que maintenir la paix. Non, l'on ne conçoit pas comment l'empereur a été si mal conseillé. Dès le vingt juin et pendant les jours suivans, et l'armistice devait cesser le huit juillet, la bataille de Vittoria gagnée par les Anglais, qui

mettait toute l'Espagne à leur disposition, et la retraite de Suchet sur l'Ebre[1]; un danger si grand dans le midi, la crainte de voir l'armée d'Espagne anéantie, auraient dû faire changer d'idées à ces guerriers qui ne se sont jamais battus, et pour qui la guerre est indifférente. Malgré l'opposition de Napoléon, que je connais très-bien, et ses dispositions innées à acquérir de la gloire par ses victoires, peut-être n'aurait-il pas été inaccessible à des représentations réitérées, courageuses, faites par des hommes de bon sens et aimant leur pays. La France a ce reproche à leur faire. Certes, on ne peut nier que si, lorsque la nouvelle de la victoire remportée en Espagne par les Anglais, parvint à Dresde et en Bohême, les hostilités eussent recommencé, sans renouvellement de l'armistice expiré le huit de juillet, il en serait dès-lors résulté de grands malheurs. Je suis certain que l'empereur dut être vivement affecté de cette nouvelle de nos désastres en Espagne. Il fallait profiter de ce moment, de sa profonde tristesse,

[1] La nouvelle promptement répandue, de cette bataille décisive, rendit plus difficile la position des plénipotentiaires français à Prague, et rehaussa les prétentions des alliés. Elle ébranla aussi la confiance de ceux d'entre eux qui nous étaient fidèles.

pour balancer son inclination guerrière. La France a payé chèrement cet aveuglement. C'est à cette époque qu'arriva le général Moreau. Quelques personnes ont pensé, d'autres ont écrit, que ce général était venu à la sollicitation de Bernadotte: cela n'est ni exact ni vraisemblable; il n'y a d'abord jamais eu de relations intimes entre Bernadotte et Moreau; et puis, comment croire que le premier ait eu l'idée de voir Moreau empereur! Mais ce qui tranche cette question, c'est la connaissance que l'on a que dans l'entrevue d'*Abo*, l'empereur de Russie laissa entendre à Bernadotte la possibilité éventuelle de remplacer Napoléon. On verra, lors de la restauration, la conversation que j'eus à Paris à ce sujet avec le prince royal de Suède. Il ne faut pas oublier surtout, qu'à l'époque dont il est question, le roi de Suède, duc de Sudermanie, n'était pas mort. Si Bernadotte a pensé à un successeur pour Napoléon, c'est à lui-même qu'il a pensé. On ne peut pas savoir ce que l'empereur Alexandre avait promis à Moreau; mais celui-ci pouvait avoir consenti à favoriser, dans le cas d'une chance heureuse, les vues d'Alexandre et l'ambition de Bernadotte.

Mais ce que l'on sait parfaitement, et j'ai appris depuis d'une manière posi

que les princes français de la maison de Bourbon firent faire à Moreau des ouvertures par un ancien proscrit du 18 fructidor, le général Willot, qui s'était attaché à leur cause. Ce que j'ai su parfaitement, c'est que le général Moreau, qui était alors à Baltimore, ne voulut point adopter ni servir la cause des Bourbons. J'ai su aussi que le duc de Berry écrivit au général Willot une lettre dans laquelle il se plaignait de voir Moreau prendre la cocarde verte, et dans laquelle aussi ce noble prince déclarait que, quoiqu'il pût advenir on ne verrait jamais à son front une cocarde étrangère. Moreau n'a cédé qu'à un besoin : le besoin de se venger de Napoléon; et il trouva la mort où il ne pouvait pas trouver de gloire. [1]

Je reviens aux négociations du congrès de

[1] Le nom du général Moreau me donne l'occasion de rectifier une erreur, bien involontaire sans doute, dans laquelle je suis tombé en parlant du général Lajollais. On a mis sous mes yeux des pièces irréfragables, qui prouvent d'une manière positive que le général Lajollais ne fut pas plus *compère* dans la conspiration de Georges où Moreau fut impliqué, que MM. de Polignac et de Rivière. La conduite du général Lajollais a pu peut-être faire naître des soupçons dans l'esprit des amis du général Moreau sur le rôle qu'il joua; mais, je le répète, je me trouve heureux d'avoir ici l'occasion de rectifier une erreur qui aurait pu

Prague. Vers la fin de juillet, le congrès n'était guère plus avancé que lorsqu'il s'assembla ; loin de rassurer les Français sur la vraisemblance de la paix, l'empereur fit un voyage à Mayence ; l'impératrice vint l'y voir et reprit le chemin de Paris immédiatement après le départ de l'empereur. Je ne sais quels conseils on donna à Bonaparte; sur quoi ses conseillers purent s'appuyer pour éloigner Napoléon de la paix. Quoi qu'il en soit, il retourna à Dresde, et l'armistice, n'étant point renouvelé, expira naturellement le dix-sept août, d'après les conventions.

Une circonstance fatale suivit immédiatement

compromettre l'honneur d'une famille. Je reconnais donc, et je le fais avec empressement, avec plaisir, avec une pleine satisfaction, que Lajollais fut complice plus qu'imprudent, et non agent impulsif dans la conspiration de Georges. Sa légèreté qu'il n'a que trop expiée a pu avoir l'apparence d'une trahison dans un temps où l'on avait tant d'intérêt à trouver des traîtres; mais il m'est actuellement démontré qu'après sa condamnation à mort, sa fille seule, jeune enfant alors, montrant un courage au-dessus de son âge (elle avait quatorze ans), insista avec tant de persévérance que Napoléon ne put se dispenser de lui accorder la grâce de son père; que ses biens ont été confisqués et vendus au profit de l'état; qu'enfin, condamné, par commutation de peine, à quatre années d'emprisonnement, il a subi sa peine [illegible] qu'il est même mort en prison au château d'If, cinq [illegible] l'expiration de sa peine.

la rupture des conférences. Le dix-sept août, l'Autriche accoutumée à gagner par les guerres, comme elle l'était jadis à gagner par les alliances, déclara qu'elle allait joindre ses armées renforcées à celles des alliés. C'était un coup terrible pour la France, car cela mettait près de deux cent mille hommes dans la balance; l'orage avançait rapidement.

Dès l'ouverture de cette malheureuse campagne le général Jomini passa aux ennemis. Il était chef d'état-major du corps de l'infortuné maréchal Ney, qui commençait à exécuter avec cette habileté qu'on lui connaissait les ordres qu'il avait reçus. On fut étonné de cet empressement à pro-

Je dis cela, parce que c'est la vérité, parce que l'on en a mis sous mes yeux des preuves authentiques; et mon amour pour la vérité est tel, que je n'éprouve aucune répugnance à me démentir, quand on me donne des preuves de mon erreur. Je ne reviendrai jamais sur le jugement que j'ai cru devoir porter à l'égard de certains hommes, parce que, en pareil cas, mes jugemens sont les résultats d'une profonde conviction; mais, quant aux faits en général, j'ai pu me laisser égarer par des croyances sans doute répandues à dessein, adopter quelques circonstances dont l'expérience démontre l'erreur, et me laisser prendre aux apparences. On peut, par cette simple et franche déclaration, juger ce que je pense des réclamations auxquelles je ne daignerai pas répondre.

fiter d'une lutte qui s'engageait sous de tristes auspices, pour courir après une nouvelle fortune qui promettait plus que celle que l'on avait tentée dans nos rangs. Jomini est jugé.

Je ne parlerai que des actions militaires *décisives*. Les mouvemens de nos troupes et leurs manœuvres ont été si bien exposés dans beaucoup de bons ouvrages, que ce que je dirais n'en serait que la répétition.

La première affaire fut celle de Dresde, qui eut lieu sept jours après la rupture de l'armistice, et la défaite de Vandamme qui rendit nulle la victoire de Dresde. J'ai dit que ce fut là que périt Moreau. Tous les corps d'armée qui agirent en même temps éprouvèrent des revers; et puisque l'on parle toujours de la fortune, on ne peut disconvenir qu'elle nous abandonnait. Comme l'élan était donné, la Bavière, débarrassée des corps de troupes françaises qui occupaient le territoire de ce royaume, leva le masque et se rangea parmi nos ennemis.

A cette époque, c'est-à-dire au mois d'octobre, fut livrée et perdue près de Leipzig, la bataille qui décida du sort de la France. L'armée saxonne, la seule qui nous fût encore fidèle, passa de nos rangs dans les rangs ennemis pendant la bataille.

On verra plus tard, quand j'aurai à parler du congrès de Vienne, comment le roi de Saxe expia sa fidélité à garder ses engagemens envers la France, sans qu'on lui tînt compte de ce secours donné aux alliés, et de la trahison des Saxons, à laquelle le roi n'avait certes pas pris part, et qui fut si utile pour les alliés.

CHAPITRE XVI.

Reprise des hostilités. — Batailles de Dresde et de Leipzig. — Duroc et Poniatowski. — Mort de Duroc, douleur fastueuse et regrets universels. — Bulletin et phrases arrangées. — Souvenir de Desaix. — La vérité sur la mort de Duroc. — Lettre d'un témoin oculaire. — Souvenir d'un entretien avec Duroc.—Impatience de Duroc contre Napoléon, et interruption. — Conversation reprise au bout d'un an. — Ce que Napoléon dit de moi à Duroc.— Intention de me replacer. — Nouvelles preuves de l'amitié de Duroc à mon égard. —Impression produite par la mort des anciens compagnons d'armes de l'empereur. — Poniatowski. — Le commencement de sa carrière. — Poniatowski ministre du grand duché de Varsovie. — Désastres de la journée de Leipzig. — Le pont de Lindenau. — Justification dans le Moniteur. — Commission militaire nommée et non convoquée. — Les derniers mots et les derniers momens de Poniatowski.— Bravoure incroyable. — Le tombeau dans un jardin et la cathédrale de Varsovie.

Le congrès de Prague s'étant séparé, sans arriver à aucun résultat, les hostilités recommencèrent vers le milieu d'août, et dix jours après,

eut lieu la bataille de Dresde où nous eûmes encore l'avantage sur les Russes, et qui sera éternellement célèbre par la mort de Moreau. Pendant ce temps-là, Vandamme était fait prisonnier en Bohême, et le mois d'octobre fut signalé par la bataille de Wachau, où les succès et les pertes furent à peu près balancés; et enfin, par la bataille de Leipzig, signal de nos grands désastres, et où périt Poniatowski, en voulant traverser l'Elster. Je n'ai point à entrer dans le détail de ces événemens et de ces combats, où la valeur française fut toujours la même, mais non pas la fortune.

Napoléon rentra le deux novembre à Mayence, et de là se rendit à Paris. Ici je placerai ce que j'ai su de la mort de deux hommes qui furent l'un et l'autre vivement regrettés, et qui, tous deux, méritèrent les regrets de tout le monde : Duroc et Poniatowski. Napoléon regretta aussi Duroc, non pas par sensibilité, mais parce qu'il lui était d'une grande utilité; c'était lui qui avait établi l'ordre admirable qui régnait dans l'administration de la maison de l'empereur et dans celle des palais impériaux; mais Napoléon voulut rendre sa douleur solennelle, et, pour cela, après avoir arrangé la scène tragique de la mort de Duroc, il

fit faire un tableau, pour en transmettre le souvenir à la postérité. Voici d'abord ce que l'empereur fit mettre dans le bulletin où on parla fastueusement de la perte que venait de faire l'empereur, et quelles phrases arrangées on eut le front de placer dans la bouche de Duroc expirant. Si donc le bulletin était exact, Duroc aurait dit à l'empereur : « Toute ma vie a été consacrée à votre service, et je ne la regrette que « pour l'utilité dont elle pouvait vous être encore. Oui, Sire, nous nous retrouverons un « jour, mais ce sera dans trente ans [1]; quand vous « aurez triomphé de vos ennemis, et réalisé toutes « les espérances de votre patrie. J'ai vécu en « honnête homme; je ne me reproche rien; je « laisse une fille; Votre Majesté lui tiendra lieu « de père. »

Pas un mot de vrai dans tout cela; ce discours est un discours arrangé et fait exprès, comme celui que le premier consul avait fait tenir à Desaix, après la bataille de Marengo. Je crois que c'est dans Homère qu'il avait pris l'usage de faire parler ses héros au moment de leur mort. La vé-

[1] Napoléon affectionnait particulièrement ce passage où Duroc l'ajournait à trente ans.

rité est que Duroc éprouvait des douleurs atroces : on n'est pas, dans ce moment, très-éloquent, ni grand causeur. Je me rappelle, et j'affirme avoir lu, dans le temps, une lettre arrivée par l'estafette, et écrite par un témoin oculaire qui accompagnait l'empereur, et qui avait des fonctions auprès de lui. Ce personnage écrivit à un ministre, son ami, de n'ajouter aucune foi au récit officiel que l'on faisait de la visite de Napoléon à Duroc : il ajoutait que Duroc, souffrant beaucoup, et voyant que sa visite se prolongeait, se retourna péniblement sur le côté gauche, et dit à l'empereur, en lui faisant avec la main droite signe de s'éloigner : — *Ah ! Sire, laissez-moi du moins mourir tranquille.*

Pour donner croyance à ce fait que je ne garantis pas, puisque je n'en suis que narrateur et non témoin oculaire, j'en citerai un que je garantis. Avant de partir pour la campagne de 1812, Duroc m'avait fait prier de passer au pavillon Marsan, où il logeait. J'y allais souvent. Il descendit à midi de chez l'empereur, avec lequel il venait de faire son travail ordinaire. Il était en costume. Je l'attendais depuis cinq minutes. A peine entré, il me dit, en ôtant son habit et serrant son chapeau : — Je vais, pour toi seul, te

rendre compte d'une conversation que j'ai eue, sur toi, avec l'empereur. N'en dis rien à personne; attends avec patience, et tu seras..... A peine m'avait-il, dit tu seras... qu'un valet de pied entra. — *Monseigneur, l'empereur vous demande tout de suite.* Duroc lui dit, d'une voix forte : *Allons, c'est bon, pas si haut, j'y vais.* A peine le valet de pied eut-il fermé la porte, que Duroc, qui était en chemise, levant la jambe droite assez haut, et frappant le parquet avec une grande violence, s'écria : *S.... n.. d. D...*, *le matin ne me laissera jamais tranquille : j'ai cinq minutes de bonheur, il me les envie et me les enlève.* Il remit son habit, et remonta tout de suite chez l'empereur, en me disant: « Mon cher, à un autre jour. »

Depuis ce jour, je n'ai pu rejoindre Duroc qu'au mois de janvier 1813. Il avait été toujours absent, et n'était revenu qu'à la fin de 1812. Je le vis très-affecté du résultat de cette campagne. Mais il avait encore assez de confiance dans le génie de Napoléon, ce qui le rassurait. Je ne partageais pas ses espérances; et les mesures qu'il me disait que l'empereur allait prendre, pour recommencer la lutte, étaient loin d'avoir mon assentiment. Je cessai la conversation sur ce sujet, et je lui rappelai qu'il ne m'avait dit que les premiers mots

de ce qui s'était passé à mon égard, entre l'empereur et lui. — Tu as raison, me dit-il; eh bien, écoute : la veille du jour où l'empereur me fit cette petite taquinerie, qui me donna tant d'humeur, il s'amusait à jouer au billard avec moi, et, entre nous, il y joue bien mal. Il n'est pas heureux aux jeux d'adresse. Tout en poussant négligemment ses billes, il murmura ces mots : « — Duroc, voyez-vous toujours Bourrienne? — « Oui, Sire. Il vient quelquefois dîner chez moi « aux réceptions diplomatiques, et il est si drôle « avec son habit d'ancienne mode, en étoffe de « Lyon, que vous ririez si vous le voyiez costumé « de la sorte. — Eh bien! qu'en dit-il? — Je « dois vous avouer qu'il dit que c'est ridicule; « que cela n'aura d'autre résultat que de faire dé- « biter quelques vieilleries des fabriques de Lyon; « que toute innovation forcée aux usages d'une « nation n'a jamais de succès. — Il est toujours « comme cela; il ne trouve jamais rien de bon. « — C'est vrai, il est un peu frondeur, mais c'est « qu'il dit ce qu'il pense. — Savez-vous, Duroc, « qu'il m'a bien servi à Hambourg? Il m'a fait « rentrer beaucoup d'argent; c'est un homme « qui sait faire : je ne veux pas le laisser dans l'i- « naction. Il doit s'ennuyer. Je ne sais pas ce que

« je lui donnerai, mais je verrai. Il a beaucoup « d'ennemis. — Mais, Sire, qui n'en a pas? — « On m'a encore envoyé de Hambourg beau- « coup de plaintes contre lui; mais la lettre qu'il « m'a écrite, dans le temps, pour se justifier, m'a « ouvert les yeux; et je commence à croire que « Savary a eu des motifs fondés pour le défendre. « On cherche toujours à me dissuader de le ratta- « cher à mes affaires; mais je finirai pourtant par « là. Je ne peux pas oublier que c'est lui qui m'a « prévenu le premier de l'époque vraisemblable « de la guerre que nous faisons. J'oublie tout ce « que l'on m'a dit contre lui, depuis deux ans, « et dès que la paix sera faite, et que je serai tran- « quille, je penserai à lui. Tenez-moi au courant « de ce qu'il fera. »

Cette conversation était bien différente du contenu d'une lettre que Napoléon avait écrite le 25 décembre 1811, dans laquelle, afin de justifier le refus obstiné qu'il faisait de me voir, il me soupçonnait d'avoir des intrigues suivies avec l'Angleterre. Est-ce le souvenir de cette conversation avec Duroc qui est revenu dans sa mémoire, à la fin de l'année 1813? On en jugera à cette époque.

A la suite de ce récit, Duroc me dit : « Tu con-

çois bien que j'ai dit de toi tout ce que j'en pense. Sois tranquille, je lui rappellerai ses bonnes dispositions, dans l'occasion. Il faut attendre : adieu, mon cher ; je vais où tu sais, je suis libre aujourd'hui ; mais nous allons partir, et Dieu sait quand nous reviendrons. »

Je lui souhaitai une heureuse campagne et un prompt retour. Mais je ne devais plus revoir qu'une fois cet excellent ami ; et ce fut le jour dont j'ai parlé, où je dînai chez lui pour la dernière fois.

Non-seulement la mort de Duroc fut une perte réelle, mais elle produisit dans l'opinion publique un effet moral, fâcheux pour Napoléon ; et j'ai été à même de remarquer que chaque fois qu'un de ses anciens compagnons d'armes tombait victime de son ambition, on maudissait plus que jamais cet insatiable besoin de faire la guerre, qui tourmentait Napoléon et qui finit par le perdre. Après la mort de Duroc, celle de Poniatowski fut celle qui, pendant la campagne de 1813, occupa le plus les esprits. Joseph Poniatowski, neveu du roi de Pologne, Stanislas-Auguste, était né le 7 mai 1763, à Varsovie.

Poniatowski montra, partout et de bonne heure, lorsqu'il n'était pas guidé par l'influence

du roi son oncle, une grande activité et un grand amour de la patrie. Mais cette influence lui donna une apparente irrésolution qui le rendit suspect aux différens partis. Pendant la campagne de 1792, il combattit les Russes, montra, dans le commencement, beaucoup de zèle et de prévoyance; mais se laissa, par la suite, plus intimider par les ordres de la cour, que par les progrès de l'ennemi.

Après que son oncle eut accédé à la confédération de *Targowitz*, le prince Poniatowski prit son congé avec la plus grande partie de ses meilleurs officiers. Mais, lorsqu'en 1794, les Polonais essayèrent de chasser les Russes, il se rendit de nouveau dans le camp polonais, et prit du service comme volontaire. Sa noble conduite lui assura l'estime des Polonais. *Kosciusko* lui confia une division, avec laquelle il rendit d'utiles services, pendant les deux sièges de Varsovie. Aussitôt après la reddition de cette ville, Poniatowski alla à Vienne. Il refusa les offres de Catherine et de Paul, de prendre du service en Russie. Ce dernier l'avait nommé lieutenant-général.

Poniatowski se retira alors dans ses biens, près de Varsovie. Il vécut comme un simple particulier, jusqu'à la création du grand duché de Var

sovie, qui réveillait de nouveau les espérances des patriotes polonais. Il fut alors ministre de la guerre. L'archiduc Ferdinand étant venu, en 1809, avec des troupes autrichiennes, pour prendre possession du duché de Varsovie, Poniatowski, qui commandait les troupes polonaises très-inférieures en nombre aux troupes autrichiennes, força celles-ci, plutôt par d'habiles manœuvres que par des combats, à évacuer le grand-duché, et il les poursuivit en Gallicie jusqu'à Cracovie.

Après cette campagne honorable, il vécut comme ministre jusqu'en 1812. La guerre contre la Russie le fit appeler de nouveau à la tête de l'armée polonaise. Après avoir pris part à tous les événemens de cette guerre, qui eut des chances si diverses, il se trouva à la bataille de Leipzig. Il venait d'être nommé maréchal de France. Cette bataille qui commença le 14 octobre, anniversaire des fameuses journées d'Ulm et d'Iéna, dura quatre jours et décida du sort de l'Europe. C'est dans ces jours de défection, que cinq cent mille hommes se battirent sur une surface de trois lieues carrées.

La retraite étant devenue indispensable, Napoléon prit à Leipzig congé du roi de Saxe et de sa famille, qu'il avait amenés avec lui de Dresde.

L'empereur dit alors à haute voix aux habitans qui remplissaient la place du marché où demeurait le roi de Saxe, *Adieu, Saxons.* Il parvint avec peine, et par des détours, dans le faubourg de Runstadt, et quitta Leipzig par la porte extérieure de ce faubourg, qui conduit au pont de l'Elster et à Lindenau.

Le pont sauta peu après qu'il l'eut passé, et beaucoup trop tôt, puisque cet événement empêcha complètement la retraite de toute la partie de l'armée qui se trouvait sur la rive gauche de l'Elster, et qui tomba au pouvoir de l'ennemi.

On a, dans le temps, accusé Napoléon d'avoir ordonné la destruction du pont, immédiatement après son passage, pour assurer sa retraite personnelle, se trouvant menacé par l'active poursuite de l'ennemi. Les journaux anglais étaient unanimes sur ce point, et peu d'habitans de Leipzig en doutaient. Pour détruire cette opinion qui dans le moment *était générale*, on fit insérer dans le Moniteur l'article suivant.

« L'empereur avait ordonné au génie de pratiquer des fougasses sous le grand pont, qui est « entre Leipzig et Lindenau, afin de le faire sau« ter au dernier moment, de retarder ainsi la « marche de l'ennemi et de donner le temps aux ba-

« gages de défiler. Le général Dusausoy avait chargé « le colonel Montfort de cette opération. Le co- « lonel, au lieu de rester sur les lieux pour la « diriger et pour donner le signal, ordonna à un « caporal et à quatre sapeurs, de faire sauter le « pont aussitôt que l'ennemi se présenterait. Le « caporal, homme sans intelligence, comprit « mal sa mission : entendant les premiers coups « de fusils tirés des remparts de la ville, il « mit le feu aux fougasses et fit sauter le pont. « Une partie de l'armée était encore de l'autre côté « avec un parc de quatre-vingts bouches à feu et « de quelques centaines de voitures.

« La tête de cette partie de l'armée qui arrivait « au pont, le voyant sauter, crut qu'il était au « pouvoir de l'ennemi. Un cri d'épouvante se « propagea de rang en rang. *L'ennemi est sur nos « derrières et les ponts sont coupés.* Ces malheureux « se débandèrent et cherchèrent à se sauver. Le « duc de Tarente passa la rivière à la nage. Le « prince Poniatowski monté sur un cheval fou- « gueux s'élança dans l'eau, et n'a plus reparu. « L'empereur n'apprit ce désastre que lorsqu'il « n'était plus temps d'y remédier : aucun remède « même n'eût été possible. Le colonel Montfort « et le caporal des sapeurs, sont traduits à un con-

« seil de guerre. » Il est à remarquer que ce conseil de guerre n'eut pas lieu. Qu'en conclure? rien, sinon que ce fut encore un de ces secrets qui ne peuvent être révélés que par ceux qui y ont été initiés.

Napoléon avant de passer le pont de l'Elster, avait chargé le prince Poniatowski de couvrir et de protéger, de concert avec le maréchal Macdonald, la retraite, et de défendre la partie du faubourg de Leipzig, qui avoisine le plus le chemin de Borna. Il n'avait pour exécuter ces ordres que deux mille hommes d'infanterie polonaise. Il était dans cette triste position, lorsqu'il aperçut les colonnes françaises en pleine retraite, et le pont tellement encombré de leur artillerie et de leurs charriots, qu'il n'était plus possible d'y passer. Tirant alors son sabre et se tournant vers les officiers qui étaient près de lui : *Messieurs*, dit-il, *c'est ici qu'il faut succomber avec honneur*. Il s'élança aussitôt à la tête d'un petit nombre de cuirassiers et d'officiers polonais, sur les colonnes des alliés. A cette action il reçut une balle dans le bras gauche : il avait déjà été blessé le 14 et le 16. Il n'en marcha pas moins en avant; mais il trouva le faubourg rempli de troupes alliées. Il se fit jour et reçut une autre blessure : alors il se jeta dans la

Pleisse qui est avant l'Elster. Aidé par ses officiers, il gagna le bord opposé, laissant son cheval dans la Pleisse. Quoique très-fatigué, il en monta un autre, et gagna l'Elster, au travers du jardin de M. Reichenbach, qui borde cette rivière. Le moment pressait; aussi la majeure partie des troupes se noya dans la Pleisse et l'Elster. Quelque escarpées que fussent en cet endroit les rives de cette dernière rivière, le prince, quoique blessé, s'y précipita avec son cheval: l'homme et le cheval furent engloutis, ainsi que plusieurs officiers qui prirent la même résolution. Beaucoup furent pris sur la rivière. Le maréchal Macdonald échappa heureusement. Cinq jours après, un pêcheur retrouva le corps du prince, et le retira de l'eau. Il fut provisoirement déposé le 26 octobre, dans les sépultures du sénat, avec tous les honneurs dus au rang du défunt. Une modeste pierre désigne l'endroit où le prince fut trouvé. Les Polonais témoignèrent à M. de Reichenbach le désir d'élever à leur compatriote un monument dans son jardin. Il leur déclara qu'il voulait s'en charger lui-même. Il fit en effet élever un beau sarcophage au milieu d'un gazon, entouré de magnifiques saules pleureurs.

Le corps du prince, après avoir été embaumé,

fut envoyé l'année suivante à Varsovie. L'empereur Alexandre permit, en 1816, que les restes du prince fussent déposés dans la cathédrale de Varsovie, où reposent les rois et les grands hommes de la Pologne. Le célèbre sculpteur Thorswalden reçut la commission de faire son monument.

Le prince Poniatowski n'a laissé qu'un fils naturel né en 1790. Cette race royale ne subsiste plus que dans une ligne collatérale du roi Stanislas, celle du prince Stanislas, né en 1754.

CHAPITRE XVII.

Le gouvernement de Marie-Louise, et les lettres de grâce. — Voyage de l'empereur et de l'impératrice à Mayence. — Bonnes dispositions du duc de Rovigo. — Résolution de tout dire à Napoléon. — Un million d'ennemis et Murat contre l'empereur. — Fausses idées de Bonaparte sur le crédit public. — La baisse des fonds et soixante millions perdus. — Multiplication des cabinets secrets. — — Amitié de Savary pour moi, et souvenir de l'aide-de-camp de Desaix. — Le protecteur devenu protégé. — Retour de Napoléon vers moi, et redoublement de calomnies. — Pénible obligation et nécessité de parler de soi. — Vexations exercées par la police de Hambourg contre un de mes amis. — Note importante. — Arrestation et élargissement. — Les formes violées. — Présence d'esprit d'une servante allemande. — La vérité connue malgré les efforts faits pour l'étouffer. — Nouvelles et intolérables rigueurs du gouvernement de Hambourg. — Épidémie, et mort de M. de Chaban. — L'enterrement simulé.

Pendant la campagne de Dresde, on avait été

en général satisfait du gouvernement de Marie-Louise, parce que l'on savait que, refusant d'apposer son nom au bas des condamnations, quand le grand-juge travaillait avec elle, elle se plaisait au contraire à signer des lettres de grâce, toutes les fois qu'il se présentait des cas où l'exécution d'un jugement n'était pas commandée par des crimes irrémissibles. Comme je continuais à voir très-fréquemment Savary, je me rappelle qu'il m'en parlait toujours avec éloge, et je dois dire, parce que c'est la vérité, qu'à cette époque, Savary était de tous les ministres de Napoléon celui qui voyait et appréciait le mieux le véritable état des choses; et il me revient à l'esprit une circonstance où je le vis bien déterminé à dire à l'empereur combien il importait de conclure la paix, quelques sacrifices qu'il en dût coûter. C'était pendant la prolongation de l'armistice de Plesswitz, lorsque les conférences de Prague n'étant pas encore rompues, on pouvait espérer qu'elles auraient un résultat favorable. A cette époque, l'empereur avait quitté Dresde pour se rendre à Mayence, où il fit venir l'impératrice passer quelques jours avec lui. Savary me dit un jour qu'il venait d'écrire à l'empereur pour lui demander la permission de l'aller rejoindre à Mayence, et il

me manifesta l'intention de lui dire franchement toute la vérité sans rien dissimuler de l'état où se trouvait l'empire qui avait un besoin absolu de la paix. Le duc de Rovigo croyait que s'il eût vu l'empereur, il l'aurait déterminé à se relâcher des prétentions inopportunes qu'il avait encore ; quant à moi, je connaissais trop bien Bonaparte pour partager les illusions de Savary à cet égard, d'ailleurs, il ne lui fut pas permis de quitter Paris, attendu que l'empereur ne resta alors que peu de jours à Mayence.

Lorsque la guerre eut repris son cours, et que nous eûmes subi le désastre de Leipzig, je suis certain que les souverains alliés conçurent le projet de ne plus traiter avec Napoléon que dans sa capitale, comme lui-même n'avait deux fois traité qu'à Vienne avec l'empereur d'Autriche. Ce souverain leva tout-à-fait le masque, et déclara à l'empereur qu'il allait faire cause commune contre lui avec la Russie et la Prusse, se servant dans sa déclaration du singulier prétexte que, plus il y aurait d'ennemis contre lui, plus il y aurait de chances pour le contraindre plus promptement à accéder à des conditions qui rétabliraient enfin la tranquillité dont toute l'Europe avait un si grand besoin. Ce n'était pas une chose de peu

d'importance que cette déclaration de l'Autriche, puisque, s'y étant préparée de longue main, elle avait fait d'immenses armemens qui s'élevaient à deux cent cinquante mille hommes. La Russie en comptait autant sous les drapeaux qu'elle avançait vers le Rhin; la Prusse avait deux cent mille hommes; la confédération du Rhin cent cinquante mille; enfin, en comptant les troupes suédoises et hollandaises, les armées anglaises, tant en Espagne que dans les Pays-Bas, les Danois qui nous abandonnèrent aussi, les Espagnols et les Portugais, dont nos revers avaient augmenté le courage, en redoublant leurs espérances, quand les défections furent complètes, Napoléon eut contre lui plus d'un million d'ennemis. Parmi eux se trouvaient aussi des Napolitains, et Murat était à leur tête!

Quand le signal de nos grands désastres fut donné, on vit progressivement décroître le cours des rentes. Il y eut surtout une baisse considérable après la bataille de Leipzig. J'ai dit comment Napoléon avait toujours eu les idées les plus fausses sur le crédit public, aussi fut-il vivement effrayé de la baisse des effets publics; et le beau moyen qu'il imagina pour tâcher de pallier cette déconvenue du trésor, fut de faire acheter des rentes, afin d'en maintenir le cours à un taux

plus élevé. C'était chez lui une manie, une idée fixe, dont les plus sages conseils n'ont jamais pu le faire revenir; aussi qu'arrivait-il alors? Lorsque les affaires publiques allaient mal, cela précipitait la rente; et comme on était sûr de trouver un bon acheteur, les rentes à vendre affluaient sur la place. Ce jeu n'étant pas encore assez pour lui, il avait recours à des supercheries que l'on pourrait appeler enfantines, à tel point que plusieurs fois il faisait annoncer le cours de la rente à quatre-vingt, quand elle était à soixante. Je crois même me rappeler que ce moyen a été pratiqué dans le Moniteur, qui devait coter la rente; et quand ce bel effet était produit, on en était quitte pour annoncer ensuite que c'était par erreur que l'on avait mis un six au lieu d'un huit. A son jeu illusoire l'empereur a dépensé soixante millions qu'il aurait beaucoup mieux fait d'employer à faire acheter à Londres des traites sur Paris. Jamais Bonaparte n'a pu comprendre que la hausse et la baisse des fonds publics, tiennent à une bonne ou à une mauvaise administration des finances d'un pays, au plus ou moins de loyauté du débiteur, à un état de paix ou à un état de guerre, enfin à un bon ou à un mauvais système d'amortissement. Or, la caisse d'amortissement

n'était pour l'empereur qu'une caisse à laquelle il pouvait puiser dans les momens urgens.

A cette même époque, c'est-à-dire vers l'automne de 1813, chose que l'on a peine à s'expliquer, plus le gouvernement impérial penchait vers son déclin, plus on multipliait les mesures vexatoires: déjà, depuis les premiers désastres de la retraite de Moskow, afin d'empêcher la vérité de circuler, on avait trouvé bon d'arrêter toutes les communications, tous les épanchemens de la douleur et de l'amitié; et l'ordre fut donné de saisir à la poste les lettres qui venaient de l'étranger et celles qui y étaient destinées. Ce moyen d'investigation étant usé à Paris, comme Napoléon l'a fort judicieusement fait observer à Sainte-Hélène, on établit des cabinets secrets dans les pays conquis. Il y en eut à Ostende, à Bruxelles, à Hambourg, à Berlin, à Milan, à Florence. Il suffisait alors d'un avis de l'autorité supérieure, pour signaler à un bureau secret une lettre qu'on voulait faire ouvrir, et dont on désirait que la copie fût mise sous les yeux de l'empereur. Cet intolérable abus n'a pas été sans influence sur la chute de l'empire; et comment pouvait-on espérer que des populations, inaccoutumées autrefois à de pareilles vexations, ne saisiraient pas

avec empressement l'occasion de secouer le joug qui s'appesantissait sur toute l'Europe, tant que Napoléon y exerça sa puissance. Les abus avaient fait la révolution française ; ils ont ouvert les voies à la restauration, quoique bien certainement l'Europe, soulevée contre nous, n'eût alors aucun plan arrêté pour le rappel des Bourbons sur le trône de France.

La violation du secret des lettres, dans les succursales du haut espionnage, m'indignait plus qu'un autre, parce qu'il est impossible de se mettre, soi, tellement en dehors de ses jugemens, que je puisse oublier que j'avais failli en être plusieurs fois victime. J'avais eu assez de confiance en Savary, qui la méritait bien, pour lui faire connaître mes moyens de correspondance avec Hambourg, et il sut les infidélités de quelques agens qui, j'en ai conservé la ferme conviction, n'avaient point agi d'après ses ordres. Savary avait pour moi, du moins je suis autorisé à le croire, une amitié sincère : peut-être se souvenait-il avec quelque reconnaissance de la manière dont, après la mort de Desaix, j'avais appuyé auprès de Bonaparte sa nomination d'aide-de-camp du premier consul; et tel est le bizarre mouvement des choses humaines, que protecteur de Savary

auprès de Bonaparte consul, je me trouvai heureux plus tard d'être, à mon tour, protégé par le duc de Rovigo auprès de Napoléon empereur. Je dois ajouter que ni en Italie, après Marengo, ni à Paris, pendant ma disgrâce, il n'y eut, entre le protecteur et le protégé, ce que nous avions été l'un pour l'autre, à tour de rôle, d'autres relations que celles de bons camarades. Savary savait la vérité sur les motifs d'accusation de mes ennemis, aussi ne se rebuta-t-il jamais de prendre mon parti contre leurs calomnies, s'étant même pour cela exposé plus d'une fois à quelques boutades impériales. Je n'oublierai jamais sa conduite envers moi, dans ces luttes pénibles contre d'indignes machinations et la toute-puissance prévenue.

En 1813, il y eut comme un redoublement de calomnies contre moi, parce qu'on avait découvert que la bienveillance et l'amitié de Napoléon s'étaient renouvelées à mon égard. Eclairé par les événemens, il les compara à ce que je lui avais écrit dès la fin de 1810, sur les armemens de la Russie, et les dispositions probables de quelques souverains, et avec le souvenir de ce service se réveilla aussi en lui, le souvenir des soixante millions dont j'avais grossi son trésor particulier.

Ici, quelque répugnance que j'aie à parler de moi, il faut bien que j'entre dans quelques détails sur les attaques que mes ennemis dirigèrent contre moi avec une si cruelle persévérance. C'est une nécessité à laquelle on est condamné quand on se résout à publier ses Mémoires; et d'ailleurs, dans le tableau du déchaînement des passions haineuses, alors même qu'elles n'ont pour but que la perte d'un individu, il y a toujours quelque chose à prendre pour l'étude de l'homme en général; et, je le dis en vérité, si je n'avais pas fait de grands progrès dans cette triste science, ce ne serait pas faute de grands exemples à étudier.

J'avais, comme je l'ai dit, conservé des correspondans à Hambourg. Il en était un entre-autres, qui me tenait au courant de tout ce que, dans ma position, j'avais si grand intérêt de savoir. La police inquiète et soupçonneuse de Davoust ne pouvait manquer d'arriver sur les traces de la personne avec laquelle j'avais eu de nombreuses relations de service, et qui, avant et depuis mon départ, prenait des notes sur les affaires du temps, avec une loyauté, une rigidité de principes et un amour pour la vérité, que personne ne lui contestait. Il fallut se défaire d'un observateur im-

partial, qui avait la constance d'enregistrer fidèlement, tous les faits accomplis sous le règne insupportable d'une tyrannie déléguée dans les pays Anséatiques.

Le vingt-trois juin, la personne dont je parle, soupçonnée enfin d'avoir des relations avec moi, fut arrêtée pour ce seul fait et conduite dans la prison du Winser-Baum. Les scellés furent mis sur ses cartons; on les marqua de son sceau et ils furent enlevés immédiatement. On ne lui fit subir aucun interrogatoire, et le premier juillet à dix heures du soir, on le rendit à la liberté, par ordre, lui dit-on, du ministre de la police générale; [1] mais on l'informa par une lettre confiden-

[1] Je possède deux pièces qui tranchent la question sur les déplorables machinations dont on s'efforça de me rendre victime; elles sont d'une haute importance, et l'on y voit à jour des manœuvres qui me semblent curieuses à connaître pour tout le monde. Ce sont deux lettres adressées par le duc de Rovigo, alors ministre de la police, l'une au maréchal Davoust, l'autre à M. Daubignosc, chargé de la police à Hambourg. J'ai résisté au désir que j'avais d'insérer ces deux lettres dans le corps de mes Mémoires; mais comme elles sont un peu longues, j'ai pensé qu'il suffirait de les placer à la fin de ce volume; et en cette circonstance, je prie le lecteur de me permettre de lui en recommander la lecture avec attention.

tielle, que les soins d'un ami dont il ne pouvait avoir perdu le souvenir, avaient contribué beaucoup à sa délivrance.

Le lendemain, deux juillet, la personne relâchée se rendit chez M. Daubignosc, qui lui intima l'ordre de partir sans délai, et lui remit ses cartons : ils avaient été ouverts hors de sa présence. Elle en fit l'observation à M. Daubignosc et lui témoigna son étonnement de cette violation des formes ; à quoi celui-ci répondit en souriant : « Oh ! « mais, nous ne suivons pas la marche ordinaire.» Il l'invita ensuite amicalement à se soustraire le plus promptement possible aux soupçons de Davoust. Dans cette cruelle circonstance, mon ami dut la vie à l'adresse d'une fidèle Allemande qu'il avait à son service. Cette fille, au moment même où l'on arrêtait son maître, eut la présence d'esprit de soustraire celui de ses cartons, qui contenait les notes dont on avait un si vif désir de s'emparer, afin de les anéantir et d'avoir l'occasion d'empêcher la vérité d'être connue, et de punir le téméraire qui osait en conserver le souvenir. Ainsi, éloigné de Hambourg, des notes exactes ne manquèrent pas pour cela à mon ami, il délégua sa confiance à une personne qui en était digne, et qui suivit avec la même exactitude la série des

événemens jusqu'en 1814, époque où il retourna à Hambourg. Là, il fut à même de compléter sa relation avec des renseignemens exacts, dont les personnes les plus dignes de foi lui confirmèrent l'authenticité. Les malheureux Hambourgeois ont assez souffert pour avoir au moins la triste consolation de lire l'histoire fidèle de leurs malheurs, s'il est vrai, comme le prétend Sénèque, qu'il soit doux de se souvenir de ce qui fut pénible à souffrir.

Quel gouvernement, en effet, que celui de Davoust dans les pays Anséatiques ! Les mesures injustes et rigoureuses s'y succédaient sans interruption. Le quatorze d'août, un arrêté du préfet ordonna de séquestrer les biens des quatre plus riches particuliers de Lubeck. On y comprit mademoiselle Radde, fille de l'ancien maire dont la mort était encore récente, et qui fut si connu de son vivant par sa probité et ses malheurs. Le motif du séquestre était de n'avoir pas soldé leurs contributions extraordinaires. La vente des biens fut ordonnée, afin, disait l'arrêté, de faire un exemple.

Un second arrêté, du dix-sept septembre, signé par le préfet, en l'absence du prince d'Eckmuhl, prononça le séquestre dans les vingt-quatre

heures, et la vente immédiate des biens des retardataires du paiement de la contribution extraordinaire de quarante-huit millions, l'envoi au-delà du Rhin de toutes les marchandises, si l'on ne trouvait pas à les vendre à Hambourg, et tout cela, disait l'arrêté, *nonobstant toutes oppositions, de quelque nature qu'elles puissent être, attendu qu'aucune créance particulière ne saurait, dans cette circonstance, primer le privilége du trésor impérial.*

Telles étaient les mesures que l'on ne saurait caractériser, qui étaient loin de rétablir le calme et de ramener les esprits. Le maréchal Davoust, l'aide-de-camp de l'empereur, Hogendorff, gouverneur de la ville, le commissaire-général de police Daubignosc, le conseiller d'état de Chaban, intendant des finances et le préfet de Breteuil, contribuaient également à ces mesures par tous les moyens qui dépendaient d'eux. Cependant il est juste d'établir entre eux cette différence, c'est que l'un était le chef suprême de ce gouvernement, et que les autres étaient contraints d'obéir et de seconder les mesures du maréchal, ou de quitter la place. Ainsi, par exemple, M. de Chaban était un honnête homme; mais le désir ardent qu'il avait d'être sénateur, joint à la terreur que lui

inspirait Davoust, l'entraînèrent malgré lui. Quelque temps après l'époque où nous sommes, une maladie terrible ravagea les hôpitaux. Davoust exigea que M. de Chaban en fît la visite plusieurs fois par jour. Il fut promptement atteint de la maladie contagieuse qui enleva plus de quinze mille soldats, et y succomba. Il fut regretté. En m'annonçant sa mort, on m'écrivit de Hambourg que Davoust fit inhumer en grande pompe, et selon les usages du pays, un cercueil magnifique, qui était vide. Le corps de M. de Chaban était plongé dans une baignoire remplie de vinaigre et d'herbes aromatiques. Ce ne fut qu'après la levée du blocus que le corps fut transporté en France, dans une terre que M. de Chaban possédait en Beauce. Je ne puis m'expliquer cette jonglerie qui me fut rapportée dans le temps et confirmée depuis.

CHAPITRE XVIII.

Marche des étrangers sur le Rhin. — Situation de Napoléon. — L'aurore du consulat et la fin de l'empire. — Levée de deux cent-quatre-vingt mille hommes. — Désastres de Leipzig. — Horrible situation des Français à Mayence. — Renseignemens particuliers. — Levée de trois cent mille hommes. — 1813 plus funeste que 1812. —Influence des premières défections sur l'esprit de l'empereur. — Souvenir oublié et paroles de Napoléon. — Invincible éloignement de Bonaparte pour la paix. — Causes de cet éloignement résultant de son caractère. — La gloire préférée au pouvoir. — Déclaration de Francfort. — Tergiversations de l'empereur. — Conditions des alliés. — Motifs pour lesquels Napoléon feint de désirer la paix.— L'ancien territoire de la France.—M. de Metternich. — M. de Bassano, et correspondances diplomatiques sans résultat. — Le duc de Vicence ministre des affaires étrangères. — Conditions des alliés vaguement acceptées. — Découragement général. — Les besoins et les répugnances de la France. — Désir de gagner du temps et départ de Caulaincourt pour le quartier-général des alliés.

Le mois de novembre 1813 fut un mois fatal à

la fortune de Napoléon; de toutes parts nos armées étaient repoussées et acculées contre le Rhin. Dans toutes les directions les armées alliées s'avançaient vers ce fleuve, et il y avait long-temps que je ne me faisais plus d'illusions sur la chute de l'empire, non que les souverains étrangers en eussent encore résolu la destruction, mais parce que je voyais l'impossibilité où était réduit Napoléon de se défendre contre toute l'Europe, et que je savais que pour rien au monde, quelque désespérée que devînt sa fortune, on ne le ferait consentir à des conditions d'accommodement qu'il regardait comme honteuses. Quel spectacle c'était pour moi que cette vaste dislocation qui se présentait à mes yeux dans un prochain avenir, quand je le comparais à cette époque où, jeune encore, plein d'avenir et d'espérance, Bonaparte avait vu briller l'aurore du consulat, saluée par un enthousiasme général. Chaque jour, à cette époque, voyait une nouvelle défection s'accomplir; les Bavarois eux-mêmes, alliés naturels de la France, eux que l'empereur avait conduits à la victoire, au commencement de la seconde campagne de Vienne; eux qu'il avait pour ainsi dire adoptés sur le champ de bataille, ils étaient contre nous, et se montraient les plus acharnés de nos ennemis.

Avant même la bataille de Leipzig, dont la perte fut immense pour Napoléon, et les conséquences ruineuses, il avait senti la nécessité de demander encore à la France un nouveau sacrifice d'hommes, comme si la France eût été inépuisable. Il avait chargé de cette demande l'impératrice régente qui, pour cela, se rendit pour la première fois au sénat en grand apparat; mais les pompes de l'empire approchaient de leur déclin. Marie-Louise obtint encore une levée de deux cent-quatre-vingt mille hommes; mais alors, à peine ils étaient enrégimentés que la guerre les dévorait. La défection des Bavarois augmenta beaucoup, surtout dans le premier moment, les embarras des débris de l'armée pour ainsi dire anéantie à Leipzig. Ils nous avaient précédés à Hanau, ville située à quatre lieues de Francfort, et s'y étaient établis pour nous couper la retraite; mais la valeur française se réveilla, et bientôt cette petite ville fut emportée. Les Bavarois furent repoussés avec une grande perte, et l'armée française arriva à Mayence. Dans quel état, grand Dieu! ou plutôt, pouvait-on encore donner le nom d'armée à quelques masses d'hommes sans ressources, frappés de découragement, accablés par la fatigue, les privations; réduits enfin à une

sorte d'abrutissement par l'excès de la misère. Arrivés à Mayence, aucun préparatif n'avait été fait pour les recevoir; point de vivres, point d'approvisionnemens d'aucune nature. Je reçus alors plusieurs lettres de généraux de mes amis, commandant des corps de l'armée; ces lettres étaient dictées par le désespoir, et pour comble de maux, les restes épars de nos soldats furent bientôt atteints de maladies contagieuses; tous s'accordaient à me dire que leur situation était horrible.

Cependant, sans compter les faibles débris échappés au désastre de Leipzig et aux maladies; sans compter non plus les deux cent-quatre-vingt mille hommes que Marie-Louise avait obtenus du sénat, par un sénatus-consulte du mois d'octobre; l'empereur avait encore cent-vingt mille hommes de bonnes troupes: mais ils se trouvaient sur les derrières, disséminés sur l'Elbe, renfermés dans des places fortes, telles que Dantzig, Hambourg, Torgau et Spandau; et telle était l'horreur de notre position, que si d'une part il était impossible de se résoudre à les abandonner, il était en même temps impossible de les secourir. En France, un cri universel s'élevait de tous les points.

On demandait la paix à quelque prix que ce fût,

Le malaise, les inquiétudes, le mécontentement, étaient généralement répandus; les partisans de Napoléon eux-mêmes, étaient frappés de noirs pressentimens; et déjà un grand nombre de personnes, habituées à prévoir les chances probables d'une fortune qui s'écroule, entrevoyaient dans cet horizon de douleur un nouvel ordre de choses. La dernière levée d'hommes même, arrachée au sénat par les belles phrases dont Regnault de Saint-Jean-d'Angeli avait appuyé la demande de l'impératrice, loin de paraître comme une chance de salut, ne fut plus considérée dans tant de familles au désespoir, que comme une levée provisoire, qui serait encore suivie d'autres exigences de la part de l'empereur, puisqu'en effet ces forces nouvelles étaient insuffisantes pour les opposer aux armées alliées, qui débordaient de toutes parts, et s'avançaient sur une ligne immense. En effet cette levée fut suivie, dans l'espace d'un mois, d'une autre de trois cent mille hommes; et ce fut alors seulement que l'on put sonder la profondeur de la plaie. Dans cet état de choses, on peut dire que l'année 1813 fut encore plus fatale à Napoléon, que ne l'avait été l'année 1812, malgré l'immensité des désastres de Moskow; mais, ces désastres, son activité et les

sacrifices de la France étaient parvenus à les réparer, tandis que ceux de Leipzig étaient irréparables.

Ici qu'il me soit permis de revenir succinctement sur quelques souvenirs antérieurs, qui me paraissent essentiels à rappeler ce que je sus alors de la situation de Napoléon après Leipzig, des négociations qui furent essayées, et n'eurent point de succès; mais dont le récit met à nu la politique de ce temps où, la question étant remise à la force, le droit n'était qu'un mot, et tous les intérêts se trouvaient confondus.

On a vu que le signal des défections avait été donné, dès la fin de l'année 1812, par le corps confié au commandement d'Yorck mais sans l'assentiment, du moins apparent, du roi de Prusse. Napoléon ne voulut pas paraître affecté de cette défection; mais je suis certain qu'il ne se trompa pas dans sa pensée intime sur ses conséquences ultérieures, et toute sa conduite depuis, quand il a été question de négociations, a prouvé que dès ce moment, il prit pour devise secrète : Tout ou rien. Ainsi nous l'avons vu à cette époque rejeter, dans le conseil qu'il assembla, les sages avis de Cambacérès et de M. de Talleyrand, pour adopter la jactance de Clarke. Je me souviens

même en ce moment d'une circonstance décisive et que je ne me suis point rappelée en écrivant le passage de mes Mémoires où j'ai rapporté les paroles de Clarke, c'est que Napoléon s'écria après les avoir entendues : « A la bonne heure ! Voilà ce « qui s'appelle parler. Une paix honteuse est in- « digne de la France. Armons. » Or, pour quiconque a connu Napoléon et l'influence de sa volonté aussi positivement déclarée, n'est-il pas évident qu'une telle opinion émise par lui d'un ton imposant et sévère, dut entraîner les avis qui n'étaient pas encore énoncés. Actuellement, personne, je le pense, n'osera prétendre que Napoléon ait voulu la paix en 1812 : eh bien ! s'il ne la voulut pas alors, à plus forte raison ne la voulut-il pas après les pertes de Leipzig. On veut le juger comme un autre homme; mais il était à part dans ce monde, par ses petitesses comme par ses grandeurs. Dira-t-on qu'il aurait dû faire la paix parce qu'elle était nécessaire? mais plus elle devenait nécessaire, moins elle était avantageuse, et par conséquent plus elle était impossible pour lui. Le pouvoir même qu'il avait tant ambitionné, qu'il exerçait d'une manière si impérieuse, le pouvoir n'était dans la profondeur de ses pensées qu'un moyen; son but était la gloire, l'avenir, l'immen-

sité de son nom et son retentissement dans la postérité; et je suis sûr qu'il a moins souffert des secousses de ces deux renversemens, que si, simple empereur des Français, voyant son empire borné par les limites naturelles de la France, il lui avait fallu y vivre tranquille, privé de l'immense influence qu'il avait exercée sur toute l'Europe, et condamné à contempler ses vastes conquêtes régies par d'autres lois que les siennes. Napoléon était ainsi, parce que c'était sa nature d'être ainsi.

Tout ce qui se passa dans les négociations dont j'ai actuellement à parler, et auxquelles, comme on le verra bientôt, il n'a tenu qu'à moi de prendre part, prouve que je ne fais point ici une utopie sur Napoléon, mais que ce que je viens de dire résulte de l'étude que j'ai été à même d'en faire; c'est cette étude qui fait que je peux juger celles de ses actions dont je n'ai pas été témoin; il me suffit pour cela de faire, si je puis ainsi m'exprimer, une application de son caractère à chacun des événemens de sa vie.

Après donc l'affaire de Leipzig, qui acheva de faire perdre à la France une seconde armée formidable, toutes les puissances coalisées contre Napoléon déclarèrent à Francfort, dès le neuf de

novembre, qu'elles ne renonceraient jamais aux liens qui les unissaient; qu'il ne pouvait plus désormais être question d'une paix continentale, mais seulement d'une paix générale; qu'il fallait renoncer à tout armistice, à toute négociation qui n'aurait pas la paix générale pour but. Les puissances déclarèrent que la France devait conserver ses limites naturelles : le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Les alliés ne laissaient, il est vrai, que cela de ce vaste empire qu'avait fondé Napoléon. Mais on doit convenir que c'était encore une belle part après tant de désastres, et dans un moment où la France était menacée d'être envahie par d'immenses armées victorieuses. C'était un véritable hommage rendu à la France et à la valeur des Français. Il n'y a qu'un stupide enthousiasme et un aveugle dévoûment qui puissent regarder, comme déshonoré, un prince qui, après avoir ravagé le monde pendant quinze ans, conserve encore un pareil territoire. Mais, comme je l'ai dit, de pareilles conditions ne pouvaient convenir à Napoléon qui se faisait des illusions quand la vérité ne lui convenait pas.

D'après les propositions des alliés à Francfort, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, devaient être entièrement soustraites à la domination de la

France. L'Angleterre reconnaissait la liberté du commerce et de la navigation, et témoignait les dispositions les moins suspectes de faire les plus grands sacrifices pour atteindre au but proposé par les alliés. Mais ils ajoutèrent à ces offres une condition funeste; c'est que le congrès se tiendrait dans une ville que l'on déclarerait neutre, sur la rive droite du Rhin, où les plénipotentiaires de *toutes* les puissances belligérantes se réuniraient, *Mais sans que le cours des événemens de la guerre fût arrêté par ces négociations.*

Le duc de Bassano, qui était encore ministre des affaires étrangères, répondit, par ordre de Napoléon, aux ouvertures faites par les alliés pour un congrès général, que l'empereur l'acceptait et désirait que Manheim fût désigné pour cet objet comme ville neutre.

On remarque que dans cette réponse aux importantes communications des alliés, il n'est fait, avec intention, aucune mention de l'acceptation des bases proposées par eux. Napoléon se réservait de suivre les négociations avec l'Angleterre par la France et par Calais.

M. de Metternich répondit, de Francfort, le vingt-cinq novembre, à cette note du duc de Bassano, que les alliés n'avaient aucune difficulté à

admettre le choix de la ville de Manheim pour la réunion du congrès. Mais comme il n'était fait, dans la lettre de M. de Bassano, aucune mention des bases générales et sommaires dont je viens de parler, et qui avaient été indiquées à M. de Saint-Aignan à Francfort, M. de Metternich déclara que les alliés désiraient que l'empereur Napoléon voulût bien se prononcer sur ces bases, afin que des difficultés insurmontables n'arrêtassent pas les négociations à leur ouverture.

Ce fut M. le duc de Vicence, qui venait de remplacer le duc de Bassano, qui reçut cette lettre. Se fiant à la déclaration de Francfort, il espérait bien traiter sur ces bases; il croyait franchement au consentement de Napoléon. Mais les alliés étaient décidés à ne plus accorder les limites consenties dans cette déclaration. Caulaincourt dut demander de nouveaux pouvoirs. Les ayant reçus, il répondit, le deux décembre, que Napoléon *acceptait* les bases fondamentales et sommaires qui avaient été communiquées par M. de Saint-Aignan.

A cette lettre du duc de Vicence, M. de Metternich répondit que les empereurs de Russie et d'Autriche voyaient avec plaisir l'empereur des Français reconnaître les bases jugées nécessaires

par les alliés; que les deux souverains avaient décidé de *communiquer*, sans délai, cette pièce officielle à leurs coalliés, et qu'ils étaient convaincus qu'aussitôt après la réception de la réponse, les négociations pourraient être ouvertes, *sans que la guerre fût interrompue*.

On va voir les causes pour lesquelles ces premières négociations n'eurent aucune suite.

Les alliés avaient renversé, au mois d'octobre, l'édifice colossal compris sous la dénomination *d'Empire Français*. Conduits par la victoire sur les bords du Rhin, ils déclarèrent, comme on l'a vu, leur volonté de ne point faire de conquêtes, s'expliquèrent sur leurs intentions, et témoignèrent une résolution invariable de ne pas s'en écarter. Cette disposition des alliés engagea le gouvernement français à témoigner des dispositions pacifiques. Napoléon voulait, par ce désir apparent de la paix, justifier, si je puis le dire, aux yeux de ses peuples, la nécessité des nouveaux sacrifices qu'il ne demandait, selon ses proclamations, que pour obtenir cette paix aussi honorable que possible. Dans la réalité, il ne voulait pas même entendre parler des offres faites à Francfort. Elles réduiraient la France à son territoire de 1797, que ses victoires en Italie et

son traité de Campo-Formio avaient assuré à la France; et Napoléon pensait et disait que c'était avilir cette belle France que de la vouloir réduire à ces limites qui ne dataient cependant que de seize ans. Il regardait, avec raison, une paix honteuse, selon lui, comme incompatible avec la conservation de sa couronne. Il opposait toujours aux puissances continentales la limite du Rhin, comme une compensation des partages de la Pologne, et à l'Angleterre, comme une compensation de ses immenses agrandissemens en Asie.

Mais il fallait gagner du temps et retenir, s'il était possible, les armées alliées sur la rive droite du Rhin. Les délais et les lenteurs des négociations eussent donné à Napoléon les moyens de réunir de nouvelles forces, et de poursuivre la guerre avec quelque espoir de succès. Mais on aurait dû lui dire que la nation était fatiguée de se sacrifier; et non pas lui présenter, comme l'expression de la vérité, les éloges officiels que contenait chaque jour le Moniteur.

Les immenses levées qu'il venait de faire coup sur coup avaient changé la conscription en une sorte de *presse*, et l'on vit de toutes parts des hommes arrachés aux travaux de la campagne et à l'industrie des villes. Partout le décourage-

ment était au comble; on commençait même à s'exprimer plus hautement qu'on n'avait encore osé le faire, sur la marche du gouvernement; on voulait bien faire un dernier effort pour donner à la France une attitude imposante, dans la supposition que l'empereur voulait sincèrement la paix, qu'il voulait ne s'occuper que de la France; car, je le demande, qui alors aurait voulu donner sa fortune et ses enfans, pour que Joseph fût roi d'Espagne, ou que Jérôme régnât sur la Westphalie? Il ne nous en avait que trop coûté pour fonder ces trônes éphémères, et il avait coulé assez de sang français pour les instituer, pour que l'on ne voulût pas le prodiguer davantage pour les défendre ou les reconquérir.

Ce fut dans le but de gagner du temps, que Napoléon envoya Caulaincourt au quartier-général des alliés, et aussi, comme je le disais tout à l'heure, pour faire croire que ses pensées étaient favorables à la paix; mais je puis affirmer que Caulaincourt lui-même avait peu d'espoir de réussir dans sa mission. Il jugeait, avec raison, que si nous n'avions pu parvenir à entamer des négociations, lorsque nous étions encore sur la rive droite du Rhin, époque à laquelle, comme on l'a vu, l'empereur ne voulut pas adhérer fran-

chement aux propositions qu'on lui faisait, les difficultés seraient bien plus grandes, et les prétentions des alliés bien plus élevées alors que l'empereur était réduit à se défendre sur la rive gauche.

CHAPITRE XIX.

Manifeste des alliés aux Français. — Déclaration de principes. — Désir de voir la France grande, forte et heureuse. — Bonne foi et belles promesses. — Napoléon présenté comme le seul obstacle à la paix. — Un million et quarante mille hommes en un an. — Mauvaise foi évidente des alliés. — Triste situation de la France. — Trente millions donnés par l'empereur. — Le trésor des Tuileries, et plaintes tardives du corps législatif. — Dresde rendue et les conditions violées. — Révolte des Hollandais. — Murat et les Anglais. — Désir de rappeler M. de Talleyrand au ministère. — Condition inacceptables.— Singulier conseil relatif à Wellington.— Changement dans le ministère. — M. de Molé. — Incroyable activité de Napoléon. — Coup d'œil de Bonaparte sur l'Espagne. — Cession du trône péniblement consentie par Joseph. — Bon projet mal exécuté. — Incertitudes relatives au pont de Bâle. — Comment je sais la vérité. — Consentement des Suisses au passage des alliés. — Convocation du corps législatif. — Impuissance du gouvernement sur une commission. — M. Lainé et réveil du corps législatif. — Ajournement et semonce impériale. — Paroles de Bonaparte rapportées par Cambacérès.

Les alliées ayant appris la quantité d'hom-

mes que l'empereur venait d'exiger, et bien instruits de la disposition des esprits, publièrent un manifeste adressé aux Français, et que je crois essentiel de rapporter ici. Cette pièce fut dans le temps répandue partout avec profusion, mais le temps l'a pu faire oublier, et il me paraît essentiel d'en avoir le contenu présent. C'est une grande leçon donnée aux hommes qui croient aux promesses des gouvernemens : la voici :

« Le gouvernement Français vient d'arrêter une nouvelle levée de trois cent mille conscrits, les motifs du sénatus-consulte renferment une provocation aux puissances alliées. Elles se trouvent appelées de nouveau à promulguer à la face du monde, les vues qui les guident dans la présente guerre, les principes qui font la base de leur conduite, leurs vœux et leurs déterminations. Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance hautement annoncée, à cette prépondérance que, pour le malheur de l'Europe et de la France, l'empereur Napoléon a trop long-temps exercée hors des limites de son empire.

« La victoire a conduit les armées alliées sur le Rhin. Le premier usage que leurs majestés impé-

riales et royales ont fait de la victoire, a été d'offrir la paix à sa majesté l'empereur des Français. Une attitude renforcée par l'accession de tous les souverains et princes de l'Allemagne n'a pas eu d'influence sur les conditions de la paix. Ces conditions sont fondées sur l'indépendance des autres états de l'Europe. Les vues des puissances sont justes dans leur objet, généreuses et libérales dans leur application, rassurantes pour tous, honorables pour chacun.

« Les souverains alliés désirent que la France soit grande, forte et heureuse, parce que la puissance grande et forte est une des bases fondamentales de l'édifice social. Ils désirent que la France soit heureuse, que le commerce français renaisse, que les arts, ces bienfaits de la paix, refleurissent, parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est heureux. Les puissances confirment à l'empire français, une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée.

« Mais les puissances aussi veulent être heureuses et tranquilles. Elles veulent un état de

paix qui, par une sage répartition de forces, par un juste équilibre, préserve désormais leurs peuples des calamités sans nombre qui, depuis vingt ans, ont pesé sur l'Europe.

« Les puissances alliées ne poseront pas les armes, sans avoir atteint ce grand et bienfaisant résultat, noble objet de leurs efforts. Elles ne poseront pas les armes avant que l'état politique de l'Europe ne soit de nouveau raffermi, avant que les principes immuables aient repris leur droit sur de nouvelles prétentions, avant que la sainteté des traités n'ait enfin assuré une paix véritable à l'Europe. »

La bonne foi de ces belles promesses a pu être jugée lors du traité de Paris; mais je n'en suis pas encore à cette époque; ce que je me rappelle, c'est que ce manifeste ne contribua pas peu à éloigner de la cause de Napoléon, les cœurs encore fidèles, puisque, en ajoutant foi aux déclarations des alliés, on voyait dans Napoléon le seul obstacle à cette paix que la France appelait de tous ses vœux. A cet égard, les alliés ne se trompaient point, et je n'ai pas vu, je l'avoue, sans une extrême surprise, que le duc de Rovigo, dans un passage de ses Mémoires où il parle

de ce manifeste, reproche à ses rédacteurs d'avoir voulu présenter l'empereur *comme un furieux qui ne répondait à des ouvertures de paix que par des levées de conscription.* Que disaient-ils sur ce point, autre chose que la vérité, exprimée en termes convenables? Les faits sont là, et aucun enthousiasme ne dément les faits. Dans la seule année 1813, l'empereur leva UN MILLION ET QUARANTE MILLE HOMMES! Qu'y a-t-il à dire à cela?

Après tout, je n'ai pas la prétention de soutenir que la déclaration des alliés fût franche sur tout ce qui concernait l'avenir; elle ne l'était certes pas. Il était évident que la perte de Napoléon était jurée. La Suisse même commençait à être travaillée, et on cherchait les moyens de l'amener à permettre le passage des troupes par le pont de Bâle : tandis que les choses n'allaient pas mieux dans le midi de la France, où l'armée anglo-espagnole menaçait nos frontières par les Pyrénées, et déjà occupait Pampelune. La perte de cette dernière position que nous avions conservée jusque là en Espagne fit entrevoir avec encore plus de douleur la triste situation où la France était partout réduite. En effet, l'intérieur présentait un tableau aussi affligeant que les affaires du dehors; car si les étrangers offraient la paix, on a vu qu'ils

ne voulaient accéder à aucune suspension d'hostilités, de sorte que tous les départemens qui longent la frontière du Rhin, se voyaient menacés d'une prochaine invasion. On avait bien levé des hommes, mais cela ne suffisait pas ; les choses les plus essentielles à l'armée manquaient, il fallait tout créer. Pour faire face aux plus pressans besoins, l'empereur puisa trente millions dans l'immense trésor qu'il avait entassé aux Tuileries dans les caves et les galeries du pavillon Marsan [1]. Ces trente millions disparurent comme dans un gouffre, mais ce n'en était pas moins un acte de générosité de Napoléon, et j'avoue que dans le temps, je ne compris pas comment le corps législatif put se plaindre de cette dépense : puisque les fonds ne provenaient pas du budget, il n'était pas nécessaire qu'une loi de finance en autorisât l'emploi. Pourquoi, d'ailleurs, ces rigides législateurs, qui n'avaient pas osé souffler un mot, tant que la fortune sourit à Napoléon, venaient-ils demander, avant le don gratuit que faisait

[1] Le fait même de cette agglomération de numéraire suffirait pour prouver la profonde ignorance de Napoléon en matière de finances, puisque l'argent n'a de valeur que par la circulation.

Bonaparte, que les trois cent cinquante millions que renfermait son trésor privé fussent versés au trésor impérial et portés en comptes courans? Pourquoi avaient-ils, avec tant d'impassibilité, laissé enfouir dans le gouffre des Tuileries les contributions et le fruit des exactions dans les pays conquis? Pourquoi? C'est qu'alors il y aurait eu du danger à s'y opposer Le courage cesse d'être du courage, quand après avoir respecté la puissance il se manifeste devant le malheur.

A cette déplorable époque, chaque jour amenait de nouveaux malheurs, inévitables conséquences de la fatale campagne de Moskow. Dresde, encore occupé par une garnison française, tomba au pouvoir des alliés, et les sentimens des étrangers étaient tellement changés à l'égard des Français, devant lesquels ils avaient tremblé tant de fois, que l'on ne se fit nul scrupule de violer la foi jurée à l'égard de la garnison de Dresde. A peine sortie des murs de la ville on la désarma, malgré l'engagement pris de la laisser rentrer en France avec armes et bagages. Ah! s'il eût été possible à Napoléon de remonter au faîte de sa fortune, il lui eût bien été permis de tirer d'un pareil acte de mauvaise foi; et d'insulte au malheur, une vengeance éclatante et légitime! La

Hollande, au même moment, entrevoyait avec joie l'époque de son affranchissement, et l'arrivée d'un corps russe fut le signal d'une insurrection générale, mais pour ainsi dire pacifique : les bons Hollandais n'exercèrent que très-peu de vengeances. C'était là le contentement dont on avait tant parlé lors de la réunion de la Hollande à l'empire, en décembre 1810; voilà comme on nous aimait, et comme nous avions rendu ces peuples heureux ! Que n'avait-on pas dit contre les hommes prévoyans qui avaient blâmé cette réunion. La défection ne se borna pas aux pays gouvernés jadis par d'anciens souverains; Murat s'entendit avec les Anglais, parce qu'il avait la crainte très-fondée que, sans cela, on ne le renversât du trône de Naples. Tout cela formait comme un déluge d'embarras nouveaux qui, à chaque instant, tombaient sur Napoléon. Je ne parle pas ici du reste de l'Italie, me proposant de consacrer un chapitre entier aux documens certains que j'ai eus sur ce pays et sur les derniers temps de l'existence politique de l'excellent Eugène.

Dans le conflit de difficultés qui assaillaient l'empereur, il avait jeté les yeux sur M. de Talleyrand qui, malheureusement pour la France, n'était plus depuis long-temps dans les affaires du

gouvernement. Mais l'empereur ayant exigé que, pour avoir le porte-feuille des affaires étrangères, il se démît de sa charge de vice-grand-électeur, ce qui aurait donné l'air d'une disgrâce à un appel fait par la nécessité, M. de Talleyrand préféra une place stable, et l'une des premières dignités de l'État, à un porte-feuille qu'un caprice pouvait retirer, et que briguaient tant d'ambitieux. Peut-être aussi le coup-d'œil pénétrant de M. de Talleyrand lui fit-il envisager la situation des affaires sous un point de vue désespéré, et son acceptation comme trop chanceuse dans des circonstances aussi difficiles. On m'a assuré toutefois, qu'envisageant les choses de haut, il avait ouvert, dans une conversation avec l'empereur, l'avis très-extraordinaire de mettre en jeu l'ambition de la famille anglaise des Wellesley, et de faire naître dans l'esprit de Wellington, dont la renommée commençait à jeter de l'éclat, des projets et des vues ambitieuses qui auraient jeté du trouble dans la coalition. Napoléon ne donna aucune suite à cette proposition dont l'issue lui parut trop incertaine, et surtout trop lente dans des circonstances où le temps pressait si fort. Ce fut alors que Caulaincourt fut appelé au ministère des affaires étrangères, en remplacement de

M. Maret, qui reprit la secrétairerie d'État où il était beaucoup mieux placé. En même temps, M. Regnier quitta la justice qui fut donnée à M. de Molé, que ses excellentes qualités avaient, depuis long-temps, fait distinguer de Napoléon, et M. de Cessac fut remplacé par M. Daru au ministère de l'administration de la guerre.

Pendant ces petits mouvemens ministériels, l'empereur ne cessait de s'occuper des moyens de repousser l'attaque dirigée contre lui. Il créait tout, voyait tout, faisait tout. Quoique l'âge eût pu lui ôter quelque énergie, je le voyais tel alors, que je l'avais vu dans la plus grande vigueur de son jeune âge. La grande crise dans laquelle il se trouvait semblait avoir suppléé à ce que le temps avait pu lui faire perdre ; car, dans ce moment même, il tourna ses regards sur l'Espagne; résolut d'en finir et de reporter toute cette armée au-devant des alliés qui annonçaient, par leurs mouvemens, vouloir entrer en France par la Suisse.

Il se passa, à cet égard, une chose qui eût pu avoir sur les affaires une influence décisive. C'est la renonciation de Joseph, roi d'Espagne, à tous ses droits sur cette couronne, et la rentrée immédiate, ainsi qu'elle avait été convenue, de

Ferdinand dans ses États. Joseph en fit le sacrifice à la demande de son frère. Ce ne fut pas sans peine, et sans témoigner combien il est dur de quitter un trône. Le traité fut signé, mais on mit une lenteur inconcevable à l'exécuter, et les événemens marchaient si vite, le torrent qui s'avançait sur la France se précipitait avec tant de rapidité que le traité ne put s'exécuter; Ferdinand remonta, il est vrai, sur le trône, mais par de bien autres causes.

La marche des alliés intéressait vivement l'empereur. Il était important de détruire le pont de Bâle. Le Rhin, franchi facilement par les ennemis, nous les jetait en masses en France. J'avais, dans ce temps, des rapports intimes avec un agent diplomatique étranger, que la discrétion m'interdit de nommer. Il me dit que les ennemis s'avançaient vers la frontière, et que le pont de Bâle ne serait pas détruit : que cela était convenu à Berne où les alliés l'avaient emporté. Cela m'étonna, parce que je savais, d'un autre côté, par une personne qui devait être aussi bien instruite, que l'on espérait le faire sauter. Alors, très-intéressé à savoir la vérité, j'envoyai, pour moi seul, un agent à Bâle, qui revint me dire que le pont resterait.

Le dix-neuf décembre, le corps-législatif fut convoqué. C'était un mercredi. M. Lainé en fut nommé vice-président sous M. Régnier, qui avait été appelé à la présidence, en quittant la justice. On nomma une commission pour examiner et faire un rapport sur les communications que l'empereur lui avait faites. Les membres qui composaient cette commission étaient en majorité pénétrés de la terrible situation où nous nous trouvions. On fit, comme c'est toujours le cas, envers les commissions, dans les gouvernemens représentatifs, où cela réussit souvent, on fit, dis-je, tout ce que peut le pouvoir, pour obtenir un rapport dans son sens. On échoua. Ce fut un bien. Il était temps que ce corps, jusque-là toujours si servile, prît enfin une attitude plus noble, et qu'il se souvînt qu'il devait soutenir et défendre les intérêts d'une grande et généreuse nation, dans ce moment aux bords d'un précipice ; mais pour son honneur il s'en souvint un peu tard.

Le rapport et les conclusions de la commission ne plurent pas. On y vit, ou l'on feignit d'y voir une tendance vers la révolution. On accusait même légèrement M. Lainé d'en être un des moteurs. Il ne faut que le connaître pour repousser

cette calomnie. Il est étrange, d'accuser d'être un révolutionnaire, un homme courageux, dévoué à son pays, qui dit la vérité. Il est même pénible de réfuter ce fait. La conduite de M. Laîné me fit dans le temps le plus grand plaisir, et je fus assez heureux pour me procurer un exemplaire de son rapport qui fut saisi. Comment ne l'a-t-on pas fait brûler par la main du bourreau? la colère était assez grande pour en arriver là.

Après avoir ordonné la saisie du rapport, l'empereur ajourna le corps législatif. Je regardais cela comme un grand tort: qui doute, que si l'on se fût franchement entendu avec lui, on eût pu suppléer à la diplomatie toujours si artificieuse et si vacillante? Croit-on qu'une démarche noble et franche du corps législatif, déclarant que la France acceptait les conditions exigées à Francfort n'eût pas été écouté des alliés. N'auraient-ils pas mis en balance, l'avantage d'une paix honorable et sûre, avec les chances et les dangers toujours très-grands de l'invasion d'un vaste pays, défendu par de valeureux habitans? Mais ce propos, *vous êtes déshonoré si vous cédez un village acquis par un sénatus-consulte*, retentit toujours à l'oreille de Bonaparte dont il flattait les sentimens secrets, et l'on repoussa toute proposition pacifique.

Les personnes qui ont suivi avec quelque attention ces événemens, se rappelleront la stupeur dont Paris fut frappé à la nouvelle de cette saisie du rapport et de l'ajournement du corps législatif. On faisait mille conjectures sur ce qui s'était passé de nouveau au dehors, et l'on ne trouvait rien.

Les membres du corps législatif ajourné, voulurent retourner chez eux. Ils prirent selon l'usage, congé de l'empereur qui les reçut un dimanche. On connaît le discours qu'il leur tint. Il y a de dans des choses fort remarquables; on y voit que Napoléon craignit, que n'ayant pu s'entendre avec la commission, cette assemblée délibérante ne prît, pendant que de grands événemens allaient avoir lieu et que probablement il entrerait en campagne, des mesures qui anéantissent ou contrariassent ses plans, ses projets et ses traités. Il aimá mieux leur fermer la bouche.

L'empereur congédia les *révoltés* avec assez d'humeur, et ne voulut entendre à aucune explication. Dans ses entretiens ultérieurs, il disait du corps dont il venait de se défaire : « Ses mem-« bres ne viennent à Paris que pour obtenir quel-« ques faveurs. Ils importunent les ministres du « matin au soir, et crient quand on ne les satisfait

« pas tout de suite. Invitez-les à dîner, ils crèvent « de jalousie à la vue du luxe que l'on étale. » Je tiens ces paroles de Cambacérès, qui était présent lorsque l'empereur les prononça.

Les personnes qui ont suivi avec quelque attention ces événemens, se rappelleront la stupeur dont Paris fut frappé à la nouvelle de cette saisie du rapport et de l'ajournement du corps législatif. On faisait mille conjectures sur ce qui s'était passé de nouveau au dehors, et l'on ne trouvait rien.

Les membres du corps législatif ajourné, voulurent retourner chez eux. Ils prirent selon l'usage, congé de l'empereur qui les reçut un dimanche. On connaît le discours qu'il leur tint. Il y a de dans des choses fort remarquables; on y voit que Napoléon craignit, que n'ayant pu s'entendre avec la commission, cette assemblée délibérante ne prît, pendant que de grands événemens allaient avoir lieu et que probablement il entrerait en campagne, des mesures qui anéantissent ou contrariassent ses plans, ses projets et ses traités. Il aimá mieux leur fermer la bouche.

L'empereur congédia les *révoltés* avec assez d'humeur, et ne voulut entendre à aucune explication. Dans ses entretiens ultérieurs, il disait du corps dont il venait de se défaire : « Ses mem-« bres ne viennent à Paris que pour obtenir quel-« ques faveurs. Ils importunent les ministres du « matin au soir, et crient quand on ne les satisfait

« pas tout de suite. Invitez-les à dîner, ils crèvent « de jalousie à la vue du luxe que l'on étale. » Je tiens ces paroles de Cambacérès, qui était présent lorsque l'empereur les prononça.

CHAPITRE XX.

Le drapeau de l'armée d'Italie et les aigles de 1813. — Conquêtes au nom de la liberté, et révoltes contre le pouvoir absolu. — Inaction de quelques agens. — Incroyable facilité à croire à des promesses impossibles. — Consentement des cantons suisses à livrer leur territoire. — Napoléon trompé. — Je suis mandé le soir au ministère de la police. — Appréhensions autorisées par ma position. — Surprise incroyable et proposition inattendue. — La place de ministre en Suisse offerte et refusée. — Questions de l'empereur sur moi. — Invitation à me rendre chez le duc de Vicence.—Résolution inébranlable de refuser la mission en Suisse. — Visite à M. de Talleyrand. — Entrevue avec le duc de Vicence. — Instances du ministre pour me faire accepter. — Persistance dans mon refus. — Offre de me créer duc et grand-cordon de la légion d'honneur. — Refus définitif. — Embarras de ma position. — Caulaincourt et non le ministre. — Approbation et vive satisfaction. — Anticipation, et la demeure du duc de Vicence ignorée par le préfet de police.

Me voilà arrivé au moment le plus critique pour Napoléon. Quelles réflexions il aurait faites,

s'il avait eu le temps de réfléchir, s'il eût comparé les souvenirs de sa fortune naissante au triste tableau de sa fortune prête à périr. Qu'on se rappelle ce fameux DRAPEAU DE L'ARMÉE D'ITALIE, que, jeune et vainqueur, il apportait au directoire, qu'un an après il devait renverser, et qu'on l'oppose à ces Aigles tristes et abattues, contraintes à défendre l'aire d'où elles étaient si souvent sorties pour étendre sur l'Europe leur vol dominateur! Ceci expliquera la différence qui existe entre la liberté et le pouvoir absolu; enfant de la liberté, tout par elle, Napoléon avait méconnu sa mère, et il allait tomber. Ce n'était plus le temps de ces beaux triomphes, où les peuples de l'Italie se consolaient d'avoir été vaincus et soumis au nom magique de cette liberté qui précédait les armées de la république; c'était au contraire pour se soustraire à un joug despotique que les peuples de l'Europe étaient armés et se disposaient à pénétrer sur le territoire sacré de la patrie. La fourbe venait aussi au secours de la force, et tandis que ses grandes ressources qu'aurait encore pu offrir la France étaient paralysées par l'inaction de grand nombre d'agens du gouvernement impérial, tandis qu'une sorte de stupeur tenait les esprits pour ainsi dire suspendus, [illegible] de l'empereur

chez ceux qui paraissaient encore ses alliés. Ainsi, par exemple, les cantons suisses avaient formellement déclaré qu'ils feraient respecter leur neutralité, qu'ils étaient résolus à tout faire pour ne pas souffrir que l'on violât leur territoire; mais, fatiguée, comme le reste de l'Europe, du joug de Bonaparte et de son oppressive protection, la Suisse ne voulut pas défendre ses frontières; elle les livra volontairement, et s'empressa de s'unir à la coalition armée contre Napoléon. Avec quelle imprudente confiance on avait cru à des promesses faites sous l'empire de la nécessité! Quel vertige avait pu les faire paraître sincères? En supposant même qu'elles l'eussent été, quel aveuglement, quelle ignorance de la position des armées alliées pouvaient donner lieu de penser que l'accomplissement en serait possible? Il y eut, je dirais presque, de la niaiserie à croire à la neutralité de la Suisse. Pour voir clair, il ne fallait que regarder. Quoi! ç'aurait été sans aucune assurance de la liberté du passage que les armées ennemies se seraient aventureusement dirigées vers le Brisgaw, afin d'entrer en France par la plus faible de nos frontières. On conçoit à peine une pareille confiance dans des promesses données, puisque nous avions le désavantage, puisqu'il est bien connu

qu'en politique on se joue du vaincu et que l'on ne se hasarde pas à se moquer du vainqueur.

A la violation du territoire suisse par les armées alliées, avec le consentement des cantons, se rattache un fait qui fut d'une grande importance dans ma vie, et qui, si je l'eusse voulu, en aurait eu une bien différente sur ma destinée.

Le mardi, vingt-huit de décembre, j'avais dîné chez M. Pierlot, avec lequel j'avais depuis longtemps des relations d'amitié [1]. J'étais, selon l'usage, resté à passer la soirée chez lui, et quand je sortais de chez moi, j'avais contracté l'habitude de dire en sortant où l'on me trouverait, si l'on me faisait demander. A neuf heures du soir, un exprès du ministre de la police vient m'inviter à me rendre sur-le-champ au ministère. J'avoue que dans les circonstances où nous étions, sachant les préventions de l'empereur contre moi, un tel avis, donné à une pareille heure, ne me laissa pas sans inquiétudes. Les dénonciations calomnieuses de Davoust, quoique généreusement

1 M. Pierlot avait été intendant général de la maison de l'impératrice Joséphine, et avait éprouvé des malheurs dans les crises du commerce de 1808; il demeurait alors rue Blanche, n. 18.

et loyalement combattues par Savary, pouvaient s'être présentées à l'esprit de l'empereur, dans un moment d'irritation; il n'avait pas encore définitivement prononcé sur cette affaire, parce que à mesure qu'on lui prouvait la vérité, de nouvelles calomnies venaient remettre son opinion en suspens; et, s'il faut l'avouer, je crus que le moment était enfin arrivé où j'irais coucher à Vincennes, perspective agréable, dont depuis deux ans on m'avait fréquemment menacé. Le duc de Rovigo avait toujours détourné le coup en répondant de moi, et l'état de surveillance dont m'avait gratifié l'empereur, grâce aux bons offices de Davoust, consistait à aller trois fois par semaine me montrer à Savary; surveillance qui, par conséquent, n'avait rien pour moi de désagréable. A tout événement, j'empruntai un mouchoir de tête à M. Pierlot, et je me rendis bravement à l'hôtel du ministre de la police.

Me voilà chez Savary. La pièce dans laquelle il me reçut était très-éclairée, et lorsque j'y entrai, je vis qu'il m'attendait. Mes inquiétudes s'étaient un peu calmées en chemin, me rappelant l'amitié que le duc de Rovigo m'avait toujours témoignée, les confidences qne nous nous étions faites mutuellement, enfin la manière franche et cordiale

avec laquelle il m'avait toujours accueilli. Je le trouvai en grand costume, ce qui me fit penser qu'il venait de chez l'empereur, et je ne me trompais pas; et je ne me trompai pas non plus en me figurant, avant même qu'il eût eu le temps de me parler, qu'il était chargé de quelque chose pour moi. Je lui trouvai, en s'avançant vers moi, un air satisfait, il n'y avait donc point de mauvaises nouvelles à craindre; enfin voilà ce que me dit cet homme foncièrement bon, dont on a voulu faire presque un monstre.

« Bourrienne, je viens de chez l'empereur; il « m'a demandé : Où est Bourrienne ? — Sire, il « est à Paris; je le vois souvent. — Eh bien, faites- « le venir; je veux l'employer; il y a trois ans « qu'il ne fait rien. Je veux l'envoyer, en qualité « de ministre, en Suisse; mais il faut qu'il parte « tout de suite. Il ira chez les alliés, il sait bien « l'allemand. Le roi de Prusse lui a témoigné, « par une lettre, sa satisfaction de sa conduite « envers les Prussiens, que la guerre avait forcés « de se retirer à Hambourg. Il est ami du prince « de Wittgenstein, ami lui-même du roi de Prusse, « et qui est peut-être à Lôrrach [1]. Il verra tous

[1] Lorrach est un village situé à deux lieues de Bâle, lieu

« les braves Allemands qui sont là. Je me fie assez « à lui, pour compter que son voyage aura un « bon résultat. Caulaincourt lui donnera ses ins- « tructions. »

Ainsi le mouchoir de tête que m'avait prêté M. Pierlot était pour cette fois inutile; mais j'avoue que je fus terrifié de la déclaration que venait de me faire Savary. Dans la position où je me trouvais, une pareille proposition était tellement inattendue, que j'en eus un moment les idées bouleversées. Je vivais très-tranquillement à Paris; depuis trois ans je n'avais entendu parler que de la mauvaise humeur de l'empereur contre moi. Je ne voyais que M. de Talleyrand, qui me recevait toujours avec bonté, Duroc, avant sa mort, Joséphine, quand elle n'était pas à Navarre; le duc de Rovigo, et un petit nombre d'amis. Malgré ma vive surprise, je répondis sans balancer que je ne pouvais pas accepter cette mission; qu'elle m'était offerte trop tard. « On se flatte, dis-je à Savary, que le pont de Bâle sera détruit, que la Suisse maintiendra sa neutralité; je n'en crois rien, bien plus, je sais positivement le contraire.

alors désigné pour le point de départ de l'armée austro-russe.

Je ne puis que te répéter qu'il est beaucoup trop tard. — Ta résolution me fait beaucoup de peine; mais Caulaincourt te décidera peut-être. L'empereur veut que tu ailles chez le duc de Vicence demain à une heure, il te dira ce dont il s'agit et te donnera tes instructions. — Il me dira tout ce qu'il voudra, mais je n'irai pas à Lörrach. — Mais tu connais l'empereur mieux que moi, il t'en voudra, il ne te pardonnera pas de l'avoir refusé; et qui sait ce qui peut en résulter pour toi. — Il fera tout ce qu'il voudra, mais pour rien au monde je n'irais en Suisse. — Tu as tort; mais tu y réfléchiras d'ici à demain, la nuit porte conseil. Au moins ne manque pas d'aller demain à une heure chez Caulaincourt. Il t'attend; les ordres seront donnés de te faire entrer tout de suite. Tu seras seul avec lui. — Je connais Caulaincourt, j'ai eu le bonheur de lui rendre quelques services ainsi qu'à sa famille, dans une affaire de radiation de la liste des émigrés. Je sais que c'est un très-brave homme, et je suis sûr qu'il entendra mes raisons. Dans le cas contraire je n'en persisterai pas moins dans ma résolution de rester tranquille, et l'empereur prendra le parti qui lui conviendra. »

Tel est l'extrait exact et fidèle de la conversation

que j'eus avec le duc de Rovigo. Il était onze heures du soir quand je le quittai, et je n'oublierai jamais que, s'il chercha à me faire changer de résolution, ce ne fut qu'avec l'expression de l'intérêt et de l'amitié.

Le lendemain, je commençai par aller chez M. de Talleyrand, pour lui raconter ce qui venait de m'arriver, et le prier, sachant qu'il était étroitement lié avec M. de Caulaincourt, de lui parler, lorsqu'il le verrait, en faveur de ma résolution. M. de Talleyrand approuva le refus que j'avais bien résolu de faire, et à une heure précise, je me rendis chez M. de Caulaincourt, au ministère des affaires étrangères qui était encore rue du Bac, à l'ancien hôtel de Galifet. L'huissier me reconnut, et, conformément à l'ordre qu'il en avait reçu, il m'annonça immédiatement. M. de Caulaincourt me fit asseoir près de la cheminée devant laquelle il était lui-même assis, donna l'ordre à l'huissier de ne laisser entrer qui que ce fût.

Le duc de Vicence m'exposa avec calme ce dont il était chargé; il mit, dans les explications qu'il me donna, une bonté et une réserve qui me charmèrent. J'en conclus qu'il était bien instruit de la triste situation des affaires, et qu'il consi-

dérait lui-même la mission qu'il me proposait comme peu agréable à remplir, et d'une inutilité certaine. Je lui répondis avec le même calme, que mon ami Savary, son collègue au ministère, m'avait déjà donné connaissance de l'objet de la visite que j'avais l'honneur de lui faire en ce moment, et de ce qu'il venait de me dire; j'ajoutai que lui-même devait savoir le refus que j'avais fait, la veille au soir, de la mission que l'empereur voulait me donner. Alors le ministre entra dans de longs détails, ce qu'il fit avec beaucoup d'amitié, sur les motifs qui devaient me déterminer à accepter. Il me fit observer que depuis les dénonciations réitérées de Davoust, l'empereur n'avait pas été très-bien disposé pour moi, et que je devais savoir qu'il était peu accoutumé aux refus. Il ne me cacha pas qu'en persistant dans la détermination que j'avais prise, je courais le risque de faire naître dans l'esprit de Napoléon des doutes sur mes opinions et mes dispositions pour l'avenir. Alors je lui fis observer que, simple particulier, en dehors des affaires depuis trois ans, je serais sans influence au quartier-général des alliés; et que le peu d'habileté que l'on voulait bien me supposer, ne balancerait pas l'inconvénient qui résultait de ma position, enfin de la disgrâce

que j'avais encourue. J'ajoutai que j'arriverais au quartier-général sans aucune décoration, sans même le cordon de la Légion-d'Honneur, décoration à laquelle l'empereur attache un si grand prix, et dont l'absence sur l'habit d'un de ses ministres aurait presque l'air d'un signe de réprobation; que ces bagatelles, quel que fût leur peu de valeur aux yeux de la raison, n'étaient pas, comme il le savait bien lui-même, sans influence sur des hommes de la nature de ceux avec lesquels j'aurais à traiter, et auxquels j'en trouverais la poitrine toute chamarrée. — Si ce n'est que cela, reprit M. de Caulaincourt, ce n'est pas une difficulté. Je suis autorisé par l'empereur à vous dire qu'il vous nommera duc, et vous donnera le grand-cordon de la Légion-d'Honneur.

A ces mots je crus que je rêvais, et je fus presque tenté de regarder ce que venait de me dire M. de Caulaincourt comme une mystification. L'offre était sérieuse, et je ne cacherai pas que je la trouvai séduisante; mais malgré cela, je n'en persistai pas moins dans le refus positif que j'avais fait. Enfin, après quelques pourparlers encore, et de nouvelles et inutiles instances de M. de Caulaincourt, il se leva; ce fut me dire que notre entrevue était arrivée à son terme; et je dois

avouer que je demeurai quelques instans fort incertain sur ce que je ferais: car je ne voyais pas de décision prise, et les choses étaient toujours dans le même état. Craignant de ne l'avoir pas convaincu, et poussé par la forte et inébranlable volonté de ne pas accepter cette mission, voici le parti auquel je me déterminai. Il faut savoir que M. de Caulaincourt marchait lentement en s'avançant vers la porte de son cabinet: s'il sortait sans que je connusse son opinion, je n'avais rien fait. L'appelant alors par son nom de famille, je lui dis: « Caulaincourt! » Alors il revint vers moi. « Vous m'avez assuré, lui dis-je, chaque fois que je vous ai rencontré dans le monde, que vous n'oublieriez jamais ce que j'ai fait pour vous et pour votre famille, dans un temps où j'avais quelque crédit. Je vous connais, je vais vous parler sans détours. Ce n'est plus au ministre de l'empereur que je m'adresse, c'est à Caulaincourt. Vous êtes un homme d'honneur, et je puis m'exprimer à cœur ouvert. Considérez la position fâcheuse où est la France, position que vous connaissez mieux que moi, et à laquelle certes je n'ai pas contribué. Jetez un regard sur mes antécédens. Je ne vous demande pas vos secrets; mais je sais aussi beaucoup de choses. Je

CHAPITRE XXI.

Bons renseignemens du dehors.—Commencement du siége de Hambourg. — La nouvelle Sarragosse. — Travaux et fortifications. — Un pont de deux lieues. — Le général Dejean et le général Haxo. — Mesures rigoureuses et confiscations. — Désordre, gaspillage et discrétion. — Confiscations de chevaux.— Évacuation de Lubeck et adieux sanglans. — Violation des tombeaux. — Blocus rigoureux. — Le roi de Danemarck entraîné par le prince royal de Suède dans la ligue du Nord. — Rareté des vivres à Hambourg. — Les habitans exilés de leur ville. — Mesures acerbes. — Les hommes battus et les femmes fouettées. — Indulgence du maréchal Davoust. — Enlèvemens nocturnes. — Hospitalité des habitans d'Altona. — Un ancien aide-de-camp de Dumouriez, et générosité. —Manifestation d'une épidémie à Altona. — Causes de l'épidémie à Hambourg.—Les victimes et le monument.

On a vu quelles informations précises j'étais à même de me procurer sur les événemens les plus importans de l'époque à laquelle se rattache mon entrevue avec M. de Caulaincourt; je ne cache

pas que parmi mes nombreuses correspondances, celles que je continuais à recevoir de Hambourg avaient pour moi un intérêt particulier. J'ai beaucoup parlé des souffrances de cette malheureuse cité; mais ce n'était que le prélude de ce qu'elle devait avoir encore à souffrir. Pendant la campagne de 1813, les alliés ayant repoussé les Français hors de la Saxe, et les ayant contraints à marcher sur le Rhin, firent le siége de Hambourg, où Davoust s'était enfermé avec une garnison de trente mille hommes, dans l'inébranlable résolution d'en faire une nouvelle Sarragosse. Cette résolution donna lieu à des mesures rigoureuses, que l'on peut peut-être regarder comme nécessaires lorsqu'on défend une ville attachée au sol de la patrie, mais qui, en cette circonstance, accablèrent bien inutilement une ville inoffensive, dont la cupidité s'était emparée par la violation de tous les droits, et que l'on défendit comme une proie.

Dès le mois de septembre, on vit chaque jour augmenter le nombre des troupes alliées qui faisaient déjà de rapides progrès sur la rive gauche de l'Elbe. Le vingt-huit de ce mois, à deux heures du matin, le colonel de Czernischeff s'approcha de la ville de Cassel et s'empara des canons du polygone;

ces canons lui servirent à l'attaque de la ville, qui capitula le jour même à midi, et les Cosaques en prirent possession. Cependant Lemarrois tenait encore dans Magdebourg dont la force et la position faisaient croire que les Français pouvaient y tenir long-temps. Davoust voulut faire de Hambourg un point de résistance, comme l'était Magdebourg. Il essaya de la faire fortifier sur une échelle si vaste, qu'il aurait fallu, au dire des militaires les plus expérimentés, une garnison de soixante mille hommes pour la défendre pendant un siège en règle et de longue durée. Dès les premiers temps du siège, Davoust perdit Vandamme, qui fut tué dans une sortie à la tête d'un corps nombreux, sacrifié avec une rage aveugle et qui fut en grande partie fait prisonnier.

Davoust, je dois le dire, dans l'application de son faux et inutile système de défense, déploya la plus grande activité. Il commença par faire d'immenses approvisionnemens. Les généraux du génie, Dejean et Haxo, furent envoyés par Napoléon auprès du maréchal, pour tracer les lignes de fortification; les ingénieurs des ponts et chaussées, MM. Tarbé et Jausselin, présentèrent aussi leur plan, et ce fut le plan de M. Jausselin que l'on adopta. M. Jausselin fut chargé d'en diriger

l'exécution; cela nécessita la destruction des belles promenades qui entouraient la ville : Davoust employa jusqu'à quinze mille hommes aux travaux des fortifications. En même temps le général Bertrand fut chargé de construire un pont destiné à servir de communication entre Hambourg et Haarbourg, en joignant les Iles de l'Elbe au Continent, sur une distance totale d'environ deux lieues. Ce pont devait être construit en bois, Davoust s'empara de tous les chantiers de bois de construction. Il prit, entre autres, sans nulle autre forme de procès, un magasin énorme appartenant à M. Pierre Godefroy, qui l'avait acheté quelque temps auparavant, du gouvernement français, pour une somme de douze cent soixante mille francs. Le pont de communication fut achevé dans l'espace de quatre-vingt-trois jours; il était magnifique et avait deux mille cinq cent vingt-neuf toises de longueur, sans compter les lignes de jonction établies sur les deux îles. [1]

[1] Après la paix générale et la rentrée définitive des Bourbons en France, le sénat de Hambourg fit détruire ce pont, qu'il regarda comme un moyen de communication dangereux pour la ville. Ce ne fut pas la seule raison qui le détermina, car je sais que les frais énormes d'entretien entrèrent

On estima à plusieurs millions, les maisons qui furent démolies et brûlées, pour compléter le système de fortification et garantir la ville des approches de l'ennemi. Ce genre de destruction s'étendit au loin, et il serait difficile de se figurer comment furent faits en même temps les immenses approvisionnemens que Davoust entassa dans la ville qu'il voulait défendre. Il en força l'arrivage de tous les pays qui se trouvaient encore attachés au joug de la domination française. Il en résulta que la garnison fut bien pourvue; mais les malheureux habitans ne purent se procurer des vivres qu'à grands frais, avec beaucoup de difficultés et en très-petite quantité. Il y eut en outre dans cet accaparement un désordre et un gaspil-

pour beaucoup dans cette résolution. Quelle qu'ait été la raison du sénat, il fit sagement; et il agit encore avec sagesse en faisant détruire les fortifications anciennes et nouvelles de Hambourg, niveler le terrain et combler les larges fossés qui ceignaient la ville. Il était intéressé à prévenir les desseins de quelque nouvel ambitieux qui aurait encore voulu en faire une place de guerre. On a construit sur le terrain nivelé, de jolies habitations, planté de belles promenades, bien préférables pour les habitans de Hambourg à ces ruines Anséatiques qui n'ont jamais préservé leur cité de l'occupation de quiconque a voulu s'en emparer.

lage dont purent seuls profiter les commis aux vivres, ce dont ils ne se firent pas faute ; si j'ai été bien informé, celui qui se fit le plus remarquer fut un habitant d'Auxerre, que je veux bien ne pas nommer parce que sa famille est justement honorée dans sa ville natale. On eut aussi beaucoup à souffrir de la cruauté, de l'avarice et de la barbarie d'un des lieutenans favoris du maréchal. Celui dont je parle avait à son service un valet de chambre, chargé d'enlever pour lui chaque jour de jeunes personnes honnêtes, soit par ruse, soit par force. Ces faits sont tellement connus, que quiconque demandera à Hambourg de qui je veux parler ici, tout le monde lui dira son nom.

Tous les chevaux sans exception furent mis en réquisition pour l'artillerie. On choisissait les meilleurs pour le service, on tuait les autres dans les rues et on en distribuait la viande aux soldats. Les habitans, pressés par la faim, en achetaient des lambeaux qu'on leur faisait payer très-cher. Tant de précautions devaient cependant être vaines, les alliés s'avançaient en force et occupaient déjà la Westphalie, ce qui obligea le gouverneur à rappeler dans la ville les divers détachemens disséminés dans les pays voisins de Hambourg. A Lubeck, il y eut de sanglans adieux : avant

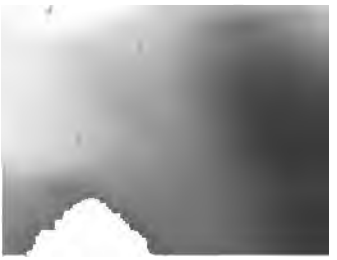
que la ville ne fût évacuée, on eut à déplorer le sort de deux victimes : comme pour servir d'exemple : un vieillard et un boucher nommé Prahl furent condamnés à être fusillés. Le crime de ce dernier était d'avoir dit : *Der Teufel hohle sie* [1], en parlant des Français. On eut le bonheur de soustraire le vieillard au sort qui le menaçait, en le faisant évader ; mais le malheureux Prahl subit sa peine, malgré les sollicitations et les larmes des habitans.

La garnison de Hambourg était composée de Français, d'Italiens et de Hollandais. D'abord elle se montait, comme je l'ai dit, à trente mille hommes ; mais les maladies en firent périr un grand nombre. Il en mourait dans les hôpitaux de soixante à quatre-vingts par jour. Lorsque la garnison évacua Hambourg en mai 1814, elle était réduite à environ quinze mille hommes.

Toutes les destructions et incendies qu'on ordonna pour balayer les environs de la place firent de Hambourg un désert. On vit même des soldats détruire toutes les tombes et tous les caveaux construits depuis peu d'années dans les cimetières situés au nord de la ville, et assouvir leur cupidité,

[1] Que le diable les emporte!

en arrachant des cercueils les plaques d'argent qui les ornaient selon l'usage du pays, et en dépouillant les corps des riches étoffes, avec lesquelles on a l'habitude de les envelopper. On souffrit cette sacrilége violation, même au risque des émanations putrides, qui ne pouvaient qu'aggraver l'épidémie, à laquelle elles ont probablement contribué. Ainsi les morts n'étaient pas plus épargnés que les vivans. A ces actes de barbarie, succéda bientôt le plus strict blocus; il fut formé par des troupes suédoises et russes, et toute communication de la ville avec le dehors fut dès-lors interceptée. Le roi de Danemarck, que l'on a vu si constamment fidèle à la fortune de Napoléon, fut lui-même contraint de l'abandonner; il fut entraîné dans cette résolution, la seule qu'il pût raisonnablement prendre alors, par le prince royal de Suède qui, comme on l'a vu, s'était depuis long-temps réuni à la ligue du nord. Dès ce moment, Hambourg n'eut plus rien à attendre du dehors, et ce fut alors que l'on entendit cette menace : « Le siége « de Hambourg deviendra aussi mémorable que « celui de Sarragosse; la ville ne sera livrée qu'en « cendres. » Quelle perspective pour les habitans! Heureusement que la Providence en ordonna autrement.



Au mois de décembre les vivres commencèrent à diminuer, sans qu'il y eût aucune possibilité de renouveler les approvisionnemens. On fit d'abord évacuer la ville par tous les indigens et ensuite par toutes les bouches inutiles. Ce n'est point exagérer que d'élever à cinquante mille le nombre des individus qui furent victimes de ces exils successifs. Admettons que de pareils ordres puissent être justifiés par la cruelle nécessité de la guerre; mais qui justifiera le raffinement de cruauté qui présida à leur exécution? Le dix-huit de décembre, un de ces ordres d'exil fut promulgué; le terme pour la sortie de Hambourg était fixé à quarante-huit heures, et le moindre retard entraînait la confiscation de tous les biens-meubles des retardataires; il n'y eut d'exception que pour les hommes propres à porter les armes. Renchérissant sur le gouverneur même, le préfet et le maire de Hambourg ajoutèrent, deux jours après, à ces rigueurs *la destruction des maisons*, tandis que le colonel commandant la gendarmerie à Hambourg fit savoir aux habitans exilés, que ceux qui ne seraient pas sortis de la ville, dans le délai prescrit par le maréchal, recevraient cinquante coups de bâton avant d'en être chassés. Cependant, s'il est avec le ciel des accommode-

mens, il en est aussi avec la gendarmerie : les délinquans purent se racheter de la bastonnade avec une somme d'argent, et la galanterie française se manifesta, en substituant pour les femmes la flagellation aux coups de bâton. Ceci était l'œuvre du préfet. J'ai vu, je ne l'invente pas, j'ai vu l'ordre donné par lui de faire visiter toutes femmes en état de domesticité pour s'assurer de leur santé, à moins qu'elles n'apportassent un certificat de leurs maîtres.

Tel est le charme du lieu qui nous a vu naître, tel est l'empire du foyer domestique, que malgré l'épouvantable rigueur apportée à l'exécution de l'ordre d'exil, de malheureux habitans cherchaient à s'y soustraire. Alors, le vingt-cinq décembre, le gouverneur, *voulant donner une preuve de son indulgence pour les habitans*, accorda une prolongation de vingt-quatre heures pour sortir de la ville, terme après lequel les contrevenans seraient arrêtés *comme adhérant aux proclamations publiées à Lubeck par l'ennemi*, proclamations dont il leur était impossible d'avoir connaissance, puisque toute communication était interdite. Enfin deux jours après cet acte d'indulgence. On rendit encore une ordonnance dans laquelle on déclarait que ceux qui rentreraient après être sortis seraient consi-

dérés comme des révoltés, comme des complices de l'ennemi, et comme tels, condamnés à mort par une cour prévôtale et fusillés. Ce n'était pas encore assez de ces avertissemens: dans les derniers jours de décembre, pendant la nuit, par un froid de seize à dix-huit degrés, des personnes malades ou en bonne santé, sans distinction de sexe ou d'âge furent arrachées de leurs lits, et transportées hors de la ville; par un raffinement de cruauté on contraignit leurs concitoyens à leur servir d'escorte; et il a été constaté que plusieurs vieillards périrent, soit dans la ville, soit pendant le transport. On déposait ceux de ces malheureux qui survivaient, hors de la porte qui conduit à Altona.

Quelles réflexions ne devaient pas faire ces malheureuses victimes du gouvernement français, qu'on arrachait à leur domicile! Il leur était si facile d'établir un point de comparaison à une distance si rapprochée de leur ville natale! A Altona, tous trouvèrent un refuge et les plus généreux secours. Le jour de Noël, sept mille des plus malheureux furent réunis dans la maison de M. Rainville, ancien aide-de-camp de Dumouriez et qui était sorti de France en même temps que ce général. Cette maison, située dans le Holstein, à cinquante

pas d'Altona, était ordinairement un lieu de fêtes et de brillantes réunions; elle devint tout-à-coup l'asile de la misère, de la douleur et de la mort. Tous les soins possibles furent prodigués à ces malheureux expatriés; mais peu en profitèrent: bien plus, la ville d'Altona fut mal récompensée de sa générosité. La crainte de l'épidémie qui régnait à Hambourg, n'avait pas arrêté l'accueil hospitalier fait à ces déportés; mais un grand nombre d'entre eux avait le germe de la maladie, et l'épidémie se manifesta à Altona.

Cette cruelle épidémie avait commencé à Hambourg où elle provint de l'encombrement des hôpitaux dont on n'avait aucun soin; du transport forcé et trop prompt des convalescens dans les maisons des particuliers; de l'infection causée par des chevaux tués et laissés dans les rues, et dont les soldats faisaient leur proie; de toutes les charognes et des immondices amoncelées dans les rues, et que l'on ne pouvait évacuer hors de la ville faute de moyens de transport; enfin des vapeurs méphitiques qui s'exhalaient des eaux de l'Alster [1], empoisonnées par tout ce que l'on y jetait journellement.

[1] L'Alster est un très-petit ruisseau qui forme un grand lac au milieu de Hambourg.

Une grande partie des malheureux expulsés qui parvinrent à Altona, au nombre de onze cent trente-cinq, furent inhumés par les soins de l'administration danoise, dans un champ au nord d'Ottensen à un quart de lieue de ce village. Les pieux Hambourgeois firent élever un monument sur lequel sont gravés les noms des victimes de tant de cruautés dont ils transmettent la mémoire à la postérité. Un grand nombre de cadavres furent entassés sur les bastions, les remparts et les promenades. Les vivans ne pouvaient faire un pas, sans fouler aux pieds les cendres de leurs parens et de leurs amis.

Tous les moyens de tirer de l'argent de Hambourg étant épuisés, on s'empara des fonds de la banque de cette ville, qui contenait encore sept à huit millions de marcs de banque, à peu près quinze millions de francs. Ignorait-on que s'emparer des fonds de quelques Hambourgeois, c'était faire tort à tous les étrangers qui avaient des fonds dans cette banque. Elle fut enlevée par un inspecteur aux revues, qui avait signalé son séjour à Lubeck par de pareils scandales.

Tel est l'abrégé des vexations, des actes sanglans, qui ont pesé pendant long-temps sur une ville hospitalière. La postérité aura peine à les

croire. Napoléon accusait toujours cette ville d'anglomanie ; en la ruinant, il croyait ruiner l'Angleterre; et Hambourg faible et sans ressources ne pouvait que gémir comme Jérusalem, pendant le siège qu'en fit Titus. *Plorans, ploravit in nocte.*

Au surplus, je dois à la justice de faire observer que les reproches que j'ai cru devoir adresser à quelques chefs de la garnison de Hambourg, ne sauraient s'appliquer à la brave armée qui y supporta, avec autant de patience que de courage, les plus grands dangers et les plus incroyables privations. Si, d'ailleurs, des excès partiels ont été commis, ils ne regardent pas plus nos soldats que ceux des autres puissances, enchaînés encore sous les drapeaux français, quand déjà leur pays avait secoué le joug de l'empire.

CHAPITRE XXII.

Affaires d'Italie et le prince Eugène. — Chapitre spécial. — Importance attachée par Napoléon à la conservation de l'Italie. — Cadres factices et force réelle. — Des hommes sur du papier, et la carte du Tyrol. — Mouvement de l'armée d'Italie sur les frontières d'Autriche. — Attention fixée sur l'Allemagne. — Douleur causée à Eugène par la défection des Bavarois. — Mouvement rétrograde. — Murat, dissimulation et perfidie. — La vieille politique de l'Italie. — Traité entre Murat et l'Autriche. — Hostilités suivies d'une déclaration de guerre. — Murat abandonné par les généraux français. — Ordres de Paris et proclamation inutile. — Prise de Livourne et d'Ancône par les Napolitains. — Évacuation de la Toscane.

J'ai dit que je consacrerais un chapitre aux affaires d'Italie, et aux principaux événemens de la vice-royauté d'Eugène. C'est ce que je vais essayer de faire en ce moment, non pas que j'aie sur cette contrée, des renseignemens aussi détaillés, aussi *vivaces* que ceux que l'on me transmettait de Ham-

bourg, comme on en a pu juger; mais le lecteur, du moins je me plais à me le figurer, a déjà assez fait connaissance avec moi pour être sûr que je ne dirai rien dont je ne sois certain, et, pour le même motif, il ne sera pas surpris, si pour ne point séparer ce que j'ai su de relatif à Eugène, j'anticipe un peu sur l'ordre des temps.

Après la campagne de 1812, lorsqu'Eugène eut revu l'Italie et ces belles plaines de la Lombardie, où quinze ans auparavant, Bonaparte n'avait qu'à se montrer pour vaincre, il fut promptement informé des dispositions plus que douteuses de l'Autriche envers la France. Il se hâta alors d'organiser une armée capable de défendre le pays que l'empereur avait confié à ses soins. L'empereur, comme on peut le croire, attachait une haute importance à la conservation de l'Italie, non seulement, parce que c'était le théâtre de ses premiers exploits, le berceau de sa vaste renommée, mais aussi parce que, dans le cas même où il serait contraint d'y renoncer par un traité, la possession de ces belles provinces serait d'un grand poids dans les négociations à intervenir. Napoléon sentit donc combien lui serait avantageuse, sur les frontières septentrionales de l'Italie, la présence d'une armée nombreuse

et assez forte pour inquiéter l'Autriche dans le cas où elle lèverait le masque transparent, dont sa politique était encore recouverte. Eugène fit tout ce qui put dépendre de lui, pour réaliser les intentions de l'empereur; mais malgré tous ses efforts, l'armée d'Italie ne fut réellement qu'une armée fictive, pour ceux qui purent comparer le nombre d'hommes présens sous les drapeaux, au nombre d'hommes portés dans les cadres. Ainsi dans ces cadres factices, on voyait figurer jusqu'au numéro de ces régimens, qui étaient allés combattre en Russie, et qui avaient été anéantis dans les champs de la Pologne. Autrefois, le général en chef de l'armée d'Italie s'était plaint, comme on l'a vu, des clubistes, des bavards, des avocats qui jugeaient les sinuosités du Tyrol, sur une carte de quelques pouces carrés, et Napoléon lui-même voyait à son tour des hommes sur du papier.

Lorsqu'au mois de juillet 1813, le vice-roi fut informé de la tournure que prenaient les négociations au simulacre de congrès assemblé à Prague, il n'eut plus aucun doute sur le prochain renouvellement des hostilités; et, prévoyant une attaque sur l'Italie, il prit la résolution de s'approcher le plus possible des frontières de l'Au-

triche: et tous ses efforts étaient parvenus à réunir une armée, forte au plus de quarante-cinq mille hommes d'infanterie et de cinq mille hommes de cavalerie, tant Français qu'Italiens. Lors de la reprise des hostilités, le vice-roi avait son quartier-général à Udine, et jusqu'au mois d'avril 1814, par ses sages manœuvres et son économie d'hommes, il parvint à conserver une attitude imposante et à défendre l'entrée de son royaume avec les talens militaires que l'on devait attendre d'un homme formé à la grande école de Napoléon, et que l'armée regardait comme un de ses plus habiles généraux. Dans cette campagne défensive, Eugène fut parfaitement secondé par les troupes et les généraux placés sous ses ordres. Eugène avait le commandement en chef, ayant pour chef d'état-major, le général Vignolles, et l'adjudant commandant Morizot de Marsy pour sous-chef d'état-major.

Les grands et malheureux événemens de l'année 1813 avaient tellement fixé l'attention sur l'Allemagne et sur la ligne du Rhin, qu'il était devenu impossible de s'occuper avec un égal intérêt des affaires d'Italie, lorsque la défection de Murat reporta pendant quelque temps l'attention de ce côté. J'en fus moins surpris qu'un autre,

n'ayant point oublié la conversation que j'avais eue aux Champs-Élysées avec le roi de Naples, et que j'ai rapportée dans le temps; mais dans le premier moment, la défection de Murat parut incroyable à tout le monde, et elle indigna Napoléon. Pourquoi aussi, avoir mis les peuples confiés au gouvernement des princes de sa famille, dans la nécessité de haïr son gouvernement! A la même époque, une autre défection vint affliger profondément le cœur d'Eugène; car en devenant prince et presque souverain, il n'avait pas cessé d'être homme et un homme excellent. Marié à la princesse Amélie de Bavière, aussi bonne, aussi aimée que lui, il vit avec une vive douleur la nécessité de compter les sujets de son beau-père, au nombre des ennemis qu'il allait probablement avoir à combattre; mais s'il souffrait intérieurement de cette position, comme Joséphine me l'a assuré plus d'une fois, le devoir était pour lui une religion à laquelle il était toujours prêt à immoler toute autre considération, et il en avait certes donné une assez grande preuve lors du divorce. Craignant d'être inquiété par les Bavarois du côté du Tyrol, Eugène commença dès l'automne de 1813 son mouvement rétrograde. Il se replia d'abord sur le Tagliamento, et suc-

cessivement sur l'Adige[1]. Arrivée sur ce fleuve, l'armée d'Italie était considérablement diminuée, malgré tous les soins qu'Eugène avait de ses troupes. Cette diminution avait plusieurs causes: d'abord la nécessité de former une garnison dans les places qu'il fallait laisser à découvert; ensuite quelques maladies, et un certain nombre d'hommes tués dans les combats qu'il avait fallu livrer. Tout cela avait considérablement affaibli les bataillons qui rentraient en Italie.

Ce fut vers la fin de novembre, qu'Eugène apprit qu'un corps de troupes napolitaines se dirigeait sur la haute Italie, une partie sur Rome, et une autre sur Ancône. Le roi de Naples voulait tirer parti de la situation de l'Europe, et fut dupe des promesses qu'on lui fit pour prix de sa trahison. Murat sembla, en cette circonstance, avoir pris pour modèle la frauduleuse politique de l'Autriche; car, non-seulement il était décidé à entrer dans la coalition, mais déjà il avait eu

[1] A cette époque, il existait encore sur le Tagliamento un pont de bois construit à la hâte pour servir de passage à l'armée française, lors des premières campagnes d'Italie. Je rappelle cette circonstance parce qu'elle prouve la bonté des constructions de nos ingénieurs militaires.

des communications avec l'Angleterre et l'Autriche, qu'il ne cessait encore de protester de sa fidélité à remplir ses engagemens envers Napoléon. Il poussa la dissimulation jusqu'à demander au vice-roi la libre disposition des magasins de vivres et du matériel dans les places dépendantes du royaume d'Italie. On ne savait rien encore de positif sur la défection de Murat, et les bruits avant-coureurs, que l'on avait pu répandre à cet égard, paraissaient si peu probables, qu'on n'eut pas de motifs pour lui refuser l'objet de sa demande. Pourtant il était déjà secrètement l'allié des ennemis de la France, et ici, selon moi, Murat devient inexcusable : que poussé par les besoins du peuple confié à son gouvernement, par l'ambition même de rester roi de Naples, il ait méconnu son ancienne patrie, et l'ait sacrifiée à sa patrie adoptive, c'est un acte de politique que l'on peut juger diversement; je dirai même que j'approuve personnellement qu'un roi soit avant tout le roi de son peuple; mais joindre la perfidie à l'abandon, parler d'alliance, de fidélité, et trahir, voilà ce que, selon moi, rien ne saurait excuser.

Informé par le vice-roi de la trahison de Murat, l'empereur refusa d'abord d'y croire. « Non,

« disait-il à ses intimes, non ! cela ne se peut pas ! « Murat à qui j'ai donné ma sœur ! Murat à qui « j'ai donné un trône ! Il faut qu'Eugène ait été « mal informé. Il n'est pas possible que Murat se « déclare contre moi ! » Non-seulement cela était possible, mais cela était vrai; et, se recouvrant de plus en plus de la dissimulation sous laquelle il avait caché ses desseins, Murat sembla vouloir renouveler cette vieille politique de l'Italie au XV^e^ et au XVI^e^ siècle, quand l'art de tromper semblait le plus sublime effort du génie des gouvernemens italiens. Ce fut sans aucune déclaration de guerre, en effet, que Murat ordonna à celui de ses lieutenans qui occupait Rome, avec cinq mille hommes, de s'emparer du commandement supérieur dans les États romains, et de prendre en son nom possession du pays. Le général Miollis, commandant les troupes françaises à Rome, ne put que se jeter avec cette poignée de soldats dans le château Saint-Ange, ce fameux môle d'Adrien, où fut long-temps conservé le trésor de Sixte-Quint; et bientôt le général français s'y vit bloqué par les troupes napolitaines qui bloquaient aussi Civita-Vecchia et Ancône.

C'est maintenant, ainsi que je l'ai annoncé, que

je me vois dans la nécessité d'anticiper sur les temps qui suivirent ceux dont j'ai parlé dans mes chapitres précédens, afin de ne pas disjoindre des faits liés par une indispensable connexité.

Le traité conclu entre Murat et l'Autriche fut définitivement signé le onze janvier 1814, et je reviendrai sur d'autres événemens de cette époque, me renfermant actuellement dans ce qui concerne l'Italie. Dès qu'il en eut connaissance, le vice-roi, certain d'avoir bientôt à combattre les Napolitains, dut renoncer à la conservation de la ligne de l'Adige, ayant l'armée napolitaine derrière son aile droite. Il ordonna en conséquence un mouvement rétrograde de l'autre côté du Mincio où il cantonna son armée. Dans cette position, le prince Eugène eut à combattre, le huit de février, l'armée autrichienne qui l'avait rejoint, et le gain de la bataille du Mincio arrêta pour quelque temps l'invasion de l'armée autrichienne et sa jonction avec les troupes napolitaines. Huit jours après, seulement, Murat fit officiellement déclarer la guerre à l'empereur; son chef d'état-major en transmit la déclaration au général Vignolles, chef d'état-major d'Eugène. Ainsi nous avions fait des rois aux dépens de notre sang et de nos trésors, et au moment

des revers de la France, une implacable destinée les poussait à tourner leurs armes contre nous. Toujours fidèle à son système de perfidie, Murat avait continué à tromper la loyauté d'Eugène, en obtenant de lui des vivres et des munitions pour son armée; et tel était l'aveuglement qui régnait à Paris, que le ministre de la guerre ne cessait d'appuyer les demandes du roi de Naples; et c'était pendant ce temps-là que Murat s'engageait à unir ses troupes aux troupes autrichiennes, et à faire cause commune avec elles contre l'armée française en Italie.

Aussitôt que le roi de Naples eut déclaré la guerre à la France, plusieurs officiers généraux et supérieurs, et beaucoup de Français qui étaient à son service, l'abandonnèrent et se rendirent au quartier-général du vice-roi. Murat fit les plus grands efforts pour les retenir. Ils lui firent observer qu'ayant déclaré la guerre à la France, aucun Français, ami de son pays, ne pouvait plus rester avec lui. Il s'emporta et leur dit: « Croyez-« vous donc que j'aie moins que vous le cœur « français? Croyez, au contraire, que je suis très « à plaindre. Je ne sais, de ce qui se passe à la « grande armée, que des choses désastreuses. J'ai « été contraint à faire un traité avec les Autri-

« chiens et un arrangement avec les Anglais, « commandés par lord Bentinck, afin de sauver « mon royaume menacé d'un débarquement, « par les Anglais et les Siciliens. Ce qui aurait « immanquablement excité un soulèvement in- « térieur : restez donc avec moi. »

On ne pouvait pas avouer plus ingénuement l'antipathie que Joachim supposait aux Napolitains, pour sa personne et son gouvernement. Son allocution n'entraîna personne; et il fut facile de prévoir ce qui devait arriver. Le vice-roi reçut bientôt un avis officiel du ministre de la guerre de Napoléon, qui lui envoyait un décret impérial rappelant tous les Français qui étaient au service de Joachim, sous peine, pour ceux d'entre eux qui seraient pris les armes à la main, d'être traduits à un conseil de guerre, et d'être jugés comme traîtres à leur patrie.

Immédiatement après la réception de l'ordre dont je viens de parler, Eugène publia, le premier de février, une proclamation dans laquelle on remarqua le passage suivant :

« Soldats,

« Des espérances d'une paix solide et pro-

« chaine s'élèvent de toutes parts. Je les crois « fondées, et cependant le jour du repos ne s'est « pas encore levé pour vous. Un nouvel ennemi se « présente.

« Quel est-il cet ennemi? Quand je vous l'aurai « fait connaître, vous refuserez d'ajouter foi à mes « paroles, et votre incrédulité, que j'ai long- « temps partagée, sera pour vous un nouveau « titre de gloire.

« Les Napolitains nous avaient solennellement « promis leur alliance. Sur la foi de leurs pro- « messes, ils ont été reçus dans le royaume « comme des frères, ils ont partagé toutes nos « ressources.

« Ils sont entrés comme frères, et ils étaient « nos ennemis; ils sont entrés comme frères, et « c'est pourtant contre nous qu'ils avaient préparé « leurs armes.

« Il est, dans les troupes napolitaines, un grand « nombre de Français. Ils abandonneront bientôt « des drapeaux qu'eux aussi ont cru fidèles à leur « souverain et à leur patrie.

« Soldats! voici ma devise, honneur et fidélité; « que cette devise soit aussi la vôtre : avec elle et « l'aide de Dieu, nous triompherons encore de « tous nos ennemis. »

« chiens et un arrangement avec les Anglais, « commandés par lord Bentinck, afin de sauver « mon royaume menacé d'un débarquement, « par les Anglais et les Siciliens. Ce qui aurait « immanquablement excité un soulèvement in- « térieur : restez donc avec moi. »

On ne pouvait pas avouer plus ingénuement l'antipathie que Joachim supposait aux Napolitains, pour sa personne et son gouvernement. Son allocution n'entraîna personne; et il fut facile de prévoir ce qui devait arriver. Le vice-roi reçut bientôt un avis officiel du ministre de la guerre de Napoléon, qui lui envoyait un décret impérial rappelant tous les Français qui étaient au service de Joachim, sous peine, pour ceux d'entre eux qui seraient pris les armes à la main, d'être traduits à un conseil de guerre, et d'être jugés comme traîtres à leur patrie.

Immédiatement après la réception de l'ordre dont je viens de parler, Eugène publia, le premier de février, une proclamation dans laquelle on remarqua le passage suivant :

« Soldats,

« Des espérances d'une paix solide et pro-

CHAPITRE XXIII.

La couronne impériale et la couronne de fer. — Plans de défense gigantesques conçus par Napoléon. — Effet funeste de la trahison de Murat. — Souvenir de Saint-Jean-d'Acre et comparaison. — M. de Caulaincourt retenu aux avant-postes. — Concessions ironiques. — Projet de congrès. — Mauvais état des affaires. — Conseils donnés à Bonaparte de se rapprocher des Jacobins. — La noblesse et la canaille. — Promenades à cheval dans les faubourgs. — Ma présence involontaire à deux conférences. — Ridicules exigences des Jacobins. — Exhumation des turpitudes révolutionnaires. — Dégoût inspiré à Napoléon. — Moyen national adopté. — Armement de la garde nationale de Paris. — Ma nomination au grade de capitaine. — Adieux de l'empereur à la garde nationale. — Discours et profonde émotion. — Je vois pour la première fois le fils de Bonaparte. — Effet que cette vue produit sur moi. — Scène d'adieux, et souvenir de la prise de possession des Tuileries.

Après une excursion en Italie, je reviens aux affaires de la France, à la fin de 1813, et ce n'est pas pour y voir un spectacle moins affli-

geant pour la fortune de Napoléon que celui que l'on a vu au-delà des Alpes ; car la couronne impériale va bientôt lui échapper presque en même temps que la couronne de fer ; et que de tribulations vont agiter son génie, que de douleurs vont déchirer la grande âme de cette nouvelle victime de l'ambition ! Murat l'avait trahi !... C'était pour Napoléon une chose impossible à concevoir, et qui dérangeait l'illusion d'un des plans gigantesques qui avaient apparu à son esprit comme un fantôme protecteur. Murat et Eugène, selon lui, auraient passé sur les derrières des armées alliées, avec leurs armées combinées, et tandis que lui, redevenu le Bonaparte des campagnes d'Italie, disputant le terrain de la France aux soldats de l'étranger, il aurait multiplié les obstacles sur leurs pas ; le roi de Naples et le vice-roi d'Italie auraient marché sur Vienne et fait trembler l'Autriche dans le cœur de sa capitale, avant que le timide million d'alliés qui mesurait ses pas en approchant de Paris eût pollué par sa présence la capitale de la France. Quand j'appris cet immense projet de l'empereur, cette idée qui ne fut que le rêve d'un moment, j'y vis ce coup d'œil d'aigle, ce besoin des grandes ressources dans les grandes calamités, comme j'avais vu Bonaparte sous les

murs de Saint-Jean-d'Acre, se consoler de la défense victorieuse du cruel Djezzar, en écrasant aussi l'Autriche dans un projet de stratégie européenne. Ni l'un ni l'autre de ces projets ne devaient se réaliser; mais dans l'un et dans l'autre on voit empreint le sceau d'un génie supérieur qui ne succombe que sous l'impuissance des moyens d'exécution. Napoléon conserva dans la campagne de Paris, ou pour mieux dire, retrouva toute l'action de cette intelligence impatiente, qui dévorait le temps et était partout, à l'époque de ses conquêtes d'Italie; mais les chances de succès n'étaient plus pareilles, ses ressources étaient épuisées; une victoire même, si elle était chèrement acquise, lui devenait fatale, et, en France, des espérances nouvelles prenaient la place des espérances trompées, qui avaient servi de cortège à son avénement au pouvoir consulaire. Il dut alors comprendre tout ce qu'il y avait eu de bon dans ce conseil de Joséphine : « Bonaparte, je t'en prie, ne te fais pas « roi. »

Napoléon était encore empereur; mais lui, qui avait imposé à toute l'Europe des traités de paix aussi désastreux que les guerres qui les avaient précédés, il ne pouvait obtenir un armistice, et Caulaincourt, qui venait pour en traiter, ne pou-

vant être reçu au camp des alliés, passait inutilement vingt jours à Lunéville, sans qu'on lui donnât l'autorisation de franchir les avant-postes de l'armée d'invasion. Quel jour ce refus dut jeter dans l'esprit de Napoléon! Comment alors ne pas voir clair dans les sentimens des alliés! En vain Caulaincourt prie, supplie Napoléon de sacrifier, ou du moins de déposer provisoirement une partie de cette gloire acquise dans tant de combats et que rien ne doit effacer dans l'histoire; en vain, ce ministre lui en demande une part comme en dépôt pour pouvoir combler l'abîme ouvert devant les destinées de la France. Non, poussé à bout, tourmenté, avec cette sorte de haut dédain, de cette ironie farouche que l'on a quelquefois prise pour l'expression de la vérité, Napoléon dit cependant à son ministre : « Je signerai tout ce « que vous voudrez. Pour avoir la paix, je n'exi- « gerai aucune condition. Je ne dicterai pas ma « propre humiliation.» Cette concession était une défense positive de rien signer, de rien accorder.

Dans les quinze premiers jours de janvier 1814, un tiers de la France fut envahi, et l'on songea alors à former un nouveau congrès, dont le lieu de réunion fut fixé à Châtillon-sur-Seine. Je parlerai plus tard de ce congrès, car j'ai ici à m'oc-

cuper des derniers momens du séjour de Napoléon à Paris, avant de partir pour cette aventureuse campagne de France, où il déploya encore plus de talens militaires qu'il n'essuya de revers souvent balancés par l'heureuse audace de ses vastes combinaisons.

Au commencement de 1814, les affaires de Napoléon empiraient de jour en jour. Vivement pressé par les alliés, on lui proposa de chercher dans l'intérieur de l'empire des ressources extraordinaires; on lui rappela ces quatorze armées sorties comme par enchantement du sol de la France, pour le défendre, au commencement de la révolution, enfin on lui conseilla de se jeter dans les bras d'un parti capable de soulever des masses, de se rapprocher des Jacobins. Quelle épreuve pour lui, qui avait si souvent témoigné la juste horreur qu'ils lui inspiraient! Cependant il eut un moment l'idée d'adopter ce conseil : il fit une promenade à cheval dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, caressa la populace, répondit à ses acclamations avec un empressement affectueux, et crut voir, dans les dispositions qu'on lui montrait la possibilité d'en tirer parti. Rentré dans son palais, quelques perso
osèrent lui faire des représentations,

seillèrent d'avoir plutôt recours aux classes élevées, à la noblesse et à l'élite de la société. S'apercevant que plusieurs blâmaient cette ridicule popularité, *Messieurs*, répondit-il, *vous direz tout ce que vous voudrez, mais dans la position où je suis, il n'y a pour moi de noblesse que dans la canaille des faubourgs, et de canaille que dans la noblesse que j'ai faite.* C'était un grand moyen, sans doute, de plaire à tout le monde, car, d'après le dire de Napoléon, tout le monde était de la canaille.

Les Jacobins, à cette époque, étaient disposés à le servir, et à employer tous leurs moyens pour le sauver. Mais on exigea qu'il laissât faire. On voulait pouvoir soulever librement et sans gêne toutes les passions révolutionnaires. La presse, qui gémissait sous la plus intolérable et la plus odieuse censure, leur devait être aussi entièrement abandonnée. Il fallait qu'il laissât chanter dans les rues et dans les spectacles leurs airs de prédilection, tels que ceux de : *Allons, enfans de la patrie, Ça ira, Veillons au salut de l'empire.* Ce dernier air, j'en conviens, était de circonstance, quant au premier vers ; mais, après celui-ci, venait cet autre : *Veillons au maintien de nos droits*, et ce second vers effaçait tout le mérite du pre-

mier. Mais j'ai honte de plaisanter sur ces ridicules prétentions du jacobinisme, qui pourtant étaient redevenues sérieuses. On fit à l'empereur d'autres propositions non moins extravagantes et tout aussi révoltantes. Ce que je dis ici ne m'a pas été raconté; j'ai assisté, bien par hasard il est vrai, à deux conférences, où j'ai entendu mettre en avant des projets infectés de l'odeur des clubs, des projets qui tenaient du délire; je les ai entendu soutenir avec d'autant plus d'assurance que l'on en regardait le succès comme certain. Je ne saurais peindre quelle peine, je dirais presque quelle humiliation pour ceux qui mettaient en avant de pareilles idées, j'éprouvai en voyant des hommes façonnés aux plus basses complaisances, chercher, dans les saturnales révolutionnaires qui les avaient tirés de la boue, un moyen de conservation pour les brillantes décorations dont les avait dotés l'empire. Certes, je suis partisan de la liberté de la presse; certes, je la regarde comme la conservation des principes vrais, comme la sauve-garde de toute justice, et comme une chance de mort pour toutes les iniquités; mais je ne voulais pas que l'on allât fouiller dans le tombeau de la révolution, pour en exhumer des turpitudes qui auraient dû y rester à jamais enseve-

lies. Que voulait-on faire commettre à Napoléon? un acte d'hypocrisie, car ces conseillers de mauvais présage n'ignoraient ni sa haine pour la presse libre, ni son mépris pour le pouvoir populaire.

Bien que je n'eusse pas vu Napoléon depuis mon départ pour Hambourg, je connaissais assez la ténacité de ses opinions sur les Jacobins pour être tranquille de ce côté, et pour être sûr que leurs caresses exigeantes ne tarderaient pas à le dégoûter. Je ne me trompais pas. Fatigué enfin du prix que l'on mettait aux services qu'on lui offrait : « C'est trop fort, dit-il, je trouverai dans « les combats des chances de salut, je n'en trou- « verais pas chez des fous furieux ! » Puis il ajoutait avec raison, quand il parlait d'une alliance aussi incompatible : « Il ne saurait exister de rap- « ports entre les principes démagogiques de 93, et « la monarchie; entre des clubs d'enragés et un « ministère régulier; entre un comité de salut « public et un empereur; entre des tribunaux ré- « volutionnaires et le règne des lois. Si je tombe, « je ne lèguerai du moins pas à la France la révolu- « tion dont je l'ai débarrassée. »

En s'exprimant ainsi, Napoléon disait d'or, aussi songea-t-il à un moyen vraiment national et plus noble pour parer au danger qui le menaçait.

Il ordonna la mise en activité de la garde nationale de Paris. Cette garde fut confiée au commandement du maréchal Moncey, homme estimable sous tous les rapports; qui avait bien et loyalement servi sous les drapeaux de la France, et qui, dans un âge déjà avancé, conservait toute la verdeur que l'on perd souvent en sortant de l'âge mûr. L'empereur ne pouvait faire un meilleur choix; mais l'état-major de la garde nationale fut un foyer d'intrigues occultes où l'on s'occupa moins, quand le moment en fut venu, de la défense de Paris, que de tirer parti du renversement de Napoléon, sans vouloir toutefois avoir l'air de prendre aucune part à ce renversement. Quoi qu'il en soit, je fus nommé capitaine dans cette garde, et je fus, comme tous les autres officiers, convoqué aux Tuileries pour le vingt-trois de janvier, jour où nous reçûmes les adieux de Napoléon qui partait le lendemain, allant combattre pour le foyer de sa patrie.

Quel jour pour moi, et combien de souvenirs devaient assaillir mon esprit! Nous fûmes introduits dans la grande salle que j'avais tant de fois traversée comme familier de la maison. Pour mieux voir cette cérémonie imposante, je montai avec plusieurs officiers, sur [illegible]ette adossée au

mur. Napoléon entra avec l'impératrice; il s'avança noblement, tenant par la main son fils qui n'avait pas trois ans. Il y avait long-temps que je n'avais vu de près celui avec lequel j'avais vécu si intimement pendant bien des années. Je le trouvai très-engraissé; je remarquai sur sa figure très-pâle, un air de tristesse et d'humeur. Les mouvemens habituels des muscles de son cou étaient beaucoup plus forts et plus fréquens que je ne les avais autrefois remarqués. Non, je ne saurais dire ce qui se passa en moi durant cette cérémonie où je revoyais un ami d'enfance, devenu le maître de l'Europe et près de succomber sous les efforts de ses ennemis. Cette cérémonie eut quelque chose de grave, de solennel et en même temps de triste. Rarement j'ai remarqué dans une assemblée aussi nombreuse un silence aussi profond. Il y régnait je ne sais quelle inquiétude vague, quel besoin d'entendre la voix de Napoléon. Cette voix se fit entendre, et Napoléon, d'une voix forte et sonore, comme au temps où il haranguait ses soldats en Italie ou en Egypte, mais sans avoir empreinte sur sa physionomie cette expression de confiance qui y brillait alors, nous dit :

« Messieurs les officiers de la garde nationale,

« j'ai du plaisir à vous voir réunis autour de moi: « je pars cette nuit pour aller me mettre à la « tête de l'armée. Je laisse avec confiance, en quit- « tant la capitale, ma femme et mon fils sur lesquels « sont placées tant d'espérances. Je devais ce témoi- « gnage de confiance à tous ceux que vous n'avez « cessé de me donner dans les principales époques « de ma vie. Je partirai avec l'esprit dégagé d'in- « quiétudes, lorsqu'ils seront sous votre fidèle « garde, je vous laisse ce que j'ai au monde de « plus cher après la France, et le remets à vos « soins.

« Il pourrait arriver toutefois que par les ma- « nœuvres que je vais faire, les ennemis trouvas- « sent le moment de s'approcher de vos murailles. « Si la chose avait lieu, souvenez-vous que ce ne « peut être que l'affaire de quelques jours et que « j'arriverai bientôt à votre secours. Je vous re- « commande d'être unis entre vous et de ré- « sister à toutes les insinuations qui tendraient à « vous diviser. On ne manquera pas de chercher à « ébranler votre fidélité à vos devoirs; mais je « compte que vous repousserez toutes ces perfides « instigations. »

J'écoutai les paroles de Bonaparte avec la plus grande attention, et [illegible] les eût prononcées

avec force, il éprouva ou il joua l'émotion. Mais, que cette émotion fût vraie ou fausse chez lui, elle fut partagée par un grand nombre des assistans, et j'avoue que pour moi je fus vivement ému, surtout lorsqu'il arriva à ces mots : « *Je vous laisse ma femme et mon fils.* En ce moment j'avais les yeux fixés sur cet enfant ; l'intérêt qu'il m'inspira était bien étranger et à cette grandeur qui l'entourait et aux malheurs qui menaçaient de l'anéantir. Je vis dans cet enfant, dont la physionomie était d'ailleurs très-intéressante, non pas le roi de Rome, mais le fils d'un ancien ami. Pendant toute la journée, je ne pus me défendre d'une certaine tristesse, ni éloigner les réflexions que m'inspiraient les souvenirs du matin, quand je comparais cette scène d'adieux à notre prise de possession des Tuileries. Que de siècles dans les quatorze années qui les séparent !

CHAPITRE XXIV.

Singulier rapprochement de dates.— La mort de Louis XVI et les adieux de Bonaparte aux Tuileries. — Départ de l'empereur pour l'armée. — Congrès de Châtillon. — Inutile demande d'armistice. — Manière de juger Bonaparte dans ses négociations. — Napoléon victime de lui seul. — Souvenirs d'enfance et invariabilité du caractère de Bonaparte. — La fortune de Napoléon attachée à sa gloire. — Paroles remarquables de l'empereur à M. de Caulaincourt. — Ouverture du congrès. — Conditions nouvelles et tergiversations. — Le mot d'ancienne monarchie prononcé par les alliés. — M. de Caulaincourt faussement accusé d'avoir empêché la paix. — Détails secrets sur les séances du congrès. — Impossibilité de s'entendre. — Les vaincus traitant en vainqueurs. — Les ordres ostensibles et les ordres secrets. — Les provinces constitutionnelles. — Propositions captieuses, et désir évident de traîner en longueur. —Promesses verbales.— Détails sur la marche des négociations.—Projet et contre-projet. — Surprise des alliés à la vue des exigences de l'empereur.— Volonté formelle d'assurer la paix de l'Europe. — Propositions de Napoléon reçues avec dérision. — Conversation entre M. de Talleyrand et moi au sujet d'une lettre de Caulaincourt. — Mon opinion prise pour de l'entêtement. — Mes prédictions promptement réali-

sées. — Rupture du congrès. — Napoléon seule cause de sa chute et immortalité de sa gloire.

C'était une chose assez remarquable pour les personnes qui se plaisent à faire des rapprochemens de dates que de voir Napoléon, successeur de Louis XVI, et devenu son neveu par son mariage avec la nièce de Marie-Antoinette, faire ses adieux à la garde nationale de Paris, précisément le jour anniversaire du trop fameux vingt-un janvier, après vingt-une années de terreur, de honte, d'espérance, de gloire et de revers. Le lendemain de notre réception, il partit pour prendre le commandement de son armée; mais la route n'était pas longue à parcourir, comme elle l'avait été par le passé, pour rejoindre son quartier-général. La France orientale était envahie par cinq cent mille hommes, et Napoléon n'avait à y opposer que cent mille hommes au plus; mais aussi son génie, loin de l'abandonner, sembla rajeunir dans ces terribles circonstances.

Cependant on ouvrit à Châtillon-sur-Seine un congrès où se trouvèrent réunis le duc de Vicence, représentant la France; les lords Aberdeen, Cathcart, et Stewart, représentant l'Angleterre;

le comte de Razoumowsky, la Russie; le comte de Stadion, l'Autriche; et le comte de Humboldt, la Prusse.

Comme j'ai été parfaitement tenu au courant de tout ce qui se passa au congrès, je pense que cette partie de mes Mémoires intéressera spécialement les personnes qui cherchent la vérité sur les négociations de cette époque; et c'est à en tracer l'histoire succincte, d'après mes notes du temps, mes souvenirs, et des documens authentiques, que je consacrerai ce chapitre; il en ressortira cette grande vérité que j'ai déjà plus d'une fois énoncée, que jamais Napoléon n'a voulu la paix.

Conformément aux ordres de l'empereur, dès avant l'ouverture du congrès, le duc de Vicence demanda un armistice, comme en effet cela a presque toujours lieu quand on veut traiter de la paix. Un armistice était tout ce que voulait Napoléon : sa haute perspicacité lui faisant mal augurer des premiers résultats d'une guerre immédiate, son désir formel était que les négociations qui allaient s'entamer ne fussent point soumises aux chances des opérations militaires. Vainqueur, on sait s'il avait jamais voulu accorder de répit à ses ennemis; vaincu par le nombre,

il en demandait, mais il était beaucoup trop tard pour que les alliés consentissent à un armistice, dont, depuis long-temps, ils ne voulaient plus entendre parler. Guidés par l'expérience du passé, ils avaient résolu de continuer les opérations militaires, pendant les négociations qui allaient s'ouvrir à Châtillon. Quinze années les avaient avertis que les apparences avec Napoléon devaient être séparées de ses véritables intentions. Ils répondirent à cette demande d'armistice en exigeant de leur côté que l'on signât sur-le-champ des propositions de paix; mais ce n'était plus les propositions de Francfort. Les alliés établissaient pour bases les limites de l'ancienne monarchie : ils se regardaient comme autorisés à cette conduite par leurs succès et leur position; chacun en eût fait autant.

Pour bien juger Napoléon dans toutes les négociations relatives à la paix, qui ont eu lieu pendant les conférences de Châtillon, il faut avant tout se rappeler l'organisation qu'il avait reçue de la nature, et apprécier les idées que cette organisation avait développées en lui dès son jeune âge. Que voit-on en effet dans les dernières négociations de son règne expirant? Si on les examine avec l'attention et l'impartialité que j'ai peut-être le droit de réclamer, on sera convaincu que les

causes de sa chute viennent de son caractère. Je ne m'écarterai pas de la vérité qui m'a constamment guidé, mais je ne puis me ranger parmi ces indignes adulateurs, qui ont accusé ses alentours de l'avoir toujours éloigné de la paix. Sans doute, comme je l'ai fait observer, à des époques plus favorables, d'autres personnes auraient pu, auraient dû lui représenter les besoins de la France quand ils étaient compatibles avec sa gloire; mais dans les derniers temps, il est impossible, sans outrager la vérité, de rejeter sur les agens de Napoléon les malheureux résultats de ses calculs, de ses vues ambitieuses, de son immense amour de la gloire et de sa profonde duplicité. S'il en a été la victime, surtout dans cette circonstance, on ne peut l'attribuer qu'à lui seul. N'a-t-il pas dit à Sainte-Hélène, en parlant des négociations de Châtillon : « *Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver : car traiter, conclure, c'était se livrer en soi à l'ennemi.* » Napoléon est tout entier dans ces mots, c'est la lumière qui peut seule guider pour y voir clair dans la route ténébreuse que je vais parcourir. Il ne faut pas que l'on oublie que, vivement frappé de l'immortalité des grands noms que l'histoire a légués à notre admiration, et qui se perpétuent de génération en génération, Na-

poléon voulait aussi que son nom retentît pendant la durée des siècles à venir, jusque dans les moindres chaumières. Mais si, dans ce besoin de gloire et non de *famosité*, il a conçu le désir de surpasser Alexandre et César, il n'a jamais ambitionné la renommée d'un Erostrate, et dussé-je l'avoir déjà dit, je dirai encore que s'il a commis des actions condamnables, c'est que malheureusement il les regarda comme un degré qui l'aidait à atteindre le sommet de cette immortalité où il voulait placer son nom. Vivre sans faire parler de soi, lui paraissait une mort anticipée, témoin ce qu'il écrivit à son frère Jérôme : *Mieux vaudrait n'avoir pas vécu que de vivre sans gloire;* témoin encore ce que plus tard il écrivit à son frère Louis : *Il vaut mieux mourir roi que de vivre prince.* Combien de fois, dans le temps de ma plus grande intimité avec Bonaparte, ne m'a-t-il pas dit : « Qui « connaît aujourd'hui les noms de ce peuple de « rois qui ont passé sur des trônes où les avait « placés le hasard de la naissance ! Ils ont vécu et « ils sont morts obscurs. On recherche péniblement leurs noms dans de vieilles archives; une « médaille, une pièce de monnaie trouvée dans « des décombres révèle aux savans l'existence d'un « roi qu'ils ne connaissaient pas. Au contraire,

« nommez Cyrus, Alexandre, César, Mahomet, « Charlemagne, Henri IV et Louis XIV, on est « tout de suite en pays de connaissance. » Je dois dire qu'en me parlant ainsi dans les jardins de la Malmaison, Bonaparte ne faisait que me répéter ce qu'il m'avait dit dès son jeune âge; car son caractère, ses idées, les besoins de son âme ont toujours été les mêmes. Les objets seuls où il les a appliqués ont varié.

Je ne voulais que dire un mot sur Napoléon, mais puisque d'autres souvenirs me reviennent, j'espère que, parvenu aux événemens qui précédèrent de près sa chute, on me permettra de m'y livrer. Dès son enfance, Napoléon lisait avec ardeur l'histoire des grands hommes de l'antiquité; et ce qu'il cherchait surtout à découvrir dans cette lecture, c'était par quels moyens ces hommes étaient devenus grands. Il remarquait que la gloire militaire porte le nom de celui qui l'acquiert, plus loin que ne le transmettent les travaux heureux de la paix, une grande science et de nobles efforts pour contribuer au bonheur des hommes. L'histoire nous enseigne que de grands talens militaires et la victoire donnent souvent le pouvoir qui procure à son tour les moyens de satisfaire l'ambition. Napoléon a toujours été per

suadé que ce pouvoir lui était nécessaire pour faire ployer les hommes à sa volonté et étouffer tous les raisonnemens sur les faits.

Il avait pour principe bien arrêté de ne jamais signer une paix désavantageuse : que devait-ce donc être d'une paix honteuse qui dépouillait la France, non-seulement de ce qu'elle devait à Napoléon, mais encore de ce qu'elle avait confié à son génie, à ses grands talens militaires et à sa fortune? Il avait l'intime conviction, et je ne l'ai jamais vu s'abuser sur ce point, que si jamais l'illusion produite par ses triomphes était détruite, le charme et l'enthousiasme que tant de prodiges auraient fait naître dans une nation brave et généreuse, disparaîtraient avec ces prodiges : « La « France, me disait-il, a pris son chef des mains « de la victoire; si la victoire m'abandonnait, la « France retournerait aux descendans de Henri IV. »

A toutes les époques de sa vie, Napoléon a cherché à produire des illusions sur sa position, mais il ne s'en est fait à lui-même que dans de rares momens. Privé de ses bases, son pouvoir devait tomber, et il le savait bien. Pour ce grand caractère qui occupera de si belles pages dans l'histoire, une couronne flétrie ne pouvait plus être une couronne. Dans le temps que j'ai passé auprès de lui,

je l'ai toujours vu ennuyé et dégoûté des travaux de l'administration civile, même aux époques où sa gloire était le plus incontestable : que dût-ce donc être quand il fut contraint d'arrêter ses pensées sur l'humiliation de sa belle France, résultat de ses gigantesques entreprises, et des revers qu'il avait comme provoqués à Moskow? Et ne dit-il pas un jour à M. de Caulaincourt, qui le pressait de consentir à des sacrifices : « Le courage peut « défendre une couronne, mais l'infamie, jamais? » Ainsi, dans toutes les dernières actions de la carrière de Napoléon, j'ai retrouvé l'empreinte de son caractère, comme j'ai signalé plusieurs fois dans les grandes actions de l'empereur l'exécution d'une pensée conçue par le général en chef de l'armée d'Italie.

On a vu dans quelles dispositions se trouvait Napoléon en partant pour l'armée; il y arriva, et peu après s'ouvrit le congrès de Châtillon. Le duc de Vicence, convaincu qu'il ne pouvait plus compter sur les limites naturelles de la France promises à Francfort par les alliés, demanda de nouveaux pouvoirs. Ces limites étaient sans doute le résultat de concessions raisonnables, et, même après Leipzig, on les avait accordées; la chose ne paraissant plus faisable, il fallut avoir [illegible]

prêter à de nouvelles concessions si l'on voulait être admis à entrer en négociation. L'ouverture du congrès eut lieu le cinq de février ; le six, il n'y eut pas de séance, mais dès le sept, les plénipotentiaires des puissances alliées se prononcèrent catégoriquement. Ils consignèrent au protocole qu'à la suite des succès qui avaient favorisé leurs armes, ils demandaient que la France rentrât dans ses anciennes limites, telles qu'elles étaient *sous la monarchie*, avant la révolution ; que la France renonçât à toute influence directe, hors de ses limites futures, et que la renonciation à tous les titres de protectorat sur l'Italie, l'Allemagne et la Suisse, fût une conséquence immédiate de cet arrangement.

Cette proposition, si différente de celle qui avait été faite à M. de Saint-Aignan, parut si extraordinaire à M. de Caulaincourt, qu'elle le força à demander que la séance fût suspendue, attendu la trop grande importance de ces nouvelles conditions, qui différaient trop de ses instructions pour qu'il fût en état de répondre *immédiatement*. Les plénipotentiaires alliés déférèrent à son désir, et remirent la séance, comme continuation, à huit heures du soir.

Dans cette séance du soir, le duc de Vicence

renouvela l'engagement de faire pour la paix les plus grands sacrifices, quelque éloignée que fût la demande faite le matin par les alliés, des bases proposées à Francfort, bases dans lesquelles il était question des *limites naturelles* de la France. M. de Caulaincourt ajoutait que comme la *somme* des sacrifices dépendait assez nécessairement de celle des compensations, il ne pouvait prendre aucun parti, sans les connaître toutes, sur aucune cession ou compensation. Il désira un projet développant parfaitement les vues des alliés, et il demanda que leurs plénipotentiaires s'expliquassent positivement sur le nombre et l'espèce des sacrifices qui seraient demandés, et sur les compensations. Il faut convenir que le duc de Vicence remplissait parfaitement les vues secrètes de l'empereur, en traînant en longueur, et en gagnant du temps par de subtiles subterfuges, car tout ce qu'il demandait avait déjà eu lieu[1].

[1] J'ai, dans le temps, entendu accuser M. de Caulaincourt de n'avoir pas voulu la paix. Des écrivains ont depuis adopté et publié cette opinion; on a accusé le duc de Vicence d'avoir fait des représentations insignifiantes sur la position dans laquelle le mettait la marche des affaires; d'avoir montré de l'inhabileté dans les modifications à demander, et manqué d'adr[illegible]duction des préten-

Le lendemain de cette séance, quelques succès qu'obtinrent les alliés et la prise par eux de Châlons-sur-Marne et de Troyes, déterminèrent Napoléon à ordonner à Caulaincourt de déclarer que *si l'on convenait sur-le-champ d'un armistice, il était prêt à consentir que la France rentrât dans ses anciennes limites.* Cet armistice convenait tout

tions de Napoléon, prétentions que les alliés regardaient comme très-exagérées, et auxquelles M. de Caulaincourt savait qu'ils ne voulaient plus entendre. Les ennemis et les envieux de M. de Caulaincourt, tous ceux qui ne veulent jamais trouver ni laisser un tort à Napoléon accusaient le ministre d'avoir rempli ses dépêches de choses vagues sur la paix, sur la guerre, etc.

A qui fera-t-on croire que M. de Caulaincourt, si bon Français, d'un si noble caractère, si dévoué à Napoléon, s'est écarté des instructions secrètes et des instructions officielles de Napoléon? Il le connaissait trop bien pour contrevenir à ses ordres définitifs, surtout dans une affaire d'une si haute importance : il y allait pour lui d'une trop grande responsabilité.

Qui pourra penser qu'il eût refusé de signer des propositions définitives qui, dit-on très-légèrement, eussent convenu à l'empereur, s'il n'eût pas eu un ordre contraire? Le contre-projet du quinze mars que l'on verra plus tard répond à tout.

Quelle a été sa marche dans toute la négociation? Il disait

à fait à Napoléon. On gagnait du temps, l'Est et le Nord pouvaient se soulever, des renforts pouvaient arriver du midi de la France. On aurait eu le temps de faire revenir des troupes d'Espagne et des forteresses de l'Allemagne. Des chances heureuses pouvaient se présenter et des intrigues pouvaient être mises en jeu.

aux alliés : « Voilà ce que l'empereur accepte. — Signez, nous y consentons. — Je ne peux pas, il faut que j'en réfère; j'en ai l'ordre. » Ce peu de mots explique et justifie toute sa conduite. Si Caulaincourt n'a pas signé la paix, c'est qu'il ne le pouvait pas : Napoléon ne la voulait pas. La marche des négociations le prouve incontestablement. Caulaincourt disait dans une correspondance qu'il avait à Paris, et que je lisais, qu'il ne savait jamais que faire, et qu'il était dans des perplexités continuelles par les restrictions et les changemens dont les instructions de l'empereur étaient toujours accompagnées, et qui étaient plus ou moins obscures, plus ou moins positives; que s'il prenait sur lui de signer sans référer, même avec des instructions toujours restrictives, il pouvait survenir pour Napoléon des chances favorables, à la suite desquelles il lui ferait de vifs reproches. Ceux-là mêmes les auraient provoqués, qui, pour plaire et pour flatter, auraient oublié la triste position dans laquelle était la France. Tout cela devait inspirer à Caulaincourt une grande timidité, qu'il ne faut pas convertir en maladresse et presque en trahison.

Mais les alliés ne voulaient pas entendre parler d'armistice. Ils l'avaient positivement déclaré. Leurs prétentions augmentaient en raison de leurs succès. Ils savaient que Napoléon traînerait tant qu'il le pourrait les négociations en longueur. Mais ils espéraient que, les opérations militaires continuant avec une force infiniment supérieure, ils arriveraient à Paris avant sa décision et qu'alors ils rejetteraient toutes ses propositions. Ils ne pouvaient pas croire à ce consentement aux anciennes limites de la part d'un homme qui en avait sans cesse repoussé la proposition comme une honte et qui avait répété souvent : *Ou une paix honorable ou la guerre.*

Ce fut le 9 février que le ministre plénipotentiaire français remit au congrès cette demande si inattendue. A peine fut-elle communiquée que M. de Razoumowski, ministre de Russie, convaincu que l'Angleterre allait y consentir, puisque son but était atteint, [1] demanda au nom de l'empereur Alexandre que les négociations fussent suspendues; mais on rejeta le subterfuge de la demande d'armistice sur Napoléon, et on eut

[1] Il suffisait à cette puissance qu'Anvers fût abandonné et la Belgique évacuée.

raison. Certes l'idée venait de lui, je n'en veux pour juge que l'empereur lui-même. Il écrivit le huit mai à Caulaincourt une lettre renfermant ses intentions. En effet, il lui fait connaître dans cette lettre, que le premier mot des alliés n'est pas un *ultimatum* : qu'il faut répondre par l'acceptation des propositions de Francfort, pour un armistice, mais que cette réponse ne sera pas non plus un *ultimatum*. Il ajoutait qu'il ferait bien encore d'autres concessions. Si les alliés s'en con- « tentaient, disait-il, on pourrait terminer; dans le « cas contraire, on les discuterait. » On trouve ensuite dans la même lettre, cette phrase remarquable qui explique d'un seul mot toute la pensée de l'empereur. « Vous irez *verbalement* aussi avant « que vous le jugerez convenable, et quand vous « serez parvenu à obtenir un *ultimatum* positif, ré- « férez-en à votre gouvernement pour recevoir ses « derniers ordres. » Est-ce clair?

A la séance du dix mars, le duc de Vicence consigna dans le protocole, que le dernier courrier qu'il avait reçu, avait été arrêté et retenu long-temps par plusieurs officiers-généraux Russes et qu'on l'avait contraint à livrer ses dépêches qui ne lui avaient été rendues que trente-six heures après à Chaumont : Caulaincourt se plaignit avec raison

de cette infraction au droit des gens et aux usages reçus. C'était la seule cause du retard apporté à la conclusion des négociations. Après cette plainte, il communiqua au congrès les ordres ostensibles de Napoléon, dans lesquels il autorisait son ministre à accéder aux demandes des alliés, demandes auxquelles, disait-il, la France avait acquiescé, et que les alliés abandonnaient actuellement, sans que l'on pût comprendre par quels motifs. Mais, en faisant cette communication aux plénipotentiaires des alliés, M. de Caulaincourt se garda bien de leur montrer les instructions particulières et secrètes qu'il avait reçues en même temps; et encore cette concession provisoire que M. de Caulaincourt faisait d'après les ordres de l'empereur, n'avait-elle lieu que sous la condition absolue d'un armistice immédiat. On aurait dit que Bonaparte avait adopté en ce moment la politique de je ne sais plus quel héros de théâtre qui dit à son ambassadeur : *Pressez, demandez-tout, pour ne rien obtenir.* L'ambassadeur de Napoléon n'obtint rien en effet, les alliés refusèrent parce qu'un armistice aurait retardé leur marche victorieuse; mais ils consentaient à signer la paix définitive, ce que sur toutes choses ne voulait pas l'empereur.

Dans une très-longue note insérée au proto-

cole, Caulaincourt répéta tous les lieux communs sur l'équilibre de l'Europe, sur les trois partages de la Pologne, sur l'infériorité à laquelle la France serait réduite, comparativement à la Russie et à l'Autriche, si elle acceptait les nouvelles bases des alliés, c'est-à-dire, les anciennes limites, avant la révolution. Le duc de Vicence se plaignit en outre, et avec raison, de ce que l'on voulait, sans la France, régler le système général et l'équilibre de l'Europe. Mais enfin l'empereur n'avait-il jamais abusé des avantages que lui donna si longtemps sa fortune, dans les traités qu'il imposa à l'Europe?

A l'appui de ces considérations, le ministre plénipotentiaire de France déclara, par ordre de l'empereur, que la Belgique et la rive gauche du Rhin ayant été réunies *constitutionnellement*, et reconnues par tous les traités de paix, conclus depuis cette réunion, il ne pouvait ni proposer, ni consentir la cession d'une portion du territoire français reconnu constitutionnellement.

Il est vrai que Napoléon pouvait en 1813, au mois de novembre, obtenir les limites *naturelles* de la France. Pourquoi ne les a-t-il pas alors acceptées? Pourquoi s'est-il laissé amener au point de discuter sur les limites de la monarchie? Il vou-

lait avoir plus que les limites du Rhin, sa lettre du huit mars en est une preuve. Mais pouvait-il se faire illusion sur la différence de sa position à Francfort en novembre 1813, et à Châtillon en mars 1814; et malgré quelques succès dans son admirable campagne, pouvait-il s'aveugler sur son avenir! Pouvait-il ignorer que son opiniâtreté à traîner en longueur avait déterminé les souverains alliés à signer à Chaumont, le premier mars, un traité par lequel la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, s'engageaient à continuer sans relâche, la guerre, jusqu'à ce que la France fût rentrée dans les anciennes limites de la monarchie. Hélas nous ne les avons pas même obtenues.

Napoléon enfin, décidé en apparence à faire des sacrifices, exigea qu'ils fussent demandés en masse par un projet des alliés; mais malgré son adhésion à ce que ce projet n'eût plus pour bases les propositions de Francfort, il ne voulait pas cependant, qu'il fût regardé comme un *ultimatum*. Dans le cas où les alliés consentiraient à donner ce projet, Caulaincourt devait proposer un *contre-projet*, qui serait le renouvellement des propositions de Francfort[1] sans que toutefois ce contre-

[1] On voit que Napoléon avait feint de renoncer à ces conditions.

projet fût regardé comme l'ultimatum de Napoléon.

Il n'était guère possible de faire des propositions plus captieuses, de prolonger les négociations avec plus de ruse, et de mieux prouver aux alliés la volonté de ne pas conclure la paix à des conditions qui devaient paraître honteuses à celui qui naguère encore était le maître de l'Europe.

Le duc de Vicence soumit au congrès les propositions de Napoléon. Les alliés répondirent, dans la même séance, qu'elles ne signifiaient rien et ne contenaient aucune déclaration distincte et explicite sur le projet présenté par eux, le dix-sept février; qu'ayant demandé le vingt-huit du même mois, une réponse décisive, dans le terme de dix jours, terme dont M. de Caulaincourt était convenu, ils allaient lever la séance. Alors Caulaincourt, pour ne pas rompre les négociations, déclara, mais *verbalement*:

« 1° Que Napoléon était prêt à renoncer à « toute prétention ou influence constitutionnelle « à quelque titre que ce fût, dans les pays, hors « des *limites* de la France;

« 2° A reconnaître l'indépendance de l'Espagne, « de l'Italie, de la Suisse, de l'Allemagne et de la « Hollande; que, quant à l'Angleterre, la France « ferait les concessions qui seraient jugées néces-

« saires, moyennant un équivalent raisonnable. »

Sur cette declaration, la séance fut immédiatement levée sans réponse. On doit remarquer que cette singulière déclaration est faite verbalement, que par conséquent elle n'engage à rien, et qu'enfin on y parle des *limites* de la France, sans les spécifier. Or, on ne peut pas douter, que Napoléon entendait *les limites concédées à Francfort*, et qu'il avait la conviction que les alliés étaient résolus à n'y plus consentir. Les temps avaient changé. Que veulent dire encore dans cette déclaration les expressions relatives à l'Angleterre, *équivalent raisonnable*? Est-on surpris de ce que cette obscurité et ce vague n'aient inspiré aucune confiance aux plénipotentiaires des alliés?

En effet, trois jours après la séance du dix mars, ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas même entrer en discussion sur le protocole *verbal* du ministre de France, sans alonger et entraver les négociations; que cette déclaration verbale ne pouvait pas être regardée, même comme un contre-projet renfermant la substance des propositions faites par les puissances alliées, propositions dont on ne disait rien. Ils demandèrent en conséquence à M. de Caulaincourt de déclarer dans le délai de vingt-quatre heures, s'il comptait accepter ou

rejeter le projet de traité présenté par les cours alliées, [1] ou remettre un contre-projet.

Le duc de Vicence, toujours guidé par ses instructions secrètes qui lui défendaient de rien terminer sur les bases proposées, consigna dans le protocole de cette séance du treize mars, une réponse ambiguë dans laquelle il disait que son projet du dix mars satisfaisait à la demande des alliés, quant aux objets auxquels la France pouvait consentir sans discussion, que, quant aux autres qui étaient susceptibles de modifications, les observations consignées dans le protocole de la séance du dix mars y répondaient; mais que cependant il était disposé à les discuter à l'instant même.

Les plénipotentiaires alliés répondaient alors que les pièces remises dans la séance du dix mars ne parlaient pas des points auxquels la France pouvait consentir sans discussion, ni de ceux sur lesquels elle voulait établir la discussion et la négociation; que l'une de ces pièces ne contenait que des observations générales qui ne menaient à rien et à aucune conclusion, tel que le verbiage

[1] Les conditions de ce traité étaient les limites de la France avant la révolution.

sur les partages de la Pologne, l'équilibre de l'Europe, etc., et que, sans aller plus loin, cette note verbale n'expliquait pas mieux ce que l'on entendait par les *limites* de la France. Les plénipotentiaires ajoutaient qu'ils avaient reçu de leurs cours alliées l'instruction positive de déclarer, comme ils le faisaient, que ces deux pièces avaient été tenues insuffisantes et d'insister sur une autre déclaration du ministre plénipotentiaire de France. Cette déclaration devait renfermer ou une *acceptation* ou un *refus* de leur projet de traité présenté dans la conférence du sept février, ou bien un *contre-projet*.

Mais M. de Caulaincourt insista pour que l'on entrât en discussion. Les plénipotentiaires répondirent qu'ils ne voulaient pas exclure la discussion puisqu'ils avaient demandé un contre-projet, mais qu'ils ne pouvaient en admettre un que sur des propositions qui pouvaient vraiment conduire au but. Ils demandèrent alors au plénipotentiaire français une réponse catégorique; celui-ci désira que la séance fût suspendue, et reprise à huit heures du soir. Ce délai, après délibération des plénipotentiaires alliés, fut accordé; mais avec la déclaration que si, dans la soirée, le ministre français se décidait à remettre ou une acceptation

du traité du sept février, ou un refus, ou un contre-projet, on l'invitait, d'après les instances positives des cours, à remplir cet engagement dans le terme de vingt-quatre heures après cette décision. Sur quoi la séance fut remise à neuf heures du soir.

A la reprise de la séance, M. de Caulaincourt déclara enfin qu'il remettrait un *contre-projet*, ce qui était, comme on l'a vu, une des trois choses demandées par les alliés, et qu'il le présenterait le lendemain, quatorze mars, à neuf heures du soir; mais que toutefois, il désirait que l'on remît à la matinée du quinze, s'il n'avait pas achevé le quatorze au soir son travail. Les ministres plénipotentiaires des alliés, qui étaient pressés, et qui voyaient que rien n'était prêt, insistèrent pour que la conférence restât fixée au quatorze au soir, à moins qu'une nécessité absolue ne forçât de la remettre à la matinée du quinze. C'était une condescendance personnelle pour M. de Caulaincourt. Le quinze donc, il présenta un *contre-projet*, avec ce titre : PROJET DE TRAITÉ DÉFINITIF ENTRE LA FRANCE ET LES ALLIÉS. Dans cet inconcevable projet, remis après tant de délais, M. de Caulaincourt, au grand et juste étonnement des alliés, ne modifiait *rien* aux déclarations du dix mars,

Il répliquait de nouveau à l'*ultimatum* des alliés, ou à ce qu'il devait regarder comme tel, par la défense d'une foule de petits intérêts qui n'étaient rien dans une si grande contestation.

Selon le contre-projet, l'empereur conservait le Rhin, et renonçait à la Hollande, à l'Italie, à la suprématie sur la Suisse, et reconnaissait l'indépendance de l'Espagne; mais il assurait la couronne d'Italie au prince Eugène Napoléon.

La princesse Elisa conservait aussi en toute souveraineté et propriété Lucques et Piombino; et le prince de Neufchâtel, sa principauté; et après lui, ses descendans. Le grand-duc de Berg[1] devait être aussi remis en possession de son duché; le roi de Saxe rétabli dans la pleine et entière possession de son grand-duché. Les îles Ioniennes devaient appartenir en toute souveraineté au royaume d'Italie. Enfin les autres conditions de détail étaient, comme celles que l'on vient de lire, beaucoup plus d'un vainqueur maître de ses ennemis que d'un homme accablé par le malheur. On aurait peine à croire ces inconcevables exigences, si l'on ne connaissait le caractère de Na-

[1] Le fils de Louis Bonaparte.

poléon. Mais ce que l'on conçoit facilement, c'est que la plupart des prétentions énoncées dans ce prétendu projet de traité furent reçues avec dérision par les alliés. Ils remarquèrent que l'on n'avait pas même indiqué par écrit les territoires que l'on avait été autorisé à céder *verbalement*, tels que Kehl, Mayence, Cassel, le Brabant hollandais, et quelques autres pays. Pour quel homme de bonne foi et qui cherche la vérité n'est-il pas évident que ces stipulations étaient la suite d'une détermination bien prise de ne pas accepter l'*ultimatum* des alliés, et de traîner les négociations en longueur? N'est-il pas clair que, dans ce singulier projet, Napoléon prétend garder la Belgique et la rive gauche du Rhin? Certes, il était bien convaincu que jamais les alliés ne consentiraient à ce qu'il gardât ces deux pays qu'ils étaient en position de nous arracher. Quant à l'Italie, c'était la lui laisser que d'en reconnaître comme roi le prince Eugène.

Tout prouve que le ministre plénipotentiaire français est toujours resté sans instructions positives, depuis le cinq février, et qu'après bien des longueurs, que Napoléon renouvelait sans cesse, Caulaincourt n'a jamais été à même de répondre catégoriquement aux propositions des alliés. Pour-

quoi? parce que Napoléon n'eut jamais l'intention de faire la paix à Châtillon aux conditions qu'on lui imposait; j'en ai dit les raisons: il espérait toujours qu'un événement heureux lui donnerait les moyens d'obtenir des conditions plus favorables.

En remettant, le quinze de mars, le singulier projet de traité dont je viens de parler, Caulaincourt demandait qu'il fût ratifié dans cinq jours, ou plus tôt si faire se pouvait. Mais qu'espérer de ce traité? Les plénipotentiaires n'en furent pas dupes; ils virent clairement que l'on se moquait d'eux, et craignant d'être encore victimes des ruses et de l'astucieuse conduite de Napoléon, ils prirent leur parti.

En effet dès le dix-huit mars, c'est-à-dire, trois jours après la remise de ce projet de traité, ils déclarèrent, en le faisant insérer dans le protocole de la séance de ce jour, qu'en adhérant aux demandes de Napoléon, on donnerait des prétextes à d'interminables longueurs dans la négociation, si on accueillait ces propositions comme propres à être discutées; que le contre-projet, présenté enfin si tardivement, et obtenu avec tant de peine après tant de délais, ayant été soumis aux cours alliées, ils avaient reçu l'ordre de répondre que,

ce contre-projet partait d'un point de vue entièrement opposé à leurs instructions et au désir d'assurer la paix de l'Europe. Ils disaient en outre que ce contre-projet était trop vague, et s'écartait trop des points adoptés par toutes les parties, comme devant être la base des conférences, pour qu'ils pussent l'écouter un seul instant. Les alliés ne voulaient plus être joués. Ils voyaient pour l'Europe, plus de dangers dans un traité quelconque, fait avec Bonaparte, que dans la continuation de la guerre, au point où elle en était. Toute paix ne pouvait être qu'une trêve qui ne durerait qu'autant que Napoléon ne serait pas en mesure de ressaisir toutes ses conquêtes et de recréer sa domination européenne.

« La France, ajoutaient les alliés, gardait d'après les conditions de ce contre-projet, un territoire infiniment plus étendu que ne le comportait l'équilibre de l'Europe. Les cessions que Napoléon faisait n'étaient qu'apparentes. Il conservait des positions offensives et des points d'attaque au moyen desquels il avait effectué tant de bouleversemens. Les peuples étrangers continueraient à faire partie de la nation française ; les membres de la famille régnante, seraient placés sur des trônes étrangers ; et par ce traité, Napoléon resterait l'ar-

bitre des rapports intérieurs et du sort des puissances de l'Europe. Des vaincus seuls accueilleraient de pareilles exigences. Pour les mettre en avant, Bonaparte n'avait que des moyens bien disproportionnés à opposer aux immenses armées qui occupaient la France.»

Ainsi s'exprimaient les alliés qui n'avaient pas pu prendre le change, au milieu de tant de lenteurs, sur les dispositions réelles de Napoléon. Pour moi, j'étais tellement convaincu, par les raisons que j'ai dites, que l'empereur ne se déterminerait jamais à signer les conditions contenues dans l'ultimatum des alliés, en date du treize mars, que je me rappelle l'avoir dit alors à M. de Talleyrand. Je le vis le surlendemain, et je le trouvai très-préoccupé des nouvelles qu'il venait de recevoir du duc de Vicence.[1] Elles annonçaient comme indubitable la prochaine signature

[1] Avant le départ de l'empereur pour l'armée, M. de Talleyrand, dont on aurait mieux fait de demander les conseils que d'irriter de justes mécontentemens, avait failli être victime d'intrigues dirigées contre lui. Les chatouilleuses victimes de ses bons mots n'allaient à rien moins qu'à demander à l'empereur de le faire déposer arbitrairement dans une maison d'arrêt. L'empereur ne le voulut pas, et M. de Talleyrand en fut quitte pour une scène assez vive.

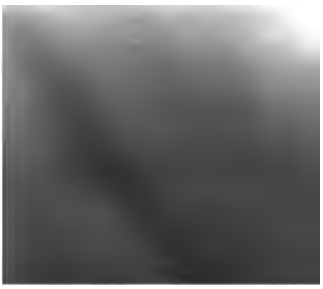
de la paix ; Caulincourt avait reçu l'ordre de conclure; enfin, disait-il, *Napoléon lui donnait carte blanche pour sauver la capitale et éviter une bataille où seraient compromises les dernières ressources de la nation.* Cela paraissait bien positif; mais cette assurance même ne me fit pas un instant varier dans mon opinion. Pour me mieux convaincre, M. de Talleyrand me donna à lire moi-même la lettre de Caulaincourt. Après l'avoir lue, je la lui rendis en lui disant avec assurance: « Il ne signera pas. » M. de Talleyrand ne put s'empêcher de regarder cette persistance dans mon opinion comme un acte d'entêtement, parce que M. de Talleyrand lui-même jugeait l'empereur selon sa position, et que moi, je jugeais Bonaparte selon son caractère. Je dis à M. de Talleyrand que Caulaincourt pouvait avoir reçu l'ordre écrit de signer, pour le montrer aux plénipotentiaires des alliés, mais que sans doute il avait reçu l'ordre d'en référer toujours et d'attendre de derniers ordres. J'ajoutai que toutes ces apparences ne changeaient rien à mon opinion; que je persistais à regarder la rupture du congrès comme plus prochaine que ces démarches ne semblaient l'annoncer; en effet trois jours après les alliés se lassèrent et les conférences furent rompues. Ce que j'avais sans cesse

dit à M. de Talleyrand et à mes amis, que Napoléon sacrifierait tout plutôt que sa gloire, se réalisa. Il est tombé de bien haut; mais il n'a consenti par sa signature à aucun démembrement. Certes, il tenait moins à la couronne en elle-même, qu'à lui conserver son auréole.

Dans le contre-projet, présenté le quinze mars par le ministre français, on ne s'éloignait pas seulement des bases de la paix proposée par les alliés au commencement des négociations de Châtillon, mais encore ce contre-projet était entièrement opposé à leur esprit, et il ne répondait à aucune des conditions, mises trop complaisamment à la prolongation des négociations. Les cours alliées ne pouvaient voir dans la marche suivie par le gouvernement français que le désir de traîner en longueur des négociations aussi inutiles que capables de les compromettre. Inutiles, parce que les propositions de la France étaient opposées aux conditions que les puissances regardaient comme nécessaires; capables de les compromettre, parce que la prolongation de stériles négociations ne pouvait servir qu'à induire en erreur les peuples de l'Europe, en entretenant en vain chez eux l'espoir d'une paix qui était devenue leur premier besoin.

Les plénipotentiaires alliés, convaincus que ces difficultés toujours renaissantes, et ces demandes réitérées, n'avaient pour objet que de gagner du temps, frappés en même temps de ce que l'on refusait pour la paix définitive ce que l'on avait consenti pour un simple armistice, déclarèrent en conséquence, que, fidèles à leurs principes, et en conformité de leurs déclarations constantes et antérieures, les puissances alliées regardaient les négociations entamées à Châtillon, comme terminées *par le gouvernement français*. Les puissances coalisées ajoutèrent par l'organe de leurs plénipotentiaires, qu'elles ne poseraient les armes que lorsque leurs principes auraient été reconnus et admis par le gouvernement français.

Cette rupture des conférences eut lieu le dix-neuf mars, six jours après la remise de l'ultimatum des alliés, ultimatum pour la signature duquel ils n'avaient d'abord accordé qu'un délai de vingt-quatre heures. L'issue de ces grands débats fut donc remise aux chances de la guerre, chances peu favorables alors à l'homme dont le génie luttait contre l'Europe en armes. Les succès des alliés pendant les conférences de Châtillon leur avaient fait entrevoir le chemin de



Paris, tandis que Napoléon reculait devant la nécessité de signer sa honte. Telles furent les seules causes de sa ruine, et il put dire : *Tout est perdu fors la gloire.* » La sienne est immortelle.

CHAPITRE XXV.

Habileté inutile des manœuvres de Napoléon. — Conversation remarquable. — Position exacte des alliés à l'égard de la maison de Bourbon. — Napoléon le seul ennemi des alliés. — Le général Reynier et l'empereur Alexandre. — Beau caractère de Reynier. — Entrevue curieuse. — Amitié personnelle d'Alexandre pour Napoléon. — Pensées et paroles d'Alexandre relativement à Bernadotte. — Décision remise au sort des armes. — Confirmation des bruits sur l'entrevue d'Abo. — Mes anciennes liaisons avec Reynier. — Mort prématurée. — Napoléon repoussant les Prussiens. — Les Russes à Fontainebleau. Combat de Brienne, et pensées présumées de Napoléon. — Anticipation sur l'avenir. — Mon voyage à Brienne. — Souvenirs pénibles et mort du comte de Brienne. — Réflexions bizarres, et Bonaparte enfant. — L'hermitage et les bords de l'Aube. — La tentation de Saint-Antoine, tableaux effacés et plaisirs d'enfance. — Un élève de Brienne noyé, et le saule. — Une victime au lieu d'une autre. — Influence des lieux.

Pendant que ce que l'on vient de lire se passait à Châtillon, Napoléon, toujours nourri de l'es-

poir de voir sa fortune lui redevenir fidèle, suppléait au petit nombre des troupes qu'il pouvait opposer aux masses ennemies par les plus habiles manœuvres qu'ait peut-être jamais enfantées son génie. Je n'ai point l'intention d'entrer dans les détails de cette mémorable campagne de Champagne ; je me bornerai seulement à quelques faits qui sont venus à ma connaissance à cette époque, et d'une manière positive. Mais, auparavant, qu'il me soit permis de raconter une conversation de l'empereur Alexandre, qui eut lieu au mois de février entre ce prince et un de nos généraux, conversation qui me fut fidèlement rapportée, comme on en pourra juger, et qui est de nature à jeter un grand jour sur les dispositions des alliés, relativement au gouvernement de la France, avant la chute de la puissance impériale.

J'ai toujours été convaincu, et tous les actes dont j'ai été témoin depuis me l'ont prouvé, que, en pénétrant en France, les alliés n'avaient aucun projet de rétablir la maison de Bourbon, et d'imposer aux Français un gouvernement quel qu'il fût. Ils venaient pour détruire et non pour fonder ; ce qu'ils voulaient détruire dès le commencement de leurs succès était la suprématie de Napoléon, afin de prévenir les futurs envahissemens dont ils

croyaient que l'Europe serait toujours menacée. Dans les premiers temps de cette sanglante lutte, j'ai su, par ce que m'ont dit les personnes les mieux informées, qu'ils n'avaient pas même songé à faire une question de personne du chef du gouvernement français; peu leur importait que tel ou tel régnât en France, pourvu que ce ne fût pas Napoléon, ni un membre de sa famille. Cette opinion bien fondée, je la partageais avec beaucoup de personnes influentes en Angleterre, avec lesquelles j'ai eu plus d'une fois l'occasion de m'en entretenir[1].

Si, au reste, j'avais eu quelques doutes sur les dispositions des alliés, ils auraient cessé au récit

[1] Ces principes étaient si bien ceux des alliés en 1814, qu'ils les manifestèrent encore solennellement plus tard, lorsque les Bourbons avaient déjà régné plus d'une année en France. Le traité de Vienne, conclu le vingt-cinq mars 1815, portait : « Les hautes puissances n'ont d'autre but « que de mettre Napoléon Bonaparte hors d'état de renou- « veler ses tentatives pour s'emparer de l'autorité souve- « raine en France. »

Un mois, jour pour jour, après la signature du traité de Vienne, et certes les circonstances étaient bien différentes de celles de 1814, le prince régent d'Angleterre déclara au parlement britannique qu'il n'était pas question d'imposer à la France aucun gouvernement particulier.

de la conversation du général Reynier[1] avec l'empereur Alexandre. Ce général, après avoir été fait prisonnier à Leipzig, fut échangé et revint en France; dans les premiers jours de février 1814, il passa par Troyes où se trouvait l'empereur Alexandre. Reynier témoigna le désir de le voir pour lui présenter ses hommages, et le remercier de ce qu'il l'avait rendu à la liberté, et il en fut accueilli avec ces formes bienveillantes que ce souverain affectait même quelquefois.

A son arrivée à Paris, le général Reynier vint chez le duc de Rovigo, où j'avais dîné ce jour-là, et où je me trouvais encore quand il entra chez le ministre. Il lui raconta en ma présence la conversation dont je parle, et le narrateur dit à Savary qu'elle avait été de la part de l'empereur de Russie, pleine de franchise et de loyauté. Ayant demandé à Alexandre s'il n'avait rien dont il voulût le charger pour Napoléon, qui, sachant qu'il avait vu Sa Majesté, ne manquerait pas de lui faire beaucoup de questions, répondit qu'il n'a-

[1] Le général Reynier, connu par ses talens, sa droiture, la sévérité de ses principes, a servi longtemps sa patrie avec courage : il s'est signalé à la bataille de Bautzen, et se trouva à celle de Leipzig, où il fut fait prisonnier.

vait rien de particulier à lui dire. Il ajouta qu'il était l'ami de Napoléon, mais que personnellement il avait beaucoup à s'en plaindre; que les alliés ne voulaient plus avoir affaire à lui; que du reste ils n'avaient aucune intention d'imposer personne à la France, mais qu'ils ne reconnaîtraient plus Napoléon pour empereur des Français. « Pour « moi, dit Alexandre, je ne puis plus avoir de « confiance en lui; il m'a trop trompé. » Reynier fit les observations que lui dictèrent son attachement et sa fidélité à Napoléon; il fit observer à l'empereur de Russie que Napoléon était le souverain de la France, reconnu par tous les traités. « Mais enfin, « ajouta Reynier, si l'on persiste à le forcer de se « démettre du pouvoir, qui y mettra-t-on à sa place? « — Eh! n'est-ce pas vous qui l'avez nommé? « Pourquoi ne nommeriez-vous pas une autre « personne pour gouverner la nation française? « Tout dépend de vous. Nous ne voulons, je vous « le répète, vous imposer personne; mais nous « ne voulons pas de lui. »

Alors il fut question de quelques généraux, et Alexandre dit tout à coup au général Reynier, qui lui exposait combien de difficultés naîtraient d'un pareil choix et des prétentions que chacun chercherait à faire valoir : « Eh bien, général,

« n'avez-vous pas le général Bernadotte? Elu vo-« lontairement comme prince royal de Suède, ne « peut-il pas l'être de même par les Français? Vous « pouvez bien le choisir comme compatriote, « lorsque les Suédois l'ont pris quoique étranger. » Le général Reynier dont le caractère était ferme et posé, présenta à Alexandre des objections que je ne me rappelle plus, mais qui me parurent très-fondées, et alors Alexandre mit fin à cet entretien, en disant d'un ton d'humeur assez marqué : « Al-« lons, général, le sort des armes en décidera. »

Les premières assurances de l'empereur de Russie à Reynier ne me surprirent nullement, car je savais bien que les alliés avaient pris dès-lors la ferme résolution de ne pas souffrir que Napoléon restât maître de la France, tant ils avaient la profonde conviction que le repos de l'Europe dépendait de l'exécution de ce dessein. Quant à ce que dit ensuite Alexandre relativement à Bernadotte, cela donna pour moi un grand poids aux bruits qui avaient déjà circulé sur l'entrevue d'Abo du vingt-huit août 1812. Mais le moment approche où j'aurai occasion de revenir sur ce sujet en parlant de la présence du prince royal de Suède à Paris. Lorsque je me trouvai avec Reynier chez Savary, il y avait long-temps que je ne l'avais

vu, et j'eus un grand plaisir à le revoir. Nous nous étions beaucoup connus en Égypte, et dès cette époque j'en faisais le plus grand cas. Hélas! quand je le retrouvai chez le duc de Rovigo, j'étais loin de penser que je le voyais pour la dernière fois. J'appris bientôt avec peine sa mort, qui eut lieu le vingt-sept du même mois de février, au moment où il se disposait à rejoindre Napoléon en Champagne, et à lui offrir le secours de ses talens, de son courage et de sa fidélité.

La campagne de France exigeait de Napoléon un genre d'opérations tout nouveau pour lui; habitué à attaquer, il était réduit à se défendre, de sorte qu'au lieu d'avoir à exécuter un plan conçu d'avance, comme lorsqu'il me désignait dans le cabinet des Tuileries l'emplacement de la bataille de Marengo, il fallait qu'il subordonnât continuellement ses dispositions aux mouvemens de ses innombrables ennemis. Lorsque l'empereur arriva à Châlons-sur-Marne, l'armée prussienne s'avançait par la route de Lorraine, il la rejeta au-delà de Saint-Dizier. Dans le même temps, la grande armée russe et autrichienne passait la Seine et l'Yonne à Montereau, et jeta même un corps en avant qui arriva jusqu'à Fontainebleau. Napoléon fit alors un mouvement sur sa droite, pour refou-

ler les troupes qui menaçaient de marcher sur Paris, et ce ne fut pas dans ces derniers temps un des moins singuliers effets du hasard, que Napoléon ait rencontré ces troupes, sur le lieu même où nous avions passé nos premières années, si pleines alors pour lui d'un avenir pour ainsi dire fabuleux. Quels souvenirs et quelles pensées durent agiter son âme et s'y presser en foule, lorsqu'il se vit, empereur et roi, à la tête d'une armée naguère encore si puissante, dans le château du comte de Brienne [1] auquel il avait si souvent présenté ses hommages! C'était-là qu'il m'avait dit trente-quatre ans auparavant : « Je ferai à tes Français « tout le mal que je pourrai. » Certes il avait depuis bien changé de désir, mais on dirait que la fortune s'était obstinée à contraindre un grand homme à réaliser, malgré lui, le projet d'un enfant. Qui aurait pu supposer, quand Bonaparte me manifestait de la sorte sa colère enfantine contre les Français, qu'il attirerait un jour par ses fautes, l'Europe en armes au sein de cette belle France, aux dépens de laquelle il avait reçu son éducation, et jusque dans les lieux mêmes témoins

1 Il y eut à Brienne un combat, dans lequel Napoléon tint en échec, pendant douze heures, quatre-vingt mille Russes avec quinze mille hommes.

de ses études et de ses récréations. Quoi qu'il en soit, à peine Napoléon eut-il revu Brienne en vainqueur, qu'il en fut repoussé et précipité vers sa chute qui devenait de plus en plus imminente. Il ne revit plus ces lieux où il avait passé les années les plus heureuses sans doute d'une carrière si violemment agitée. Moi, dirai-je plus heureux que lui, je revis ce berceau de notre enfance, et je pus juger combien est grande la puissance des lieux sur l'imagination et sur les souvenirs.

Napoléon était à l'Ile d'Elbe quand je cédai au désir d'aller visiter le champ de bataille de Brienne, et comme le souvenir des impressions que j'éprouvai alors est inséparable dans mon esprit du fait qui y donna lieu, je ne recule point, en m'y livrant ici, devant la crainte de commettre un anachronisme. Descendu de voiture et arrivé sur le lieu même du combat, où je m'étais tant de fois promené avec Bonaparte enfant, je fus comme assailli par les réflexions les plus bizarres sur les destinées réservées alors à tant d'enfans, que nous avions eus pour camarades dans ce collège dont je ne voyais plus que l'emplacement. Quelle diversité dans les chances de leur fortune! Ces réflexions m'affermirent dans une croyance devenue dès-lors invariable [illegible]oi, c'est que l'éducation

n'est qu'une auxiliaire des heureuses dispositions de l'enfance; l'organisation de l'homme agit plus directement sur les chances de sa fortune, et peut-être le hasard encore plus.

Je parcourus le magnifique château du comte de Brienne où l'on voyait les traces de la guerre et de la dévastation. Je me rappelai, avec une inexprimable émotion, cet homme si respectable, si chéri, qui faisait le bonheur de la contrée et qui périt sur l'échafaud. Quel fut son crime? l'amour qu'il avait trop généralement inspiré. L'infâme comité qui semait partout la mort fut effrayé des nombreuses députations qui venaient sans cesse réclamer M. de Brienne, le père des pauvres et des habitans. Les hommes atroces qui siégeaient dans ce tribunal de sang ne virent ou ne voulurent voir, dans ces démarches inspirées par la reconnaissance, qu'une disposition à l'insurrection, et ce fut sur ce seul prétexte que M. de Brienne fut condamné à mort. Cette mort, dont Bonaparte me parlait souvent, n'avait pas peu contribué à lui inspirer l'horreur qu'il avait pour les jacobins, horreur qu'il ne dissimulait jamais avec moi qui ne les aimais pas plus que lui, mais que sa politique le contraignait de contenir devant les hommes de la révolution qu'il avait mé-

tamorphosés en marche-pieds pour monter au pouvoir.

En me livrant à ces souvenirs sur les ruines de Brienne, je marchais sans donner à mes pas une direction déterminée. Dans cette silencieuse et solitaire promenade, le hasard me conduisit jusqu'à l'hermitage situé à l'extrémité du parc sur les bords de l'Aube. Le temps aidé par des mains révolutionnaires et la poudre des Cosaques avait effacé jusqu'aux moindres traces des jolis tableaux représentant la tentation de Saint-Antoine et qui avaient fait les délices de notre enfance. Partout m'apparaissait simultanément Bonaparte enfant et Napoléon malheureux. Je me rendis au bord du torrent rapide dans les eaux duquel je m'étais si souvent baigné avec celui qui avait rempli le monde de son nom. Je reconnus l'endroit où nous nous débattions ordinairement dans ces eaux toujours froides, et je retrouvai le saule que nous avions planté pour marquer le lieu où avait péri un de nos camarades. « Pourquoi celui-là plutôt qu'un autre? pensais-je en moi-même. Si le sort eût alors choisi pour victime le jeune Corse!... Quelle différence dans les destinées de la France et du monde! »

Quand je rentrai au village, je croyais avoir

fait un rêve tout à la fois pénible et doux; aux charmes de mes vieux souvenirs se mêlait je ne sais quelle oppression causée par la chute d'un homme qui n'avait peut-être été qu'injustement prévenu contre moi, mais qui m'avait contraint, par sa facilité à adopter des calomnies et la dureté de ses procédés, à ne le plus regarder comme un ami. Sur les débris du collége de Brienne, l'amitié était redevenue entière.

CHAPITRE XXVI.

Activité miraculeuse. — Le théâtre de la guerre rapproché de Paris. — Esquisse de la campagne de France. — Les Russes battus et Napoléon à Troyes. — Bataille de Champ-Aubert. — Le souper de Napoléon avec deux maréchaux. — Incroyables illusions et mot heureux du général Drouot. — Alternatives de la fortune. — Nouvelle de la présence en France du duc d'Angoulême. — Le comte d'Artois à Vesoul. — La guerre des corbeaux contre l'aigle. — Exploits de Marmont, de Macdonald et de Mortier. — Dévoûment toujours croissant de Savary. — Espérances trompeuses. — Arrivée de Bernadotte sur le territoire français. — Bataille de Craonne et les généraux blessés. — Influence de la vue des blessés sur les habitans de Paris. — Le duc d'Angoulême à Bordeaux. — Départ du pape, et renvoi des princes d'Espagne. — Prise d'un convoi et bulletin de Bulow. — Macdonald au quartier-général de l'empereur. — Influence d'un chiffre renversé. — La nation lasse du gouvernement impérial. — Dernières et inutiles tentatives. — Les derniers jours de mars, et les alliés devant Paris.

J'ai dit que je n'entrerais pas dans les détails de la campagne de France, parce que des des-

criptions de guerres et de combats sortiraient du cadre que je me suis tracé; toutefois, je regarde comme indispensable de rappeler en peu de mots l'activité vraiment miraculeuse que déploya Napoléon, depuis son départ de Paris, jusqu'à l'entrée des alliés dans la capitale. Bien peu de grands succès ont permis à nos généraux et à l'armée française de moissonner autant de gloire qu'ils l'ont fait dans cet immense revers, car on peut triompher sans honneur et tomber avec gloire. Les chances de la guerre n'étaient pas douteuses, mais certes, les innombrables armées des alliés ne devaient pas s'attendre à une résistance aussi longue et aussi brillante. Le théâtre des opérations militaires était devenu, en peu de temps, si rapproché de Paris, que l'avidité avec laquelle on attendait des nouvelles de l'armée était promptement satisfaite, et quand on apprenait un nouveau succès de l'empereur, ses partisans voyaient déjà l'ennemi chassé du territoire français. Je ne me laissai pas un instant séduire par ces illusions, sachant les dispositions et connaissant les ressources des princes coalisés contre Napoléon; et d'ailleurs les chances de la fortune furent si rapidement diverses, dans cette lutte d'extermination, que quelquefois au bruit du canon des Invalides,

signalant une victoire, succédait le roulement lointain de l'artillerie annonçant la présence de l'ennemi à peu de distance de la capitale.

L'empereur avait quitté Paris le vingt-cinq janvier, époque à laquelle Alexandre, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse étaient réunis à Langres. Napoléon rejoignit sa garde à Vitry-le-Français; et, dès le surlendemain de son départ, il chassait devant lui l'armée prussienne qu'il avait contrainte d'évacuer Saint-Dizier. Deux jours après eut lieu le combat de Brienne dont j'ai parlé, et enfin, le premier de février, soixante-dix à quatre-vingt mille hommes, tant dans l'armée française que dans l'armée des alliés, se trouvèrent en présence. Là, les chefs des deux armées coururent tous deux des dangers personnels, car Napoléon eut un cheval tué sous lui, et l'on vit tomber mort un cosaque qui se trouvait tout à côté du maréchal Blücher.

Peu de jours après cette grande affaire, Napoléon entra à Troyes, où il ne séjourna que peu de temps, et s'avança vers Champ-Aubert, où eut lieu la bataille qui en a consacré le nom. Les Russes y furent battus, le général Alsufieff y fut fait prisonnier, et Napoléon prit à l'armée ennemie deux mille hommes avec trente pièces de

canon. Je me rappelle même que l'on fit traverser Paris à ces prisonniers, avec une sorte d'apparat, pour attester les avantages que remportait l'empereur. La bataille de Champ-Aubert fut livrée le dix de février, et réellement il n'y a point d'exagération à dire qu'à cette époque l'armée française avait à soutenir un combat par jour, et souvent même plusieurs sur des points différens. Ainsi, par exemple, le onze de février, c'est-à-dire le lendemain de la bataille dont je viens de parler, on se battit sur trois points avec des chances diverses : ce jour-là, le prince de Wurtemberg entra à Sens, ma ville natale, dont il s'empara après la résistance la plus opiniâtre de la garnison, tandis que le général Bourmont repoussait vigoureusement l'ennemi devant Nogent, et qu'à Montmirail l'empereur battait les corps réunis des généraux York et Sacken.

Après la bataille de Champ-Aubert, l'empereur se faisait une telle illusion sur sa position, qu'en soupant le soir même avec Berthier, Marmont et son prisonnier le général Alsufieff : « Allons, » Messieurs, leur dit-il, encore une victoire » comme celle-là, et je suis sur la Vistule. » Voyant que personne ne répondait, et croyant remarquer sur le visage des maréchaux qu'ils ne

partageaient pas ses espérances : « Je le vois bien, » messieurs, ajouta-t-il, tout le monde se dégoûte » de la guerre ; il n'y a plus d'enthousiasme ; tout » le feu sacré semble éteint chez vous. » Puis, s'étant levé de table et allant alors droit au général Drouot, avec l'intention marquée de lui faire un compliment qui serait en même temps un acte de blâme pour les maréchaux. « N'est-il pas vrai, général, » lui dit-il en le frappant sur l'épaule, il ne faudrait » pour réussir que cent hommes comme vous. » Drouot lui répondit avec autant d'esprit que d'à-propos et de modestie : « Dites cent mille, Sire. » Napoléon est tout entier dans ce fait que j'entendis raconter peu de temps après aux deux principaux témoins de ce moment d'aberration de la part de Bonaparte.

Quoiqu'il en soit, la fortune venait d'avoir un retour heureux en faveur de Napoléon ; mais bientôt elle se montra moins favorable, et il était impossible qu'il en fût autrement ; car lorsque nous perdions vingt hommes, le dommage était aussi grand que pour les alliés, quand ils en perdaient cent. On ne pouvait plus enrégimenter, que très-difficilement, les recrues qui n'avaient pas encore rejoint les drapeaux français, tandis que les troupes des alliés, échelonnées depuis l'Allemagne jusqu'au

centre de la France, arrivaient journellement, et non-seulement couvraient les pertes que leur faisait éprouver la valeur française guidée par le génie de Bonaparte, mais augmentaient sans cesse les corps de l'armée ennemie. Cependant il y eut encore une assez longue alternative de bons et de mauvais succès; si le maréchal Blücher força, le treize, un corps de l'armée française à la retraite, le lendemain il fut battu à Vauchamp par le duc de Raguse, pendant que le même jour le comte de Winzingerode s'emparait de Soissons.

Le dix-sept et le dix-huit février furent deux journées favorables aux armes françaises. Le dix-sept, le corps du général Witgenstein fut complètement battu à Villeneuve, et celui du général de Wrede à Nangis. Dans le premier de ces combats, les Autrichiens perdirent un grand nombre d'hommes, de caissons, de fusils et de canons. Le dix-huit, le prince de Wurtemberg se vit obligé d'évacuer Montereau, après le combat qui eut lieu dans cette ville. C'était un spectacle affligeant que de voir combattre les uns contre les autres des généraux qui, deux ans encore auparavant, avaient combattu sous les mêmes étendards. Mais Napoléon l'avait voulu, en faisant de son alliance un fardeau insupportable, et en refusant toujours

de courber son ambition devant les lois de la nécessité.

Tout entier aux affaires de la guerre, Napoléon n'avait pas alors le temps de s'occuper des affaires de l'intérieur. Mais déjà il avait d'autres sujets d'inquiétude que ceux que lui donnait le destin des batailles. Il n'ignorait pas que dès les premiers jours de février le duc d'Angoulême était arrivé à Saint-Jean-de-Luz, d'où il avait adressé, au nom de son oncle Louis XVIII, une proclamation aux soldats français, et il ne tarda pas non plus à apprendre la présence du comte d'Artois à Vesoul, où ce prince arriva le vingt-un de février, et qu'il ne quitta que le seize de mars suivant.

Cependant les hostilités continuaient sur une vaste ligne d'opérations avec un acharnement toujours nouveau; et de combien de gloire inutile nos soldats ne se couvrirent-ils pas dans tant de combats! Mais malgré les prodiges de leur valeur les masses se serraient et approchaient du centre, de sorte que l'on pourrait comparer cette guerre à celle que les corbeaux font à l'aigle dans les Alpes; l'aigle en tue des centaines; chaque coup de bec qu'il donne est la mort d'un ennemi; mais les corbeaux reviennent toujours plus nombreux et pressent l'aigle jusqu'à ce qu'ils aient fini par l'étouffer.

Un peu avant la fin de février les alliés étaient en retraite sur plusieurs points. Marmont avait repoussé les attaques de Blücher, tandis que Napoléon, occupé à suivre les Autrichiens, venait, par une savante manœuvre, de diviser ses forces pour en opposer une partie à l'armée de Silésie, qui menaçait ses derrières. En même temps les maréchaux Victor, Oudinot et Macdonald se portaient en avant sur les routes de l'Aube et de la Seine. Oudinot entra de vive force à Bar-sur-Aube, et Macdonald, après avoir traversé Bar-sur-Seine, s'avança jusqu'à La Ferté. Mais la retraite des alliés n'était pas une déroute. Après avoir essuyé des revers, ils se repliaient sans se laisser entamer, et se retirèrent derrière l'Aube, où ils se reformèrent à l'aide des nombreux renforts qui, comme je l'ai fait observer, leur arrivaient journellement, ce qui les mit en état de reprendre l'offensive.

Savary que je continuais à voir fréquemment, était consterné des mauvaises nouvelles que nous recevions de l'armée, et je puis dire que son dévouement à l'empereur augmentait à chacun des revers qui l'accablaient; mais il ne pouvait croire que la fortune abandonnerait celui qu'elle avait si long-temps protégé. Nos manières de voir

à cet égard, étaient aussi différentes que nos positions, il espérait que les alliés se relâcheraient de quelques prétentions, après une grande victoire remportée par l'empereur, car Savary souhaitait ardemment la paix, sachant mieux que tout autre combien la France en avait besoin. Les personnes qui aimaient à se flatter s'entretenaient aussi dans l'idée que l'empereur d'Autriche se séparerait peut-être de la coalition, ou ne consentirait jamais à laisser descendre sa fille du trône de France. Les événemens ont prouvé ce qu'il en fallait penser; mais alors ceux qui tâchaient de croire à la séparation de l'Autriche furent promptement détrompés quand on apprit que le premier de mars, les ministres d'Angleterre, d'Autriche, de Russie et de Prusse avaient signé à Chaumont le traité d'une ligue de vingt ans, si ce temps était nécessaire pour forcer la France à une paix qui garantît l'indépendance et la tranquillité de l'Europe. Vingt ans!... il ne fallait plus que trente jours.

Ces trente derniers jours de l'existence de l'empire français furent marqués par tant d'événemens, qu'il faudrait un volume pour en retracer l'histoire. D'abord les alliés reprirent Troyes dont ils avaient été chassés, et ce fut sur ces entrefaites que l'armée suédoise, commandée par le prince royal

de Suède, arriva sur les frontières de la France. Je reçus alors une lettre d'un ami, qui me mandait que, partout, Bernadotte disait à qui voulait l'entendre, que les alliés étaient fermement résolus à ôter le pouvoir à Napoléon et à sa famille. Il parlait du rétablissement des Bourbons, non comme d'une condition que les alliés imposeraient à la France, mais comme d'une chose vraisemblable, sauf à se rappeler, suivant les circonstances, l'entretien d'Abo. Le contingent suédois n'était pas pour les alliés un renfort bien important, mais ils voulaient que toute l'Europe fût représentée dans cette grande protestation armée contre la domination de Napoléon.

Cependant, Napoléon étonna encore l'Europe liguée contre lui; à Craonne, le sept de mars, il écrasa le corps de Blücher dans une affaire très-chaude, mais où la victoire coûta beaucoup d'hommes au vainqueur. Le maréchal Victor y fut grièvement blessé, ainsi que les généraux Grouchy et la Ferrière. Je ferai remarquer à cette occasion combien était grande l'influence morale que le voisinage des hostilités exerçait sur les habitans de Paris. Tant que les guerres avaient été lointaines le deuil sans doute avait été jeté dans un grand nombre de familles, mais souvent les blessés ne

transmettaient de leurs nouvelles que pour annoncer en même temps leurs blessures et leur guérison. Pendant la campagne dont je parle, à mesure surtout que le champ de bataille se rapprochait de Paris, il n'en était plus de même ; on n'entendait pas les cris des blessés d'Austerlitz et de la Moscowa; la gloire seule de ces grandes journées arrivait à la capitale; mais la gloire de Champ-Aubert et de Craonne était accompagnée de convois de blessés dont on voyait les douleurs, et l'on voyait aussi encombrer les hôpitaux de malheureux, tandis que l'on transportait dans leur maison des généraux, des colonels, les officiers enfin, auxquels leur fortune personnelle permettait de se faire guérir chez eux ; et partout dans Paris, dans les hôtels comme dans les boutiques, on ne voyait que des femmes occupées à faire de la charpie, tant était grand le nombre des blessures. En éprouvant tant de maux, en en redoutant de plus cruels encore qui paraissaient imminens, on commençait à comprendre ce qu'il y avait de légitime dans les représailles des armées étrangères, que Napoléon avait été chercher jusqu'à l'extrémité de l'Europe, mais on n'en souffrait pas moins, et tel est le caractère français qu'il y avait du monde dans les spectacles.

L'empereur continuait à disputer le terrain pied à pied, secondé par ses habiles lieutenans; mais déjà l'on savait que le duc d'Angoulême était entré à Bordeaux; on savait quel accueil il avait reçu des habitans, accueil plus flatteur, peut-être, que ne l'auraient voulu ceux qui lui avaient facilité son retour en France; et bientôt on apprit que le comte d'Artois avait quitté Vesoul pour venir à Nancy.

Le vingt de mars, jour que la fatalité semble avoir marqué pour les grandes époques de la destinée de Napoléon, la seconde ville de l'empire, non plus Rome, mais Lyon, fut occupée par le corps autrichien commandé par le général Bubna, et ce jour-là même, Napoléon s'empara d'Arcis-sur-Aube; le lendemain, il eut encore un cheval tué sous lui dans un combat partiel, car Napoléon, tout entier à la guerre, payait de sa personne, comme au pont d'Arcole : heureux pour lui, si, comme Gustave-Adolphe et Turenne, il eût trouvé la mort sur son dernier champ de bataille.

Pendant que Napoléon faisait face à tant d'ennemis assemblés pour le renverser, on peut dire qu'il s'était montré ennemi de lui-même, soit par faux calcul, soit par négligence, relativement

aux hauts prisonniers qui, à son départ de Paris, n'étaient pas encore renvoyés dans leurs états. Le Pape était alors à Fontainebleau, et les princes d'Espagne à Valencey. Le Pape fut le premier renvoyé à Rome, et j'ai vu le duc de Rovigo multiplier les ordres, pour que, sur toute sa route, le Saint-Père fût traité avec la déférence et les égards dus à son âge et à son caractère. Napoléon ne pensa sûrement pas au Pape et à l'utilité dont il pouvait lui être à Rome, que, par l'effet de sa seule présence, Murat n'aurait pas osé faire occuper par ses troupes; mais l'esprit de vertige commençait à s'allier à la puissance du génie de Napoléon. N'obéit-il pas à cet esprit de vertige, dans l'affaire des princes d'Espagne? Comment concevoir, en effet, que Napoléon les ait retenus prisonniers à Valencey jusqu'au treize de mars! Je sais bien que Ferdinand VII n'inspirait ni ne méritait aucun intérêt, à cause de l'indignité de sa conduite envers son père, et, comme si l'on eût deviné *l'étrange caractère* qu'il devait développer sur le trône d'Espagne; mais la question était toute politique, et l'on peut dire que le jugement de Napoléon l'abandonna dans cette grave circonstance. Il fallait qu'il fût bien aveuglé par la confiance qu'il avait dans sa for-

L'empereur continuait à disputer le terrain pied à pied, secondé par ses habiles lieutenans; mais déjà l'on savait que le duc d'Angoulême était entré à Bordeaux; on savait quel accueil il avait reçu des habitans, accueil plus flatteur, peut-être, que ne l'auraient voulu ceux qui lui avaient facilité son retour en France; et bientôt on apprit que le comte d'Artois avait quitté Vesoul pour venir à Nancy.

Le vingt de mars, jour que la fatalité semble avoir marqué pour les grandes époques de la destinée de Napoléon, la seconde ville de l'empire, non plus Rome, mais Lyon, fut occupée par le corps autrichien commandé par le général Bubna, et ce jour-là même, Napoléon s'empara d'Arcis-sur-Aube; le lendemain, il eut encore un cheval tué sous lui dans un combat partiel, car Napoléon, tout entier à la guerre, payait de sa personne, comme au pont d'Arcole : heureux pour lui, si, comme Gustave-Adolphe et Turenne, il eût trouvé la mort sur son dernier champ de bataille.

Pendant que Napoléon faisait face à tant d'ennemis assemblés pour le renverser, on peut dire qu'il s'était montré ennemi de lui-même, soit par faux calcul, soit par négligence, relativement

aux hauts prisonniers qui, à son départ de Paris, n'étaient pas encore renvoyés dans leurs états. Le Pape était alors à Fontainebleau, et les princes d'Espagne à Valencey. Le Pape fut le premier renvoyé à Rome, et j'ai vu le duc de Rovigo multiplier les ordres, pour que, sur toute sa route, le Saint-Père fût traité avec la déférence et les égards dus à son âge et à son caractère. Napoléon ne pensa sûrement pas au Pape et à l'utilité dont il pouvait lui être à Rome, que, par l'effet de sa seule présence, Murat n'aurait pas osé faire occuper par ses troupes; mais l'esprit de vertige commençait à s'allier à la puissance du génie de Napoléon. N'obéit-il pas à cet esprit de vertige, dans l'affaire des princes d'Espagne? Comment concevoir, en effet, que Napoléon les ait retenus prisonniers à Valencey jusqu'au treize de mars! Je sais bien que Ferdinand VII n'inspirait ni ne méritait aucun intérêt, à cause de l'indignité de sa conduite envers son père, et, comme si l'on eût deviné *l'étrange caractère* qu'il devait développer sur le trône d'Espagne; mais la question était toute politique, et l'on peut dire que le jugement de Napoléon l'abandonna dans cette grave circonstance. Il fallait qu'il fût bien aveuglé par la confiance qu'il avait dans sa for-

tune, pour croire aussi long-temps à la possibilité de conserver en France ces inutiles trophées de prétentions déçues ! Je n'ai jamais pu m'expliquer, je l'avoue, la conduite de Napoléon à cet égard ; il était si simple d'en finir avec les gens de Valencey, en les renvoyant où on les avait pris ! Il était si naturel de faire revenir en toute hâte les troupes du midi, quand nos armées d'Allemagne commencèrent à être repoussées sur le Rhin et refoulées jusqu'en France ! Avec l'aide de ces troupes aguerries, il eût peut-être été dans les choses possibles, que Napoléon et son génie balançassent encore une fois la fortune ; mais non ; Napoléon comptait sur la nation, et il y comptait à tort, car la nation était lasse de lui ; l'augmentation des impôts, la conscription, le commerce ruiné par le système continental, la stagnation des affaires, l'arbitraire pour loi et le territoire envahi, telles étaient les causes d'une fatigue générale, et ce fut faute d'oser se les avouer, que Bonaparte compta à tort sur les populations pour défendre sa cause qui, depuis si long-temps, n'était plus celle de la patrie.

Les derniers jours de mars ne furent pour Napoléon qu'une série de calamités. Le vingt-trois, l'arrière-garde de l'armée française éprouva des

pertes considérables ; et que ce mot d'arrière-garde devait mal sonner aux oreilles de l'empereur, lui dont les avant-gardes avaient tant de fois ouvert la route à sa grande armée ! Bientôt le prince de Schwarzenberg passe l'Aube et marche sur Vitry et Châlons. Napoléon, comptant sur la possibilité de défendre Paris, se rejette avec la rapidité de l'aigle sur les derrières de Schwarzenberg, en passant par Doulevant et Bar-sur-Aube ; il pousse ses avant-gardes jusqu'à Chaumont, et voit l'armée autrichienne exécuter un mouvement qu'il prend pour un mouvement de retraite ; mais il n'en était rien, ce mouvement était dirigé sur Paris, tandis que Blücher, qui occupait de nouveau Châlons-sur-Marne, se porta à la rencontre du prince Schwarzenberg, de sorte que Napoléon, croyant leur couper la retraite, s'était coupé à lui-même la possibilité de marcher sur Paris. Tout dépendait alors de la défense de Paris, ou, pour parler plus vrai, on pouvait peut-être, en sacrifiant la capitale, donner quelques jours d'existence de plus au simulacre d'empire qui s'écroulait de toutes parts. Le vingt-six, eut lieu le combat de Fère Champenoise, où la valeur ne pouvant s'opposer long-temps au nombre, les maréchaux Marmont et Mortier furent obligés

de se retirer jusqu'à Sezanne, avec une perte considérable.

Ce fut donc le 26 de mars, et je prie le lecteur de faire attention à cette date, que Napoléon éprouva une perte qui, dans les circonstances où il se trouvait, était réellement une perte irréparable : au combat de Fère Champenoise, les alliés s'emparèrent d'un convoi, qui se composait de presque tout ce qui nous restait de matériel; d'une quantité énorme d'armes, de caissons, de munitions et d'équipages de toute nature : tout cela devint la proie des alliés qui firent imprimer un bulletin, dans lequel ils rendaient compte de cette prise importante. Un exemplaire de cet ordre du jour tomba entre les mains du maréchal Macdonald, qui pensa qu'une telle nouvelle devait être immédiatement communiquée à l'empereur, car il savait que Napoléon, ainsi que je l'ai dit dans les premiers volumes de mes Mémoires, voulait que l'on n'apportât jamais de retard à lui apprendre les mauvaises nouvelles. A cette époque Napoléon était si malheureux qu'on les lui taisait tant qu'elles n'étaient pas avérées; mais le maréchal ne pouvait concevoir de doute sur l'authenticité du bulletin. Macdonald se rendit donc lui-même au quartier-général de l'em-

pereur qui voulait alors reprendre Vitry-le-Français occupé par les Prussiens. Le maréchal pour l'en dissuader comme d'une tentative inutile, lui donna le bulletin à lire : c'était le 27 de mars au matin. Napoléon ne voulut pas croire à cette nouvelle. « Non, dit-il au maréchal, on vous a trompé, cela « ne peut pas être vrai. » Alors examinant le bulletin avec beaucoup d'attention : « Tenez, reprit-il vive- « ment, examinez vous-même; c'est aujourd'hui « le 27, et le bulletin est daté du 29; vous « voyez bien que cela est impossible; le bul- « letin est faux! » Le maréchal, qui avait fait plus d'attention à la nouvelle en elle-même qu'au chiffre de sa date, demeura d'abord frappé d'étonnement; mais ayant montré le bulletin à Drouot : « Hélas! M. le maréchal, lui dit le général, la nouvelle n'est que trop vraie, il n'y a là qu'une faute d'impression, le 9 est un 6 renversé! » A quelle vétille tiennent souvent les choses les plus importantes! Un chiffre à l'envers suffisait pour flatter Bonaparte dans ses illusions, ou du moins dans celles qu'il voulait entretenir parmi ses plus dignes lieutenans, en retardant le moment où ils apprendraient que la perte qu'ils déploraient n'était que trop réelle!

Ce même jour l'impératrice quitta Paris, ce

que je ne rapporte ici que comme un fait placé à sa date, ayant à parler plus tard de ce dont je fus témoin dans Paris, et des événemens auxquels je fus appelé à prendre part. Dès-lors il fut facile de juger que tout était fini. En effet, les alliés passèrent le vingt-huit la Marne à Triport, et le vingt-neuf à Meaux, où les divisions de Wrède et de Sacken restèrent en position, malgré la vigoureuse attaque dans laquelle le maréchal Mortier repoussa le général Yorck à Claye; et la journée du vingt-neuf fut consacrée d'une part par les alliés à faire leurs dispositions pour attaquer Paris le lendemain, et par les maréchaux Marmont et Mortier pour leur vendre cher l'entrée de la capitale. Ils ne pouvaient pas la défendre avec succès; une capitulation l'a sauvée; on en fit un crime à Marmont; telle est la justice des hommes!

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Bien que jusqu'ici, j'aie donné pour titre : *Notes et éclaircissemens historiques*, au petit nombre de pièces dont j'ai jugé la publication indispensable à la fin des volumes précédens de mes Mémoires, j'en change le titre cette fois pour adopter la désignation ordinaire de *pièces justificatives*. C'est en effet celui qui convient, puisque les deux pièces dont j'ai recommandé l'examen à l'attention de mes lecteurs, me justifient complètement des accusations calomnieuses dont j'ai été l'objet et la victime après mon départ de Hambourg, jusqu'à la restauration. L'une de ces deux pièces fut adressée dans le temps par le duc de Rovigo au maréchal Davoust, et l'autre par le même ministre à M. Daubignosc, directeur-général de la police à Hambourg.

Je commence[illegible] par rapporter ici la lettre de ra[illegible] de Cadore, et

que j'ai seulement énoncée afin de pouvoir la placer ici. La voici :

Paris, le 25 novembre 1810.

« Monsieur, j'ai eu l'honneur de vous instruire « de la nomination de M. Leroy au poste de con- « sul-général à Hambourg. M. Lercy est parti pour « se rendre à sa destination. Du moment où il sera « arrivé et où vous lui aurez fait la remise des pa- « piers du consulat, l'empereur ordonne que vous « partiez sur-le-champ, monsieur, et que vous « vous rendiez à Paris. L'empereur vous y appelle « pour que vous lui donniez les renseignemens « dont il a besoin sur la situation de Hambourg, « et en général du nord de l'Allemagne. Le séjour « que vous venez d'y faire vous a procuré sur ce « pays des lumières qui ne peuvent être que très- « utiles à la chose publique. Mais vous ne devez « pas perdre un instant en route.

« Agréez, monsieur, l'assurance de ma par- « faite considération.

« CHAMPAGNY duc de Cadore. »

Maintenant que l'on a lu cette lettre, je puis le demander avec assurance : devais-je, pouvais-je m'at-

tendre à l'accueil que je reçus à Paris, et à toutes les persécutions qui en furent la suite? Que l'on juge même par ma position, de ce qu'elle aurait été, si tout autre que Savary eût été ministre de la police; si, enfin, placé sous sa surveillance, j'avais trouvé un ennemi au lieu d'un ami au ministère.

Le duc de Rovigo a su toute la vérité sur les intrigues dont je fus l'objet. Quand il publia ses Mémoires, il ne pouvait pas savoir que je publierais un jour les miens, et c'est pour cela que je demande la permission de terminer ce court préambule, par la citation d'un passage de ses Mémoires où il s'exprime sur mon compte de la manière suivante.

« M. de Bourrienne avait conçu le plus sincère « attachement pour l'empereur, et l'avait habile- « ment servi pendant les douze années les plus « laborieuses de sa vie. Bourrienne avait été éloi- « gné du cabinet, par suite d'imputations fâcheu- « ses [1]. L'empereur, auquel on le peignit comme un « homme indigne de la confiance qui lui était ac- « cordée, le nomma depuis son ministre à Ham-

[1] J'ai dit la vérité sur ces imputations, et le lecteur doit savoir à quoi s'en tenir.

« bourg. Bourrienne résida dans cette ville jus-
« qu'à la réunion de ce pays à la France. Revenu
« alors à Paris, il y retrouva tous les ennuis qu'il
« avait déjà essuyés. *L'intrigue qui l'avait déplacé*
« *du cabinet* s'effraya de la possibilité du retour à
« la faveur, d'un homme de talent, et ne ménagea
« rien pour dissuader l'empereur de le reprendre,
« ou même de l'employer à quoi que ce fût. On lui
« rapporta sur le compte de M. de Bourrienne
« des absurdités qui furent suivies de mille tra-
« casseries. »

C'est ainsi que le duc de Rovigo a parlé de moi au public; on va voir maintenant, comment il en parlait officiellement à une époque où l'on devait penser que les deux pièces suivantes resteraient éternellement ensevelies dans l'ombre du secret.

Lettre du duc de Rovigo, ministre de la police générale, au maréchal Davoust, prince d'Eckmühl.

Paris, ce 16 juillet 1813.

Monsieur le Maréchal,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 3 juillet, par laquelle vous m'annoncez que sur ma demande, vous avez ordonné la mise en liberté du sieur Bouvyer. J'aurais désiré, M. le Maréchal, que vous eussiez bien voulu ne pas ordonner son départ de Hambourg avant l'arrivée de cette lettre, dans laquelle je vais essayer de vous convaincre de la nécessité où j'étais d'y entretenir un agent qui m'était aussi utile. Malgré l'éclat de son arrestation, je ne voyais pas de difficulté à l'y employer encore. C'était, au contraire, un moyen de plus de se procurer tous les renseignemens que je lui demandais, puisque la direction dans laquelle je le poussais n'était ni politique ni administrative. Il était pour moi un écho sûr et fidèle de toutes les plaintes qu'il entendait contre des individus, et c'était ensuite à moi à en faire l'usage que je voulais. Je n'avais intention de dérober sa surveillance dans Ham personnes qu'il observait, et je ne pouvais

qu'une petite persécution lui rapportât un peu plus de confiance de la part de ceux qui avaient à se plaindre. Cela lui aurait tenu lieu d'argent pour les payer.

Vous en avez ordonné autrement, M. le Maréchal, le sieur Bouvyer partira, et pendant tout le temps de votre gouvernement dans la 32e division militaire, je n'y mettrai point d'agent qui vous soit personnellement désagréable. Mais l'exposé de ce que je vais avoir l'honneur de vous dire, vous fera voir si le service de l'empereur ne perdra pas à ce que je sois privé d'un homme qui me servait si bien. Je dois cependant prévenir Votre Excellence que j'ordonne au sieur Bouvyer de se tenir provisoirement en Westphalie, jusqu'à ce que je trouve une circonstance favorable pour utiliser ses services.

Je viens de suite au dernier paragraphe de votre lettre, et je vais répondre à la confiance que vous me témoignez. Nous nous connaissons depuis long-temps, et nous sommes animés du même sentiment pour l'empereur. Je ne mettrai donc point de tiers entre nous, en démasquant l'intrigue qui veut nous duper tous deux. Je prie donc d'avance Votre Excellence de considérer que c'est à elle seule que je parle, parce que je ne veux m'engager une querelle ni entreprendre la justification de personne; mais seulement faire ressortir de l'exposé des faits la droiture de l'opinion que je me suis formée sur tout ce qui s'est passé dans l'administration de mon département à Hambourg. C'est parce que Votre Excellence me dit que si j'ai quelque motif de penser qu'elle est dans l'erreur, ou sur des choses, ou sur des hommes, je le lui fasse connaître franchement, et qu'elle reconnaîtra ses erreurs avec sincérité, que je vais lui parler à cœur ouvert,

sans passion, sans prévention, et dans l'intérêt seul du service de l'Empereur.

Je remonterai, M. le Maréchal, à l'organisation de la direction de police à Hambourg.

Votre Excellence se rappellera que je n'ai fait aucune réflexion sur le choix de M. d'Aubignosc, que je ne connaissais point. Il paraissait vous être agréable. Je crus dès-lors qu'il méritait ma confiance, puisque je n'avais d'autre intérêt à Hambourg que celui d'y voir organiser une bonne police. Les agens subalternes de cette police ont été nommés sur les propositions de M. d'Aubignosc, à l'exception de quelques hommes, contre lesquels le cri public s'élevait avec trop d'indignation.

Je commençai dès-lors à regarder d'un peu plus près à ce que faisait cette direction. Je devins de jour en jour plus méfiant, parce que je remarquai bientôt que la principale occupation de M. d'Aubignosc était de s'informer des relations qui pouvaient exister entre M. de Bourrienne et moi. Toutes ses lettres respiraient la passion et étaient pleines d'une haine dont je ne m'expliquais pas le motif, et dont il m'était du moins fort inutile de devenir le juge. Cela n'avait rien de commun avec les devoirs de la direction de Hambourg. Et sans doute, M. le Maréchal, j'ai dû prendre près de M. de Bourrienne tous les renseignemens que j'aurais dû trouver sur Hambourg, dans la correspondance de M. d'Aubignosc, et que je n'y trouvais pas. Si, à côté de M. de Bourrienne, il y eût eu ici un autre ministre de France, qui eût séjourné aussi long-temps à Hambourg, on se serait également adressé à lui pour obtenir des renseignemens utiles. Pourquoi M. d'Aubignosc se plaint-il de ce qu'on ait vu M. de Bour-

rienne ? Il ne se plaint pas de ce qu'on a vu MM. Doormann, Abendroth, Jenisch, etc. Les ministres de l'intérieur, du commerce, des finances, du trésor, les ont souvent vus en particulier, et en conférences pour les affaires de leurs départemens, comme je les ai vus pour celles de mon ministère; et telle était l'aveugle haine de M. d'Aubignosc, contre M. de Bourrienne, qu'il lui attribuait la plupart des renseignemens que je puisais dans ces diverses sources: c'est ce que me prouvait sa correspondance. Je l'ai laissé dans cette erreur. Ce que je dis ici à Votre Excellence est pour répondre au paragraphe de sa lettre, où elle me dit qu'elle est persuadée que *nous différons essentiellement dans notre façon d'envisager les choses à Hambourg, par une suite inévitable des sources où nous puisons.* Votre Excellence est tout à fait dans l'erreur. Je ne suis ni ne me laisse influencer par personne; j'ai toujours plusieurs lunettes pour voir le même objet, et si j'en usais autrement, j'aurais bientôt changé le pouvoir qui m'est confié en une insupportable tyrannie. Je ne me livre donc pas plus à l'impulsion de M. de Bourrienne contre M. d'Aubignosc, que je ne veux écouter celle de M. d'Aubignosc contre M. de Bourrienne. Ce dernier a même la politesse de ne m'en jamais parler, et je ne permets pas que M. d'Aubignosc m'en entretienne dans ses lettres. C'est ici, particulièrement, que je vais répondre à la confiance que Votre Excellence me demande, et je la rendrai elle-même le juge de l'opinion que j'ai dû me former, en lui envoyant toutes les pièces à l'appui.

D'abord, j'étais prévenu par Hambourg même, que M. d'Aubignosc menaçait facilement le sieur Bouvyer. Il n'ignorait cependant pas que je m'en servais, et son devoir

était de vous en informer, et de détourner par là un éclat qui pouvait m'être désagréable, puisque je ne refusais pas de donner les explications qui ont suivi son arrestation. Je vois, dans le compte qu'il en rend à M. Réal, et dont je joins ici la copie, qu'il se disculpe de cette mesure en disant que c'est Votre Excellence qui l'a ordonnée, malgré ses observations. J'ai d'abord été frappé, M. le Maréchal, d'une irrégularité dans l'arrestation de cet agent. Cette irrégularité, qui est, aux yeux d'un ministre, une faute capitale, décèle encore la haine qui a guidé M. d'Aubignosc. La voici.

« Il a exécuté un ordre de Votre Excellence, il a bien fait, mais j'aurais dû recevoir dans les vingt-quatre heures le procès-verbal de cette arrestation, et ce procès-verbal devait relater toutes les pièces à charge et à décharge, trouvées dans les papiers du prévenu, reconnues et paraphées par lui. C'est ainsi que la police procède dans tout l'empire français, excepté à Hambourg, où M. d'Aubignosc vient d'y manquer pour la seconde fois. Non seulement on n'a pas dressé ce procès-verbal, mais on a rompu, hors de la présence du prévenu, le scellé apposé par lui sur ses papiers. Il était alors en droit de les nier tous; et je vous le demande, M. le Maréchal, si l'on en eût agi ainsi envers un criminel d'État, n'en serait-il pas résulté que l'on se serait privé des moyens de le traduire devant la justice, qui ne reconnaît point de tels procédés. Quelle opinion dois-je avoir de cette conduite? Dois-je l'attribuer à l'empressement de M. d'Aubignosc à me transmettre des pièces qui justifient ses allégations? mais la présence de M. Bouvyer à la levée des scellés, ne les aurait pas détr[illegible] pièces?

ne suis-je donc pas, au contraire, autorisé à penser, ou qu'il y en avait d'autres toutes prêtes à y introduire, ou que l'on voulait détourner celles à décharge ? Ce qui est effectivement arrivé, comme vous le verrez par la copie de la lettre de M. Bouvyer, à laquelle je joins copie d'une lettre de M. de Bourrienne à M. Bouvyer, qui devait vous être mise sous les yeux, ce que l'on n'a pas fait, parce qu'elle aurait contribué à détruire l'impression défavorable que l'on voulait vous donner. M. d'Aubignosc est d'autant plus coupable d'en avoir agi ainsi, que lors de l'arrestation de M. de Herzt, où il se conduisit de même, je le réprimandai vivement.

« J'ai lu avec attention tout ce que M. d'Aubignosc a cité des lettres trouvées chez M. Bouvyer. Je n'ai point lu les originaux, mais je me les explique très-bien : je vais vous en donner le détail, et vous verrez, M. le Maréchal, comme la plus légère explication détruit le soupçon qu'inspirent des phrases, qui ne sont obscures qu'en apparence, et aux yeux des gens intéressés à voir partout des torts.

« Le commencement de la première lettre se rapporte au sieur Karr. Voici ce qui y a donné lieu : le ton de la correspondance de M. d'Aubignosc était si insolent, qu'il m'était devenu insupportable. Je voulus juger par moi-même de son personnel, je pris un prétexte et lui envoyai l'ordre de venir à Paris. Je le fis remplacer, par intérim, par un commissaire-général que j'avais sous la main, et auquel je donnai des instructions particulières, conformes à mes soupçons. Ni sa présence à Paris, ni encore moins le rapport de celui qui l'avait remplacé, ne me firent changer d'opinion. Je résistai à toutes les protections dont il s'étaya ; je ne

vous les nomme pas ; mais je suis persuadé que Votre Excellence n'en ferait pas plus de cas que moi, sous le rapport qui est entre elle et moi. M. de Bourrienne a pu savoir son arrivée. Il a pu même juger d'une grande partie de nos conversations, puisqu'il m'a fourni nombre d'argumens qui en ont fait la base, et que, par son moyen, j'ai redressé beaucoup de faits et rejeté beaucoup d'inculpations dont la fausseté m'était démontrée. Le rapport du commissaire-général était si fort de faits, que je me suis décidé à demander particulièrement à M. de Chaban, son opinion sur la direction générale de la police à Hambourg. Il me l'a envoyée, et j'avoue à Votre Excellence que, sur sa réponse seule, je me serais formé l'opinion que j'avais avant de lui écrire.

J'avais ordonné l'éloignement du commissaire Karr, d'après le cri public; on m'avait résisté, mais enfin, on a dû céder. Karr demanda à venir à Paris; on le lui refusa, mes soupçons s'éveillèrent; les rapports du commissaire qui avait exercé par interim, pendant le voyage de M. d'Aubignosc à Paris, se présentaient à ma pensée dans toute leur vérité, j'allais ordonner de m'envoyer Karr, lorsque l'évacuation de Hambourg me l'amena. Il est venu spontanément me faire une révélation qui est conforme à tout ce que m'ont mandé mes agens particuliers, à tout ce que le commissaire Roland m'a mandé, à l'opinion que m'a manifestée M. de Chaban, dans une lettre écrite de sa main. Karr a écrit et signé sa déclaration. N'en voilà-t-il pas assez, M. le Maréchal, pour former mon opinion ? J'avais chargé M. de Bourrienne d'informer le sieur Bouvyer de l'ordre que

je donnais pour Karr. Le mot d'Aubi..... n'est autre chose que le nom de M. d'Aubignosc en abrégé.

« Ce que signifie la phrase suivante : « On a besoin de « renseignemens plus exacts sur la curieuse anecdote du « cachet, etc. » m'est parfaitement connu, c'est par mes ordres qu'elle a été écrite. La phrase qui suit se rapporte à un sieur Rennemenil, ici depuis cinq jours, et qui devait être envoyé à Marseille. Voici l'explication de ce fait.

« J'étais prévenu par Hambourg qu'un sieur Rennemenil, connu défavorablement au ministère de la police, disait hautement à Hambourg et à Altona qu'il allait écrire à M. de Bourrienne une lettre qui le mettrait dans un grand embarras. Quelque temps après, l'intrigue se développa, et la lettre arriva par la poste. Je dois rendre cette justice à M. de Bourrienne, qu'il m'apporta de suite cette lettre, dont il fut étonné de trouver la copie entre mes mains. Elle était conforme à l'avis que j'en avais reçu, et en même temps M. d'Aubignosc me prévenait que *c'était des réclamations absurdes, auxquelles il n'avait pas cru devoir donner de suite.* Je pris la chose tout différemment, parce que je voyais les preuves d'une impudence manifeste. On y compromettait Rapp, le prince de Bénévent, etc. Je tenais à punir sévèrement l'administration qui osait ainsi se jouer de moi. Je n'accusai point réception à la police de Hambourg de ce qu'elle m'avait mandé; je lui envoyai l'ordre assez antidaté pour déranger ses calculs, d'arrêter le sieur Rennemesnil, pour des faits d'émigration et d'intrigues qui furent mon prétexte. J'indiquais si bien la demeure et les allures du sieur de Rennemesnil, que l'on n'osa pas le man-

quer. Effectivement il m'arriva. Il avoua tout le stratagème dont on avait usé pour lui faire écrire cette lettre. Il ne compromit pas M. d'Aubignosc à la vérité, mais puisque celui-ci le savait, pourquoi ne commençait-il pas une enquête qui pouvait le conduire à des résultats qui auraient d'autant plus servi sa haine que l'intérêt public eût été, cette fois, d'accord avec elle. Si, au contraire, il n'y voyait qu'une intrigue, pourquoi ne la dénonçait-il pas? puisqu'il était question de personnages importans qu'il devait faire respecter. Ce Rennemesnil a été puni par mesure de haute police, et je lui ai interdit son retour dans la trente-deuxième division militaire.

« Quand un intrigant est démasqué, il démasque ordinairement tous ses compagnons d'intrigue. Celui-ci m'a fait des révélations qui sont venues à l'appui de l'opinion que je m'étais formée sur tout ce qui se pratiquait à Hambourg. Dans la phrase suivante, qui commence ainsi « *Vous avez « bien fait de parler de...* » il est question d'une affaire connue au ministère, qui y a été traitée dans les formes; il n'y a point d'intrigue. Loin de cela, M. le Maréchal, je puis vous assurer que ce fait honore M. de Bourrienne. Mais cela serait trop long à vous raconter.

« L'autre fait : « *J'ai envoyé le Mémoire, etc.*, » est encore connu à la police, puisque la personne à laquelle on l'envoyait était précisément un des chefs de bureau que ces matières-là regardent. M. Coste est un avocat qui devait suivre cette affaire; je m'en suis assuré.

« Ce qui a paru le plus singulier à M. d'Aubignosc est le passage où il est question de l'affaire Schindelhaütz. On a bien raison de dire, M. le Maréchal, qu'avec six l

l'écriture de quelqu'un, on trouve de quoi le faire pendre. Il y a bien de l'envie de nuire à s'étudier à rattacher au mot-*enfantillage*, qui est au commencement de la phrase, une prétendue escroquerie de mille frédérics, dont il n'est point question dans la lettre, et d'appliquer ce mot à un fait que rien ne prouve avoir été connu de M. de Bourrienne. Est-il supposable qu'il se fût servi d'une semblable expression pour une escroquerie, lui qui, dans la première lettre, citée par M. d'Aubignosc, dénonçait à M. Bouvyer un vol de cent mille francs que l'on voulait faire à de légitimes créanciers? Je suis d'ailleurs étonné que M. d'Aubignosc n'ait pas remis à Votre Excellence la lettre originale trouvée chez M. Bouvyer, dans laquelle elle n'aurait certainement pas vu l'explication forcée qu'il s'agissait d'une escroquerie de mille frédérics; et que M. de Bourrienne s'en faisait le défenseur.

« J'arrive, M. le Maréchal, à une inculpation très-grave, mais que je ne crains pas de taxer de calomnie. Je veux parler du voyage que M. de Bourrienne fit à Hambourg, en 1812. Ce voyage m'était connu : il m'a même été utile. Je ne comprends pas ce que M. d'Aubignosc a voulu dire par *les criailleries en public contre M. Gonse, etc.* J'ai la preuve, par des *lettres positives*, que M. de Bourrienne, au contraire, cherchait constamment à détourner l'attention que l'on avait trop maladroitement fixée sur Hambourg. Le témoignage de M. de Lavallette vient à l'appui de ce que je dis à Votre Excellence, et d'après des avis aussi mesurés que discrets de M. de Bourrienne, des mesures ont été prises pour obvier au mal qu'avait produit une certaine inconvenance.

« La remarque qui a été faite à Votre Excellence, que ce sont les amis de M. de Bourrienne qui se sont jetés dans les bras des Russes, serait pour moi plutôt une preuve en sa faveur. Si les armées françaises allaient à Saint-Pétersbourg, on leur signalerait comme les plus grands ennemis de la France les personnes que j'y ai le plus particulièrement connues. Un ministre en pays étranger n'a que ce moyen-là d'être bien informé, puisqu'il est privé des moyens que donne le pouvoir; et vous avez cependant vu, M. le Maréchal, que M. de Bourrienne, accusé d'avoir constamment trahi à Hambourg les intérêts de l'empereur, lorsqu'il y était tout seul en 1809 avec les troupes du sénat, a su tirer un bien meilleur parti de sa position, pour en faire fermer les portes à Schill et apaiser une violente insurrection contre les douaniers, que ceux qui, en 1813, au seul bruit de l'approche de quelques Cosaques, encore à huit jours de marche, ont fait évacuer la ville à toutes les administrations et à 1500 hommes d'infanterie, et cela, parce qu'il y avait eu une insurrection de canaille. Sans entrer dans des détails, voilà cependant des faits!

« Ce que M. d'Aubignosc vous dit de M. Dehn et de madame de Pappenheim *m'est démontré faux* par vingt pièces écrites. Votre Excellence pourra s'en convaincre si Sa Majesté lui a renvoyé un rapport que je lui ai transmis sur tout ce qui s'est passé à Hambourg, pendant l'occupation des Russes, et dans lequel Dehn et la comtesse Pappenheim y sont signalés comme de misérables intrigans.

« Ce que M. d'Aubignosc vous a dit de Gumprecht est-il plus extraordinaire que tout ce qu'on pourrait dire de cent mille habitans de Hambourg? D'ailleurs, Gumprecht était,

dans les affaires passées, un des dénonciateurs de M. de Bourrienne. Mais le docteur Knorr, qui a rejoint à Stralsund le prince royal de Suède, s'est ruiné pour l'armement de la légion Anséatique, et il était l'ami de tous les Français dont il était médecin. Il serait bien dangereux, et en même temps bien injuste de rendre qui que ce soit responsable de la conduite ultérieure de ceux avec qui il aurait eu des liaisons.

« Je n'ai entrepris cette longue lettre, M. le Maréchal, que parce que j'ai la persuasion que M. d'Aubignosc se sert vis-à-vis de moi du nom de Votre Excellence pour se justifier de mesures qui paraîtraient être contre son opinion et sa manière de voir, tandis que c'est son opinion et sa manière de voir qui les ont provoquées. J'en trouve la preuve dans la lettre de Votre Excellence du trois juillet, comparée à celles qu'il a écrites les vingt-six et dix-neuf juin à M. Réal, sur le même sujet. Je vois que c'est lui qui a donné à Votre Excellence ses opinions particulières, desquelles il se récuse dans ses lettres à M. Réal.

« Je vous envoie, M. le Maréchal, toutes ces pièces; vous en pourrez juger vous-même. J'y joins la copie du dernier rapport que M. Bouvyer m'a adressé au moment de partir; Votre Excellence y verra que M. d'Aubignosc s'est récusé vis-à-vis de lui-même de la mesure qui l'a frappé, qu'il l'a toute rejetée sur vous. Je dois cette confiance à Votre Excellence, d'après celle qu'elle me témoigne. J'y joins la copie de la lettre écrite par M. de Bourrienne à M. Bouvyer, le vingt-trois octobre, et la réponse de celui-ci, et que M. d'Aubignosc n'a point mise sous vos yeux. Il n'avait pas le droit de s'en dispenser. Ces lettres forment

un contraste frappant avec la conduite qu'on suppose à M. de Bourrienne de mettre en mouvement des intrigues dans un sens opposé au gouvernement.

« Mais parmi ces pièces, il en est une que je dois faire particulièrement remarquer à Votre Excellence, c'est la lettre de M. Lecocq à M. d'Aubignosc.

« Et d'abord, je demanderai à celui-ci par quelle inconcevable malignité il trouve encore *du Bourrienne* dans cette affaire, tandis que le sieur Lecocq lui-même, non-seulement n'en parle pas, mais ne le donne pas même à penser de la manière la plus éloignée. Pour vous convaincre encore davantage que cette supposition est une pure calomnie, je vous assurerai, M. le Maréchal, que jamais il n'a été question à mon ministère du sieur Buchholtz; que jamais cet individu n'y a eu la moindre relation; que jamais M. de Bourrienne ne m'en a dit un mot; que j'ignorais moi-même qu'il existât, et qu'il ne m'a jamais été désigné ni en bien ni en mal, par aucun de mes agens à Hambourg.

« Mais j'appelle spécialement votre attention, mon cher maréchal, sur la phrase de la lettre du sieur Lecocq, que j'ai soulignée. Quelle opinion voulez-vous que j'aie du jeune et inconséquent étourdi qui se permet de pareilles expressions et de mêler le nom de l'autorité dans une lettre ordurière, et du chef auquel on croit pouvoir l'écrire, et qui a dû nécessairement autoriser, par ses propos et sa conduite, de pareilles confidences et une telle impudeur? J'ai chargé M. Réal de répondre à cette lettre qui lui a été envoyée par M. d'Aubignosc; mais je remets à Votre Excellence cette cause qui nous est commune, puisqu'elle tend à avilir l'autorité.

« Lorsque Votre Excellence aura lu tout ceci, elle verra si j'ai besoin d'avoir à Hambourg un agent contrôleur de tout ce qu'y fait la direction de police, contre laquelle j'ai des présomptions de malversations de fonds, bien mieux établies que celles qui sont reprochées à M. de Bourrienne. Je n'en parle pas parce que l'homme qu'elles inculpent peut vous être utile, et que je serais désespéré de vous priver d'un homme qui vous sert dans les circonstances où nous nous trouvons. Qu'il fasse bien son métier, qu'il me dise la vérité, ce sont les seules choses auxquelles je pense pour le moment. J'engage cependant Votre Excellence à prendre garde à une circonstance : c'est qu'il ne m'est pas démontré que l'on ne se soit servi de son autorité pour faire éloigner Bouvyer, que parce qu'il était là comme un observateur incommode qui m'aurait prévenu des petites friponneries qui vont être mises en usage pour se racheter de quelques taxations de la contribution, et des individus auxquels les Hambourgeois savent qu'ils peuvent s'adresser.

« Puisque je viens de vous parler, M. le Maréchal, des malversations reprochées à M. de Bourrienne, je vous dirai là-dessus ma pensée tout entière, sans but ni projet quelconque pour ou contre lui.

« Depuis près de trois ans, la direction de police de Hambourg m'a écrit des volumes contre M. de Bourrienne, rapportant à lui toute sa surveillance et tout son travail ; oubliant à mon égard toute espèce de pudeur et de respect, au point de dire et d'écrire à d'autres qu'à moi que j'étais sous l'influence immédiate de M. de Bourrienne. Vous pourrez le voir par la lettre à M. Réal. J'ai lu soigneusement tout ce qui m'a été écrit par cette direction, et je ne comprends pas comment, mu par tant de haine et d'acharnement, occupant

seul le champ de bataille des intrigues supposées de M. de Bourrienne, et de ses malversations prétendues, on n'ait pas même encore pu trouver, je ne dis pas une preuve, mais une dénonciation autre que ce grand mémoire qui me fut adressé en 1814, et dont j'ai démontré toutes les absurdités dans une longue réponse à M. d'Aubignosc. Lorsque je lui en ai parlé dans mon cabinet, il s'en est encore récusé en me disant qu'il n'y croyait pas; que vous lui aviez ordonné de faire ce rapport, et qu'il en avait chargé Ogier de la Saussaye. Ce qui m'a fait épiloguer tout ce mémoire, c'est l'assertion de la prétendue *cassette mystérieuse*[1] qui couronnait cette dénonciation. Ouvrez; une page manque: cela prouve évidemment la faiblesse des moyens d'attaque. C'est une pure invention de sieur Hammerstein, qui avait ce libelle, et qui a cru y trouver un moyen de payer ses dettes, en suscitant une mauvaise affaire à M. de Bourrienne, ce à quoi il a réussi.

« Une autre inculpation, dont j'ai vu tout mon ministère occupé, c'est que M. de Bourrienne a favorisé la fraude.

« Mais outre que le rapport rédigé pour le perdre le disculpe de cette accusation, outre que les enquêtes que j'ai ordonnées n'ont rien produit, il existe, dans les archives des ministères, des pièces, j'ose dire convaincantes. Il est bien prouvé, et les douanes l'attestent, que M. de Bourrienne s'est interdit, dès le premier jour où, par l'absence du titulaire du consulat, il s'en trouva chargé, toute espèce de direction ou de surveillance sur les papiers de mer, et toute espèce de signature pour l'entrée à Hambourg de quelque objet que ce soit. C'est un singulier moyen de fa-

1 La cassette mystérieuse n'était autre chose que le coffre de fer blanc dans lequel étaient renfermées les pièces authentiques et les notes importantes qui m'ont servi.

voriser la fraude que de se priver volontairement d'un droit dont l'abus pouvait la faciliter. Depuis le mois d'août 1807, l'entrée à Hambourg, soit par terre, soit par eau, a été exclusivement dans les attributions des douanes, et si, comme on a voulu le dire, cette mesure d'une apparente sévérité n'était qu'un masque pour cacher la vérité, comment se fait-il que, lorsqu'il aura voulu user de quelques moyens d'introduction, les surveillans dont il s'était volontairement entouré ne s'en soient pas aperçus? Je ne présume pas que l'on veuille supposer une connivence qui, en compromettant tant d'individus, eût été tôt ou tard et nécessairement découverte.

« Une autre circonstance serait tout à fait à sa décharge s'il était recherché officiellement sur ce point-là. Depuis que l'entrée de l'Elbe fut sévèrement interdite à toute espèce de bâtimens, la contrebande se fit par le Holstein. Ce pays, encombré de denrées coloniales, était pour les fraudeurs une mine abondante à exploiter. Eh bien, c'est sur la proposition de M. de Bourrienne que toutes ces denrées coloniales ont été admises à Hambourg moyennant un fort droit à payer au gouvernement français. M. de Bourrienne proposa cette mesure, parce qu'il voyait les denrées s'écouler par la contrebande, et qu'il calcula mathématiquement le laps de temps pendant lequel elles passeraient en fraude dans l'intérieur de l'Allemagne. S'il eût été intéressé à ce trafic, il n'aurait pas seul, et de son propre mouvement, provoqué un décret qui le faisait cesser.

« Voilà, M. le Maréchal, une bien longue lettre. Je désire que cela ne vous ait point ennuyé, et que Votre Excellence ne voie, dans les sentimens qu'elle renferme, que ma

confiance en elle pour le service de l'empereur, jointe à un sentiment d'équité que je tâche toujours de faire présider aux mesures de sévérité que mon ministère me met dans le cas de prendre. Si je m'en écartais un instant, je ne répondrais pas à la confiance dont l'empereur m'a honoré. Il ne m'appartient pas de m'immiscer dans les motifs du mécontentement que l'empereur peut avoir contre M. de Bourrienne, il est un point où toutes les observations de ce genre doivent s'arrêter. Mais dans toute l'administration publique dont il a été chargé, qui a été l'objet d'une sévère enquête, je vous donne ma parole d'honneur que je n'ai rien aperçu qui doive lui faire perdre l'estime des hommes justes qui l'ont connu. Feu le maréchal Duroc est mort convaincu de son innocence; d'autres personnes, que je ne me permets pas de citer, m'ont manifesté la même opinion, et jusqu'à ce que le contraire m'ait été démontré, je ne vois pas de motifs raisonnables d'en changer. Si la police de Hambourg, au lieu de m'adresser des inculpations grossières, qui ne sont pas même accompagnées d'une probabilité de vraisemblance, s'était livrée à des recherches scrupuleuses, elle vous aurait probablement donné la même manière de penser qu'à moi.

« Je finis, M. le Maréchel, par un dernier fait sur lequel je prie Votre Excellence d'interroger officiellement M. d'Aubignosc. Je vois, dans le rapport rédigé par le sieur Bouvyer, pendant l'occupation de Hambourg par les Russes, qu'il y a rencontré un sieur *de Libri*, qui y avait été laissé en prison, lors du départ des troupes françaises. Il faut que Votre Excellence connaisse cette anecdote. Ce *de Libri* est un rusé politique qui m'avait été signalé *d'en haut*, et

que je reconnus bientôt pour le personnage mystérieux dont parlaient quelques lettres qui m'étaient tombées entre les mains. Une femme, à laquelle elles étaient adressées, m'a fait connaître toute son intrigue. Il n'était question de rien moins que d'un coup d'éclat, dont cet homme voulait se rendre l'âme. Après l'avoir cherché long-temps en Italie, je le découvris à Hambourg; j'ordonnai son arrestation; et comme toutes les fois que l'on arrête un prévenu de cette importance, il est nécessaire de faire quelques instructions préliminaires, je le laissai quelques jours à Hambourg. J'étais loin de croire qu'en évacuant la place, on ne l'évacuerait pas aussi, d'autant plus que l'on a eu le temps d'y penser. Je ne serais point étonné de voir cet homme aller en Angleterre, et, à la première occasion, me monter quelque mauvais coup. Je désire que M. d'Aubignosc explique son étrange conduite dans cette circonstance.

Lettre du duc de Rovigo, ministre de la police générale, à M. d'Aubignosc, commissaire-général de police à Hambourg.

Le 10 novembre 1813.

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre du 2 octobre, que je présume être du 2 novembre, à laquelle étaient joints six interrogatoires faits par le commissaire central de police, qui les a résumés dans un rapport également joint à votre lettre.

« Je n'avais point donné d'ordres relatifs aux affaires de M. de Bourrienne, et je n'ai pu regarder cette communication de votre part, que comme un compte rendu de vos opérations. Néanmoins, comme vous en avez été chargé, je ne puis me dispenser de vous faire remarquer tout ce que le résumé de votre commissaire central offre de déraisonnable, souvent contradictoire et absurde.

« D'abord je ne comprends pas pourquoi vous n'avez pas conduit vous-même cette affaire. Vous avez l'air de vous décharger de la responsabilité des erreurs ou des inexactitudes, sur M. Ogier de la Saussaye. Comment pouvez-vous envoyer à votre ministre l'exposé d'un compte dont vous ne garantissez pas vous-même l'exactitude? C'est le mettre lui-même dans le cas d'en faire un faux rapport. Si

ce M. Ogier de la Saussaye est un ancien sous-préfet de Rochefort, que j'y ai connu, qui a été depuis législateur, la place que je lui vois remplir maintenant ne lui donne aucun droit à ma confiance, et il faut qu'il soit propre à bien peu de choses pour avoir rétrogradé à ce point-là. D'après vos rapports, la nomination de M. Bouvyer a été révoquée, et certainement il valait mieux que M. Ogier de la Saussaye, que je connais d'ailleurs personnellement. C'est sa signature au bas du rapport que vous m'avez adressé qui m'a fait faire les enquêtes dont vous allez voir le résultat.

« Je commencerai par l'article des recettes : vous portez le don fait par le sénat à M. de Bourrienne en deux articles faisant ensemble 1,040,000 francs, malgré que M. Werheherlen vous eût observé que les 440,000 francs qui avaient été donnés sous son administration faisaient partie des premiers 600,000 francs; il me semble qu'il ne fallait pas avancer affirmativement qu'ils étaient en sus des 600,000, comme vous l'avez fait. Et d'ailleurs, le sénat ayant lui-même livré l'état de ses dépenses, duquel vous avez eu connaissance, n'eût certainement pas porté 440,000 francs de moins, donnés à M. de Bourrienne, surtout étant loin de prévoir, à l'époque où il les a donnés, qu'on lui demanderait un jour communication de ses livres. D'ailleurs, pourquoi lui en aurait-il fait grâce ?

« Votre commissaire central a commis là une grande erreur de laquelle vous deviez le relever, et je vous adresse le même reproche que si vous aviez vous-même signé le rapport. Ainsi, ou il y a eu de la partialité, ou une grande négligence, ou une grande maladresse déjà sur ce point puisque vous aviez les livres du sénat pour contrôler.

« Pour troisième et quatrième article de recette, vous portez 735,000 francs du Mecklembourg-Schwerin, et 72,500 francs du roi de Danemarck. D'abord, une réflexion se présente ici. Il n'y a pas d'homme raisonnable qui puisse supposer que le duc de Mecklembourg ait eu des obligations telles à un ministre de France à Hambourg, que, pour lui en témoigner sa reconnaissance, il ait dû lui faire un cadeau semblable, lors même qu'il lui aurait rendu ses États, qui ne valent pas un département de l'empire français; le roi d'Espagne et des Indes, et celui d'Angleterre, n'ont jamais fait de cadeau plus considérable.

« Les 72,500 francs du Danemarck n'entrent pas non plus dans mon esprit, et je ne vois pas dans les réponses de l'homme que vous avez interrogé de quoi justifier ce que vous avancez. Comment n'êtes-vous pas remonté jusqu'à la main qui a donné cet argent? Comment M. de Bourrienne est-il devenu le porteur d'une obligation de 145,000 francs sur le roi de Danemarck? Où est l'acte? C'est donc une dette que ce prince a payée et non un présent qu'il a fait. Cela devient une transaction entre particuliers, dont on doit retrouver des traces. D'ailleurs, les expressions même du rapport devaient vous conduire à ne pas adopter légèrement cette assertion. Le sieur Gumprecht assure que M. Bourrienne a dû recevoir cette somme : il sait donc le pourquoi?

« Malgré toutes ces observations, vous ne portez la recette de M. Bourrienne qu'à 1,847,500 francs à la vérité, non compris les passeports. D'abord, on ne manquerait pas d'en récuser les trois derniers articles qui ne sont pas assez prouvés; et vous voyez ela se réduirait aux

600,000 francs du sénat, et aux passeports que vous portez seulement pour mémoire.

« Je passe maintenant à l'emploi des capitaux.

« Votre commissaire central met hardiment un million de dettes payées à Paris. D'abord, il a habité assez longtemps Paris, pour savoir qu'un homme qui a un million de dettes à Paris, n'en sort pas sans avoir pris au préalable des arrangemens avec ses créanciers, et, à cette époque, qui est présente à ma mémoire, M. de Bourrienne n'était pas en position de transiger avec eux. D'après des renseignemens, qu'il m'a été facile de faire prendre, ses dettes n'allaient pas à 100,000 francs, et c'est l'exagération que je trouve à l'assertion du rapport de votre commissaire, qui me fait douter des autres faits. D'ailleurs, je vois que M. Gumprecht n'avait pas de compte courant avec M. de Bourrienne. Si ce n'est pas lui qui a payé ce million de dettes, comment le sait-il? Si c'est lui, demandez-lui en le détail : il le doit savoir.

« Les six articles qui suivent peuvent être vrais.

« Les 50,000 francs de M. Veher sont portés par votre commissaire central comme actif; et je lis dans l'interrogatoire du sieur Gumprecht, qu'il déclare qu'ils ne sont plus à M. de Bourrienne. Vous conviendrez ou que vous n'avez pas lu ce rapport et les interrogatoires, ou que vous avez cru que je ne le lirais pas.

« Les 135,000 francs prêtés à M. Hammerstein peuvent être vrais.

« Je passe au dernier article. 1,500,000 francs de dépenses me paraissent d'une absurdité sans exemple. Il me semble que vous pouviez d'abord savoir des domestiques

mêmes que M. de Bourrienne a dû laisser à Hambourg; ce qu'il avait de chevaux, de domestiques, et ce qu'il donnait à ces derniers; à qui il payait le loyer de sa maison; enfin, il fallait aller jusqu'à son cuisinier, et vous vous seriez convaincu de l'exagération de cette somme qu'un ministre de l'empereur ne dépense même pas à Paris. D'ailleurs, c'est sur une déclaration du sieur Gumprecht, qui, je vous le répète, n'ayant point de compte courant avec M. de Bourrienne, ne peut savoir ce qu'il a dépensé. S'il a payé pour lui, qu'il montre les pièces à l'appui de ses comptes.

En relisant tout ce que vous m'avez envoyé, je ne puis me former une opinion juste. Je ne vois pas pourquoi vous dites dans votre lettre : *Ce qui est certain, c'est l'existence de capitaux acquis, se montant à quatre millions.* Rien ne paraît moins certain. Vous concluez d'une dépense exagérée à une recette qui devient alors hypothétique; vous allez d'un connu supposé à l'inconnu que l'on cherche. Ce qui me paraît certain, c'est que si l'on ôte des 3,800,000 francs que vous supposez comme capital acquis, les 600,000 en trop, de dettes, les 1,200,000 en trop de dépenses à Hambourg, ce qui supposerait que M. de Bourrienne, outre son traitement pendant six ans, de 360,000 francs, y aurait encore ajouté 300,000 du sien (supposition très-raisonnable, et qui approche plus de la vérité que ce que vous dites), les 50,000 de M. Veher, qui, d'après votre commissaire, n'appartiennent plus à M. de Bourrienne, on revient aux 1,847,000 que vous admettez, non compris les passeports, mais dans lesquels, d'après ce raisonnement très-simple, non-seulement le produit des passeports serait compris, mais encore les revenus de M. de Bourrienne pendant six ans, et les intérêts de ses capitaux.

Vous voyez donc combien est faux le raisonnement de votre commissaire central, qui dit que les 3,800,000 francs de capitaux acquis prouvent l'importance des recettes.

Ceci me porte à croire que M. de Bourrienne pourrait bien avoir possédé des obligations du Mecklembourg et du Danemarck pour des sommes provenant des emprunts de ces pays, sans qu'elles doivent être ajoutées à son avoir; car s'il les a achetées de son argent, ce serait un double emploi.

D'un autre côté, si, d'après votre système, on ôte des 3,800,000 fr. les 1,500,000 fr. de dépenses à Hambourg, le million de dettes payées, les 50,000 fr. de Veher, l'actif actuel de M. de Bourrienne se réduit à 1,250,000 fr.; et cela se rapproche de l'opinion de votre commissaire central, qui s'explique affirmativement sur la grande exagération de la fortune de M. de Bourrienne, et qui écrit lui-même que toutes les personnes avec lesquelles M. de Bourrienne a été en compte courant, ne pensent pas qu'il soit très-riche. Cela aurait dû vous frapper.

Je vois figurer deux articles montant ensemble à 6,000 fr., qui ont été donnés à l'institut des pauvres à l'époque du quinze août; je désire que vous demandiez et que vous m'envoyiez l'état exact de tout ce que M. de Bourrienne a donné ainsi pendant sa mission.

En dernière analyse, Monsieur, je ne vois pas dans tout ce que vous m'avez envoyé quelque chose qui prouve les faits que vous énoncez. Il me semble que les observations que je vous fais peuvent vous mettre à même d'éclaircir d'une manière quelconque ce que vous avez voulu me prouver; mais une chose sur laquelle je ne comprends pas

que vous ayez passé aussi légèrement, c'est sur cette cassette, dite mystérieuse, dont parle le dernier paragraphe du rapport de votre commissaire central, et à laquelle il paraît croire. Mon intention n'est pas que vous passiez cela sous silence, et je vous enjoins *positivement* de remonter à la source de cette allégation, qui attaque si fortement la fidélité de M. de Bourrienne envers l'empereur. Je veux absolument avoir cette cassette, si elle existe, ou que cette imposture soit punie. Quand vous aurez plus d'expérience dans votre métier, vous connaîtrez mieux cette espèce d'hommes qui poussent l'impudence jusqu'à abuser les gens en place par le faux espoir de faire découvrir des choses importantes, qui ne sont que dans leurs passions basses et leurs rêves.

« Parmi le nombre des griefs que contiennent les différens interrogatoires, j'en remarque plusieurs de graves, que vous auriez pu mieux expliquer.

« Par exemple, vous donnez à penser que M. de Bourrienne a été à Trave-Münde, en juillet 1810, pour favoriser les opérations de contrebande; vous ajoutez qu'il était *soi-disant* malade; ce soi-disant pouvait bien se vérifier sur les lieux, et quant à l'accusation de contrebande, je remarque que c'est la seule partie de vos interrogatoires qui soit constamment en négative; vous aviez cependant un moyen naturel de constater la vérité sur ce point, puisque vous pouviez tout de suite savoir combien de navires étaient entrés à Trave-Münde, en juillet et août, et de quoi ils étaient chargés.

« Quant au navire de la Sophie-Auguste, au sujet duquel les interrogatoires sont favorables à M. de Bourrienne, il vous sera également facile de juger de l'intérêt qu'il a eu

dessus. Je vois, par un rapport du ministre de la marine, que ce navire a porté à l'Ile de France des dépêches de son ministère, lesquelles étaient renfermées dans une caisse de chapeaux faite à Altona, chez le nommé *Carco*. Si ce M. *Carco* est encore à Altona, faites vérifier ce que je vous dis, et, si cela se confirme, vous vous convaincrez que c'est la méchanceté qui a converti en intérêt sordide une action qui était tout-à-fait de son devoir. En général, il faut écouter les délations, mais les confronter trois fois avant de leur accorder confiance.

« Voilà, Monsieur, mes objections à votre dépêche du 2, j'ai mis plus de temps à y réfléchir, que votre commissaire central à faire son rapport, et avant d'en faire un moi-même sur toutes ces affaires, j'ai besoin de votre réponse à cette dépêche. Combattez franchement ce que je vous dis, et éclairez-vous avant de me répondre.

TABLE

DU NEUVIÈME VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

Les grandeurs déchues et les grandeurs vivantes. — Retard de mon départ pour Hambourg.—M. de Czernischeff. — Bonaparte anti-pacifique. — Conduite de Napoléon envers M. de Czernischeff.—La guerre, élément de la puissance impériale.—Conduite antérieure de M. de Czernischeff. — Surveillance de la police. — Le professeur espion. — Dissimulation de Napoléon. — Le département de la Lippe. — Situation réciproque de Napoléon et d'Alexandre. — Tact de Joséphine. — Juste prévision relativement aux affaires d'Espagne. — Mes visites à la Malmaison. — Le premier ami et la première femme de Napoléon. — Douleurs de Joséphine, et son amour pour les chiffons. — Les larmes et la toilette. Page 1

CHAPITRE II.

Immense étendue de l'empire, et le serment de fi

au Sénat. — Cas de conscience. — Déplacement de mœurs, lois et usages en Europe. — Nouvelles d'Italie. — Liste de morts et de proscrits en Piémont. — Le caractère italien et le caractère allemand. — Mot d'Alfieri sur l'Espagne. — Livres ouverts sur le bureau de Bonaparte. — Avantages en Espagne. — Échec de Masséna en Portugal. — Caractère et position de Masséna. — Dépenses faites par les Anglais. — Bertrand en Illyrie, et Marmont en Portugal. — Mauvaise situation de l'armée, et belle conduite de Marmont. — Gloire inutile recueillie en Espagne. — Assemblée des Cortès. — Renseignemens que me donne Duroc. — Obstination de Napoléon pour le système continental. — Oubli involontaire réparé. — Paroles adressées par moi à Savary, en 1811. — L'Europe entière victime du système continental. — Rencontre de Murat aux Champs-Élysées. — Caractère de Murat. — Épanchement confidentiel. — Sujets de mécontentement de Murat. — Murat devinant les plans de Bonaparte sur l'Italie. — Discrétion de ma part. 12

CHAPITRE III.

Les nouveaux titres et les anciens noms. — Empire de l'habitude. — Dédain de Fouché pour son titre de duc. — Fouché absent de Paris. — Poésies commandées par Fouché pour le mariage de Napoléon. — Bonnes intentions de Savary en faveur des gens de lettres. — Verve des poètes courtisans. — Distribution de gratifications à la police. — Les poètes louangeurs et quelques excep-

tions. — M. de Châteaubriand et M. Lemercier. — Mort de Chénier et son remplaçant. — Sujet de conversation dans tout Paris. — Conjectures générales sur la nomination et le discours de M. de Châteaubriand. — L'éloge d'un régicide impossible. — Discours jugé par une commission. — Deux partis dans l'Académie. — Le discours de M. de Châteaubriand lu par Napoléon. — Indignation et paroles menaçantes. — Anciens griefs renouvelés et cause de la suppression du Mercure. — Bonaparte comparé à Néron. — Mon opinion à ce sujet. — Différence entre les paroles et les actions. — Souvenir antérieur. — Deux places vacantes à l'Institut. — MM. Lemercier et Esménard. — Double présentation à l'empereur. — Bizarrerie et colère. 29

CHAPITRE IV.

Triomphe présumé de mes ennemis. — Naissance du roi de Rome. — Calomnies répandues. — Assurances que me donne Corvisart. — Sincérité de l'enthousiasme à la naissance du fils de Napoléon. — État de la France en 1811. — Cinquante-sept millions d'hommes soumis à Napoléon. — Mon départ pour Hambourg. — Réflexions en route, et arrivée. — Triste situation des pays Anséatiques. — Davoust, et abus de la force. — Commission de gouvernement à Hambourg. — Un parent éloigné de Joséphine. — M. de Chaban. — Son histoire, et anecdote singulière à Rochambeau. — Ambition d'être sénateur non satisfaite. — Fardeaux imposés aux Anséa-

tiques.—Deux cent mille hommes de passage et habillés. —Événemens remarquables pendant mon séjour à Hambourg. — Querelles de Napoléon avec le pape. — Députations inutiles auprès du Saint-Père.—Le cardinal Fesch prononcé en faveur du pape. — Mot qu'on lui attribue. — Convocation d'un concile. — Prompte dissolution, et les évêques à Vincennes. — Nouveau voyage de Napoléon en Hollande. — Le langage des flatteurs et la vérité. 43

CHAPITRE V.

Chances alternatives de succès et de revers en Espagne. — Bataille d'Albuféra. — Fêtes pour la naissance du roi de Rome. — Napoléon certain d'une guerre avec la Russie. — Envoi de Lauriston à Saint-Pétersbourg. — Inutilité de la diplomatie. — Impossibilité de maintenir la paix. — Obstacle causé par le système continental. — La guerre d'Espagne négligée. — Les soldats de tous les peuples, et un seul homme. — Mes visites chez Savary. — Origine de notre liaison. — Mes correspondances, et avis donnés au duc de Rovigo.—Pressentimens partagés. — Sacrifices maladroitement refusés. — Les Kalmoucks à Paris. — Préparatifs immenses. — Les ornemens du sacre et le bagage impérial. — Levées des gardes nationales. — Traité de garanties mutuelles de territoire avec la Prusse et l'Autriche. — Stipulations en faveur de la Porte Ottomane. — Capitulations renouvelées avec les Suisses. — M. de Czernischeff et le général Mélas. 57

CHAPITRE VI.

Crainte et nécessité de parler de moi. — Acharnement de mes ennemis.—Le mal fait, consolant d'une vice-royauté. — Parti pris contre les dénonciations. — Mémoire que j'adresse directement à l'empereur. — Ogier de la Saussaye. — La cassette mystérieuse. — Secret connu du public. — Ancien pamphlet et dénonciation renouvelée. — Conviction et silence de Napoléon. — Demande d'être mis en jugement. — Les dénonciateurs non découragés et méprisés par Napoléon. — Conseils de Duroc. — Ordre mis par Bonaparte aux affaires intérieures. — Craintes inspirées par le séjour du pape à Savone. — Translation du pape à Fontainebleau. — M. Denon placé auprès de Pie VII. — Amitié du pape pour M. Denon.— Singulière anecdote. — Antiquités égyptiennes, la Genèse et excommunication involontaire. — Opinion du pape sur sa position.— Départ de Napoléon et de Marie-Louise pour Dresde. — Les monarques courtisans, et le salon des Rois. — Différence entre Dresde et Erfurth. — L'ami devenu ennemi. — Fâcheuse situation des affaires d'Espagne et de Portugal. 66

CHAPITRE VII.

Campagne de Russie et la relation de M. Philippe de Ségur. — Junot accusé par Napoléon. — Voyage de [illegible] à Dantzig. — Détails que me donne Rapp. — [illegible]

ractère et franchise de Rapp. — Excellent jugement de Rapp sur les Russes. — Crainte de la mauvaise humeur de l'empereur. — Prédiction de Rapp à Napoléon. — — Murat devançant l'empereur à Dantzig. — Le roi de Naples une *poule mouillée*. — Conversation de Rapp avec Bonaparte. — Franchise de l'aide-de-camp, et mauvaise humeur du maître. — Murat changé aux yeux de Napoléon. — Maladie et chagrin. — Plaintes réciproques entre Bonaparte et Murat. — Souper entre l'empereur, Murat, Berthier et Rapp. — Opinion de Napoléon sur son alliance avec la Prusse et l'Autriche. — Le mal fait aux alliés. — Rapp, seul interlocuteur de Napoléon. — Approbation sans imitation. 80

CHAPITRE VIII.

Les négociations et les précautions oratoires. — Napoléon et Alexandre, et désir mutuel de la guerre. — Impossibilité d'un accommodement.—Adieux de M. de Czernitcheff à Napoléon. — Inexplicable insouciance de l'empereur à l'égard de la Turquie. — Intérêt de la Turquie à faire cause commune avec la France.— Souvenirs de la négociation de Sébastiani.— La guerre déclarée en 1806, et la paix conclue en 1812. — Négligence incroyable du gouvernement français auprès de la Porte Ottomane.— Inquiétudes données au grand-seigneur. — La paix de Bucharest, et surcroît d'inquiétudes pour Napoléon. — Fausse politique de la Porte Ottomane.— Tentative de Napoléon pour détacher la Suède de son alliance avec la

Russie. — Espoir donné à la Suède de recouvrer la Finlande. — But de Napoléon d'obliger Alexandre à retirer ses troupes du Nord. — Fidélité de Bernadotte à son alliance avec la Russie. — Entrevue d'Abo. — Le trône de France en perspective. — Examen et justification de la conduite du prince royal de Suède. 90

CHAPITRE IX.

Bonaparte et ses projets sur la Pologne. — Difficulté de lire dans la pensée de Napoléon. — Idées de Bonaparte au Caire, et souvenir de Sulkowski. — Le spoliateur se plaignant de spoliations. — Jugement de Napoléon sur la politique du Nord. — Notes que me dictait le premier consul sur la Pologne. — Insertions dans le Moniteur. — Souvenir de nos conversations du soir. — Singulier passage du protocole du congrès de Châtillon. — Examen de ce qu'a fait Napoléon, relativement à la Pologne. — Mes avertissemens de Hambourg. — La guerre souhaitée par les deux empereurs. — Entretiens avec Davoust. — Son enthousiasme pour la guerre. — Aveux publics. — Promesses de la vice-royauté de Pologne. — Le triomphe du sabre. — Idée fixe de Napoléon pour son droit d'aînesse monarchique. — Ce qu'aurait fait M. de Talleyrand. — Intrigues contre ce ministre. — M. de Pradt à Warsovie. — Espérances et désappointement des Polonais. — Difficultés qu'aurait éprouvées le rétablissement du royaume de Pologne.

CHAPITRE X.

Empire des illusions sur Bonaparte. — Les Russes et les Parthes. — Impatience du caractère de Napoléon. — L'emploi et la valeur du temps. — Vaine espérance de se voir demander la paix. — Propositions rejetées, et refus d'Alexandre d'entrer en négociations. — Décrets de Moskow sur le Théâtre-Français.—Motifs de ces décrets. — Deuils nombreux dans Paris, et le canon des Invalides. — Désastres de l'armée.— Conspiration de Mallet. — Impossibilité de succès. — Commencement de réussite. — L'acte d'un fou. — Détails sur les intrigues des conjurés. — Le duc de Rovigo à la Force.— Je trouve au ministère Lahorie se faisant faire un habit de ministre.— Mallet chez le général Hulin.— Arrestation de Mallet.— Quatorze condamnés. — Approbation de Napoléon. — Inquiétudes impériales. — Destitution de Frochot pour un mot entendu. — Arrivée de la nouvelle à l'empereur à Smolensk. — Rapp présent, et détails qu'il me donne. — L'empereur mécontent. — Appréciation de son pouvoir. — Besoin de revoir Paris. — Véritables motifs du départ de Napoléon.—Fausses accusations.— Réflexions sur la tentative de Mallet. — Le vingt-neuvième bulletin. 119

CHAPITRE XI.

Murat abandonnant l'armée. — Ney et Eugène. — Facilité

des Italiens à supporter le froid. — Arrivée de Napoléon à Paris.—Fouché à Paris, et craintes du duc de Rovigo.— Suites de l'affaire Mallet, et destitution de M. Frochot.— Mépris des formes légales. — Besoin de Napoléon de réparer ses pertes. — Plaintes universelles. — Activité incroyable, et création d'une nouvelle armée.—Institution des gardes d'honneur. — Fausse position du roi de Prusse. — Défection du général Yorck, et condamnation simulée. — Inquiétudes de Napoléon. — Convocation d'un conseil privé. — Les sages avis rejetés, et la guerre résolue. — Situation de l'Espagne. — Faiblesse et rétractation du pape. — Le comte Louis de Narbonne à Vienne.— Négociations inutiles.— Second conseil privé. — La vieille étiquette. — La régence déférée à l'impératrice. — Marie-Louise et la reine Blanche. 135

CHAPITRE XII.

Insurrections partielles.—Napoléon-Ville.— M. de Steuve, agent de la cour de Russie à Altona. — Mécontentement des habitans et excitations à la révolte. — Soulèvement de la populace à Hambourg. — Incendie des postes français. — Pillage de bâtimens chargés. — Les autorités françaises respectées. — Inaction des autorités. — Papiers emballés. — M. de Chaban et le général Carra-Saint-Cyr. — Commission militaire spéciale. — Révolte à Lubeck. — M. Humbert de Flogny. — Mauvaise conduite de quelques agens français. — Insurrections générales dans les campagnes. — Un sous-préfet sauvé de la

fureur du peuple. — Le préfet de Hambourg, et aliénation mentale. — Faux bruit sur l'approche d'un corps d'armée russe. — Exécutions, horreur et indignation. — Dissolution de la commission militaire. — Les troupes françaises repliées sur Hambourg.—Évacuation de Hambourg par les autorités françaises.— Mécontentement de l'empereur. —Griefs contre le général Carra-Saint-Cyr. — Belle défense de Magdebourg par Lemarrois. — Intrigues couronnées de succès. — M. Leroy victime de sa bonne conduite. 147

CHAPITRE XIII.

Politique fallacieuse de l'Autriche. — Duplicité du cabinet de Vienne, et aveuglement du cabinet des Tuileries. — Ma dernière conversation avec Duroc.— Douceur de son caractère. — Réponses habituelles de l'empereur aux partisans de la paix.—Froideur de Napoléon sur la mort de ses anciens compagnons d'armes. — Nouvelles de Hambourg. — Conséquences du départ des autorités françaises. — Les premiers Cosaques. — M. de Steuve agent secret de la Russie, et le colonel Tettenborn. — Bon accueil fait aux Russes.— Résurrection du Sénat de Hambourg.—Enthousiasme des habitans délivrés du joug de la France. — Exaltation populaire à Lubeck. — Manière d'agir des Cosaques, et les caves vides. — Confiscations des objets appartenant aux autorités françaises.— M. de Steuve, et plus d'incognito. — Dons volontaires et empressement général. — Levée d'hommes. — Les Cosaques de l'Elbe.— Témoignages de reconnaissance don-

nés à Tettenborn par le Sénat.—Recensement des étrangers. — Trente Français libres et trente déportés. — M. Bouvyer et sa noble conduite. — Le chapitre suivant. 161

CHAPITRE XIV.

La nouvelle armée de Napoléon. — Conduite du ministre d'Angleterre à Hambourg. — Mort du général Morand. — Les Français redevenus maîtres de Hambourg. — Mot de Napoléon sur Vandamme. — Vandamme et Tettenborn. — Le général incendiaire. — Vengeance exercée sur deux conseillers. — Le château de Lilienthal, Schroter, et instrumens d'astronomie donnés par Napoléon. — Augmentation des forces françaises sur l'Elbe. — Bonaparte et Gustave-Adolphe à Lutzen. — Jonction des corps de Davoust et de Vandamme. — Ordre de Napoléon de reprendre Hambourg. — Départ des Russes, et entrée des Français. — Mensonge officiel démenti. — M. de Serre et le nouveau préfet de Hambourg. — Le général Hogendorff, et mesures de rigueur. — Sage conduite du directeur des douanes. — Vexations et exactions. — Motifs du mensonge officiel. — Contribution de quarante-huit millions. — La population de Hambourg diminuée d'un tiers.—Bonaparte au Temple, et nouvelle liste d'otages. — Persécutions inouies. — Les petits Nérons. 175

CHAPITRE XV.

Les deux séjours de Napoléon à Dresde. — La bataille de

Bautzen. — Mort de Duroc. — Armistice de Plesswitz. — Assemblée d'un congrès à Prague. — Intervention de l'Autriche. — Possibilité de conclure la paix. — Obstination de Napoléon. — Les mauvais conseillers. — Bataille de Vittoria, et mauvaise position des Français en Espagne. — Influence des nouvelles d'Espagne sur le congrès de Prague. — Arrivée en Europe du général Moreau. — Fausses opinions sur les espérances de Moreau. — Souvenir des promesses d'Alexandre à Bernadotte. — Les véritables intentions de Moreau. — La cocarde verte, le général Willot, et noble pensée du duc de Berry. — Note importante et rectification d'une erreur. — Rupture des conférences de Prague. — Défection du général Jomini. — Batailles de Dresde et de Leipzig. — Un roi fidèle. 194

CHAPITRE XVI.

Reprise des hostilités. — Batailles de Dresde et de Leipzig. — Duroc et Poniatowski. — Mort de Duroc, douleur fastueuse et regrets universels. — Bulletin et phrases arrangées. — Souvenir de Desaix. — La vérité sur la mort de Duroc. — Lettre d'un témoin oculaire. — Souvenir d'un entretien avec Duroc. — Impatience de Duroc contre Napoléon, et interruption. — Conversation reprise au bout d'un an. — Ce que Napoléon dit de moi à Duroc. — Intention de me replacer. — Nouvelles preuves de l'amitié de Duroc à mon égard. — Impression produite par la mort des anciens compagnons d'armes de l'empereur. — Poniatowski. — Le commencement de sa carrière. — Poniatowski ministre du grand duché de Varsovie. — Désastres de la journée de Leipzig. — Le pont de Linde-

nau. — Justification dans le Moniteur. — Commission militaire nommée et non convoquée. — Les derniers mots et les derniers momens de Poniatowski.— Bravoure incroyable. — Le tombeau dans un jardin et la cathédrale de Varsovie. 205

CHAPITRE XVII.

Le gouvernement de Marie-Louise, et les lettres de grâce. — Voyage de l'empereur et de l'impératrice à Mayence. — Bonnes dispositions du duc de Rovigo. — Résolution de tout dire à Napoléon. — Un million d'ennemis et Murat contre l'empereur. — Fausses idées de Bonaparte sur le crédit public. — La baisse des fonds et soixante millions perdus. — Multiplication des cabinets secrets. — — Amitié de Savary pour moi, et souvenir de l'aide-de-camp de Desaix. — Le protecteur devenu protégé. — Retour de Napoléon vers moi, et redoublement de calomnies. — Pénible obligation et nécessité de parler de soi. — Vexations exercées par la police de Hambourg contre un de mes amis. — Note importante. — Arrestation et élargissement. — Les formes violées. — Présence d'esprit d'une servante allemande. — La vérité connue malgré les efforts faits pour l'étouffer. — Nouvelles et intolérables rigueurs du gouvernement de Hambourg. — Épidémie, et mort de M. de Chaban. — L'enterrement simulé. 220

CHAPITRE XVIII.

Marche des étrangers sur le Rhin. — Situation de Napo-

léon. — L'aurore du consulat et la fin de l'empire. — Levée de deux cent-quatre-vingt mille hommes. — Désastres de Leipzig. — Horrible situation des Français à Mayence. — Renseignemens particuliers. — Levée de trois cent mille hommes. — 1813 plus funeste que 1812. —Influence des premières défections sur l'esprit de l'empereur. — Souvenir oublié et paroles de Napoléon. — Invincible éloignement de Bonaparte pour la paix. — Causes de cet éloignement résultant de son caractère. — La gloire préférée au pouvoir. — Déclaration de Francfort. — Tergiversations de l'empereur. — Conditions des alliés. — Motifs pour lesquels Napoléon feint de désirer la paix.— L'ancien territoire de la France.—M. de Metternich. — M. de Bassano, et correspondances diplomatiques sans résultat. — Le duc de Vicence ministre des affaires étrangères. — Conditions des alliés vaguement acceptées. — Découragement général. — Les besoins et les répugnances de la France. — Désir de gagner du temps et départ de Caulaincourt pour le quartier-général des alliés. 234

CHAPITRE XIX.

Manifeste des alliés aux Français. — Déclaration de principes. — Désir de voir la France grande, forte et heureuse. — Bonne foi et belles promesses. — Napoléon présenté comme le seul obstacle à la paix. — Un million et quarante mille hommes en un an. — Mauvaise foi évidente des alliés. — Triste situation de la France. — Trente millions donnés par l'empereur. — Le trésor des

Tuileries, et plaintes tardives du corps législatif. — Dresde rendue et les conditions violées. — Révolte des Hollandais. — Murat et les Anglais. — Désir de rappeler M. de Talleyrand au ministère. — Conditions inacceptables.— Singulier conseil relatif à Wellington.— Changement dans le ministère. — M. de Molé. — Incroyable activité de Napoléon. — Coup d'œil de Bonaparte sur l'Espagne. — Cession du trône péniblement consentie par Joseph. — Bon projet mal exécuté. — Incertitudes relatives au pont de Bâle. — Comment je sais la vérité. — Consentement des Suisses au passage des alliés. — Convocation du corps législatif. — Impuissance du gouvernement sur une commission.— M. Lainé et réveil du corps législatif. — Ajournement et semonce impériale.— Paroles de Bonaparte rapportées par Cambacérès. 249

CHAPITRE XX.

Le drapeau de l'armée d'Italie et les aigles de 1813. — Conquêtes au nom de la liberté, et révoltes contre le pouvoir absolu. — Inaction de quelques agens. — Incroyable facilité à croire à des promesses impossibles. — Consentement des cantons suisses à livrer leur territoire. — Napoléon trompé. — Je suis mandé le soir au ministère de la police. — Appréhensions autorisées par ma position. — Surprise incroyable et proposition inattendue. — La place de ministre en Suisse offerte et refusée. — Questions de l'empereur sur moi. — Invitation à me rendre chez le duc de Vicence.—Résolution inébranlable de refuser la mission en Suisse. — Visite à M. de Talley-

rand. — Entrevue avec le duc de Vicence. — Instances du ministre pour me faire accepter. — Persistance dans mon refus. — Offre de me créer duc et grand-cordon de la légion d'honneur. — Refus définitif. — Embarras de ma position. — Caulaincourt et non le ministre. — Approbation et vive satisfaction. — Anticipation, et la demeure du duc de Vicence ignorée par le préfet de police. 264

CHAPITRE XXI.

Bons renseignemens du dehors.—Commencement du siége de Hambourg. — La nouvelle Sarragosse. — Travaux et fortifications. — Un pont de deux lieues. — Le général Dejean et le général Haxo. — Mesures rigoureuses et confiscations. — Désordre, gaspillage et discrétion. — Confiscations de chevaux.— Évacuation de Lubeck et adieux sanglans. — Violation des tombeaux. — Blocus rigoureux. — Le roi de Danemarck entraîné par le prince royal de Suède dans la ligue du Nord. — Rareté des vivres à Hambourg. — Les habitans exilés de leur ville. — Mesures acerbes. — Les hommes battus et les femmes fouettées.—Indulgence du maréchal Davoust.—Enlèvemens nocturnes. — Hospitalité des habitans d'Altona.— Un ancien aide-de-camp de Dumouriez, et générosité.— Manifestation d'une épidémie à Altona.—Causes de l'épidémie à Hambourg.—Les victimes et le monument. 278

CHAPITRE XXII.

Affaires d'Italie et le prince Eugène. — Chapitre spécial.

— Importance attachée par Napoléon à la conservation de l'Italie. — Cadres factices et force réelle. — Des hommes sur du papier, et la carte du Tyrol. — Mouvement de l'armée d'Italie sur les frontières d'Autriche. — Attention fixée sur l'Allemagne. — Douleur causée à Eugène par la défection des Bavarois. — Mouvement rétrograde. — Murat, dissimulation et perfidie. — La vieille politique de l'Italie. — Traité entre Murat et l'Autriche. — Hostilités suivies d'une déclaration de guerre. — Murat abandonné par les généraux français. — Ordres de Paris et proclamation inutile. — Prise de Livourne et d'Ancône par les Napolitains. — Évacuation de la Toscane. 292

CHAPITRE XXIII.

La couronne impériale et la couronne de fer. — Plans de défense gigantesques conçus par Napoléon. — Effet funeste de la trahison de Murat. — Souvenir de Saint-Jean-d'Acre et comparaison. — M. de Caulaincourt retenu aux avant-postes. — Concessions ironiques. — Projet de congrès. — Mauvais état des affaires. — Conseils donnés à Bonaparte de se rapprocher des Jacobins. — La noblesse et la canaille. — Promenades à cheval dans les faubourgs. — Ma présence involontaire à deux conférences. — Ridicules exigences des Jacobins. — Exhumation des turpitudes révolutionnaires. — Dégoût inspiré à Napoléon. — Moyen national adopté. — Armement de la garde nationale de Paris. — Ma nomination au grade de capitaine. — Adieux de l'empereur à la garde natio-